

PHILIPPE ARIÈS

LE TEMPS DE L'HISTOIRE

PRÉFACE DE ROGER CHARTIER



L'UNIVERS HISTORIQUE
SEUIL



PHILIPPE ARIÈS

LE TEMPS DE L'HISTOIRE

PRÉFACE DE ROGER CHARTIER



L'UNIVERS HISTORIQUE
SEUIL



DU MÊME AUTEUR

AUX MÊMES ÉDITIONS

Histoire des populations françaises et de leurs attitudes
devant la vie depuis le XVIII^e siècle
coll. « Points Histoire », 1971

L'Enfant et la Vie familiale sous l'Ancien Régime
coll. « L'univers historique », 1973
coll. « Points Histoire », 1975

Essais sur l'histoire de la mort en Occident
du Moyen Age à nos jours
relié, 1975
coll. « Points Histoire », 1977

L'Homme devant la mort
coll. « L'univers historique », 1977
coll. « Points Histoire », 2 vol., 1985

Un historien du dimanche
(avec la collaboration de Michel Winock)
1980

Images de l'homme devant la mort
album relié, 1983

Essais de mémoire, 1943-1983
coll. « L'univers historique », 1993

sous la direction
de Philippe Ariès et de Georges Duby
Histoire de la vie privée
coll. « L'univers historique »
5 volumes reliés, 1985-1987

DANS LA MÊME COLLECTION

Derniers titres parus

Fables de la mémoire
La glorieuse bataille des trois rois
par Lucette Valensi

L'Homme égyptien
sous la direction de Sergio Donadoni

Histoire de la France religieuse
sous la direction de Jacques Le Goff et René Rémond
relié, 4 volumes

Gouverner la misère
La question sociale en France (1789-1848)
par Giovanna Procacci

Les Intellectuels, le Socialisme et la Guerre (1900-1938)
par Christophe Prochasson

Essais de mémoire
1943-1983
par Philippe Ariès

Le Sain et le Malsain
Santé et mieux être depuis le Moyen Age
par Georges Vigarello

La France des années noires
collectif dirigé par Jean-Pierre Azéma et François Bédarida
relié, deux volumes

L'Homme grec
sous la direction de Jean-Pierre Vernant

Les Fictions du politique
chez L.-F. Céline
par Yves Pagès

Aux marges de la ville (1815-1870)
par John M. Merriman

La République des universitaires (1870-1940)
par Christophe Charle

Histoire des colonisations
Des conquêtes aux indépendances, XIII^e-XX^e siècles
par Marc Ferro

CE LIVRE EST PUBLIÉ DANS LA COLLECTION
L'UNIVERS HISTORIQUE
DIRIGÉE PAR JACQUES JULLIARD ET MICHEL WINOCK

Une première publication de cet ouvrage a été faite
en 1954 par les Éditions du Rocher à Monaco.

ISBN 978-2-02-117321-5

© ÉDITIONS DU SEUIL, FÉVRIER 1986

Cet ouvrage a été numérisé en partenariat avec le Centre National du Livre.



Ce document numérique a été réalisé par [Nord Compo](#).

TABLE DES MATIÈRES

[Couverture](#)

[DU MÊME AUTEUR](#)

[DANS LA MÊME COLLECTION](#)

[Copyright](#)

[L'amitié de l'histoire](#)

[CHAPITRE I - Un enfant découvre l'histoire](#)

[CHAPITRE II - L'histoire marxiste et l'histoire conservatrice](#)

[CHAPITRE III - L'engagement de l'homme moderne dans l'histoire](#)

[CHAPITRE IV - L'attitude devant l'histoire : au Moyen Âge](#)

[CHAPITRE V - L'attitude devant l'histoire : le XVIIe siècle](#)

[*L'aventure de Childéric, près de Clovis*](#)

[*Jeanne d'Arc*](#)

[CHAPITRE VI - L'histoire « scientifique »](#)

[CHAPITRE VII - L'histoire existentielle](#)

[CHAPITRE VIII - L'histoire dans la civilisation moderne](#)

[Annexes](#)

[*Annexe I : La « bibliothèque » du « Temps de l'Histoire ».*](#)

[*Annexe II : Recensions et mentions du « Temps de l'Histoire », 1954-1955.*](#)

[*Annexe III : Entretien entre Philippe Ariès et Michel Vivier, Aspects de la France, 23 avril 1954.*](#)

[*Annexe IV : Lettre de Victor L. Tapié à Philippe Ariès, 17 avril 1954.*](#)

L'amitié de l'histoire

De tous les livres de Philippe Ariès, *le Temps de l'Histoire* est sans doute le plus méconnu. Jamais réédité depuis sa parution en 1954, épuisé il y a longtemps, il n'était plus accessible qu'en bibliothèque – sauf pour le petit nombre de lecteurs qui avaient acheté, au prix de 600 francs, le livre à couverture blanche ornée d'une déesse grecque publié par les Éditions du Rocher, 28, rue Comte-Félix-Gastaldi à Monaco. Inconnu du large public fidèle, de livre en livre, à l'œuvre d'Ariès, *le Temps de l'Histoire* a été aussi longtemps oublié par le monde universitaire. Depuis quinze ans, il n'a jamais été cité dans les revues de sciences sociales, françaises ou étrangères, avec deux exceptions toutefois : d'une part, l'article de Fernand Braudel, « Histoire et sciences sociales : la longue durée », paru dans les *Annales* en 1958, qui mentionne le livre en note et indique que « Philippe Ariès a insisté sur l'importance du dépaysement, de la surprise dans l'explication historique : vous butez, au XVI^e siècle, sur une étrangeté, étrangeté pour vous, homme du XX^e siècle. Pourquoi cette différence ? Le problème est posé » ; d'autre part, un article publié dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française* par Micheline Johnson qui cite l'ouvrage mais sans y trouver une définition satisfaisante du temps historique : « Philippe Ariès, dans son beau livre *le Temps de l'Histoire*, décrit l'évolution du sens historique à travers les âges après avoir fait l'analyse du sens historique chez les hommes de sa génération, qu'ils soient de droite (royalistes en France) ou de gauche (historiens marxistes ou marxisants). Mais pour lui le sens historique est un donné, une sorte d'« adhésion au temps » [...]. Il n'analyse pas cette attitude : il la constate tout simplement à travers les multiples objets qui la nourrissent^{1 2}. » Même l'essor marqué en ces dernières années de l'histoire de l'Histoire n'a pu faire sortir le livre de l'oubli, et rares sont ses mentions dans les travaux consacrés aux historiens du Moyen Âge et du XVII^e siècle, pourtant étudiés dans ses deux chapitres centraux. Les références qui y sont faites par Gabrielle Spiegel, Orest Ranum ou Erica Hart demeurent encore l'exception³. Une longue citation, toutefois, en est faite dans la biographie de Jacques Bainville rédigée par William Keylor, qui prend appui sur le témoignage et l'analyse de Philippe Ariès pour comprendre les raisons du succès de *l'Histoire de France* publiée par Bainville en 1924⁴.

Un livre oublié. Mais un livre qu'il faut maintenant redécouvrir. Lorsqu'il paraît, en 1954, Philippe Ariès a quarante ans. Professionnellement, il dirige le Centre de documentation de l'Institut de recherches sur les fruits et agrumes tropicaux où il était entré en 1943. Il a déjà publié deux textes. En 1943, son essai *les Traditions sociales dans les pays de France* constituait l'essentiel du premier des Cahiers de la Restauration française édités par les Éditions de la Nouvelle France. La prière d'insérer présente l'auteur comme « un jeune historien, géographe et philosophe qui marquera dans sa génération », et son projet, comme l'étude « de l'origine et de la force des diverses habitudes religieuses, politiques, économiques, sociales ou littéraires qui ont, en s'accumulant, donné à quelques-unes des grandes régions françaises leur caractère propre et à la France tout entière sa structure et son visage ». L'idée maîtresse du livre, telle qu'elle est là résumée, s'accorde d'elle-même avec l'esprit du temps, et avec la francisque que l'éditeur avait cru bon de placer sur la couverture de sa série de cahiers : « Par l'ancienneté et la solidité de ses coutumes, la France possède une puissance de stabilité, une capacité de persévérance qui constituent pour ses enfants un puissant motif de confiance. Allégé de tout souci d'actualité, ce livre n'en contient pas moins une grande leçon d'espérance nationale. »

Après la guerre, en 1948, Ariès publie son premier livre véritable, *l'Histoire des populations françaises et de leurs attitudes devant la vie*. Commencé dès 1943, achevé en 1946, le livre est publié par un nouvel éditeur, les Éditions Self, après que Plon a refusé le manuscrit. Bien qu'ignoré par les

revues d'histoire, le livre eut un écho certain : André Latreille l'analyse dans une de ses chroniques historiques du *Monde* et, surtout, il retient l'attention des démographes. De ce fait, Ariès, demeuré en marge de l'Université après un double insuccès à l'agrégation, le second au concours de 1941, est appelé à contribuer, pour la première fois, à une revue de statut scientifique, *Population*, où il publie en 1949 un article intitulé « Attitudes devant la vie et la mort du XVII^e au XIX^e siècle. Quelques aspects de leurs variations » (p. 463-470) et en 1953 un autre court article, « Sur les origines de la contraception en France » (p. 465-472).

L'année suivante, *le Temps de l'Histoire* est prêt. Une nouvelle fois, Plon le refuse, bien qu'Ariès soit fort lié à la maison, à la fois comme lecteur (en particulier des multiples récits et Mémoires rédigés après la guerre) et comme directeur d'une collection « Civilisation d'hier et d'aujourd'hui », où il a déjà publié *la Société militaire* de Raoul Girardet, l'ami des années de Sorbonne, et *Toulouse au XIX^e siècle* de Jean Fourcassié. Le livre paraît donc dans une petite maison, les Éditions du Rocher, fondées pour son propre compte par le directeur littéraire de Pion, Charles Orengo, et dont le catalogue tel qu'il figure au dos de l'ouvrage d'Ariès réunit des textes autobiographiques de témoins du temps (par exemple, les *Mémoires d'un monarchiste espagnol, 1931-1952* de Juan Antonio Ansaldo, le *Journal d'un expatrié catalan, 1936-1945* de Guell y Comillas ou le texte posthume de Giraudoux, *Armistice à Bordeaux*), des livres d'histoire très classiques (Louis d'Illier, *Deux prélats d'Ancien Régime : les Jarente*) et des essais sur le monde contemporain (ainsi, de Raymond Ronze, *le Commonwealth britannique et le Monde anglo-saxon*, préfacé par André Siegfried). Bien qu'attaché à l'un des grands éditeurs parisiens, Ariès doit donc publier ses deux premiers livres dans de petites maisons, très représentatives des temps de l'après-guerre lorsque surgissent, portés avant tout par la vogue des témoignages et des récits, de nouveaux éditeurs au succès parfois spectaculaire (c'est aux Éditions Self, par exemple, qu'est paru en 1948, l'année même de *l'Histoire des populations*, le *J'ai choisi la liberté* de Kravchenko) mais rarement durable. Longtemps incomprise par les maîtres de l'Université, l'histoire telle que la faisait Ariès n'a pas séduit non plus très vite l'édition établie et s'est trouvée ainsi doublement mise en marge.

Le Temps de l'Histoire est un recueil de huit textes, donnés à la suite, sans introduction ni conclusion, comme si leur cohérence et continuité disaient d'elles-mêmes le propos de l'ouvrage. Datés, ces huit textes s'échelonnent sur une période de cinq ans. Le plus ancien, qui est le premier du livre, a été rédigé en 1946. Dans *Un historien du dimanche*, Philippe Ariès en dit le pourquoi : « Je commençais par un chapitre autobiographique dont j'ai eu l'idée après la mort de mon frère, pour me prouver à moi-même le rôle déterminant de mon enfance dans ma vocation et dans mes choix⁵. » La déchirure, tue dans le livre de 1954, qu'a été la mort aux combats, le 23 avril 1945, de Jacques Ariès, sous-lieutenant dans l'armée de De Lattre, en donne l'une des clefs. Les bouleversements des temps nouveaux, traversés de douleurs, marqués par une « monstrueuse invasion de l'homme par l'Histoire », obligent chacun à se situer dans cette histoire collective et face à son propre passé. De là, cette tentative quelque peu insolite d'une autobiographie d'un homme de trente-deux ans, désireux de rendre claires les raisons de son attitude devant l'histoire. Se comprendre donc, mais aussi se dire. Ce premier chapitre, en effet, a eu une première lectrice, Primerose, épousée en 1947 : « Je me rappelle, je l'avais envoyé à Toulouse à ma fiancée, comme une confession de mon état d'esprit du moment⁶. » Après son mariage, Ariès rédige les autres textes qui feront *le Temps de l'Histoire* : cette année même, l'essai « L'histoire marxiste et l'histoire conservatrice », en 1948 « L'engagement dans l'histoire », où passe beaucoup de son activité de lecteur chez Plon ; en 1949, les trois derniers essais du livre, en 1950, le chapitre sur le Moyen Age, et l'année suivante celui sur le XVII^e siècle. L'ouvrage s'est donc progressivement construit, allant du récit d'un itinéraire personnel à travers différentes manières de comprendre, dire ou écrire l'histoire – celles de la tradition familiale, des universitaires, des historiens d'Action française, des novateurs des

Annales – à une recherche sur deux rapports historiques à l'histoire, celui du Moyen Age et celui de l'âge classique. Ainsi que le rappelait Ariès, vingt-cinq ans après : « Il m'est alors arrivé ce qui m'est toujours arrivé : le thème d'actualité qui m'empoignait devenait le point de départ d'une réflexion rétrospective, il me renvoyait en arrière vers d'autres temps⁷. »

Le Temps de l'Histoire est donc à lire, d'abord, comme la trajectoire d'un historien à travers les diverses conceptions de l'histoire existant à son époque. En son cœur, la distance prise vis-à-vis des attachements de son enfance et de sa jeunesse par un homme de famille, de tradition, d'opinions royalistes, élevé dans le légendaire de la monarchie perdue, lecteur passionné de Bainville, fidèle à Maurras et à l'Action française. De là, cette étonnante mise en parallèle, scandaleuse à n'en pas douter pour son milieu, faite par Philippe Ariès entre le matérialisme historique et ce qu'il nomme « l'historicisme conservateur » qui est l'histoire telle que l'écrivent les historiens de « l'école capétienne du xx^e siècle », rassemblés par leur commune idéologie et leur commun éditeur, Fayard, et sa collection des Grandes Études historiques. A partir de points de départ antagonistes, la nostalgie du passé d'un côté, l'espoir d'une radicale rupture de l'autre, ces deux manières de considérer l'histoire se rejoignent dans leurs principes fondamentaux : toutes les deux annulent les histoires des communautés particulières dans un devenir collectif, celui de l'État national ou celui de l'humanité en son entier, toutes les deux entendent établir les lois qui règlent les répétitions de situations identiques, toutes les deux dissolvent les singularités des existences concrètes soit dans l'abstraction des institutions, soit dans l'anonymat des classes. Rapprocher ainsi Marx et Bainville, et pour le pire, n'était pas sans audace, et en tout cas répudiait la philosophie de l'histoire proclamée par ceux-là mêmes dont Ariès était, familialement, affectivement, politiquement, le plus proche.

La réflexion sur « les grandes déchirures de 1940-1945 » et la découverte de manières nouvelles de penser l'histoire ont pu porter une telle rupture. La collecte systématique des auteurs ou titres mentionnés dans le livre (en mettant à part les deux chapitres proprement de recherche sur l'histoire au Moyen Age et au xvii^e siècle) le dit en clair. Elle atteste d'abord le socle de la culture historique de Philippe Ariès formé par trois ensembles : l'histoire académique, l'histoire universitaire, l'histoire d'Action française. De la première, il énumère les auteurs, de Barante à Madelin, ce Barante, dont son grand-père était lecteur, caractérise le public, une « bourgeoisie cultivée et sérieuse : magistrats, hommes de loi, rentiers... hommes aux longs loisirs, quand la stabilité de la monnaie et la sécurité des placements permettaient de vivre sur ses revenus » (p. 210), et indique les traits majeurs : une histoire strictement politique, une histoire toute conservatrice. En face d'elle, l'histoire telle qu'on la pratique à l'Université le laisse également insatisfait. Elle est certes savante, impartiale, érudite, mais elle s'est repliée sur elle-même, coupée du présent et des lecteurs d'histoire, enfermée dans une conception simpliste du fait et de la causalité historiques. A Grenoble puis à la Sorbonne, l'étudiant Philippe Ariès a fréquenté une telle histoire, sèche, grise, écrite par des professeurs pour d'autres professeurs (ou de futurs professeurs). Il la caractérise de double façon : sociologiquement, en liant la fermeture de l'histoire universitaire à la constitution d'une « nouvelle catégorie sociale », cette « république des professeurs », close et nombreuse, laïque et de gauche, recrutée en dehors des élites traditionnelles détournées de l'Université ; épistémologiquement, en portant critique contre la théorie de l'histoire qui identifie celle-ci à une science des faits qu'il s'agit d'exhumer, de relier et d'expliquer, et qui s'exprime dans un livre tel que *l'Introduction à l'Histoire* de Louis Halphen paru en 1946. De l'Université, Ariès rappelle certains maîtres, peu au demeurant : à Grenoble, dit-il, aucun professeur très brillant n'attirait à l'Histoire (p. 202), et de la Sorbonne il ne signale, sans le nommer d'ailleurs, que Georges Lefebvre à l'occasion d'une conférence entendue en 1946 (p. 61). De l'histoire universitaire, il ne mentionne que quelques titres, toujours critiqués, ainsi *la Société féodale* de Joseph Calmette ou, du même, *Charles V* (1945), le

premier volume du *Monde byzantin* d'Émile Bréhier (1947) ou le traité d'Halphen.

L'auteur le plus cité de tout le livre est, sans conteste, Jacques Bainville dont le nom apparaît une quinzaine de fois et dont sont mentionnés *l'Histoire de deux peuples. La France et l'Empire allemand* (1915), *l'Histoire de France* (1924) et le *Napoléon* (1931). C'est bien avec Bainville que s'instaure le dialogue essentiel, parce que son *Histoire de France* a été le « bréviaire » de l'adolescence d'Ariès, parce que sa manière d'écrire l'histoire est celle qui a dominé toute la vulgarisation historique des années trente, au-delà même des auteurs d'Action française, parce que son succès de librairie a été immense⁸, parce qu'il demeure après-guerre la référence obligée de toutes les familles de pensée conservatrices. S'écarter de lui, caractériser son histoire comme « une physique mécaniste » ou une « mécanique des faits » tenait du blasphème dans le milieu d'Ariès. C'est sans doute pourquoi, lorsqu'il répond aux questions d'*Aspects de la France*, dans un entretien publié le 23 avril 1954, il euphémisme quelque peu le diagnostic porté dans le livre en distinguant Bainville et ses « continuateurs » : « Bainville avait un très grand talent. Son *Histoire de la III^e République*, par exemple, est d'une pureté de ligne admirable. Et puis quelle lucidité dans l'analyse des événements ! Voyez les ouvrages lumineux qu'on a pu faire après sa mort en mettant bout à bout ses articles de journaux. J'ajoute qu'il était un trop grand maître pour ne pas être sensible au particulier comme au général, aux différences comme aux ressemblances. Mais je crois qu'un certain péril pourrait venir des continuateurs de Bainville qui appliqueraient sans souplesse sa méthode d'interprétation et qui feraient de l'histoire une mécanique à répétition, propre à nous donner toujours et partout des leçons toutes faites. Pour eux, la France cesserait vite d'être une réalité vivante, elle deviendrait une abstraction uniquement soumise à des lois mathématiques. » Malgré la prudence d'une réponse destinée à ne pas heurter de front les lecteurs du journal monarchiste, il est clair qu'en écrivant en 1947 l'essai « L'histoire marxiste et l'histoire conservatrice » Ariès entendait rompre avec les habitudes intellectuelles de sa famille politique, tout comme, quelques années auparavant, en pleine guerre, il avait pris ses distances vis-à-vis de Maurras et de l'Action française : « J'étais émancipé de mes anciens maîtres et bien décidé à ne pas en prendre d'autres. Le cordon ombilical était coupé⁹ ! »

En matière d'histoire, ce sont quelques livres qui ont amené Ariès à le couper. Durant la guerre et l'après-guerre il lit, par passion et par obligation, et les articles du *Temps de l'Histoire* permettent de reconstituer cette bibliothèque de lectures nouvelles. Premier intérêt : le marxisme qui semble alors attirer à lui tout le monde intellectuel, fournir quelques idées simples aux « hommes abandonnés nus dans l'Histoire », ainsi résumées : « dépassement des conflits politiques, poids des masses, sens d'un mouvement déterminé de l'Histoire » (p. 53). Le marxisme qu'il connaît est donc avant tout une idéologie du xx^e siècle, en passe de devenir dominante, plus que le corps des idées mêmes de Marx dont aucun texte précis n'est cité. L'entretien donné à *Aspects de la France* éclaire bien l'intention de cette caractérisation, tout comme la participation alors d'Ariès au journal *Paroles françaises*, codirigé avec Pierre Boutang, qui publia le premier dossier consacré au massacre perpétré par les Soviétiques à Katyn : « Je suis absolument persuadé que l'Histoire n'est pas orientée dans un sens ou dans un autre. Rien n'est plus faux que l'idée d'un progrès continu, d'une évolution perpétuelle. L'histoire avec une flèche, cela n'existe pas [...]. Plus on étudie les conditions concrètes de l'existence, à travers les siècles, mieux on voit ce qu'il y a d'artificiel dans l'explication marxiste que beaucoup de chrétiens adoptent aujourd'hui. L'histoire attentive à toutes les formes du vécu incline, au contraire à une conception traditionaliste. » De l'histoire marxiste, en un sens plus étroit et plus « professionnel », Ariès a lu l'un des rares livres publiés, celui de Daniel Guérin, *la Lutte des classes sous la Première République. Bourgeois et « bras nus » (1793-1797)*, paru en 1946, où il retrouve une loi de la répétition historique qui apparente, bien que les prémisses soient tout autres, le matérialisme historique et l'historicisme

conservateur.

Dans les lectures d'Ariès, deux ensembles ont contribué à bouleverser ses certitudes anciennes. Tout d'abord, la littérature multipliée des témoignages et des récits de vie, souvent lus pour Plon (où d'ailleurs aucun de ceux qu'il cite ne sera publié), le persuade qu'est apparue une conscience nouvelle de l'histoire dans laquelle l'individu perçoit son existence personnelle comme confondue, identifiée avec le devenir collectif. C'était sans doute retrouver là, dans des destins mis en récit, l'expérience que Philippe Ariès avait vécue lui-même au moment de la mort de son frère, si douloureusement ressentie. A travers les récits à la première personne d'expériences limites, sur les combats de la guerre (comme celui de l'Anglais Hugh Dormer), les camps nazis (ainsi les deux livres de David Rousset) ou la terreur stalinienne (décrite par Kravchenko et Valtin), émerge ainsi un bouleversement collectivement partagé et qui fait qu'aucune existence individuelle ne peut plus être vécue à l'abri des événements de la grande histoire. D'où l'abolition de la frontière ancienne entre le privé et le public : « Désormais on peut affirmer qu'il n'y a pas de vie privée indifférente aux cas de conscience de la morale publique » – ce qui était dessiner un des thèmes majeurs de tous les livres à venir, de *l'Enfant et la Vie familiale* jusqu'au projet d'une *Histoire de la vie privée*. D'où, aussi, une perception inédite, imposée à chacun, dissolvant les histoires particulières, celles de la lignée familiale, de la communauté territoriale ou du groupe social, dans la conscience du destin commun qui s'empare de chacun.

L'histoire telle que les historiens l'écrivent ne doit donc pas redoubler ou renforcer cette perception immédiate et spontanée – ce que font chacun à leur manière le matérialisme historique ou l'historicisme conservateur. Tout au contraire, elle a pour tâche de restituer aux individus le sens des histoires singulières, irréductibles les unes aux autres, la conscience des différences qui particularisent les sociétés, les territoires, les groupes. De là le prix, pour Ariès, de la découverte des *Annales* durant les années de guerre. Plus que la revue elle-même, citée une seule fois, ce sont les livres majeurs de Marc Bloch et de Lucien Febvre qui lui permettent de penser autrement et de se détacher de l'histoire de son adolescence. Du premier, il commente *les Caractères originaux de l'histoire rurale française* (1931) et *la Société féodale* (1939), du second, *le Problème de l'incroyance au XVI^e siècle. La religion de Rabelais* (1942) et *Autour de l'« Heptaméron »*. *Amour sacré, amour profane* (1944), tout en rajoutant en note mention de la publication récente, en 1953, de son recueil d'articles, *Combats pour l'Histoire*. En rassemblant dans son essai « L'histoire existentielle » les idées fondamentales de la « nouvelle historiographie » (p. 225), Philippe Ariès donne un texte qui aujourd'hui pourra paraître banal, à la fois parce que les principes qu'il expose ont été admis par toute l'école historique française, bien au-delà des seules *Annales*, et parce que se sont multipliés en ces dernières années les ouvrages qui ont dit ce qu'était cette histoire neuve. Il n'en était pas ainsi en 1954, et il faut lire *le Temps de l'Histoire* avec les yeux d'alors.

Définir l'histoire comme une « science des structures » et non comme « la connaissance objective des faits » ; caractériser son projet comme celui d'une histoire totale, organisant l'ensemble des données historiques, les phénomènes économiques et sociaux comme les faits politiques ou militaires ; affirmer que l'historien doit « psychanalyser » les documents pour retrouver les « structures mentales » propres à chaque sensibilité, avancer qu'il n'est d'histoire que dans la comparaison entre « des structures totales et closes, irréductibles les unes aux autres » autant de propositions qui n'allaient pas de soi en 1954. Le lexique lui-même (« psychanalyse historique », « histoire structurelle », « structures mentales ») avait de quoi faire frémir les proches d'Ariès et les tenants de l'histoire bainvillienne. Il pouvait inquiéter aussi dans l'Université, encore rétive à accepter pleinement, malgré le respect porté à l'œuvre de Marc Bloch, une manière de penser et faire l'histoire bien éloignée des credo traditionnels tels que les exprimaient, par exemple, *l'Introduction à l'Histoire* d'Halphen. Pour cela, *le Temps de l'Histoire* est sans doute le

premier livre écrit par un historien n'appartenant pas à l'« école » où se manifeste une compréhension aussi aiguë de la rupture représentée par les *Annales*, l'œuvre de Bloch et celle de Febvre – ce qui n'était pas seulement reconnaître la qualité des livres qu'ils avaient écrits mais saisir qu'après eux l'histoire ne pourrait plus être comme avant. Là où les historiens pensaient en termes de continuité et de répétition, il leur faudrait reconnaître des écarts et des discontinuités ; là où ils n'identifiaient que des faits enchaînés les uns aux autres par des relations de causalité, il leur faudrait reconnaître des structures ; là où ils ne rencontraient qu'idées claires et intentions explicites, il leur faudrait déchiffrer les déterminations non sues des conduites spontanées.

Deux raisons, sans doute, expliquent le ralliement, enthousiaste et intelligent, de Philippe Ariès à l'histoire telle que la défendaient les *Annales*. Tout d'abord, avec cette histoire-là, le lien perdu entre la recherche savante et le public lecteur d'histoire pouvait être renoué. Histoire des différences, histoire des civilisations, l'histoire de Bloch et de Febvre était capable d'apporter à l'homme du xx^e siècle ce qui lui manquait : la compréhension, à la fois, de la radicale originalité de son temps et des survivances encore présentes dans la société qui est la sienne. Ainsi, les sociétés ou les mentalités anciennes peuvent être saisies dans leur singularité, sans projection anachronique des manières de penser ou d'agir qui sont celles de notre temps ; ainsi, en retour, l'histoire peut aider chacun à comprendre pourquoi le présent est ce qu'il est. A cette double idée, Philippe Ariès restera fidèle de livre en livre, enracinant toujours la quête de la différence historique dans une interrogation sur la société contemporaine, ses conceptions de la famille ou ses attitudes devant la mort.

Mais, dans l'histoire des *Annales*, il trouvait plus encore : peut-être une manière de concilier ses fidélités, familiales et politiques, et ses intérêts scientifiques. En effet, dans le lexique neuf de l'histoire des structures discontinues pouvaient faire retour les histoires particulières des communautés élémentaires, ni classes ni Etat, qui survivent encore au sein de la « standardisation technocratique » et de la « grande Histoire totale et massive ». De là, la revendication de cette alliance surprenante entre la plus neuve des histoires savantes, issue de l'Université républicaine et progressiste, et l'une des traditions de l'*Action française*, point celle du royalisme jacobin, mais celle, provinciale, des sociabilités locales, des communautés du sang ou du terroir, des groupes hors l'Etat. Rencontre paradoxale, à première vue, mais déclarée, en réponse, au chroniqueur d'*Aspects de la France* :

« Selon vous, le véritable historien – qui serait en même temps le véritable maurrassien – devrait s'attacher à faire l'histoire du pays réel, avec ses communautés, ses familles...

– Exactement. L'histoire est pour moi le sentiment d'une tradition qui vit. Michelet, malgré ses erreurs, et Fustel, si perspicace, l'avaient bien senti. Aujourd'hui, cette histoire est plus nécessaire encore. Un Marc Bloch a montré l'exemple et Gaxotte, dans son *Histoire des Français*, l'a salué comme un initiateur [...]. Beaucoup de traditions ayant disparu (surtout depuis la cassure de 1880 dont parlait Péguy), cette histoire permet de prendre une pleine conscience de ce qui, jadis, fut vécu spontanément et somme toute inconsciemment. »

« L'histoire vue d'en bas », tout occupée par l'étude des mentalités spécifiques et des déterminations inconscientes, rejoignait ainsi l'attachement, politique mais plus encore existentiel, aux singularités perpétuées, aux différences maintenues.

Quel fut l'écho d'une telle tentative ? Dans *Un historien du dimanche*, Philippe Ariès parlant de l'*Histoire des populations françaises* et du *Temps de l'Histoire* indique : « Ces deux livres eurent un succès d'estime plutôt clandestin¹⁰. » Le dossier de presse de ce second titre doit nuancer un peu le souvenir¹¹. Certes, ni les grands journaux ni les revues historiques n'ont recensé le livre – en particulier les *Annales* sont restées muettes sur un ouvrage qui pourtant donnait à comprendre, lucidement, leur projet même. Toutefois, vingt périodiques ont mentionné, analysé ou critiqué le *Temps de l'Histoire*.

D'une recension à l'autre, le livre a été compris de différentes façons : comme le récit d'un itinéraire intellectuel (« Cette présence de la personnalité de l'auteur nous faisant part de ses débats de conscience ne manque pas de communiquer à cette œuvre un caractère particulièrement attachant », *Action populaire*, sept.-octobre 1955) ; comme une réflexion sur le présent – ce qui fait que la dernière phrase de l'ouvrage est fréquemment citée : « A une civilisation qui élimine les différences, l'Histoire doit restituer le sens perdu des particularités » ; ou comme une recherche sur les différentes conceptions de l'histoire qui se sont succédé au fil du temps. Selon les textes, Philippe Ariès semble plus ou moins bien connu puisque, si certains recenseurs savent bien qui il est et ce qu'il a déjà écrit (Frédéric Mauro dans le *Bulletin de l'Université de Toulouse* le qualifie d'« historien démographe » et la chronique d'*Oran républicain* signale, outre les titres de ses deux précédents livres, qu'il est « directeur de la collection “Civilisations d'hier et d'aujourd'hui” et chroniqueur d'histoire à la revue de la Table ronde »), d'autres le croient historien de métier : « historien professionnel » pour *Dimanche-Matin*, « engagé dans l'enseignement » pour *la Flandre libérale*. Il faut ajouter que le livre reçut un des prix décernés en 1954 par l'Académie des sciences morales et politiques, le prix Chaix d'Est-ange « destiné à un ouvrage d'histoire », partagé avec Roland Mousnier, distingué pour son volume de *l'Histoire générale des civilisations* des PUF consacré aux XVI^e et XVII^e siècles.

De tous les comptes rendus, les plus intéressants sont évidemment ceux qui prennent clairement mesure de l'originalité du livre, à savoir l'alliance prônée entre un attachement traditionaliste et l'adhésion en idées et en actes à une histoire qui n'est celle ni de l'Université ni de la famille politique d'Ariès. Comme l'écrit le chroniqueur de *l'Indépendant*, Romain Sauvat : « Voici un ouvrage qui est appelé à faire quelque bruit dans le Landerneau des historiens professionnels et qui obligera certains historiens amateurs, dont nous sommes, à réviser leurs idées... Je suis enclin à penser qu'il va étonner et scandaliser certains amis de l'auteur... » Si le bruit annoncé ne s'entendit guère dans l'Université, l'étonnement des amis de l'auteur fut, lui, bien réel. On en trouve trace sous la plume du recenseur de *Journal de l'amateur d'art*, qui signe P.C. et qui est sûrement Pierre du Colombier, ancien collaborateur de *Paroles françaises* et ami d'Ariès auquel il adresse une longue lettre au sujet du *Temps de l'Histoire* où se retrouve, développée, la même critique : « Sur l'histoire en général, sur ce qu'on appelle, d'une formule qui passera vite, notre “engagement dans l'histoire”, on trouvera dans ce livre des aperçus très brillants et spéciaux [*sic* pour spécieux ?] sur lesquels je déclare franchement ne pas être d'accord. J'y relève les ravages qu'accomplit dans toutes les disciplines une certaine philosophie. J'avoue ne comprendre ni ce qu'est l'histoire “existentielle”, ni pourquoi nous sommes plus “engagés” dans l'histoire que les générations qui nous ont précédés. » Pour Robert Kemp, dans *les Nouvelles littéraires*, l'embarras s'exprime dans une manière moins directe, où perçoit l'ironie : « Parti des doctrines de l'Action française, respectueusement détaché d'elles, il [Ariès] signale le rôle de Jacques Bainville, et de ses trois grands ouvrages, notamment *l'Histoire de France*, dans cette métamorphose. Maintenant le voici disciple de Marc Bloch et de Lucien Febvre. La vieille école s'est acharnée contre Bainville. Elle le devinait dangereux. Il est vrai que la nouvelle école se manifeste souvent par des œuvres de vulgarisation. » Dans le *Bulletin de Paris*, au terme d'un long article intitulé « Notre temps peut-il se contenter d'une histoire “existentielle” ? », le chroniqueur Michel Montel conclut ainsi : « L'histoire qui étudie cette diversité changeante, l'histoire “existentielle”, correspond assurément aux curiosités et aux besoins de notre temps. Je ne crois pas qu'elle tarisse chez l'honnête homme le goût des vastes perspectives où la raison se plaît à découvrir le rapport des effets et des causes. Il conviendra peut-être d'allier l'enseignement de Marc Bloch et l'exemple de Bainville. Mais n'est-ce pas chose faite déjà ? Voyez l'admirable *Histoire des Français* de Pierre Gaxotte » – Gaxotte cité une seule fois dans *le Temps de l'Histoire*. Par le rejet explicite ou la négation des différences, les auteurs idéologiquement les plus

proches d'Ariès disent leur malaise devant une manière de penser qu'ils ne comprennent guère.

Dans *Aspects de la France*, en février 1955, Pierre Debray revient longuement sur le livre. La critique est là sans ambiguïté : « Ariès parle avec un certain ressentiment de "l'histoire à la Bainville", ce qui s'explique par le conflit douloureux qu'il dut surmonter entre une tradition familiale monarchique et la tradition universitaire. Comment ne comprend-il pas que Bainville n'a rien voulu faire d'autre que de saisir, au travers de la continuité *politique* de la France, sa particularité nationale ? »

Et, pour le chroniqueur royaliste, « l'histoire existentielle ne saurait rendre de services qu'autant que l'on reconnaît ses limites, qui sont étroites ». Pour ce faire, le raisonnement de Pierre Debray emprunte diverses voies : d'une part, il reprend à son compte les critiques adressées à Lucien Febvre par Marrou dans *De la connaissance historique* ; d'autre part, et de manière plus inattendue, il oppose au premier « son ami Marc Bloch – ce Marc Bloch dont j'ai eu l'incalculable bonheur de suivre les dernières leçons. Puis-je avouer que la relecture de la grosse thèse sur "les rois thaumaturges" de cet historien juif, républicain, bon démocrate, m'a permis de faire le pas décisif vers la monarchie ? ». De là, une lecture de Bloch point tout à fait celle d'Ariès : « Si fort est l'empire des préjugés sur les esprits, fussent-ils les plus rigoureux, que Marc Bloch s'imaginait aux antipodes de Maurras. Pourtant, il faisait de l'empirisme organisateur, comme le bourgeois gentilhomme de la prose, sans le savoir. » Ce Bloch maurassien, historien des continuités nationales (Pierre Debray trouve admirable le titre *Caractères originaux de l'histoire rurale en France – française* dans le titre exact), n'est évidemment pas celui du *Temps de l'Histoire*, historien des différences structurales, et derrière la référence commune peut se lire l'originalité mal admise des idées d'Ariès.

Ce qui frappe, néanmoins, est cette présence respectée de Marc Bloch, lu de diverses façons, dans des milieux qui pouvaient sembler pourtant les plus éloignés des *Annales*, par la culture et les opinions. Le rôle de la revue est, bien sûr, reconnu par les amis les plus proches d'Ariès, qui partagent globalement son projet, mais parfois avec quelque agacement. Ainsi dans l'article sur le livre que Raoul Girardet donne à la Table ronde (dont Ariès était alors un collaborateur régulier) en février 1955. S'il dit son accord fondamental avec une manière de considérer l'histoire qui vise à allier « sens de la diversité » et « sens de l'héritage », « lucidité et fidélité », il ajoute néanmoins : « Philippe Ariès risque de fausser le tableau de la pensée historique contemporaine en insistant de façon un peu trop exclusive sur le rôle de la revue *Annales* et du groupe d'historiens que celle-ci réunit. Entraîneurs sans doute, novateurs nous en sommes moins sûrs. Il serait plus juste, sans doute, de montrer dans l'action du groupe *Annales* un des aspects, souvent le plus brillant, parfois aussi le plus contestable de l'œuvre de toute une génération. »

La réticence vis-à-vis d'un zèle trop entier à l'égard des *Annales*, confortant la tendance de l'école ou du « groupe » à se présenter comme seul défenseur de la novation, vient ici tempérer le commun engagement dans la redéfinition du travail historien lui-même.

Qu'en était-il alors dans l'Université et comment le livre fut-il reçu ? En l'absence de compte rendu dans les revues historiques « professionnelles », les lettres adressées à Philippe Ariès par quelques-uns des professeurs du temps peuvent en témoigner. Trois particulièrement retiennent l'attention, toutes très élogieuses mais où perce toutefois une certaine réticence devant quelques formulations. Pour Philippe Renouard, professeur d'histoire médiévale à l'université de Bordeaux, l'accent est mis sur le rôle de l'individu qu'une histoire des structures risque d'oblitérer : « L'historiographie change comme toute chose ; mais c'est parce que nos prédécesseurs ont fait ce qu'ils ont fait que nous pouvons faire autre chose que je juge comme vous préférable. Je trouve simplement que l'histoire n'est totale que si elle conserve, à côté de l'étude des courants de pensée, des structures mentales, des groupes sociaux, de la conjoncture et des maladies, leur place aux individus qui ont été en situation d'orienter les événements. Vous n'avez pas clairement pris position sur ce point » (lettre du 18 avril 1954). Charles-Henri Pouthas,

professeur à la Sorbonne, regrette pour sa part que le livre soit resté trop discret sur deux points : « J'aurais donné plus de place et rendu plus de justice au mouvement de travail érudit qui a toujours accompagné, depuis le xvi^e siècle, mais modestement et obscurément, l'œuvre littéraire et superficielle qui tenait la scène, j'aurais beaucoup plus insisté sur la valeur éminente et d'enseignement du métier qu'a représenté mon vieux Guizot » (28 mars 1954) – ce qui était peut-être dire, à travers cette double référence, à l'érudition et à Guizot, une méfiance inspirée par les courants nouveaux. Dans une très belle lettre, au ton de confiance, Victor-Lucien Tapié, lui aussi professeur à la Sorbonne, dit sa dette envers les fondateurs des *Annales*, et son accord fondamental avec le projet proposé, à leur suite, par Ariès. Mais, comme chez Pouthas, l'accent mis sur l'érudition nécessaire et le rappel des exigences de l'enseignement universitaire – différent de celui donné dans l'institution propre au « groupe » des *Annales*, à savoir la VI^e Section de l'École pratique des hautes études créée en 1947 – peuvent aussi s'entendre comme l'expression discrète d'une crainte devant les emplois hâtifs du programme de l'histoire totale et structurale.

Lettres et articles indiquent donc clairement la position en porte à faux de Philippe Ariès dès les commencements de sa carrière d'historien. Trop fougueux adepte des Bloch et Febvre pour les maîtres de l'Université, trop détaché de l'histoire bainvillienne pour son milieu d'Action française, trop amateur sans doute pour les historiens des *Annales*, il se trouvait ainsi intellectuellement proche de ceux qui l'ignoraient et idéologiquement fidèle à ceux qui ne comprenaient que mal sa définition de l'histoire. Les malentendus créés par ces appartenances multiples mais point superposables ne se dissiperont pas aisément, faisant de Philippe Ariès un auteur tout à fait à part, longtemps mal reçu dans l'Université, passé sous silence dans les *Annales* jusqu'à la recension, en 1964 seulement, de *l'Enfant et la Vie familiale*¹² (si l'on met à part la critique faite par André Armengaud d'un chapitre de *l'Histoire des populations françaises*¹³), suspect aux yeux des conservateurs qu'inquiétait la distance prise vis-à-vis d'un ordre établi fondé sur la famille étroite, l'État tout-puissant et la société de consommation. Dès *le Temps de l'Histoire* sont perceptibles ces équivoques et ces rejets dont Ariès s'amusera souvent – et parfois souffrira.

Il faut donc lire le livre d'Ariès en le replaçant en son temps, encore marqué par la guerre point si lointaine, fertile en rapprochements inattendus, en prises de position paradoxales. Mais il faut le lire aussi par rapport à l'histoire telle qu'elle est faite aujourd'hui. En effet, dans les deux chapitres centraux, consacrés aux attitudes devant l'histoire au Moyen Age et au xvii^e siècle, Ariès était l'un des premiers à dessiner ce que pouvait être l'histoire de l'Histoire. Depuis ces deux essais, rédigés en 1950 et 1951, la discipline a pris son envol ainsi que l'attestent la multiplication des titres généraux – donc à l'exclusion des notices consacrées à tel ou tel auteur – recensés sous la rubrique « Historiographie » dans la *Bibliographie annuelle de l'Histoire de France* (8 en 1953-1954, pour 53 en 1982 et 47 en 1983), la publication de bibliographies spécialement vouées à ce domaine de l'histoire¹⁴ ou encore l'existence d'une Commission internationale d'historiographie regroupant les historiens spécialistes du genre. Il est donc possible de se livrer à la comparaison (souvent cruelle pour les pionniers) entre ce qu'écrivait Ariès il y a plus de trente ans et ce que nous ont appris depuis les recherches accumulées en histoire de l'Histoire.

Du Moyen Age, Philippe Ariès dégage trois données essentielles : la préservation par l'Église du sens de la mesure du temps, nécessaire pour fixer la date mobile de Pâques et pour raccorder toutes les chronologies particulières avec celle donnée par la Bible ; le partage durable, jusqu'au xiii^e siècle, entre l'histoire, toute monastique et ecclésiastique, et l'épopée, qui met en récit les traditions seigneuriales et royales ; enfin, la fixation d'une histoire tout ensemble dynastique et nationale, découpée par règne,

rendue lisible par la statuaire et les vitraux de Reims, les gisants de Saint-Denis et les *Grandes Chroniques de France*, à la fois « roman des rois » et « première histoire de France ». Or, ces traits sont bien ceux que les historiens de l'histoire au Moyen Âge identifient maintenant comme essentiels – en particulier Bernard Guenée. Dans les abbayes, la préoccupation liturgique est en effet reconnue comme première pour fonder le souci chronologique qui donne leur forme et leur signification aux chroniques monastiques : « Pendant des siècles, la science du comput et le souci du temps, aiguillonnés par la passion de la liturgie, avaient profondément marqué la culture monastique¹⁵. » A l'inverse, du côté des cours laïques, l'histoire est le fait de jongleurs et de ménestrels, rédigée en langue vulgaire, en vers puis en prose, fondée sur la matière des traditions orales et des chansons de gestes : « Ainsi, par la nature de ses sources, par la culture littéraire de ses auteurs, par les goûts des publics auxquels elle s'adressait, cette histoire était irrésistiblement attirée vers l'épopée. Elle en respirait l'air. Elle se souciait peu de chronologie. Elle n'avait pas scrupule à mêler à la vérité la poésie¹⁶. » Cette opposition majeure, qu'avait clairement perçue Philippe Ariès, organise le champ de l'écriture de l'histoire, jusqu'à ce que la genèse des États modernes lui confère d'autres finalités : la célébration de la continuité dynastique et l'exaltation de l'identité nationale. De là, un nouveau rôle pour l'historien : « L'histoire n'était plus la servante de la théologie et du droit, elle devenait très officiellement l'auxiliaire du pouvoir. L'historien officiel n'entendait certes pas renoncer à, la vérité, mais il se savait et se voulait d'abord serviteur de l'État » ; de là, une nouvelle fonction de l'histoire cimentant le sentiment d'appartenance à une nation identifiée par son passé¹⁷.

Venant au XVII^e siècle, Philippe Ariès construisait sa description de l'histoire à l'âge classique sur une opposition tranchée : d'un côté, un genre bien fixé, l'Histoire de France, domaine de compilateurs et de continuateurs, qui simplement propose de titre en titre des variations sur une trame donnée une fois pour toutes ; d'un autre, l'érudition appuyée sur la recherche, la collection, la publication de documents manuscrits ou iconographiques. Le contraste est donc net entre une histoire-récit tout à fait ignorante de la critique historique et dont les différences d'un auteur à l'autre renvoient, non à des progrès du savoir, mais aux idées et à la sensibilité de leur temps, et une érudition historique, née de la curiosité des collectionneurs, portée par les milieux de la « bourgeoisie officieuse », couronnée par l'œuvre collective des bénédictins de Saint-Maur. Dans cet essai sur le XVII^e siècle, Ariès ouvrait nombre de pistes inédites : en comparant les récits du même épisode (l'histoire de Childéric et celle de Jeanne d'Arc) dans les différentes Histoires de France publiées entre le XVI^e et le début du XIX^e siècle ; en repérant le traitement et la fonction de l'histoire dans un genre point historique, le roman ; en donnant une importance première aux documents iconographiques, ceux des galeries de portraits et des cabinets d'histoire, d'abord dans la préservation de la curiosité historique « comme si l'histoire expulsée de la littérature se réfugiait dans l'iconographie et, dédaignée des écrivains, s'abritait chez les collectionneurs », ensuite dans la constitution de l'érudition elle-même, fondée sur la quête et le rassemblement des monuments anciens. Pour la première fois sans doute, à cette échelle, Ariès découvrait l'image et son importance pour l'historien – une découverte qui scellait pour toujours le travail complice avec Primerose, son épouse, qui avait fait des études de l'art et lui avait appris à regarder. Dans *Un historien du dimanche*, il rappelle ainsi la genèse d'un des développements les plus neufs de l'essai sur l'histoire au XVII^e siècle : « Lors de nos promenades à vélo sur les bords de la Loire, nous avons visité, au château de Beauregard, une galerie de portraits d'histoire qui m'avait frappé. L'idée m'est venue qu'il y avait là une forme de représentation du temps, comparable à celle des chroniqueurs, mais plus concrète et plus familière. C'est la première fois qu'un document d'art me fournissait un thème original de réflexion. De fil en aiguille, je suis passé des galeries de portraits aux collectionneurs d'images du XVII^e siècle, ce qui nous a amenés,

ma femme et moi, au Cabinet des estampes de la Bibliothèque nationale pour y étudier les recueils de Gaignères [...]. Le pli était pris. Nous allions bientôt installer nos quartiers au Cabinet des estampes où nous avons puisé une partie de la documentation de mon prochain livre, *l'Enfant et la Vie familiale sous l'Ancien Régime*¹⁸. »

Relu à la lumière des travaux de ces quinze dernières années, le diagnostic porté par Ariès sur l'histoire au XVII^e siècle paraît toujours recevable – peut-être assorti de quelques nuances. La première concerne l'évaluation donnée du rôle des milieux de robe dans le développement d'une curiosité proprement historique, attentive à la recherche et à l'interprétation des documents. Grâce aux livres de George Huppert et Donald Kelley, il est maintenant possible de mieux apprécier l'importance de cette histoire écrite par les légistes. Son apogée ne se situe pas aux débuts du XVII^e siècle, mais avant, dans le dernier tiers du XVI^e siècle, entre 1560, année de publication des *Recherches de la France* d'Étienne Pasquier, et 1599, qui voit la parution de *l'Idée de l'histoire accomplie* de La Popelinière, ou 1604, date de son *Histoire des Histoires*. Chez eux, comme chez d'autres point cités par Ariès (Jean Bodin, Louis Le Roy, Nicolas Vignier), une pratique neuve de l'histoire résulte de la rencontre inédite entre trois éléments : une exigence érudite d'antiquaires, appuyée sur la collecte d'archives et le savoir philologique ; un lien étroit établi entre le droit et l'histoire, entendus tous deux dans la perspective d'un historicisme fondamental ; enfin le projet d'une histoire « nouvelle », « parfaite », « accomplie », visant, pour chaque peuple considéré à la compréhension rationnelle de l'ensemble des activités humaines – ce que La Popelinière nommait « la représentation de tout¹⁹ ». L'érudition robine du premier XVII^e siècle n'est donc pas, dans cette perspective, le point de départ d'un renouveau du savoir historique, mais, au contraire, la trace d'une alliance défaite qui avait noué un temps les rigueurs de la méthode critique et le dessein d'une histoire universelle capable d'expliquer les sociétés en leur entier et dans leur devenir. Certes, Duchesne, les Godefroy, Peiresc, plus tard du Cange ou les mauristes, recueillent la tradition érudite mais celle-ci se voue désormais aux publications de textes, aux collections monumentales, aux glossaires de langues, sans plus façonner l'histoire elle-même, laissée aux compilateurs et aux littérateurs. Le contraste reconnu par Ariès entre l'histoire-récit et l'érudition historique existe donc bien au XVII^e siècle, mais il doit être compris comme le résultat d'une dissociation qui a séparé les éléments réunis dans le dernier tiers du XVI^e siècle par les historiens formés dans les collèges municipaux et les facultés de droit renouvelées, tous avocats ou officiers, tous légistes soucieux de comprendre dans une même visée l'histoire de l'humanité et celle de la nation.

Une seconde nuance au propos de Philippe Ariès peut être apportée en reconsidérant l'opposition même entre érudition et histoire de France telle qu'elle apparaît à l'âge classique. En effet, il est clair, d'abord, que les auteurs des histoires générales de la France n'ignorent pas les travaux des érudits, qu'ils citent et utilisent, faisant ainsi profit des recueils de textes antiques et médiévaux, des chroniques et Mémoires anciens, des recherches des savants antiquaires, d'Étienne Pasquier à Théodore Godefroy. Après 1650, le répertoire des références s'ouvre à des titres nouveaux : les collections nouvelles de documents des Duchesne, de Dom d'Achery, de Baluze, les études des libertins érudits de la première moitié du siècle (Pierre Dupuy, Gabriel Naudé, Pierre Petau), les travaux des mauristes, Mabillon en tête²⁰. D'autre part, le projet de certains des historiens rédacteurs au XVII^e siècle d'une histoire de France n'est point si éloigné de l'intention des tenants de l'histoire « nouvelle » du siècle précédent : c'est ainsi que Mézeray, par exemple, consacre une part de chacun de ses chapitres aux mœurs et coutumes des peuples et du temps dont il traite²¹. Même organisée par règne, même guidée tout entière par le destin de la monarchie, l'histoire générale n'évacue pas pour autant les curiosités des antiquaires et des érudits. Et l'on doit rappeler que ce même Mézeray, point étranger aux discussions savantes

abritées dans la bibliothèque des frères Dupuy, rédigea un *Dictionnaire historique, géographique, étymologique, particulièrement pour l'histoire de France et pour la langue française*, demeuré manuscrit de son vivant. Il ne faut donc sans doute pas trop accentuer le clivage entre les deux formes d'histoire identifiées par Philippe Ariès, moins étrangères l'une à l'autre qu'on ne pourrait le penser puisque la plus littéraire n'ignore pas la plus érudite.

Comprendre pourquoi la distance qui toutefois les sépare paraît si grande conduit à souligner un élément trop discrètement abordé par le texte d'Ariès, à savoir l'enrôlement de l'histoire au service de la gloire monarchique et de l'exaltation du prince. Son souci de libérer l'histoire qu'il voulait écrire du poids de l'État et du primat du politique le conduit à minorer les effets du patronage royal et de la direction des lettres sur celle qui était produite au xvii^e siècle. Le partage entre érudits et historiographes ne réside pas seulement, en effet, dans une différence de manière et de méthode mais renvoie à deux fonctions très diversement reconnues par le monarque : alors que les premiers, même bénéficiaires de gratifications royales, demeurent hors l'entreprise de célébration du roi et de la dynastie, les seconds, dotés ou non de charges d'historiographes du roi ou d'historiographes de France, participent très directement au façonnement de la gloire du souverain régnant, en écrivant l'histoire des règnes de ses prédécesseurs ou le récit de sa propre histoire²². D'où, nécessairement, la position centrale tenue par le roi qui est finalement l'unique objet du discours – un discours qui toujours doit persuader le spectateur de la grandeur du prince et de la toute-puissance des souverains. « L'histoire d'un Royaume ou d'une Nation a pour objet le Prince et l'État ; c'est là comme le centre où tout doit tendre et se rapporter » : cette affirmation du père Daniel, donnée dans la préface de son *Histoire de France*, publiée en 1713, fait écho à la remarque de Pellisson, de quarante ans antérieure : « Il faut louer le Roi partout, mais pour ainsi dire sans louange²³. » A leur manière, toutes les histoires de France du xvii^e siècle répondent à ce programme (qu'elles aient été ou non directement commandées ou patronnées par l'État) et, par là, se conforment aux exigences du pouvoir souverain.

L'amitié de l'histoire. Philippe Ariès dit quelque part dans *le Temps de l'Histoire* qu'en se refusant à cette amitié-là les sociétés conservatrices du xx^e siècle se sont refermées sur leurs valeurs propres, ont nié les traditions autres et finalement se sont desséchées faute de saisir la diversité du monde qui était le leur. C'est parce qu'il était curieux des différences, soucieux de comprendre ce qui était hors de sa culture, celle de son temps ou celle de son milieu, qu'il a pu, lui, échapper à ce vain repli sur des certitudes épuisées. Là est sans doute la leçon la plus forte de ce livre qui dit qu'il n'est pas d'identité sans confrontation, pas de tradition vivante sans rencontre avec l'aujourd'hui, pas d'intelligence du présent sans compréhension des discontinuités de l'histoire. Toute l'œuvre, et la vie de Philippe Ariès ont été dominées par ces quelques idées, formulées dans un petit recueil publié à Monaco en 1954, affirmées par un homme qui avait pour l'histoire grande amitié.

ROGER CHARTIER

1. F. Braudel, « Histoire et sciences sociales : la longue durée », *Annales ESC*, 1958, p. 725-753, en particulier p. 737 ; Micheline Johnson, « Le concept de temps dans l'enseignement de l'Histoire », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 28, n^o 4, 1975, p. 483-516, en particulier p. 493-494.

2. Les notes sont placées à la suite du texte de cette préface.

3.

G. Spiegel, « Political Utility in Medieval Historiography : a Sketch » *History and Theory*, vol. XIV, n^o 3, 1975, p. 314-325, notes 2 et 41 ; Orest Ranum, *Artisans of Glory. Writers and Historical Thought in Seventeenth-Century France*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1980, p. 4 ; Erica Hart, *Ideology and Culture in Seventeenth-Century France*, Cornell University Press, 1983, p. 132, 133, 139. Le livre d'Ariès est également utilisé et cité par E. Le Roy Ladurie, *Montaillou, village occitan de 1294 à 1324*, Paris, Gallimard, 1975, chap. XVIII, « Outillage mental : le temps et l'espace ».

4.

W. R. Keylor, *Jacques Bainville and the Renaissance of Royalist History of Twentieth-Century France*, Baton Rouge et Londres, Louisiana State University Press, 1979, p. 202-203 et p. 214-218.

5.

P. Ariès, *Un historien du dimanche*, avec la collaboration de Michel Winock, Paris, Éd. du Seuil, 1980, p. 111.

6.

Ibid., p. 122.

7.

Ibid., p. 111.

8.

W. R. Keylor indique qu'entre 1924 et 1947, date à laquelle Ariès rédige l'essai « L'histoire marxiste et l'histoire conservatrice », Fayard a imprimé 260 300 exemplaires de *l'Histoire de France* (et 167 950 exemplaires du *Napoléon* entre 1931 et 1947), *op. cit.*, p. 327-328.

9.

P. Ariès, *Un historien du dimanche*, *op. cit.*, p. 81.

10.

Ibid., p. 118.

11.

Nous remercions Marie-Rose Ariès d'avoir eu l'amabilité de nous communiquer ce dossier qui comporte coupures de presse et lettres de remerciements et qui a été rassemblé par l'épouse de Philippe Ariès, Primerose.

12.

J.-L. Flandrin, « Enfance et société », *Annales ESC*, 1964, p. 322-329.

13.

A. Armengaud, « Les débuts de la dépopulation dans les campagnes toulousaines », *Annales ESC*, 1951, p. 172-178.

14.

Par exemple, *Historiography : a Bibliography*, rassemblé et éd. par Lester D. Stephens, Metuchen (N. J.), The Scarecrow Press Inc., 1975.

15.

B. Guenée, *Histoire et Culture historique dans l'Occident médiéval*, Paris, Aubier/Montaigne, 1980, p. 52. Ce livre, fort d'une bibliographie de 829 titres, est la meilleure synthèse sur l'histoire au Moyen Age (cf. aussi *le Métier d'historien au Moyen Age. Études sur l'historiographie médiévale*, sous la direction de B. Guenée, Paris, Publications de la Sorbonne, 1977).

16.

Ibid., p. 63.

17.

Ibid., p. 345 et p. 323.

18.

P. Ariès, *Un historien du dimanche*, *op. cit.*, p. 121-123.

19.

G. Huppert, *The Idea of Perfect History. Historical Erudition and Historical Philosophy in Renaissance France*, The University of Illinois Press, 1970 (trad. fr. : *l'Idée de l'Histoire parfaite*, Paris, Flammarion, 1973) ; D. R. Kelley, *Foundations of Modern Historical Scholarship. Language, Law and History in the French Renaissance*, New York et Londres, Columbia University Press, 1970 ; R. Chartier, « Comment on écrivait l'histoire au temps des guerres de Religion », *Annales ESC*, 1974, p. 883-887.

20.

M. Tyvaert, « Érudition et synthèse : les sources utilisées par les histoires générales de la France au XVII^e siècle », *Revue française d'histoire du livre*, 8, 1974, p. 249-266. Cet article, comme celui intitulé « L'image du roi : légitimité et moralités royales dans les histoires de France au XVII^e siècle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1974, p. 521-547, sont extraits de la thèse de 3 « cycle de M. Tyvaert, *Recherches sur les histoires générales de la France au XVII^e siècle (Domaine français)*. Université Paris-I, 1973.

21.

Sur Mézeray, A. Viala, *Naissance de l'écrivain. Sociologie de la littérature à l'âge classique*, Paris, Éd. de Minuit, 1985, p. 205-212.

22.

O. Ranum, *Artisans of Glory*, *op. cit.*

23.

Le Projet de l'histoire de Louis XIV de Pellisson est analysé par L. Marin, *le Portrait du roi*, Paris, Éd. de Minuit, 1981, p. 49-107, « Le récit du roi ou comment écrire l'histoire ».

Pour Primerose.

Un enfant découvre l'histoire

Il est arrivé à des adolescents de découvrir l'Histoire, aux détours d'un livre lu par hasard, d'une leçon évocatrice à l'insu du maître, d'un voyage aux sources du passé. Comme un chemin de Damas. Ce fut le cas des périodes calmes, ou plutôt de ce siècle d'exceptionnelle quiétude qui va de 1814 à 1914, où nos ancêtres ont pu croire que leurs destinées se déroulaient dans un milieu neutre, qu'elles restaient maîtresses de leur cours. Cette fermeture au souci collectif, cette imperméabilité aux agitations de la vie publique, subsistèrent encore pour certains, les plus favorisés, jusqu'aux prodromes de la guerre de 1939, mettons jusqu'au 6 février ou à Munich.

Au contraire, les générations qui touchèrent à leurs vingt ans vers 1940 et au-delà n'eurent plus conscience de l'autonomie de leur vie privée. Il n'était presque pas de moments du jour qui ne dépendissent d'une décision politique ou d'une agitation publique. Ces enfants, ces jeunes hommes étaient d'emblée dans l'Histoire et n'eurent pas à la découvrir ; s'ils l'ignoraient, c'est comme on ignore les choses les plus proches de son univers familial.

Je ne suis pas né, comme eux, dans l'Histoire. Jusqu'à l'armistice de 1940, j'ai vécu dans une oasis très fermée aux soucis du dehors. Certes, on parlait politique à table ; mes parents étaient de fervents royalistes, lecteurs assidus de *l'Action française* depuis ses origines. Mais cette politique était à la fois très proche et très lointaine. Très proche, parce qu'elle était une amitié, une tendresse. On évoquait la personne des princes, leur chronique. On s'amusait, avec une affectueuse admiration, des saillies de Daudet, des traits acérés de Maurras.

Le journal était chaque jour épluché et commenté. Mais comme on parle de parents ou d'amis. Je n'ai jamais eu, avant la guerre, le sentiment de la vie publique, comme d'une sorte de prolongement de ma vie privée, qui la dominait, et l'absorbait. On disait que tout allait mal, mais, à aucun moment, on ne parlait en famille de difficultés concrètes, des incidences palpables, sur notre manière d'être quotidienne, d'une législation, d'une décision du Souverain.

Il n'en a plus été ainsi après la guerre. Le ravitaillement, l'inflation, les nationalisations – et je cite seulement pour mémoire ces exemples – ont envahi la vie quotidienne. Mon frère parle de traitement, de situation, à un âge où mes amis et moi, à l'intérieur de l'oasis, nous ignorions les questions d'argent, le souci d'une lutte difficile. Un de mes frères préparait alors Saint-Cyr. Je présentais l'agrégation d'histoire. Ni lui ni moi n'avions jamais eu la curiosité de connaître le traitement d'un officier ou d'un professeur. Nous étions dans l'oasis. Et sans doute avons-nous pu y demeurer si longtemps, moins à cause de la situation de fortune de nos parents que grâce au prisme par où nous prenions vue sur le dehors, sur le collectif. Les agitations de l'Histoire nous parvenaient à travers le journal ami, à travers les commentaires d'amis, qui, si plongés qu'ils fussent dans la vie publique, appartenaient aussi à la même oasis.

Cela explique comment je ne suis pas né dans l'Histoire ; mais, en y réfléchissant, je comprends la séduction du matérialisme historique sur ceux de ma génération qui n'ont pas été préservés de l'immersion prématurée dans le monde du social, du collectif. Il n'y a pas eu de truchement amical entre eux et l'argent, le chômage, la compétition, l'âpre recherche des relations, des influences. Pour eux, il n'y avait pas d'oasis.

Parce qu'il y avait une oasis, je vivais hors de l'Histoire. Mais aussi, à cause de cette même oasis, l'Histoire ne m'était pas étrangère. Je n'ai pas eu à la découvrir, comme une vocation de l'adolescence.

Elle m'accompagnait dès mes premiers souvenirs d'enfant, comme la forme particulière qu'adoptait dans ma famille et chez mes proches le souci politique. Mais était-ce vraiment l'Histoire ? Ce n'était pas l'Histoire nue et hostile qui envahit et entraîne, celle où l'on est, hors du fragile enclos des traditions familiales. Ce n'était pas l'Histoire, il faut le reconnaître, mais une transposition poétique de l'Histoire, un mythe de l'Histoire. En tous les cas, c'était une intimité soutenue avec la présence du passé.

La présence du passé distincte de l'Histoire ? On pourrait s'en étonner si on oubliait que l'Histoire est liée d'abord à la conscience du présent. Romantisme alors ? Imaginations des fastes pittoresques et chatoyants des âges révolus ? Un peu sans doute, mais si peu que c'est à peine besoin d'en parler. Autre chose de très précieux, de très menacé aussi, et justement : menacé aujourd'hui par l'Histoire.

Ma famille, ai-je dit, était royaliste. Des royalistes ralliés sans réserve à l'*Action française*, avec fanatisme, mais nourris d'une imagerie antérieure à la construction doctrinale de Maurras. En gros, c'était un tissu d'anecdotes, souvent légendaires, sur les rois, les prétendants, les saints de la famille royale, Saint Louis et Louis XVI, les martyrs de la Révolution. Tout petit, on m'a mené, lors d'une de ces promenades dominicales que les enfants détestent, aux Carmes où périrent les victimes de Septembre, à la Chapelle expiatoire du boulevard Haussmann, élevée par la Restauration à la mémoire de Louis XVI, de Marie-Antoinette et des Suisses du 10 août. Chez mes oncles, dans le Médoc, on me montrait chaque année, pendant les vacances, les images hermétiques héritées de la période révolutionnaire, où, comme sur des devinettes, les traits du Roi, de la Reine, de Madame Elisabeth, apparaissaient dessinés par le feuillage d'un saule pleureur. Chaque année, on justifiait à nouveau, sous le portrait d'un prêtre victime des noyades de Nantes, les palinodies de l'ancêtre, qui, maire de Bordeaux sous Napoléon, avait accueilli le comte d'Artois : on substituait au bourgeois conservateur et opportuniste l'image idéale d'un royaliste fidèle et rusé. Une de mes tantes m'expliquait avec conviction comment mon trisaïeul, général de la I^{re} République, avait victorieusement prouvé que, sous l'uniforme révolutionnaire, son cœur était demeuré royaliste.

Toute ma famille était friande de Mémoires, surtout des Mémoires du XVIII^e siècle et de la Révolution, de la Restauration. On m'en lisait des passages – soit qu'ils fussent des témoignages émouvants de fidélité, soit qu'ils permissent de s'attendrir sur le bonheur de vivre à cette époque. Ce sentiment de l'âge d'or, qui fut celui des survivants de la Révolution, était très familier à mes parents. Il allait jusqu'au bidet, découvert au grenier, qui prouvait surabondamment que l'hygiène n'était pas une invention moderne, comme le soutenaient de mauvais esprits. Le mot de Talleyrand sur la douceur de vivre est un des premiers mots historiques que j'aie appris. Je le tiens de mon grand-père qui, ce jour-là, avait laissé la lecture de *l'Histoire des ducs de Bourgogne* par le comte de Barante, pour me faire promener sur les Quinconces. C'est lui qui m'a raconté l'assassinat du duc de Guise afin de me mettre en garde contre les accusations qu'une histoire républicaine et mal intentionnée portait contre Henri III.

On n'imagine pas à quel point ce passé heureux et débonnaire de l'Ancien Régime était présent à la mémoire de mes parents. Dans une certaine mesure, ils y vivaient. Toutes les discussions politiques sur l'actualité se terminaient par une référence à l'heureux temps des rois de France. Certes, ils ont pu être boulangistes, antidreyfusards, mais leur conservatisme social, semblable à celui de la bourgeoisie catholique de leur temps, se colorait d'une teinte spéciale : la nostalgie de la vieille France.

Cette imagerie royaliste, encore vivante vers 1925, paraîtra naïve et enfantine : c'était, en effet, l'œuvre des femmes. Les hommes, au fond, avaient été surtout fidèles aux intérêts de leur classe ; leur politique suivait l'évolution normale de la bourgeoisie au XIX^e siècle. Mais cette politique, d'ailleurs

sans fanatisme, s'arrêtait aux portes de la maison. La maison, c'était le domaine des femmes. Et les femmes n'avaient jamais cessé d'être royalistes avec passion. Elles se complaisaient dans les souvenirs attendris du passé ; elles recueillaient les anecdotes, arrangeaient à leur convenance les miettes d'histoire qu'elles trouvaient dans les Mémoires, les traditions orales. Elles écartaient tout ce qui, dans la vie de leurs parents, paraissait une rupture avec le passé, et le passé ne dépassait 1789 que par ses prolongements dans les vies des Prétendants.

A la fin, la fidélité des femmes avait eu raison de l'opportunisme des hommes. Avec la politique radicale, les faibles convictions libérales des hommes, presque exclusivement électorales, se sont vite effacées, et, sous des influences qui n'ont rien à voir avec notre propos, ceux-ci ont rallié le drapeau blanc familial. Sans doute avaient-ils l'esprit plus critique ? Ont-ils un peu atténué l'aspect « conte de nourrice » de la tradition ? Peu importe. Pour une curiosité d'enfant, c'est le côté image qui restait le plus efficace. Je ne suis pas sûr qu'il n'était pas le plus réel.

Ce monde des légendes royalistes, je l'ai trouvé presque à mon berceau. Je le reconnais dès les plus lointains souvenirs de mon enfance. Aussitôt que j'ai pu concevoir l'idée de temps historique, elle s'est accompagnée d'une nostalgie du passé. J'imagine que ce devait être exaspérant pour mes petits camarades de collège, ce souci constant de référence à un passé nostalgique, dans nos premières discussions politiques – et celles-ci commencèrent très tôt, dramatisées d'ailleurs par le grand conflit de conscience : la condamnation de *l'Action française* par le Vatican, la bulle *Unigenitus* de mon enfance.

Ce passéisme ne restait pas dans le domaine idéal de la conversation ou de la rêverie. Il se traduisait par un effort pour participer à une conscience plus vive de l'âge d'or. Chose curieuse, cet intérêt pour ce qu'on avait coutume d'appeler l'Histoire (chez nous, on « aimait l'Histoire ») ne se satisfaisait pas de lectures faciles ou pittoresques, forcément fragmentaires. Je me méfiais surtout du fragmentaire et de la facilité. Pendant mes vacances au bord de la mer – j'avais à peine quatorze ans –, je me promenais sur la plage avec un vieux manuel pour la classe de première, et j'étais très fier quand une amie de ma mère s'étonnait d'une lecture aussi ingrate. En vérité, je m'efforçais bien de déchiffrer ce conglomerat de dates et de faits dépouillés de la plus petite parcelle d'intérêt. Laissons de côté la vanité enfantine. Je sentais très obscurément que, pour retrouver la présence de ce passé merveilleux, il fallait un effort, vaincre une difficulté, bref surmonter une épreuve. Sentiment tout à fait irraisonné, que j'aurais été bien incapable d'exprimer, ni même de concevoir clairement ; pourtant je ne crois pas l'imaginer *a posteriori*. Je le retrouve intact dans un coin de ma mémoire. Il explique comment, sans subir l'influence ni de mes parents, ni de mes professeurs (dans les petites classes des collèges religieux, l'enseignement de l'histoire était inexistant), je négligeais les lectures plus faciles – et certainement plus instructives – pour recourir aux manuels d'apparence sérieuse. J'essayais de retrouver, dans l'aridité et la peine, cette poésie des anciens temps qui surgissait, sans effort, du milieu familial.

A vrai dire, je me demande aujourd'hui si cette recherche naïve de l'épreuve ne participait pas de l'expérience religieuse, telle qu'elle était informée par les méthodes encore classiques d'éducation spirituelle. Celle-ci était fondée sur la notion de sacrifice. Moins le Sacrifice divin que le sacrifice personnel, la privation nécessaire : on tenait des feuilles de sacrifice comme des feuilles de température. Il existait, dans ma conscience enfantine du passé, une analogie confuse, mais certaine, avec le sentiment religieux. Sans aucune objectivation possible, je supposais un lien entre le Dieu du catéchisme et le passé de mes histoires. Tous deux appartenaient au même ordre d'émotion, sans effusion sentimentale, avec une exigence d'aridité. J'avoue d'ailleurs qu'avec la perspective du temps mon émotion historique, au contact de ces manuels, m'apparaît d'une qualité religieuse plus authentique que ma dévotion d'alors, toute mécanique.

Dès ce moment, je crois, mon expérience se distinguait du sentiment passéiste de ma famille ; elle

devenait, proprement, une attitude devant l'Histoire. Ma famille, les femmes et, par contagion, les hommes, vivaient en toute ingénuité avec une ouverture sur le passé. Peu leur importait que leur vue du passé fût fragmentaire. Il fallait même qu'elle fût fragmentaire, puisque, pour eux, le passé était une certaine manière de voir bien définie, une nostalgie d'une couleur bien déterminée. Ils lisaient beaucoup, et presque exclusivement des récits historiques, des Mémoires surtout, mais sans éprouver le moins du monde le besoin de combler les lacunes de leur connaissance, de couvrir sans hiatus une période du temps. Leurs lectures nourrissaient l'imagerie dont ils avaient hérité et qu'ils estimaient définitive. L'idée même d'une retouche ou d'un renouvellement leur faisait horreur.

Chose curieuse, ils n'avaient pas conscience de leurs lacunes. Moins par négligence, par paresse d'esprit, que parce que à leurs yeux il n'y avait pas lacunes : des détails pouvaient manquer, mais des détails sans importance. Ils étaient convaincus, d'une conviction naïve, comme une chose allant de soi, qu'ils possédaient l'essence du passé, qu'au fond il n'existait pas de différence entre eux et le passé : le monde autour d'eux avait changé avec la République, mais ils étaient demeurés.

Cette conscience de leur temps, qu'éprouvent avec une saisissante brutalité les générations de 1940, existait pour eux, mais décalée de plus d'un siècle. Ils étaient dans le passé, comme nous sommes aujourd'hui dans le présent, avec le même sentiment de familiarité globale, où importe peu la connaissance des détails, puisqu'on coïncide avec le tout.

Je ne réussissais pas à me contenter de cette imprégnation du passé vécu comme présent. Sans d'ailleurs me rendre compte, explicitement, de mon décalage. Encore maintenant, je ne le trouve pas en moi-même avec la fraîcheur vivante. Je le découvre par l'analyse, parce qu'il m'explique le mobile secret que je suivais quand je me plongeais dans des manuels. En toute naïveté, je ne pouvais vivre dans le passé avec la même ingénuité que mes parents.

Exigence personnelle ? Je ne crois pas. Pour ma génération, malgré le feutrage de traditions familiales qui recouvrit mon enfance, le passé était déjà trop loin. Ma mère, mes tantes avaient été élevées dans des couvents de l'Assomption et surtout du Sacré-Cœur, où maîtresses et élèves tournaient résolument le dos au monde. Il n'en était plus de même dans le collège parisien des Jésuites où j'ai commencé mes études. Il y avait trop de « républicains », trop de problèmes. Mes parents avaient vécu en province, ou même aux Antilles que la rupture de 1789 n'avait guère atteintes. Je vivais à Paris, dans la grande ville technicienne, où, si fermé qu'on fût au monde moderne, le passé était moins présent, où le foyer familial était plus isolé. Là-bas, en province, aux îles, ce passé constituait encore un milieu dense et complexe. Ici, à Paris c'était plutôt une oasis au sein d'un monde étranger, mais envahissant.

Ce qui était donné à mes parents devait être acquis par moi. Il me fallait conquérir cet éden perdu, et, pour cela, je devais retrouver la grâce par l'épreuve. Et aussi – et je voudrais insister sur ce point – mon exploration difficile d'un passé désiré, mais lointain, ne pouvait plus se satisfaire des fragments d'histoire, si riches qu'ils soient, qui suffisaient à ma famille. Les Mémoires, la lecture favorite de mes parents, me tentaient et me repoussaient à la fois. Ils me tentaient parce que j'y retrouvais le charme de l'Ancien Régime, la nostalgie qui excitait mon désir de savoir. Ils me repoussaient parce que la connaissance que j'y puisais me rendait plus sensible aux zones d'ombre périphériques : ils soulignaient mon ignorance de ce qui restait en dehors de mes lectures. Et je crois bien que ce sentiment l'a emporté. Je le regrette aujourd'hui, et j'aurais à diriger des enfants épris d'Histoire que je les orienterais, au contraire, vers ces témoignages vivants. Je sais que ces fragments contiennent plus d'Histoire, et d'Histoire totale, que tous les manuels, même les plus savants. Mais personne ne me guidait alors, car, près de moi, on n'avait pas l'idée que l'Histoire pût être autre chose que ce que l'on vivait. D'ailleurs, je ne désirais pas de conseils. Et peut-être est-ce l'autonomie de cette évolution qui en fait l'intérêt.

Je laissais donc les lectures vivantes pour des manuels scolaires, ceux de ma classe, et surtout ceux

des autres classes, comme il se doit. J'y trouvais, malgré la sécheresse de l'exposé, une satisfaction que ma mémoire conserve intacte. J'avais l'impression, par une chronologie minutieuse, ou qui me paraissait telle, de recouvrir le temps tout entier, d'enchaîner les faits et les dates par des liens de causalité ou de continuité, si bien que l'Histoire n'était plus des fragments dans une ambiance, mais un tout, un tout sans fissure.

A cette époque de ma vie, en troisième et en seconde, j'étais vraiment possédé par le désir de connaître toute l'Histoire, sans lacunes. Je n'avais encore aucune idée de la complexité des faits. J'ignorais l'existence des grandes histoires générales, comme celles de Lavis, et ma science chronologique me paraissait toucher aux limites. D'ailleurs les manuels scolaires ne me suffisaient plus : je les avais déjà mis en tableaux synoptiques. Je me rappelle un grand tableau de la guerre de Cent Ans, subdivisé à l'infini : le manuel me semblait trop analytique, comme si la cohésion des événements ne résistait pas à leur présentation successive, ligne par ligne, page par page, comme s'il fallait les resserrer dans le sens horizontal pour les empêcher de fuir, de faire bande à part. Je luttais avec les faits pour les forcer à rentrer dans le tout.

J'ai cru, un jour, concilier mon goût du passé royal et mon désir de totalité en entreprenant une généalogie des Capétiens, depuis Hugues Capet jusqu'à Alphonse XIII, les Bourbon-Parme et le comte de Paris. Une généalogie complète, avec toutes les branches collatérales, sans oublier ni les saints ni les bâtards. C'était un travail de Romain, avec les faibles matériaux dont je disposais : deux gros dictionnaires d'histoire, dans la bibliothèque de mes parents, et la possibilité de consulter la *Grande Encyclopédie* chez un abbé. J'ai bien tenté d'élargir ma documentation. On m'avait parlé d'une *Généalogie de la Maison de France*, du P. Anselme. C'est pour la consulter que j'ai pénétré pour la première fois dans une grande bibliothèque, à Sainte-Genève. J'ai eu d'abord toutes les peines du monde à convaincre de ma bonne foi le bibliothécaire. Il me fallut revenir avec une autorisation de mes parents. Et, bien entendu, je n'ai jamais pu parvenir jusqu'au P. Anselme, soit qu'il fût inaccessible dans les mystères du catalogue, soit qu'il fût à la Réserve. La Réserve m'a découragé, et j'ai continué avec mes propres moyens.

Les murs de ma chambre se couvraient de feuilles de papier, ajoutées les unes aux autres dans tous les sens. Je voulais suivre de l'œil tous les méandres des filiations. Plus elles se ramifiaient dans les collatéraux éloignés et chargés, plus j'étais heureux. De 987 à 1929, quel bloc d'histoire étalé sur mon mur, et cela, pour aboutir au roi Jean dont nous appelions le retour sur l'air de *la Royale* !

Tout le souci de la politique présente, de la propagande, des tracts ou des papillons dans les cabinets, tout cela était aspiré par mon arbre généalogique. Les difficultés du franc, le dimanche noir des élections radicales, dont on parlait à table, me paraissaient bien lointains, bien petits, devant les rameaux de mon arbre qui partait du x^e siècle, et recouvrait la Hongrie, l'Espagne, le Portugal, l'Italie.

Ce goût des généalogies et des tableaux synoptiques m'a poursuivi longtemps. J'ai eu du mal à m'en débarrasser.

J'étais déjà étudiant en Sorbonne quand j'ai commencé à enseigner l'Histoire à des enfants de quatrième et de troisième dans un cours libre. Je n'utilisais plus la méthode synoptique pour mes notes. Avec un peu de regret d'ailleurs, mais cela devenait trop compliqué, et l'enchevêtrement des faits faisait éclater mes tableaux. Ayant à apprendre à des enfants la guerre de Cent Ans, j'ai pensé pourtant qu'il n'existait pas d'autre méthode plus simple et plus pédagogique. Je me vois encore couvrant le tableau noir d'accolades, où je symbolisais graphiquement la suite des causes et des effets. Les chaînes d'événements débordaient les cahiers des enfants désarçonnés, et, dans le fond, les mères de famille manifestaient une désapprobation muette, mais formelle. Il fallut que le directeur vînt mettre un terme à ma débauche de liaisons. La honte que j'ai éprouvée alors m'a dégoûté à tout jamais des tableaux

synoptiques. Ils avaient eu la vie dure.

Généalogie, chronologie, synopsis, témoignaient d'un zèle maladroit à saisir l'Histoire dans sa totalité. L'ingénuité même de cette expérience lui donne sa valeur.

Un enfant, plongé dans un milieu enluminé de passé, tente de coïncider avec ce passé qui n'est plus tout à fait acquis pour lui, ainsi qu'il l'était pour ses parents. Le passé lui paraît quelque chose d'autre, mais d'infiniment désirable, un reflet de la douceur de vivre, une image du bonheur. Le bonheur est derrière lui. Il faut qu'il le retrouve. Cette recherche revêt tout de suite un caractère religieux : c'est une quête de la grâce. On a même l'impression que l'être du passé se confond avec Dieu. Les gestes de la pratique religieuse demeuraient des habitudes superficielles. Je ne crois pas que Dieu y était présent. Dieu était dans le passé qu'on tentait de rejoindre. Il ne faudrait pas me pousser beaucoup pour me faire reconnaître dans ma communion avec le passé ma plus ancienne expérience religieuse.

En s'affirmant, la recherche du passé est devenue le souci de le saisir dans sa totalité. Le contenu poétique de ce passé était volontairement écarté comme une tentation. Il demeurait dans la vie courante, dans les conversations de famille ; il frémissait aussi au fond de moi-même. Mais je n'admettais pas que ce fût tout à fait de l'Histoire, parce que c'était incomplet. J'en arrivais, à la limite, à vider l'Histoire de son contenu humain, à la réduire à un effort de mémoire et à un schéma graphique.

Néanmoins, l'excès même de dépouillement et de synthèse permet, je crois, d'entrevoir ce qu'est, dans sa nudité, l'expérience historique.

Les alluvions de la culture et de la politique la recouvrent, la cachent et la défigurent. On la détournera de sa gratuité, et on la sollicitera pour une apologétique politique ou religieuse. On la laïciserà pour l'ériger en science objective.

Mais le jour où, au xx^e siècle, la ruine de toutes les histoires particulières placera l'homme brutalement dans l'Histoire, sans transition, sans intermédiaire, cette conscience enfantine du passé reparaitra, comme la dernière résistance à l'Histoire, comme le dernier obstacle à l'abandon aveugle et animal à l'Histoire. Ou bien l'Histoire est un mouvement élémentaire, inflexible et sans amitié. Ou bien il existe une communion mystérieuse de l'homme dans l'Histoire : la saisie du sacré immergé dans le temps, un temps que son progrès ne détruit pas, où tous les âges sont solidaires. Je me demande si, au terme de sa carrière, l'historien moderne, quand il a surmonté toutes les tentations de la science qui dessèche et du monde qui sollicite, n'aboutit pas à une vision de l'Histoire très proche de l'expérience enfantine : la continuité des siècles, chargés d'existence, lui apparaît sans profondeur, sans étendue, comme une totalité qu'on découvre d'un seul coup d'œil. Seulement sa vision n'est plus celle de l'enfant, parce que l'enfant ne parvient pas à embrasser tout le contenu d'existence humaine. Sa totalité est fautive et abstraite. Elle garde cependant la valeur d'une indication, d'une tendance. Elle suggère aussi que la création historique est un phénomène de nature religieuse. Dans sa vision des âges ramassés, réunis, le Savant, débarrassé de son objectivité, éprouve une joie sainte : quelque chose de très proche de la grâce.

L'histoire marxiste et l'histoire conservatrice

On ne passe pas directement d'une expérience fraîche et immédiate, celle de l'enfant, à une conscience plus organisée, celle de l'homme. Il nous faut subir l'épreuve d'une transition qui, pour beaucoup, n'est pas une transition, mais un blocage : l'épreuve de l'adolescence. L'adolescence ne prolonge pas les expériences de l'enfance ; elle les suspend, et souvent les détruit. Triomphent de l'adolescence ceux qui parviennent à retrouver, vers leur maturité, les itinéraires anciens, pourvu que leurs traces, un moment recouvertes, ne soient pas tout à fait effacées.

Ma première rencontre avec l'Histoire appartenait au monde clos de l'enfance, où coexistent la nudité de la solitude et la densité des échanges familiaux : des méditations très secrètes et l'influence du milieu, un souci d'exhaustivité et la nostalgie de l'ancienne France. Mais je vois très bien aujourd'hui comment cette image personnelle et, par conséquent, authentique de l'Histoire s'est peu à peu déformée sous des représentations plus rigides, plus objectivantes, héritées, non plus de ma cité particulière, mais d'une idéologie abstraite qui se servait de l'Histoire comme d'un instrument, et substituait un outil à une présence, à une communion. Je quittais l'univers de mes désirs et de mes souvenirs pour entrer dans celui d'une littérature qui a eu, entre les deux grandes guerres, un succès considérable : l'utilisation de l'Histoire à des fins philosophiques et apologétiques, la construction sur l'Histoire d'une philosophie de la cité, d'une politique. Le phénomène mérite qu'on s'y arrête : c'est, d'un côté, l'interprétation bainvillienne du passé ; de l'autre, l'interprétation marxiste.

Partons de notre expérience particulière, qui est une expérience de droite. Elle nous permettra de mieux comprendre l'autre.

Je retrouve, sur les rayons de ma bibliothèque, défraîchis par un long usage, des volumes de Jacques Bainville. J'avais commencé à les lire à un moment où j'adhérais encore à mon image enfantine de l'Histoire. Je lisais l'*Histoire de deux peuples*, en même temps que des manuels scolaires que je croyais exhaustifs, je m'efforçais de les compléter l'un par l'autre, de faire précéder Bainville par tout ce que mon manuel et mon dictionnaire de biographie historique me disaient des premiers Hohenzollern et des électeurs de Brandebourg, au Moyen Age. Mais déjà j'obéissais à un autre souci : non pas tout à fait d'éclairer le présent par le passé, mais de convaincre mes adversaires – camarades de chair et d'os, ou interlocuteurs imaginaires – de la vérité d'une politique. L'Histoire m'apparaissait désormais comme un arsenal d'arguments.

J'ouvre une édition de 1924 de l'*Histoire de France*, bréviaire de ma première adolescence. Elle est couverte d'annotations et de traits qui soulignent des passages considérés comme importants. Ces passages, ainsi détachés, révèlent un état d'esprit assez caractéristique : « C'était un homme pour qui les leçons de l'Histoire n'étaient pas perdues, et il ne voulait pas s'exposer à créer une autre féodalité. » Je soulignais cet éloge discret de l'homme d'État éternel, appuyé sur les expériences toujours valables du passé. Il s'agissait pourtant de Louis le Gros. Louis VI ne m'intéressait pas comme prince féodal, mais parce qu'il répétait, au début de l'histoire capétienne, l'image du souverain classique, modèle permanent des chefs de peuple.

Quelques pages plus loin, à propos de la conquête normande de l'Angleterre, ces coups de crayon : « Allemagne, Angleterre : entre ces deux forces, il faudra nous défendre, trouver notre indépendance et notre équilibre. C'est encore la loi de notre vie nationale. » Peu m'importait si cette Angleterre, cette Allemagne du ^x^e siècle, se distinguaient de l'Angleterre, de l'Allemagne du ^{xx}^e. Cette idée me

paraissait, au contraire, hérétique. Je répondais souvent à mes contradicteurs – car la polémique sous-tendait mes lectures, et mes réflexions prenaient l’allure d’un débat – que le temps modifiait à la fois le numérateur et le dénominateur, sans changer la valeur de la proportion.

Et il y avait un nombre d’or, fixé *ne varietur*, le bon gouvernement, toujours semblable à lui-même. La guerre de Cent Ans nous confirmait les vertus de l’équilibre européen. Au contraire, avec les états généraux du ^{xiv}^e siècle, je voyais poindre les méfaits du régime parlementaire qui substituait les politiciens irresponsables au magistrat royal, le souci partisan au bien public. Je soulignais cette phrase : « C’était une tentative de gouvernement parlementaire et, tout de suite, la politique apparut. » J’aimais cette assimilation entre le régime des États et le parlementarisme contemporain.

Soulignées encore, ces lignes qui illustrent le mécanisme révolutionnaire. Elles sont écrites à propos de la Commune d’Étienne Marcel : « Les scènes révolutionnaires qui ont eu, quatre cents ans plus tard, de si frappantes répétitions. » L’idée de ces répétitions m’enchantait. Quelle rage de rechercher des apparences, là où je constate aujourd’hui les plus irréductibles différences !

En même temps que le parlementarisme néfaste, *l’Histoire* de Bainville me permettait de démasquer les origines du libéralisme perfide... sous les traits de Michel de L’Hospital. L’Hospital, c’était pour moi la bête noire, une préfiguration du baron Pié, personnage légendaire de ma première jeunesse, le libéral caricaturé par Maurice Pujo. « L’Hospital, soulignais-je, pensait que la liberté arrangerait tout ; il désarmait le gouvernement et il armait les partis. »

Je cherchais à la loupe, dans le livre de Bainville, les indices d’une permanence des temps, les répétitions d’une même causalité politique. Je n’avais pas de mal à les trouver, et c’est ce qui m’inquiète aujourd’hui et tempère mon ancienne admiration. Étais-je bon lecteur ? Certes, il y avait d’autres leçons à tirer de ce livre, et je ne les voyais pas. J’aurais pu retrouver les traces d’autres continuités moins mécaniques, plus particulières à une certaine société, des continuités infra-gouvernementales. Ainsi Bainville reconnaît-il dans Maupeou le précurseur du Comité de Salut public et de Napoléon I^{er}, des grands centralisateurs modernes ; dans l’échec de Maupeou, l’incapacité de l’Ancien Régime à donner au pays des institutions de type moderne. Cette oscillation entre deux types d’institutions, à ce moment du temps, apparaissait bien comme une singularité de l’Histoire. L’intelligence aiguë et, au fond, peu systématique du génie bainvillien multipliait, surtout pour les époques récentes, des observations collant ainsi aux choses, valables seulement une fois. Mais ces observations, qui font aujourd’hui l’intérêt de Bainville, demeuraient, il faut le reconnaître, étrangères au grand dessein : la répétition des échecs et des réussites introduisant à une politique expérimentale, la possibilité d’éviter les effets des causes dangereuses, en retrouvant dans l’Histoire des cycles analogues de causalité. L’Histoire est la mémoire de l’homme d’État : je ne suis pas sûr que cette formule ne soit pas une citation.

C’est pourquoi la gaucherie systématique et caricaturale d’un adolescent ne défigurait pas l’essentiel. J’avais bien compris. Les nuances qu’ajoutaient une culture plus étendue, une présentation plus nuancée, ne changeaient rien au fond.

Toute une école historique s’est alors fondée sur cette notion que les différences des temps sont une apparence, que les hommes n’ont pas changé, que leurs actions se répètent, que l’étude de ces répétitions permet de reconnaître les lois de la politique ; une vieille idée, en somme, très classique : rien de nouveau sous le soleil, les mêmes causes répètent les mêmes effets, mais exprimée avec une insistance et un talent très nouveaux, et aussi à un moment propice de la conjoncture. Les livres de Bainville, en particulier son *Histoire de France*, furent un des grands succès de librairie, comparable à celui des romans en vogue. Je ne pense pas que, avant le *Louis XIV* de Louis Bertrand et les livres de Bainville, des ouvrages sérieux d’histoire aient jamais connu un écoulement aussi facile. Tout un public s’ouvrait à l’Histoire qui n’était pas le public traditionnel des Mémoires, ou des grandes séries à la manière de

Thiers, de Sorel, c'est-à-dire des historiens libéraux non universitaires, car l'Université resta longtemps confinée dans sa clientèle particulière d'érudits.

Certes, en y regardant de plus près, on s'apercevra que l'*Histoire* de Bainville n'était pas tout à fait un coup de tonnerre dans un ciel serein, comme on put le croire. Son succès avait été préparé, en particulier, par Lenôtre, dont les premières publications datent de la fin du XIX^e siècle. Les études de Lenôtre marquent le premier élargissement du public des livres d'histoire. Néanmoins, leur grande diffusion date de l'œuvre de Bainville. Cet écrivain plutôt austère, dont le style dépouillé évite la facilité et le pittoresque, a suscité un engouement extraordinaire. Il a contribué à l'essor d'un genre littéraire, la vulgarisation historique. Ce genre a foisonné pendant le dernier entre-deux-guerres.

L'extension rapide du public d'histoire au public de roman a provoqué le rapprochement bâtard de l'histoire et du roman, l'histoire romancée : on se souvient de la vogue des collections de vies romancées, de vies amoureuses, etc. Mais c'est une limite inférieure du genre qui témoigne de son attrait et de son pouvoir de contagion. La collection typique de vulgarisation historique « distinguée » est celle qui a été à peu près ouverte par l'*Histoire de France* de Bainville et le *Louis XIV* de Louis Bertrand, la collection des « Grandes Études historiques » de Fayard. Je parle surtout de cette collection avant 1939. Elle a ensuite suivi le goût du public qui s'est affiné depuis une dizaine d'années. Avant cette guerre, elle n'aurait jamais publié *la Gaule* de F. Lot, ni *la Chine* de R. Grousset. Or, l'unité de cette collection est assurée par les principes qui présidèrent à un aspect de l'œuvre bainvillienne (ce n'est pas son aspect le plus solide) : la loi de répétition historique, la loi de causalité qui détermine les événements. L'autre grand succès de cette collection : la *Révolution* de Gaxotte, a confirmé l'intérêt porté par le public à cette conception de l'Histoire. Ce devenait vraiment une école. On aurait tort de la négliger ou de l'éreinter avec la hauteur pédante dont témoigna alors la Sorbonne dans ses comptes rendus de la *Revue historique*. D'ailleurs la poussée en faveur de l'histoire ainsi vulgarisée fut telle que les bonnets carrés ne surent pas résister longtemps à la tentation. Plusieurs professeurs de Faculté, qui n'avaient écrit que de savantes études d'érudition ou des manuels exhaustifs d'enseignement supérieur, cédèrent au courant de l'opinion et s'alignèrent avec humilité derrière Bainville et Gaxotte. Ils adoptèrent les règles du genre avec la gaucherie des débutants. L'exemple caractéristique de ces essais de bon élève est le *Charles V* de Calmette, paru, bien entendu, dans la collection classique des « Grandes Études historiques ». Un membre de l'Institut qui tente de rivaliser avec Auguste Bailly, ce n'est certes pas banal. Disons tout de suite, pour être juste, qu'il n'y réussit pas ; mais constater chez un érudit, qui a vécu dans l'atmosphère particulière du Moyen Âge, un recours à l'anachronisme voulu comme à une figure de rhétorique, un essai de tricher sur la différence des temps pour plaire au grand public des honnêtes gens, voilà qui est bien surprenant. Dans un de ses manuels savants, Calmette assimilerait-il les revendications d'Étienne Marcel à un régime « non seulement constitutionnel, mais encore parlementaire... irresponsabilité de la couronne, responsabilité des ministres devant l'assemblée, chambre des représentants de la nation à sessions régulières ». On se dirait au temps de M. Guizot, et c'est bien cette confusion anachronique qu'il s'agit de suggérer.

Le succès de la vulgarisation historique, et d'une vulgarisation historique dirigée et réglée, ne peut être négligé. Il témoigne d'une tendance particulière parmi le public qui lit, et cette tendance constitue un fait sociologique important. A quoi correspond la naissance de ce nouveau genre ? Pourquoi a-t-il surgi dans l'intervalle entre les deux dernières guerres ? Son apparition marque le moment où l'histoire non érudite a cessé d'être réservée à quelques amateurs : magistrats, officiers retraités, propriétaires aux longs loisirs, qui continuaient les bourgeois éclairés du XVIII^e siècle, pour atteindre tout le public des honnêtes gens. Qui a tant soit peu l'habitude de lire a eu la curiosité de parcourir au moins un livre d'histoire. Ce n'est pas un hasard si cette extension se situe au XX^e siècle. Le romantisme avait déjà connu un certain

engouement pour les périodes pittoresques du passé : la cathédrale gothique du *Génie du christianisme*. Mais c'était surtout *laudatio temporis acti*.

Nous sentons bien qu'aujourd'hui c'est autre chose : une curiosité générale portant sur toute la durée de l'histoire – et non pas réservée à certaines époques plus colorées –, et surtout un souci de pénétrer ce passé, au risque de le démonter, à l'instar d'une mécanique.

Dans ce goût pour la littérature historique, il faut reconnaître le signe plus ou moins net de la grande particularité du ^{xx}e siècle : l'homme ne se conçoit plus comme un individu libre, autonome, indépendant d'un monde qu'il influence sans le déterminer. Il prend conscience de lui dans l'Histoire, il se sent solidaire de la chaîne des temps et ne peut se concevoir isolé de la continuité des âges antérieurs. Il a la curiosité de l'Histoire comme d'un prolongement de lui-même, d'une partie de son être. Il sent, plus ou moins confusément, qu'il ne peut lui être étranger. A aucun autre moment de la durée, l'humanité n'a éprouvé un sentiment analogue. Chaque génération, ou chaque série de générations, avait, au contraire, hâte d'oublier les particularités des âges qui les précédaient. Aujourd'hui, chacune de nos réflexions, de nos décisions, se réfère plus ou moins consciemment à l'Histoire. Aucun trait de mœurs ne souligne avec plus de netteté et de simplicité ce fait capital que le goût pour l'ameublement ancien, goût qui s'est développé parallèlement à la diffusion des livres de vulgarisation historique. A quelle époque, sinon peut-être dans la Rome éclectique d'Adrien, eût-on aussi communément recueilli les antiquités du passé pour y vivre dans la familiarité de chaque jour ? Or, malgré les efforts des décorateurs modernes, les styles nouveaux ne parviennent pas, il s'en faut, à évincer des intérieurs domestiques le salon Louis XV et la salle à manger Directoire. Il ne s'agit pas d'une mode passagère, mais d'une transformation profonde du goût : le passé s'est rapproché du présent, il se prolonge dans le décor quotidien de la vie.

Or, ce sentiment de conscience de soi dans l'Histoire, tel que nous le devinons ici dans ses manifestations spontanées et infantiles, s'est divisé au ^{xx}e siècle. Il est à l'origine de deux courants d'idées qui, malgré leur opposition fondamentale, présentent des analogies encore peu remarquées, et fort suggestives. Il s'agit, d'une part, de l'historicisme bainvillien et, d'autre part, du matérialisme historique de Marx. Ce rapprochement paraîtra un paradoxe de mauvais goût. Et pourtant, l'un et l'autre sont bien à la fois les manifestations d'une même prise de conscience de l'Histoire, et les conséquences d'une même mécanisation dans l'intelligence de l'Histoire.

C'est sur ce double phénomène que je voudrais réfléchir ici. Nous avons déjà dit comment l'historicisme bainvillien apparaît comme la saisie de l'aspect historique du monde, après la Première Guerre mondiale.

Mais le marxisme ? On s'étonnera d'abord de le considérer comme propre au ^{xx}e siècle. Marx appartient au ^{xix}e siècle. Sans doute, mais si Marx est du ^{xix}e, du siècle du Progrès, le marxisme dans son interprétation moderne est bien de notre siècle, le siècle de l'Histoire. Dans les années 1880, le marxisme évoluait vers la social-démocratie, mot qui d'ailleurs lui était antérieur. Il a fallu des éléments nouveaux qui émergèrent à la surface à la faveur du premier conflit mondial, pour rajeunir le marxisme, en fait, pour l'inventer une seconde fois. Il a été à nouveau suscité par la profondeur et l'extension des bouleversements de la société bourgeoise. Ceux-ci ont dénudé et avivé le sentiment autrefois obscur et timide d'une solidarité avec l'Histoire, avec la suite des temps et l'étendue des espaces. Le matérialisme a répondu, comme un écho, à cet appel, mais quelle sorte d'écho, c'est ce qu'il s'agit de savoir.

A l'origine, il faut reconnaître une expérience parfaitement authentique. Comme toutes les expériences authentiques, elle n'est pas générale, mais particulière à une certaine société, à un certain milieu ; je

dirais à une certaine manière de *naître* : la conscience historique des individus que ne protégeait plus l'histoire particulière d'une communauté vécue, la leur, ceux qui n'existaient plus dans une communauté historique, et il faut donner au mot communauté un sens restreint, la plus petite société que l'homme puisse immédiatement concevoir et sentir, le milieu élémentaire qui colore son comportement.

Pas de communauté historique. Il ne s'agit pas, pour autant, notons-le bien, de déshérités, de misérables, de prolétaires, pas même de déclassés. Parfois, au contraire, ce sont des surclassés. Disons plus simplement des dépayés, des a-payés. Par exemple, ceux qui n'ont pas connu une vie familiale très chaude, qui ont réagi intellectuellement et moralement contre leurs milieux, ceux que les mobilisations, les guerres, les déplacements, les ascensions sociales, ont enlevé à leur géographie traditionnelle. Retirés de l'histoire propre à leur cité particulière, ils se sont sentis des atomes perdus dans le monde massif de la technocratie moderne, où chacun est confondu avec toutes les humanités de la Planète. On s'est vraiment trouvé en face de l'Histoire, très concrètement. On a senti le lien mystérieux et fondamental qui unissait son existence au déroulement des générations, dans le temps, à la proximité des hommes, ses frères et ses ennemis, dans l'espace. Par-delà les épiphénomènes du *xix^e* siècle, les nationalismes, les guerres, les technocraties, l'homme moderne a soupçonné que la condition humaine pouvait être retrouvée au cœur même des violences et des divisions qui l'avaient auparavant détruite. On devinait que les conflits, les haines, les guerres, n'étaient peut-être pas au fond de l'Histoire ; que *ces antagonismes, pour peu qu'ils fussent vécus depuis assez longtemps*, constituaient au contraire la source d'une amitié humaine. Ce sentiment a existé, et c'est une très grande et très réelle expérience. On le retrouve, il me semble, dans l'œuvre de Malraux, de Koestler. C'est la communion vraie avec l'Histoire.

Toutefois, cette conscience de l'histoire globale n'est pas restée pure, et c'est là qu'intervient le marxisme. Le marxisme a étouffé l'appel auquel il paraissait répondre.

Les hommes sans histoire particulière éprouvaient le sentiment qu'il fallait dépasser les antagonismes dont le jeu avait déterminé les événements superficiels de l'Histoire classique. Le marxisme leur proposait une interprétation de l'Histoire qui transcendait ces conflits dans le mouvement dialectique des classes sociales et de l'évolution technique.

Ainsi les types d'hommes qu'il endoctrinait furent détournés d'une recherche vers un dépassement authentique de ces conflits événementiels, recherche qui, sans faire disparaître ces conflits, les eût intégrés à une amitié construite d'hostilités, à une solidarité faite de différences.

Outre ce besoin de dépassement, deux autres tentations ont sollicité vers le marxisme les hommes, abandonnés nus dans l'Histoire : la masse et la fatalité.

L'ampleur des mouvements économiques et sociaux, la connaissance plus précise qu'on en avait – grâce à la plus grande curiosité qu'ils éveillaient – a périmé les modes habituels d'explication, dont on se contentait jadis. On ne cherchait guère au-delà des desseins des hommes d'État, de leurs ambitions, de leurs psychologies individuelles. On transposait les vagues catégories de la morale classique dans les comportements nationaux ou sociaux : l'ambition de Napoléon I^{er}, l'égoïsme de l'Angleterre, l'avidité de l'Allemagne, etc. On s'en contentait, parce que, au fond, cela n'avait pas beaucoup d'importance ; l'Histoire était un luxe, et non pas une exigence d'insertion dans le monde où l'on vit. Aujourd'hui ces interprétations traditionnelles ne sont plus à l'échelle des événements et, surtout, de ce qu'on sait désormais des événements.

Or, le marxisme présentait l'Histoire – non plus comme le conflit de quelques-uns, mais comme le jeu de grandes masses, compactes et puissantes, qui s'anéantissaient les unes les autres par leur pesanteur.

Il parlait un langage très compréhensible à ceux qui subissaient cette impression de masse où, de gré ou de force, ils étaient englobés. Cette simplification, à la fois grossière et épique, devait tenter ceux qui n'avaient pas une expérience personnelle et concrète de la pluralité des groupes sociaux, de

l'enchevêtrement des collectivités, anciennes et récentes, et de leur dynamisme. La notion de masse, de classe, par exemple, s'imposait à ceux qui ignoraient celle, beaucoup plus particulière, de milieu.

Cette ignorance des milieux, des histoires singulières et diverses, inclinait tout naturellement à accepter l'idée de déterminisme, d'un devenir inexorable dont on pouvait aider la course, mais qu'on ne pouvait ni arrêter ni dévier.

Les énormes articulations de l'Histoire moderne, l'écrasement, sous les phénomènes et sous la connaissance des phénomènes, des facteurs individuels, des psychologies individuelles, amenaient à considérer un mouvement général du monde, toujours dans le même sens, dans un sens bien déterminé.

Hors de la protection des histoires particulières (dont ceux qui y vivent connaissent bien les complexités, les inerties, les adhérences à de vieilles et impérissables habitudes, et aussi les étrangetés), on voit mal comment, face aux énormes monolithes du monde moderne, on pourrait éviter la soumission à un *Fatum* : il faut se soumettre au courant de l'Histoire. Et le matérialisme dialectique dirigeait ce courant, comme la géométrie oriente un vecteur.

Dépassement des conflits politiques, poids des masses, sens d'un mouvement déterminé de l'Histoire : tels sont à peu près les points de contact du marxisme et d'une conscience réelle et concrète de l'Histoire totale.

Il importe, du point de vue qui est le nôtre, de considérer maintenant où le marxisme cesse-t-il de coller à l'Histoire, comment tourne-t-il le dos à l'Histoire. Exactement quand il cesse d'être conscience de l'Histoire pour devenir une physique de l'Histoire.

L'exploration du passé a conduit Marx à réduire l'Histoire à des lois essentielles, clefs d'une mécanique qui se répéterait avec rigueur pendant la durée de l'évolution. Dans le marxisme, la classe des exploités détruisait la classe des exploitants et la chassait du pouvoir ; et ce dépassement était lié, non pas à une volonté de puissance, à une maturité morale, mais à un état du développement économico-technique. La bourgeoisie évinçait la noblesse, grâce à la substitution du capitalisme commercial à l'économie domaniale. Le prolétariat évinçait la bourgeoisie, quand la propriété sociale eut remplacé la propriété individuelle.

Ainsi l'Histoire se ramenait-elle au jeu réciproque d'une constante et d'une variable. La constante, c'était la collectivité humaine mécanisée, toujours semblable à elle-même dans son mouvement. La variable, c'était l'état économico-technique du monde. Mais ces conditions économico-techniques apparaissaient comme des forces de la nature scientifiquement organisée, quelque chose d'analogue à une variation continue de la pression atmosphérique. La variable était hors de l'homme.

Le marxisme réussissait ainsi à éliminer de l'Histoire la différence des hommes. Elle concentrait hors de l'homme les facteurs de variation. Dira-t-on que c'était déplacer le problème sans le résoudre, et qu'il n'est pas possible d'expliquer le développement économico-technique sans revenir à l'homme, sans remonter et redescendre de l'*homo faber* à l'*homo sapiens* ? Mais il ne s'agit pas ici de réfuter le matérialisme historique, seulement de le situer dans la géographie des attitudes en face de l'Histoire.

A cet égard, il faut bien reconnaître que le marxisme, issu d'un sentiment authentique de conscience historique, aboutit à une physique mécaniste très éloignée de l'Histoire. Très éloignée parce qu'elle détruit l'altérité de l'Histoire, le sens des différences à l'intérieur même de l'homme total, à la fois religieux et technique, politique et économique : les différences des mœurs.

De même que mon frère n'est pas moi-même, et que pourtant je lui suis étrangement lié, de même le passé dont je suis solidaire est autre chose que mon présent. Des philosophes, soucieux de souligner l'historicité de notre époque, ont écrit que le présent lui-même appartient au passé et est conçu comme tel. On sent bien la part de vérité qu'il y a dans cette proposition, mais elle a le tort de détruire l'expérience commune du présent, indispensable à l'existence de la curiosité historique. C'est par rapport

à mon présent que le passé m'apparaît comme tel. En juillet 1940, j'ai eu la sensation très claire que la III^e République appartenait désormais au passé ; comme on dit vulgairement, « c'était de l'Histoire ». C'est le propre de l'Histoire d'être à la fois autre et proche, mais toujours distincte du présent.

Or, pour l'historien marxiste, le passé répète le présent, seulement dans des conditions économico-techniques différentes. Il en vient à étudier l'Histoire uniquement en vue d'y souligner ces répétitions. Le dernier essai de ce genre est tout à fait concluant à cet égard. Daniel Guérin a consacré deux gros ouvrages à *la Lutte des classes sous la Première République*, pour situer la Révolution de 1792-1797 dans le schéma classique du marxisme. A ses yeux, toutes les Révolutions connues se déroulent selon le même processus. Une classe non prolétarienne, la bourgeoisie, s'empare du pouvoir parce que son moment coïncide avec une étape nécessaire du « développement objectif » de l'économie. Au cours de ce même mouvement d'émancipation, une poussée populaire s'esquisse autour d'Hébert, de Chaumette ; elle tend, à la fois, à aider la classe évoluée à chasser la classe arriérée qui se cramponne au pouvoir, mais aussi à dépasser cette classe évoluée et non prolétarienne. Seulement, chaque fois, elle échoue, parce que le développement technique ne lui permet pas d'aller plus loin, et elle retombe dans son inertie, dans son indifférence. Ainsi l'essor populaire fut brisé dans la Florence des Ciompi, comme dans le Paris des Insurgés, parce qu'il était en avance sur le développement de l'économie. Il réussira en 1917, en Russie, parce que l'état des techniques le permettra.

Tout l'effort des historiens marxistes consiste à souligner la permanence d'une conscience de classe, toujours semblable à elle-même, et à lier les progrès de cette classe au « développement objectif » de l'économie.

Il serait tout à fait inutile de confirmer ou d'infirmer ce schéma. En se donnant beaucoup de mal, on pourrait faire, avec une entière bonne foi, la part de la vérité et de l'erreur. Quelle vérité ? Quelle erreur ? Effort vain, parce qu'on raisonnerait sur ce qui n'existe pas, sur ce dont l'existence ruinerait la valeur de l'Histoire. On raisonnerait sur des *lois*, c'est-à-dire sur des *moyennes*. Et il est, mon Dieu, possible qu'à un certain degré de généralisation les choses se passent ainsi. Mais tout dépend du degré de généralisation où l'on s'arrête. Tout se modifie selon qu'on le fixe plus haut ou plus bas.

A partir du moment où on prend une moyenne, on sort du domaine concret de la vie humaine. Peut-être notre outillage intellectuel ne nous permet-il pas de saisir les phénomènes bruts dans toute leur complexité ? Je n'en suis pas sûr, et de grands historiens comme Fustel de Coulanges et Marc Bloch y sont bien parvenus. Sans doute, nos moyens d'expression nous contraignent-ils à nous exprimer sous forme de moyennes. Mais on n'est autorisé à user de ces conventions qu'à condition de conserver, sous-jacente à ces moyennes, la particularité vivante des observations. Or, la conception marxiste de l'Histoire se base sur des *moyennes*, sans égard aux singularités du moment, si ce n'est l'état du développement économique. Cette réserve est importante, non pas parce qu'elle restitue la singularité de l'homme historique – puisqu'elle refoule les variables hors du monde de l'homme –, mais parce que ce recours à un élément technique déshumanisé a permis au marxisme de mécaniser l'Histoire. En effet, c'est dans le domaine des techniques, industrielles ou économiques, qu'il est le plus légitime de parler de moyennes. On raisonne sur des produits qu'on peut fabriquer en série, faciles à grouper, à classer, à compter. Une tonne d'acier s'ajoute à une tonne d'acier. On parle sans équivoque d'une moyenne mensuelle des exportations de blé. Le marxisme est remonté de la statistique des choses aux structures des hommes. Et cependant du produit au producteur, de l'œuvre à l'ouvrier, il y a toute la différence du brut au vivant. Au contraire, l'œuvre participe plus des singularités de l'ouvrier, que l'ouvrier de l'impersonnalité de la technique. Le marxisme – comme les économies politiques étroites et exclusives – a étendu aux hommes les catégories de l'économie, alors que l'Histoire étendrait plutôt à l'économie les diversités infinies de l'homme.

Le matérialisme dialectique a été la tentation d'une conscience globale de l'Histoire. Mais il y a d'autres contacts de l'homme et de l'Histoire, moins brutaux et moins immédiats. Dans ces rencontres, les hommes n'affrontent pas directement le raz de marée des foules et des devenir monumentaux. Avant d'entrer dans l'Histoire massive, irrésistible et anonyme, ils appartiennent aux petites cités particulières qui sont les leurs. Leur histoire particulière les abrite de l'Histoire. Ce sont les hommes des familles, des sociétés restreintes et farouches, des groupes étanches et repliés sur leur propre passé, parce que ce passé est à eux, qu'il renforce leur singularité : clans fermés de nos bourgeoisies et de nos paysanneries qui cultivent avec soin leurs différences, c'est-à-dire les traditions, les souvenirs, les légendes, qui n'appartiennent qu'à eux. C'est moins une question de condition sociale que de persistance, à l'intérieur de la condition, de la mémoire de son passé particulier. Nous touchons ici à un plan de clivage essentiel pour l'intelligence de notre époque et de ses opinions.

Dans les écoles de cadres et les centres de jeunesse du Gouvernement de Vichy, j'ai eu l'occasion de sonder la profondeur des souvenirs qui subsistaient des petites communautés familiales ou régionales. On soumettait aux jeunes gens un questionnaire sur ce qu'ils savaient de leurs parents et de leurs ancêtres. Les uns, de condition parfois modeste, remontaient pourtant assez haut dans leur généalogie. Ils se rappelaient sur plusieurs générations les habitats de leurs parents, la vie anecdotique de leur groupe. Quelques-uns remontaient jusqu'au XVIII^e siècle. Beaucoup partaient de 1830-1840. Des fils de cultivateurs de Seine-et-Oise connaissaient parfaitement l'histoire de leur famille qui n'avait pas quitté le village depuis le XVII^e siècle, disaient les dates des dalles funéraires. Cette mémoire du passé familiale est très développée dans les communautés montagnardes des hautes vallées de Suisse, du Tyrol autrichien. La famille du chancelier Dolfuss conserve des généalogies qui permettent de suivre sa trace depuis le XVI^e siècle : une famille de paysans tyroliens.

D'autres, au contraire, parmi ces jeunes gens, ne pouvaient répondre aux questions, soit qu'en fait ils ne sussent plus rien de leurs parents les plus proches, soit que leurs souvenirs fussent si indifférents qu'ils ne parvenaient pas à comprendre le sens même de ces questions, comme si elles avaient été libellées dans une langue étrangère.

On est étonné de la rapidité des dégradations des mémoires familiales. Un riche notable bordelais, de vieille souche, remarqua un jour, chez son notaire, une pièce d'état civil au nom de L. Il s'étonna, car ce nom de L. était celui de sa grand-mère. Le notaire lui répondit qu'il s'agissait sans doute d'une homonymie, car ce L. était un assez misérable fossoyeur au grand cimetière municipal. Curieux de tout ce qui touchait à sa famille, le bourgeois bordelais se rendit au cimetière et, sous un prétexte quelconque, engagea conversation avec L. Il s'aperçut que L. était bien un de ses petits-cousins, et ses recherches d'état civil restituèrent la filiation. Mais le malheureux fossoyeur ne gardait plus aucun souvenir de son origine : en trois générations, sa mémoire familiale avait disparu.

Cette distinction entre individus avec un passé et individus sans passé est essentielle. Elle ne coïncide pas tout à fait avec les séparations sociales : il est des familles de vieille bourgeoisie qui vivent dans l'aisance et la fortune, mais où le manque d'entente entre les parents, les soucis de la vie mondaine, la tyrannie du bien-être, ont espacé les rappels de l'histoire familiale, amorti son intérêt chez les enfants et, en définitive, l'ont laissée s'effacer dans l'oubli des plus jeunes générations.

Cette distinction n'est pas, non plus, chose nouvelle. Au XVI^e ou XVII^e siècle, elle existait, plus marquée encore qu'à la fin du XIX^e siècle. Les familles prolifiques de l'Ancien Régime exportaient l'excès de leur fécondité, et ces enfants, loin du foyer, perdaient le plus souvent tout souvenir de leur appartenance.

Seulement, aujourd'hui, le phénomène a changé de caractère, parce que, sous l'Ancien Régime, la conscience de l'Histoire existait à peine, tandis qu'à notre époque elle constitue le dénominateur commun de nos sensibilités. Aussi l'absence ou la présence d'un passé particulier distingue-t-elle deux manières d'être dans l'Histoire.

Les uns, les marxistes, dont nous venons de parler, subissent, sans transition, l'invasion des siècles, massifs et redoutables ; les autres, au contraire, n'atteignent l'Histoire qu'à travers leur passé personnel, peuplé de figures et de légendes familières, un passé qui n'appartient qu'à eux, toujours bienveillant.

Chez ceux où elle subsiste, la conscience de cette histoire particulière s'est, à notre époque, exaspérée, comme une défense contre l'Histoire gigantesque et anonyme. Il arrive même que des hommes, nés sans histoire, aient éprouvé le besoin de se construire une cité légendaire où ils pourraient s'abriter et s'arrêter. Il y a beaucoup de cela dans le culte des ancêtres, surtout quand on les achète à la foire aux puces.

Et cependant – et c'est là le paradoxe – cette « petite histoire » du souvenir est demeurée dans l'ombre des conversations familières, des traditions orales, sans qu'aucun effort ait été tenté d'insérer cette conscience singulière, différente pour chaque groupe consanguin, dans la grande histoire collective. De cette attention à un passé personnel et familial, subsistait seulement un goût pour le passé en général, sans que celui-ci ait réussi à se traduire et à s'épanouir en une communion concrète et vivante avec le déroulement de l'existence humaine.

Un divorce s'est creusé entre l'expérience propre que chacun prenait de son passé, et l'image sèche et abstraite qu'il construisait du passé du monde. Car son histoire particulière, trop close, ne lui suffisait pas.

Ce divorce s'est fait dans deux sens, dans le sens de l'histoire régionale et dans celui de ce que j'ai appelé plus haut la vulgarisation distinguée à l'usage du public conservateur.

Le passage à l'histoire régionale se comprend bien : le « pays », le milieu géographique étroit et ramassé, est le prolongement naturel du groupe familial ; il ne s'en distingue pas. Le réseau des souvenirs d'enfance, des alliances familiales, des généalogies, des papiers de famille, des traditions orales, s'élargit tout naturellement au village, au pays, à la province. Mais parcourez les publications des sociétés régionales, et vous serez confondu de la sécheresse de leurs exposés, de l'absence d'intelligence, de sensibilité interprétative, dans l'utilisation de documents, pourtant suggestifs. Ces érudits de province ont réussi ce tour de force d'épuiser les thèmes les plus denses, d'exténuer les relations les plus riches d'humanité, celles des hommes à la terre, au métier, des hommes entre eux, au plus bas degré de l'Histoire : je veux dire à cet endroit de l'architecture sociale où les relations n'ont pas subi la réduction à la moyenne, l'inévitable généralisation qui caractérise les genres de vie sociale et politique plus élevés¹. Dans le fief, à la ferme, dans la boutique, la distinction ne s'est pas encore faite entre la vie privée et la vie publique, entre la condition humaine et l'institution collective.

Mais les érudits de province ont été, le plus souvent, indifférents à cet appel de la vie. Ou bien leurs études sont des catalogues, souvent peu méthodiques, où l'intérêt subsiste seulement à leur insu, ou bien des descriptions pittoresques de festivités, ou encore un découpage de l'Histoire générale : les événements de la Grande Histoire qui se sont passés dans leur région. Tout cela est à peu près perdu, sinon pour le spécialiste qui y trouve à glaner, mais pour l'homme moderne, soucieux de cultiver sa conscience de l'Histoire.

Pour la plupart, les membres des sociétés historiques, archéologiques, littéraires, des académies de province, se recrutaient parmi ces bourgeoisies traditionnelles, celles-là mêmes qui conservaient avec soin leur histoire particulière, tenaient à jour leur généalogie, notaient soigneusement, pour leurs héritiers, leurs souvenirs de famille : petits cahiers couverts d'une écriture régulière, calligraphiée à l'encre noire,

délavée par le temps, qu'on trouve dans les tiroirs des secrétaires, émouvants par le sentiment qu'ils décèlent d'appartenance à un passé propre, mais aussi véritables documents d'Histoire ; peut-être de la seule Histoire qui mérite d'éveiller et de retenir la vocation des professionnels. Ces mêmes mémorialistes vivants ont été ces érudits ingrats et bornés.

Dans les grandes villes, où les vestiges du passé régional s'estompaient, où les événements de la politique nationale et internationale paraissaient plus proches, plus déterminants, le sens du Passé s'est traduit par une histoire politique et conservatrice. Les familles, à passé particulier, qu'elles fussent de tradition royaliste ou républicaine, autoritaire ou libérale, catholique ou protestante, détenaient un héritage d'histoire – leur histoire particulière – qu'elles devaient préserver de l'oubli, de la contamination, pour le transmettre à la jeune génération. Dans les conditions de la vie moderne, ou, du moins, dans certaines de ces conditions – l'influence des grandes villes, des techniques de déracinement et d'uniformisation, comme l'habitat standard, le bain de mer et le week-end – le maintien et la transmission de cet héritage devenaient plus difficiles : on avait l'impression qu'il n'avait plus de sens, d'utilité, de valeur.

Plus de sens : les réunions familiales s'espaçaient, les parents à un degré éloigné devenaient des étrangers. Plus d'utilité : aux relations familiales, tissées dans le passé, se substituaient des relations nouvelles, des relations d'affaires. Toutefois, si les plus jeunes générations négligeaient de connaître le détail, même légendaire, de leur propre passé, elles se gardaient d'oublier l'existence de ce passé, et elles tenaient à préserver son sens social et politique. Aussi, ce souci de conservation se traduisit, non pas par un retour aux traditions des communautés particulières, mais par une théorie politique de la tradition ; cette théorie s'appuya sur une certaine conception abstraite de l'Histoire, appelons-la l'historicisme conservateur. C'est évidemment la forme prise par la conscience moderne de l'Histoire, dans des milieux de bourgeoisie urbaine : une sorte de compromis.

Une impression de menace de l'héritage historique, qu'il fût royaliste ou jacobin, déterminait, chez ses détenteurs, une réaction conservatrice, réaction qu'on trouve, à l'époque contemporaine, dans les membres des partis de gauche, jusqu'aux partis marxistes exclus. Et cette réaction historique s'est tout naturellement manifestée par une nostalgie de l'ancienne France, ici avouée, affichée, là, au contraire, plus honteuse. Cette réhabilitation du passé royaliste a commencé avec le groupe que R. Grousset appelle « l'école capétienne du xx^e siècle », dont Bainville fut l'initiateur (l'initiateur plus que le maître, car son génie original ne lui a pas permis de susciter des disciples, tout au plus des imitateurs qui ont vite abandonné sa manière incisive et sèche pour un genre plus pittoresque et plus faux). Mais le grand succès du genre de la collection des « Grandes Études historiques », chez Fayard, a certainement vite débordé le public royaliste pour atteindre des couches beaucoup plus étendues – toujours à l'intérieur de ce public conservateur d'héritiers menacés. Peu à peu, le préjugé défavorable à la France prérévolutionnaire cédait la place à un préjugé favorable. Avec le temps, celui-ci gagna des milieux plus à gauche. En 1946, j'ai eu l'occasion d'entendre une conférence d'un historien universitaire, élève de Mathiez, sympathique à Jaurès, qui, en général, ne dissimulait pas des sentiments démocratiques avancés. Même le chapeau à large bord qu'il portait complétait sa silhouette d'homme de gauche. C'était dans les salons d'un vieil hôtel. Le conférencier en vint à évoquer à grands traits les débuts de la Révolution française, dont il est aujourd'hui le meilleur spécialiste. Il parlait à un public de gens du monde, et se laissait aller à son improvisation. Il insista sur le caractère aristocratique, à la Washington, de cette première Révolution que Mathiez a appelée la Révolution nobiliaire. Et il s'appesantit sur son échec. Rien de nouveau. Mais où le ton changea, c'est lorsque le conférencier se permit de regretter cet échec. « A la lumière de la sombre histoire que nous venons de vivre, disait-il à peu près, comment ne pas regretter la rupture brutale et sanglante d'une évolution qui, plus continue et sans cassure, aurait affecté un cours dont l'histoire des

États-Unis peut nous donner une idée. » Sur les ruines de l'Occident, le vieux jacobin au grand chapeau retrouvait le sens de l'héritage, du capital transmis, qui ne périt pas sans une régression humaine. L'historien universitaire subissait, à son insu, certes, cette nostalgie du passé, telle qu'elle se trouvait à l'origine royaliste d'un genre historique que, par ailleurs, il méprisait.

Je cite cette anecdote pour bien souligner l'importance du courant apologétique qui poussait vers la réhabilitation et la nostalgie de l'ancienne France, les conservateurs, ceux qui avaient à conserver leur histoire particulière.

Il faut maintenant examiner à quelle attitude devant l'Histoire aboutit ce courant conservateur, comme nous l'avons tenté tout à l'heure pour le courant révolutionnaire marxiste.

Comme le courant marxiste, parti d'une expérience concrète et vécue, il n'a cessé de s'en éloigner, ou plutôt il s'en est écarté brusquement, sans transition. Il n'y a pas eu passage de l'histoire particulière à l'histoire générale : l'histoire régionale aurait pu tenir lieu de passage ; elle en a tenu lieu en Angleterre où les biographies et monographies régionales occupent une place éminente dans la littérature. Nous savons ce qu'il en a été en France. Le public conservateur des grandes villes n'aime pas l'histoire régionale, les monographies, et les éditeurs, qui connaissent ses goûts, se méfient beaucoup de ce genre. Le bourgeois préfère l'histoire événementielle et politique, et, si on fait abstraction du facteur romanesque et pittoresque, il y recherche une certaine interprétation de la mécanique des faits, qui est celle du Bainville de *l'Histoire de France*, de *l'Histoire de deux peuples* et du *Napoléon*.

Cette histoire est avant tout une histoire de faits politiques. Elle aurait été économique que c'eût été la même chose. Les faits qui la constituent ne sont plus des faits singuliers et concrets. Ils contiennent toujours une part importante de généralisation.

Prenons un exemple. Vous avez deux manières d'étudier un mouvement historique ; mettons le parti communiste. On pourra « faire l'histoire » du Parti, à la lumière de ses archives, on décrira d'abord le système d'organisation qui lui a donné une unité, une existence politique, c'est-à-dire ses institutions, ensuite les décisions prises par ces institutions, c'est-à-dire sa politique. On écrit ainsi l'histoire d'une institution et d'une politique. Mais on pourra aussi, à l'aide de témoignages beaucoup plus difficiles à réunir et à interpréter, définir ce qui distingue un communiste d'un autre partisan, dans sa sensibilité, dans son comportement, privé et social. On écrit ainsi l'histoire des mœurs.

Dans le premier cas, l'objet de l'Histoire est une architecture où les éléments humains ont perdu de leur individualité. Dans le second cas, c'est la singularité même des hommes que retient l'historien. Il faut reconnaître qu'il n'est justement pas facile de retrouver cette singularité, quand elle perd aussitôt sa fraîcheur initiale. Ce qui, à l'origine, est unique, ne subsiste pas, et les phénomènes qui durent ne prennent leur consistance dans la conscience et la mémoire des hommes qu'en atténuant leur originalité première.

L'historicisme conservateur écarte avec indifférence la singularité des mœurs pour s'attacher à la généralité des institutions et des politiques. On ne retiendra de l'individu que l'homme exemplaire, le grand homme : Alexandre, Louis XIV ou Napoléon.

Cette limitation dans le choix du sujet est une des premières règles du genre qu'adoptent aussi bien les historiens sérieux, comme Bainville, et les vulgarisateurs médiocres, comme Auguste Bailly. Les uns et les autres réintroduisent l'élément pittoresque par une allusion anachronique à la modernité de l'époque qu'ils décrivent, appliquant ainsi à leur manière leur seconde règle : il n'y a pas de différence des temps.

Comment d'ailleurs celle-ci pourrait-elle subsister au degré de généralisation où aiment à se situer ces historiens ? Et c'est la raison profonde pour laquelle ils éliminent plus ou moins consciemment les sujets où l'homme d'un temps, irréductible aux autres, apparaît sous une trop vive lumière.

« On se moque, pensent-ils, des classiques du Grand Siècle qui affublaient Clovis d'une perruque Louis XIV. Mais, au fond, avaient-ils tort ? Les étrangetés du costume, des modes, des mœurs, sont

différences superficielles. Il serait peu sérieux de s'y arrêter, on perdrait son temps. Le rôle de l'historien est, au contraire, de retrouver, sous ces apparences diverses, l'homme éternel, toujours semblable à lui-même. Ainsi, les mandarins de Voltaire, qui raisonnaient comme des philosophes. Les sentiments fondamentaux de l'homme n'ont pas varié : c'est toujours l'amour, la haine, l'ambition... Et la même identité se retrouve dans la vie des cités. Monarchie, tyrannie, aristocratie, démocratie, démagogie, caractérisent les régimes depuis Platon et Aristote jusqu'à Hitler et Staline. »

Il est curieux de trouver, à notre époque, à la base d'un genre historique, le sentiment qui, au contraire, détournait autrefois de l'Histoire les écrivains peu sensibles à la différence des temps. Il en était ainsi au Moyen Age, où les temps étaient télescopés, où Constantin et Charlemagne, Virgile et Dante, paraissaient contemporains. De même, sous la Renaissance, où le souci d'égaliser les anciens a renversé le cours des âges, où tout l'effort a porté vers l'identification du temps présent et de l'Antiquité. On sait l'étrange histoire de la galère, cette reconstitution archéologique tentée, à partir des textes gréco-latins, par des humanistes indifférents aux progrès techniques des peuples navigateurs, à l'époque des Grandes Découvertes. Les grands capitaines assiégeaient alors les villes en s'aidant des auteurs anciens, et le roi de Sicile, Ferdinand, s'emparait de Naples grâce à un stratagème renouvelé de Bélisaire, le stratège byzantin. Un postulat d'identité entre leur temps et l'Antiquité a obscurci chez les hommes de la Renaissance le sens historique de la différence des temps et des hommes, tel qu'il apparaissait cependant, à la fin du Moyen Age, à l'époque des chroniqueurs florentins et de Commines. Cet effort de la fin du Moyen Age pour saisir l'Histoire dans sa diversité a été arrêté par le triomphe de la notion de l'homme classique, qui a dominé jusqu'au XVIII^e siècle. On verra reparaître un souci de l'Histoire, d'ailleurs encore très mêlé d'humanisme classique, à partir du moment où, avec Montesquieu, Vico, avec les voyageurs et les explorateurs des pays exotiques, se répand l'idée d'une différenciation des hommes. Mais c'est seulement une tendance qui ne se développera que plus tard, à l'époque romantique. Le bon sauvage et le sage mandarin sont encore des hommes de tous les temps et de tous les lieux.

Les historiens des bourgeoisies conservatrices ont opposé cette notion de l'homme classique à l'idée de progrès, d'évolution, qui était déjà une idée de gauche. De même qu'au dynamisme des foules de Michelet on opposait le rôle des grandes personnalités à la Carlyle, de même à l'idée d'un progrès mental on opposait celle d'une identité, parfois d'un retour cyclique.

La notion classique de l'homme éternel, qui avait retardé de plusieurs siècles la naissance d'une conscience historique, devenait, au contraire, la base d'une interprétation historique du monde. C'est le moment où les héritiers du goût classique, les élèves des jésuites et des humanités, descendaient, de gré ou de force, dans la lice de l'Histoire. La pression qui poussait vers le passé les hommes du XX^e siècle était si puissante qu'on ne pouvait plus se dispenser d'historiser une notion, au fond essentiellement anti-historique. Cet habillage historique de l'humanisme classique aboutissait à une impasse, à une mécanisation de l'existence diverse et mystérieuse de l'humanité.

L'Histoire ainsi conçue devint un recueil de répétitions qui prirent valeur de lois.

Au degré de généralité où il se situe, l'historicisme conservateur, comme le marxisme, raisonne sur des moyennes, aussi bien dans le collectif que dans le psychologique. L'amour, l'ambition, tels qu'on les recueillait des moralistes anciens, de Plutarque ou de Tite-Live, ne sont, en termes d'histoire, que des valeurs moyennes, insuffisantes pour caractériser ce certain amour, cette certaine ambition, comme elle se manifeste chez tel personnage à un certain moment du temps. De même, l'institution, ou l'activité de l'institution, que nous appelons politique, n'est qu'une réduction à la moyenne des éléments individuels ou collectifs qui constituent l'infrastructure de l'institution. L'institution est l'organe qui permet à un peuple ou à un groupe de fixer son unité et de vivre avec efficacité. Mais elle ne caractérise pas directement une attitude, une manière d'être. C'est, au contraire, un écran, nécessaire pour agir, mais qui

s'interpose entre l'historien et la complexité vivante. En se constituant, l'institution a forcément perdu la singularité des mœurs qui suscitèrent sa naissance, et lui permirent de durer (d'où un décalage, car, le plus souvent, l'institution survit aux mœurs). Elle acquiert, en s'éloignant de son origine concrète et personnelle, une part de généralité qui la rapproche de toutes les autres institutions qui l'ont précédée ou lui succéderont. C'est cette part de généralité qui fournit la matière de l'historicisme conservateur.

Sur ce plan moyen, les protagonistes ne sont plus des hommes divers, mais des fonctionnaires de l'État, du Parti, de la Révolution, etc., toujours des fonctionnaires de l'institution. On se demande pourquoi ces historiens ont persisté, suivant ainsi la tradition des moralistes anciens, à appliquer aux hommes, ainsi déterminés par la raison d'institution, les catégories psychologiques prévues pour l'homme privé : amour, haine, ambition, etc. D'ailleurs, la rigueur de Jacques Bainville l'a conduit à abandonner ces recours à la psychologie individuelle pour se limiter aux seuls motifs qui survivent dans le monde moyen des institutions.

Ces motifs ne sont plus déterminés par les conditions particulières du temps et de l'espace, incomparables les unes aux autres, mais les phénomènes sont régis par des lois qui se déduisent de leur répétition au cours de l'Histoire. L'Histoire permet donc de dégager ces lois, introduction nécessaire à une philosophie de la cité et à une politique expérimentale. Cela devient une physique, basée sur d'autres postulats que le matérialisme historique, mais toujours une physique mécaniste. L'une tend au cataclysme révolutionnaire, grâce à l'évolution économico-technique, l'autre tend à la conservation, en réduisant les facteurs de diversité à un type moyen et constant, mais toutes deux ignorent le véritable souci historique, tel qu'il était pourtant perçu à l'origine, dans une conscience, selon le cas, globale ou particulière, du passé.

On peut se demander comment ceux qui avaient une expérience concrète et personnelle de leur histoire ont pu s'en tenir à une image aussi déformée et aussi abstraite de la Grande Histoire.

Il y a sans doute plusieurs causes à ce passage du concret à l'abstrait.

D'abord au sein de cette littérature subsistait un élément familier et vivant, que le lecteur ajoutait : la nostalgie du passé, le besoin de réhabiliter, dans ce passé national et politique, le passé personnel et particulier de chaque famille. La cassure de la Révolution de 1789 gênait le passage de l'histoire particulière à l'histoire générale. Il y a, au fond de l'historicisme conservateur, deux éléments assez indépendants l'un de l'autre : une nostalgie, puisée dans le folklore familial, et une science à la mode positiviste, tendant à déterminer des lois. La nostalgie a permis d'assimiler le positivisme.

Mais il y a aussi une autre raison qui tient à la structure même de ces sociétés conservatrices, à leur fermeture en face d'un monde préjugé hostile et, en fait, souvent hostile.

Ces sociétés ont pris conscience de leur existence historique que, jadis, elles se contentaient de vivre naïvement, par réaction contre les forces modernes menaçant leur particularité. Alors, cette particularité cessa d'être une ouverture pour devenir une résistance. De l'intérieur de leur histoire, comme d'une forteresse, les sociétés conservatrices se sont refusées à l'amitié de l'Histoire. Elles n'ont pas compris que leurs traditions originales n'avaient de valeur que si elles s'inséraient dans la grande histoire collective, si leurs différences rejoignaient, sans s'altérer, toutes les autres traditions, vénérables ou nées d'hier, et aussi toutes les absences de traditions, les aventuriers et les déracinés de l'Histoire. Elles ont refusé d'accueillir et de confronter ce qui leur était autre.

Cet isolement à l'abri du matelas des souvenirs et des habitudes de famille est un phénomène de l'époque « victorienne » qu'il faut rapprocher de la spécialisation des classes sociales en compartiments

plus étanches et surtout plus étrangers l'un à l'autre. Jamais on ne s'est plus ignoré, d'une classe à l'autre, dans tout l'Occident, qu'en cette seconde moitié du XIX^e siècle. On vivait avec la volonté de se replier sur son monde clos, dans son quartier, avec ses relations, sans aucun échange avec les autres mondes voisins. Cependant, le mouvement cosmique qui entraînait les hommes, quelles que fussent leurs conditions, dans un cercle infernal de guerre et de révolution, contraignait ces sociétés conservatrices à regarder au-delà des barrières de leur clos, à s'intéresser à la vie des Nations et des États. Mais elles ont écarté de l'Histoire tout facteur nouveau, étranger à l'idée qu'elles imaginaient d'un passé arrêté à leur niveau.

La marche du monde est faite du conflit des traditions particulières, celles qui meurent, celles qui persistent, celles qui naissent. Toutes sont également attachantes, parce qu'elles sont les attitudes des hommes face à leur destin, dans des conditions particulières, à un moment donné du temps. Également attachantes, et pour les mêmes raisons, essentiellement différentes, irréductibles à une moyenne. Les sociétés conservatrices qui tenaient à leurs traditions, mais qui les considéraient comme les seules valables, et même les seules réelles, refusaient cette confrontation avec les traditions des autres. L'historicisme leur permit de voyager dans le passé tout en restant sourdes à cet appel de la diversité des traditions, appel inquiet vers une solidarité qui eût pourtant préservé ces différences. Il insensibilisait l'Histoire en la décolorant. Aux traditions de mœurs, qu'il est impossible de généraliser, il substituait une mécanique de forces objectives et réglées par des lois. On pouvait ainsi expliquer le monde sans sortir de son clos. C'était commode et utile : comme les récits d'aventures lus, en pantoufles, au coin du feu.

Que ce soit pour une raison ou pour une autre, l'appel de l'Histoire, il faut le constater, n'a jamais été d'abord perçu directement et naïvement. Le fracas des événements publics : guerre, crise, révolution, a fait irruption au XX^e siècle dans la vie des groupes particuliers. Ce choc n'a pas détruit toujours l'attachement de ces groupes à leurs traditions propres. Mais l'intérêt éveillé alors pour les grands courants collectifs ne s'est pas appuyé sur l'expérience concrète que chacun avait de la vie sociale, dans son petit monde à soi. Confronté avec l'Histoire, on a, à gauche comme à droite, construit tout de suite une machine abstraite, dont on a prétendu aussitôt connaître les lois.

Entre une nostalgie du passé ou un abandon aux forces de l'avenir, deux sentiments vécus, et la connaissance positive de l'Histoire, il n'y a eu aucune relation directe. C'est pourquoi la littérature historique est restée ou un genre superficiel ou un monopole de spécialistes, en marge de la vie des idées modernes.

C'est pourquoi les ouvrages d'histoire sont encore considérés ou comme trop superficiels ou comme trop techniques. Ils ne suscitent pas de débats passionnés dans l'opinion intellectuelle qui leur est indifférente, malgré son souci des problèmes posés par notre situation dans le temps. Mais l'historien n'a pas su répondre à une inquiétude qui s'est plutôt adressée au philosophe, au politique, au sociologue.

1947

1.

L'Histoire vue d'en bas, et non d'en haut, dit Lucien Febvre (*Combats pour l'Histoire*).

L'engagement de l'homme moderne dans l'histoire

Désormais on peut affirmer qu'il n'y a pas de vie privée distincte d'une vie publique, de morale privée indifférente aux cas de conscience de la morale publique. Dans toute l'Europe, y compris l'Union soviétique, on doit compter par dizaines de millions le nombre de *displaced persons*, qui ont été arrachées à leur habitat traditionnel, déportées dans des camps de travail, de réclusion, d'extermination. *Displaced persons* : c'est un nom nouveau de notre sabir international, *D. P's* disent les Anglo-Saxons ; des dizaines de millions : une population comparable à celle de la France. Qu'on réfléchisse aux incidences de ce déracinement de dizaines de milliers d'hommes, chez ceux qui sont restés, chez ceux auprès de qui ils sont campés. Depuis 1940, l'ère triomphale ouverte vers 1850, avec les chemins de fer, s'est close, l'époque unique dans l'Histoire où les hommes ont oublié la crainte de la faim. La famine est revenue, sous d'autres formes qu'aux temps des émeutes de la faim, sous une forme d'autant plus aiguë et plus pénible qu'elle s'accompagne d'une technique et d'une nostalgie.

Enfin et surtout, la politisation de la vie privée a été définitivement consommée, et c'est un fait d'importance capitale.

Pendant longtemps, la vie privée avait été maintenue à l'abri des poussées du collectif. Pas de toute antiquité : aux hautes époques archaïques, les historiens devinent une structure par classes d'âge, de sexe, qui relègue la famille au second rang. Mais, à partir du temps où la famille est devenue la cellule élémentaire et essentielle, la vie privée s'est constituée en marge de l'Histoire. Désormais la plus grande masse est demeurée étrangère aux mythes collectifs : les uns, les plus nombreux, parce qu'ils étaient illettrés, sans maturité politique, comme presque tout le monde ouvrier avant la constitution d'un syndicalisme organisé à la fin du XIX^e siècle, les autres parce qu'ils avaient une histoire particulière qui les protégeait : celle de leur famille, de leur groupe de relations, de leur classe. Tel employé de banque pouvait vivre sans souci politique aigu, sans participer à la vie publique sinon dans une flambée de patriotisme lors d'une menace de guerre, dans le sacrifice militaire, en cas de guerre. Mais chacun sait maintenant, d'expérience, qu'aux armées, ni la soumission à la discipline, même dure, ni la tenue au combat, même héroïque, n'entraînent nécessairement l'engagement total des consciences et des cœurs : le soldat est beaucoup moins passionné que le militant !

Il y avait bien eu, au cours du XIX^e siècle, des convulsions annonciatrices : l'affaire Dreyfus, par exemple, qui fit pénétrer la spécification politique à l'intérieur des familles. Je veux dire que là où l'on se définissait par son tempérament, ses affections, ses habitudes de sensibilité, on en vint à se caractériser plutôt par une appartenance à une certaine politique. Dreyfusards et antidreyfusards. Plus près de nous, dans des familles comme la mienne, l'Action française et le Sillon. Mais cette politisation des mœurs privées était encore bien superficielle et limitée, limitée à des milieux assez restreints.

Après 1940, tous ont dû choisir, tous, sans exception ; choisir ou faire semblant, ce qui revient au même pour qui veut caractériser des mœurs. Il fallait être pour le Maréchal ou pour de Gaulle, pour ou contre la collaboration, pour le maquis ou pour Giraud, pour Londres, ou pour Vichy, ou pour Alger. Vint même le moment où, plus forte encore que la pression contagieuse des opinions, la contrainte physique vint imposer le choix d'un parti. Devant la conscription du travail, il fallait ou partir en Allemagne, ou prendre le maquis, ou se dissimuler dans un emploi privilégié, attitudes qui sous-entendaient plus ou moins trois tendances politiques.

Après la Libération, il faut compter par centaines de mille les inculpations, les dénonciations, les

exécutions. De tels chiffres impliquent une quantité de passion politique tout à fait nouvelle dans l'Histoire : notre grande Révolution fait bien petite figure devant un mouvement aussi dense d'intérêts et de passions. Nul n'est indifférent, jusqu'à la prison ou l'exécution incluse.

A l'intérieur d'une famille, il ne s'agit plus seulement de rapports privés ; la politique y introduit ses conflits. On peut réussir à les dépasser, mais il faut s'en donner la peine, et ce n'est plus le libéralisme assez détaché de jadis, où, au fond, la politique n'avait guère d'importance, parce qu'elle n'engageait pas tout¹. En fait, il ne s'agit plus de politique, au sens classique du mot, mais d'une monstrueuse invasion de l'homme par l'Histoire.

Nous avons assisté au développement de ce phénomène, dans la France de ces dernières années. Mais il est des pays où ce mouvement de politisation des mœurs avait pris beaucoup plus d'ampleur et de tension.

Dans un excellent petit livre récemment paru aux États-Unis, Pearl Buck fait parler une Allemande réfugiée à New York, qu'elle interviewe fidèlement. La famille von Pustau vécut jusqu'en 1914 dans un mélange d'animosité familiale et d'unité morale, je veux dire que les caractères, les tempéraments, s'affrontaient sans que les différences des traditions politiques intervinssent. Le libéralisme d'origine quarante-huitarde du père, le conservatisme « victorien » de la mère, coexistaient tant bien que mal. Mais après la défaite, l'inflation, toute la famille éclate, et elle éclate en fonction des oppositions politiques nouvelles. Les parents, malgré leurs anciennes divergences, se rallient au nazisme. Une fille, la narratrice, épouse un théoricien socialiste. Une autre sympathise avec le conservatisme féodal des junkers. Et cet engagement politique prend la première place dans les soucis quotidiens de la vie. Elle rend impossible la vie commune, exaspère les ressentiments là où, vaille que vaille, l'ancienne unité avait été préservée, malgré les incompatibilités d'humeur.

Aujourd'hui, on est fasciste, ou socialiste, ou démocrate-chrétien, comme on est blond ou brun, gras ou maigre, doux ou violent, gai ou triste. Le caractère politique est entré dans notre structure.

En France, vers 1914 et dans l'entre-deux-guerres, les premiers appels de l'Histoire avaient suscité, avons-nous dit dans le chapitre précédent, un genre littéraire, l'historicisme conservateur. Aujourd'hui, l'invasion définitive de l'Histoire a provoqué la promotion d'un nouveau genre : le témoignage. Il faut s'y arrêter un moment, car cette apparition du témoignage est l'indice de notre engagement dans l'Histoire.

Qu'entendons-nous, plus précisément, par « témoignage » ? Procédons par élimination.

Les témoignages ne sont pas des Mémoires. On peut dire que les Mémoires sont des témoignages de temps sans rapport direct et impérieux de la personne privée à l'Histoire.

Les Mémoires sont un genre dont on sent bien qu'il fait démodé, vieillot. Un jeune écrivain, lisant à un de ses grands aînés quelques pages où perçaient des intentions d'autobiographie, s'entendait dire : « Vous êtes bien jeune pour écrire vos Mémoires. » Aujourd'hui, seuls les hommes d'État écrivent leurs Mémoires, ou les vieux comédiens. Caillaux, Poincaré, Paléologue, des hommes d'un autre siècle. Au contraire, Paul Reynaud hésite à intituler *Mémoires* l'œuvre qu'il eût ainsi titrée il y a vingt ans.

Jadis, il y avait déjà les Mémoires des hommes d'État, plaider *pro domo*, devant ce qu'on appelait alors « le jugement de l'Histoire ». Mais combien de personnes, qui maniaient un peu la plume, commençaient, sur leurs vieux jours, à écrire leurs souvenirs, leurs Mémoires, soit pour leur postérité, soit pour le public.

Encore aujourd'hui, les éditeurs spécialisés dans ce genre de publications se voient proposer des manuscrits soigneusement calligraphiés à l'ancienne mode : Mémoires qui se sont transmis de génération en génération depuis parfois un siècle et demi, et dont, tout d'un coup, les héritiers tentent la publication.

Quelquefois, ces Mémoires concernent l'histoire particulière d'une famille ; ils ont été écrits pour l'instruction des jeunes générations.

Le plus souvent ces Mémoires retracent les aspects de la vie politique, tels que le mémorialiste les a vus, qu'il y ait été mêlé comme témoin ou comme acteur : guerres, révolutions, vie des Grands, de la Cour, etc. Ce sont, en réalité, des relations de voyage au pays des princes, des hommes d'État, dans les zones de vie publique.

Ainsi, les Mémoires sont des observations directes, soit sur la vie privée, soit sur la vie publique, mais jamais sur le rapport de la vie privée à la vie publique. L'homme d'autrefois, mettons, pour préciser, l'homme de l'Ancien Régime ou du XIX^e siècle, avait une vie publique et une vie privée indépendantes. L'homme d'aujourd'hui, non.

Le témoignage n'est pas non plus le récit d'un spectateur ou le rapport d'un acteur : un récit qui se propose d'être exact, complet, objectif. Tout document contemporain de l'événement n'est pas un témoignage.

Un récit peut être exact, précis, même pittoresque ; il ne porte pas témoignage s'il ne se présente pas comme le cas, exemplaire jusque dans son extrême particularité, d'une manière d'être à un moment de l'Histoire, et à un moment seulement.

De même le reportage classique et le « voyage » traditionnel ne relèvent pas du témoignage. Celui-ci n'est pas une évocation pittoresque, pour le plaisir, comme c'est la prétention des reportages réussis. L'ancienne formule du « voyage » promenait son auteur au milieu des mœurs étranges et des paysages exotiques. L'auteur cherchait à la fois à dépayser le lecteur et à l'instruire. Cela tenait de la poésie et de l'ethnologie. Mais le « voyage » laissait de côté ce que nous jugeons l'essentiel : l'insertion dans la Grande Histoire – dans la nôtre – non pas de collectivités exotiques, mais de notre existence dans sa particularité, qu'il faut nommer et dérouler à la manière d'un roman. Le « voyage » rend compte froidement d'observations concrètes. Le témoignage se contente de livrer les particularités d'une existence, moins observée du dehors que vécue par sympathie.

Peut-être, par cette exégèse négative, a-t-on déjà deviné ce que nous entendons précisément par témoignage. Donnons maintenant quelques exemples.

En français, nous sommes assez pauvres. Peut-être *les Déracinés* de Barrès sont-ils parmi les ancêtres du genre ? Il y a dans notre génie une tradition d'universalisme classique et de préciosité littéraire (au sens d'une littérature de salon, pour gens du monde, ou gens à loisirs, détachés des luttes laborieuses de l'Histoire) qui porte à l'intériorité, qui éloigne du monde compliqué des relations humaines, vers le monde intérieur, *la Princesse de Clèves* ou *le Grand Meaulnes*. Le lecteur bourgeois de la ville s'est longtemps obstiné à demander à la littérature autre chose qu'une prise de conscience de la condition humaine dans l'Histoire².

Je ne vois pas, dans les productions qui ont accompagné nos crises et nos guerres, jusqu'à 1939, une œuvre comparable aux *Réprouvés* d'Ernst von Salomon. Ce livre magistral, dont l'influence a été grande sur la génération qui avait entre vingt-cinq et trente-cinq ans en 1940, me paraît le type même du témoignage, le premier en date, parce que lié à l'avènement du nazisme, et le nazisme fut, avec le communisme, la première manifestation éclatante de cette politisation de l'homme qui caractérise notre époque. On sait le thème des *Réprouvés* : c'est l'histoire des jeunes Allemands qui, dressés pour le combat, ont été trop tôt désarmés par la défaite de 1918, ont traîné leur nostalgie et leur désespoir dans des corps-francs contre les Soviétiques à l'extérieur, les communistes à l'intérieur, et finalement dans la révolte, la brutalité et le meurtre : l'assassinat de Rathenau. C'est le tragique témoignage d'un préfasciste : non pas un exposé de motifs, ni une justification ; non pas une explication analytique d'une activité politique ou sociale. Non : voilà qui je suis et comment je vis. Mon être et ma vie portent ma justification, parce que je suis et je vis dans cette Histoire qui est mon drame, où j'aime, souffre, tue et meurs.

Si les *Réprouvés* sont traduits de l'allemand, l'influence que ce livre a exercée prouve la séduction de cette conscience personnelle de l'Histoire sur les jeunes générations françaises. Une forte tradition les retenait en arrière, celle justement de l'historicisme conservateur. Dans les milieux d'Action française de stricte orthodoxie, on se méfiait des *Réprouvés* ; on trouvait, à juste titre, qu'ils sentaient une odeur de fascisme³. Ce frein joua même sur ceux qui croyaient lui échapper. Le très émouvant journal que R. Brasillach a rédigé dans sa prison, avant un jugement qu'il connaissait d'avance, ne donne pas le ton d'un témoin devant l'Histoire. C'est le drame d'une jeunesse tendre et nostalgique, ce n'est pas le témoignage d'un fasciste français. C'est encore une confession, un *journal intime*.

Au contraire, avec l'œuvre récente de David Rousset, *l'Univers concentrationnaire* et les *Jours de notre mort*, nous nous trouvons en face du témoignage le plus authentique. (Notons qu'à peu d'exceptions près le témoin du monde moderne est, sinon un révolté, du moins un héros sans passé, coupé des antiques traditions de culture et de sensibilité de l'Occident chrétien. Cette rupture n'est pas sans laisser comme un dépôt d'inquiétude, d'amertume. L'homme qui vit encore à l'intérieur de son histoire particulière, même quand il est sensible aux pulsations de la grande Histoire, éprouve un sentiment de sécurité ou de paix ; il peut être vaincu : il est sans inquiétude, et aucune angoisse ne le pousse à crier son témoignage comme un appel.)

L'œuvre de David Rousset n'est ni un reportage, ni même une description objective des camps de concentration, quelle que soit son honnêteté. Certains pourront avancer que la peinture est incomplète, qu'en particulier la vie religieuse, sous forme d'inquiétude ou de sacrifice, y est absente.

Mais justement, c'est son caractère partiel et lacunaire qui confère à cette œuvre sa couleur de témoignage : je ne décris pas en observateur, même de l'intérieur, ce que j'ai vu, ou tout ce que j'ai vu, ce qui importe, c'est comment ma vie dans cet univers témoigne, par son déroulement quotidien le plus plat, d'une participation à une certaine manière d'être dans l'Histoire. Et cette manière d'être détermine une sensibilité et une morale, schématisées jusqu'à la caricature, mais valables néanmoins pour un monde concentrationnaire. Car l'univers concentrationnaire n'est, au fond, qu'une préfiguration apocalyptique de l'univers de demain, et l'obligation de le vivre, aux limites mêmes de la vie, me révèle mon destin d'homme dans l'Histoire d'aujourd'hui. Les absences mêmes, en particulier l'indifférence complète au souci religieux, et aux expériences à bases religieuses, qui ne pouvaient pas ne pas exister, sont significatives de ce durcissement de la conscience, face à la révélation d'un monde nouveau. Toute l'ancienne morale, plus ou moins héritée du christianisme, fondée sur une notion de salut personnel et de communion mystique, disparaît en face d'une logique interne qui politise intégralement la sensibilité et les mœurs. Pour vivre et faire vivre ce monde, il est nécessaire d'annuler les anciennes réactions personnelles de pitié, de tendresse.

Le médecin, au *Revier*, ne sauve pas un tuberculeux ; il assure la survie d'un camarade – pas un ami, mais un camarade de son Parti ou de sa Nation – parce que ce camarade est utile à l'existence de leur Parti ou de leur Nation, sans quoi lui-même, le médecin, disparaîtrait en face des autres partis, des autres nations ou des Allemands « Verts » et SS.

Se rend-on compte de la réprobation que dans d'autres temps de telles propositions eussent soulevée ? On n'aurait même pas pu les écrire.

Et d'ailleurs, cette nouvelle morale n'a pas été sans éveiller des polémiques. Des anciens détenus ont protesté et accusé : c'est qu'au fond, ils n'appartenaient pas à l'Univers concentrationnaire ; ils le subissaient comme des prisonniers et non pas comme ces vieux détenus politiques allemands qui y avaient installé leur vie au point d'éprouver une certaine gêne à l'idée d'un retour au monde des hommes libres. David Rousset témoigne pour ces hommes-là, les seuls concentrationnaires authentiques, et il est curieux que les morales nées dans ce vase clos ne choquent plus tout à fait l'opinion des hommes libres.

Des dizaines, des centaines, des milliers d'hommes ont donc construit, au cœur de l'Occident, une sociologie spécifique. Mis à part des autres vivants, les détenus ont recommencé l'Histoire, en partant de rien.

Or, dans les conditions contingentes des camps, le concentrationnaire a dû abandonner, comme une défroque inutile, les anciennes habitudes des consciences particulières et des morales privées : il a dû historiser intégralement sa condition.

Dès lors, l'univers concentrationnaire, c'est un royaume d'utopie, mais effectivement vécu, et donné comme une image de l'Histoire.

Et David Rousset se porte témoin de l'héroïsme authentique, mais sans chevalerie et sans honneur, de ces bâtisseurs d'univers, figures du héros moderne, dévoué à l'Histoire.

C'est surtout la littérature de langue anglaise qui cultive le témoignage, comme un genre important, à grand tirage. Il y a à cela plusieurs raisons :

Qu'on songe d'abord au nombre d'hommes qui, sur la planète, parlent ou lisent l'anglais ; outre les groupes anglo-saxons, qui comptent plus de 200 millions d'individus, tout l'Extrême-Orient. En choisissant l'anglais, un auteur s'assure le plus vaste public *in the world*.

Mais c'est aussi la langue des pays refuges. Au cours du XIX^e siècle, les exilés et les victimes des changements de régime se réfugiaient à Paris. Aujourd'hui, le courant, plus dense, des exilés dépasse Paris, où le séjour ne paraît plus assez sûr, pour gagner le Nouveau Monde. Les témoignages les plus importants sur les mouvements européens ont paru dans des éditions américaines, souvent à très grand tirage. Le public américain s'intéresse donc particulièrement à ce genre de littérature, et c'est un signe très important de son ouverture à l'Histoire. A son tour, l'Américain découvre le monde et, dans sa naïveté, il va tout droit à ce qu'il y a de plus authentique, moins à la grande étude exhaustive, géopolitique, qu'au témoignage vécu.

Je voudrais passer en revue quelques-uns de ces témoignages. Peu importe, pour notre propos, si certains de ces textes – américains – font apparaître l'inquiétante collaboration de l'auteur... et d'un journaliste. En fait, le journaliste a seulement accentué par son artifice le caractère que je voudrais dégager.

Le livre de Kravchenko, *J'ai choisi la liberté*, a été traduit en français ; il est typique du genre. Kravchenko raconte sa vie depuis sa petite enfance, chez son père, un ouvrier révolutionnaire, ou son grand-père, un sous-officier retraité respectueux de Dieu et du tsar, jusqu'à sa sortie de Russie, comme haut fonctionnaire soviétique, membre d'une mission d'achat aux termes du prêt-bail, et sa fuite dans des hôtels américains où le poursuivait l'agent de la NKVD. Comment je suis devenu communiste, membre du Parti, technicien et haut fonctionnaire du Régime, comment je me suis détaché jusqu'à la rupture profonde, quoique secrète. Ma propre vie, jusque dans ses détails de mœurs les plus infimes, témoigne de la couleur de l'existence en Russie soviétique, des incidences quotidiennes de la vie privée et de la vie publique.

Comme nous faisions remarquer tout à l'heure, à propos du livre de Pearl Buck et de Ernst von Pustau, en Russie, et dans l'Allemagne fasciste, il n'y a plus de distinction entre la vie privée et la vie publique. La politisation de la vie privée est intégrale. Et c'est une très bonne condition pour la valeur et l'authenticité du témoignage : ma vie quotidienne, mes amitiés et mes ressentiments témoignent d'un certain type de relation de l'homme à sa cité. Je pourrais, à la mode des historiens classiques, décrire le fonctionnement des institutions de ma cité. Mais j'aurais l'impression de décrire quelque chose d'autre que ces personnages concrets, ces aventures concrètes qui ont déterminé ma vocation, mes amis, mes

maîtresses, mon destin. Au contraire, je vous dirai tout simplement ces personnages, ces aventures, rapportés à mon expérience particulière ; ce n'est pas pour vous instruire à la manière d'un manuel, mais pour vous mettre en face de la réalité existentielle, afin de faire passer en vous ce courant de vie qui m'a porté et qui me porte encore, afin de vous communiquer mon destin, car mon destin n'est pas celui de n'importe qui, tout seul en son privé. Il ne peut vous être indifférent. Mon destin est une certaine manière d'agir dans l'Histoire, qui peut être la vôtre, qui doit être la vôtre.

C'est pourquoi un témoignage n'est jamais objectif.

Aux États-Unis, le livre de Kravchenko n'est pas unique. Je songe, en particulier, à la belle autobiographie de Jan Valtin : *Out of the Night*⁴. Jan Valtin était un marin de Hambourg, qui avait quatorze ans au moment de la mutinerie de la flotte allemande, qui appartient à la fois à la mer et au Komintern dont il était l'agent essentiel pour la section maritime internationale : « le front de mer ». A plusieurs reprises, il aurait pu détacher sa vie d'homme de mer de son activité au Parti. Sa femme l'y poussait : une bourgeoise déracinée, un peu anarchiste. Mais il n'accepta pas l'idée d'un destin séparé du mouvement de révoltes, de grèves, de camaraderie, qui, désormais, lui était indispensable. Ce fut, au contraire, à sa femme d'abandonner sa liberté, d'aliéner son indépendance, et d'entrer au Parti pour y travailler bientôt, sans conviction, à des missions dangereuses.

Or, il arrive un moment où Jan Valtin entre en conflit avec le Parti ; il est fait prisonnier par la Gestapo qui, après d'épouvantables tortures, le libère sous la promesse qu'il espionnera à son compte ses anciens camarades. Il accepte, mais s'entend avec le Parti, replié à Copenhague, pour faire passer des renseignements faux, capables d'induire en erreur la police allemande. Seulement la Gestapo a gardé sa femme comme otage. Jan Valtin voudrait que ses camarades du Parti la conduisent en sûreté hors d'Allemagne. Mais le Parti refuse, car ce serait le brûler aux yeux de la Gestapo, et perdre ainsi un intéressant contact.

Alors, Valtin se révolte ; il est incarcéré par la Guépéou, en attendant qu'un cargo soviétique l'emmène en URSS. Il réussit à s'évader en mettant le feu à sa prison, et à gagner l'Amérique. Aussi sa femme est-elle exécutée en Allemagne, et son enfant disparaît.

L'histoire de Jan Valtin est symétrique de celle d'Ernst von Salomon. Il est, lui aussi, un réprouvé. Ses parents, des marins professionnels, étaient vaguement socialistes, mais cela n'avait guère d'importance. Ils étaient avant tout des hommes de leurs métiers de marins, de leurs familles aux nombreux enfants, de leurs plaisirs dans les bordels des ports.

La défaite, l'éclatement des cadres sociaux traditionnels ont abattu les abris qui séparaient de l'Histoire chaque destin particulier. Ernst von Salomon était, en 1918, dans une école de cadets, Jan Valtin au milieu des équipages mutinés. Ils prirent, dès lors, chacun une voie opposée. Mais tous deux sortirent définitivement du monde clos de la famille et du métier, pour entrer dans l'Histoire. Leur vie, et leur vie la plus intime, ne consistait plus, comme celle de leurs pères, à faire des enfants et à exercer une technique, mais à agir sur l'Histoire. Leur destin se confondit avec l'impulsion qu'ils imprimaient au monde.

Désormais, leur conflit intérieur n'appartient plus au début classique des sentiments, auquel nous ont habitués plusieurs siècles de littérature, de littérature d'hommes à l'abri de l'Histoire. Dans leur psychologie politisée, les drames sont devenus historiques. Leur trouble d'âme se relie aux mouvements des États, des partis, des révolutions. D'où leur valeur de témoignage.

Jan Valtin témoigne du drame de ces réprouvés, bientôt dressés contre l'armature d'un parti qui, d'une

réunion de révoltés, comme il était à l'origine, est devenu une administration, une police, une orthodoxie. D'une certaine manière, il a vécu ce passage d'une conscience globale de l'Histoire à un système, à une technique, hors de la vie, que nous avons analysés au chapitre précédent. Sa voix est celle du vrai révolutionnaire, coincé dans les armatures d'un parti qui n'est plus révolutionnaire.

Alexandrov était un enfant au début de la Révolution russe : un enfant, fils d'un avocat de Saint-Petersbourg. Séparé de sa famille, il passa près d'un an avec des bandes d'enfants qui vivaient dans le *no mans' land*, entre les cosaques et les gardes rouges, vivant de cueillettes, de rapines, du détournement des soldats morts.

Il retrouva plus tard sa famille en Finlande, mais il ne lui appartenait plus. Son passage chez les enfants perdus de Russie l'avait définitivement déraciné de son milieu, de sa cité particulière. Parvenu en Finlande, restitué au confort et au luxe, il a la nostalgie du froid, de la faim et du danger, parmi ses camarades, et il tente de passer en Russie, entraînant le jardinier de son père, un gamin de vingt ans, qui, pincé à la frontière, est fusillé par des soldats du général Mannerheim.

La brisure est complète et l'a marqué pour la vie, pour ce *Voyage through Chaos*, succession d'étonnantes aventures qu'il a publié en Amérique.

Comme chez Ernst von Salomon et Jan Valtin, une sorte de traumatisme a rompu ses attaches à sa petite cité particulière, à ses mœurs et à son autonomie, pour le livrer aux vastes mouvements collectifs.

Jusqu'en 1938, Alexandrov mène en exil une vie difficile d'aventurier, mais sans tenter de s'abriter dans une intimité privée. Il côtoie, en étranger, ses camarades français du lycée de Fontainebleau, où il échoue, après s'être enfui d'une école allemande avec un passeport grec. Rien ne le fixe, sinon quelque temps, en Grèce, une activité antifasciste, mais il n'adhère pas au communisme qu'il a connu à l'époque des nuits aux longs couteaux, dans l'Allemagne du fascisme. Pour vivre, il a pu émarger quelque temps au communisme, au nazisme, comme on s'inscrit à un fond de chômage. Mais il est ailleurs, dans une activité plus confuse et plus libre. Néanmoins, jamais dans l'abri d'une condition apolitique. Sa vie se confond encore avec les pulsations de l'Histoire. Et c'est dans une cave de Barcelone bombardée, où il trafique d'armement pour le compte d'un juif réfugié à Paris, qu'il a connu la journaliste américaine avec laquelle il part pour les États-Unis en 1938 : sans patrie et sans parti, et pourtant vivant en parasite sur la politique et l'action politique.

Et voici un dernier type, plus complexe et plus émouvant. Jusqu'à présent, nos exemples ont été choisis soit parmi des hommes de gauche, communistes, antifascistes, soit parmi des révolutionnaires de droite, préfascistes comme Ernst von Salomon : toujours des réprouvés, fuyant dans l'Histoire globale la ruine de leurs histoires particulières.

Ceux qui sont demeurés dans leurs histoires particulières ont moins senti le tragique d'un temps auquel ils n'étaient pas immédiatement et initialement unis. Leurs drames n'ont pas la même vertu de communicabilité historique qui caractérise le témoignage, parce que ce sont des drames personnels, plutôt indifférents aux poussées du dehors. Néanmoins, il arrive que la nécessité de maintenir leur particularité les oppose tout à coup aux pressions de l'Histoire. Ou bien, ils doivent abandonner leur manière d'être traditionnelle, et désormais, sans tourner la tête en arrière sur leur passé personnel, sans regret et sans souvenir, ils s'enfoncent dans l'Histoire comme dans un pays inconnu et sans nuances. Ou bien, ils résistent et s'efforcent de sauver leur héritage, le monde de notions et de souvenirs et de mœurs

qui n'appartient qu'à eux, en l'insérant dans la grande Histoire : au lieu d'historiser leur histoire particulière, ils particularisent la grande Histoire, ils lui restituent toute la fraîcheur et la diversité qui font défaut à ce monstre monolithique.

Un exemple, un exemple admirable, permettra de mieux saisir cette distinction essentielle : le journal de guerre posthume de Hugh Dormer, publié en Angleterre en 1947.

Élevé à l'école bénédictine du monastère d'Ampleforth, où il a aimé revenir prier, sous l'uniforme, avec ses hommes, Hugh Dormer est un jeune officier, comme Saint-Cyr en formait chez nous, enraciné dans son passé religieux, familial, national, tel qu'il s'épanouit avec la tradition militaire, la tradition de son bataillon, le 2^e bataillon des *Irish Guards*. L'armée n'est ni une vocation politique, ni une occasion de vivre dangereusement, ni un sport. C'est une manière de vivre dans la rectitude, dans le devoir, selon les vieilles habitudes de l'Occident. Il était dans l'armée comme dans le dernier noyau de résistance d'un monde en ruine, le sien. Il s'explique rapidement dans une note de ce journal qu'il écrivit pour sa mère, car il savait dès le début qu'il ne reviendrait pas : « Les idées et les principes qui n'ont jamais été ébranlés sont, pour la première fois, mis en question par le doute scientifique. Les traditions de l'armée, la concorde des classes et le respect de l'homme pour ses supérieurs, les valeurs religieuses, même le caractère sacré de la famille, sont violés et tournés en dérision. » Les traditions de l'armée : il semble que Hugh Dormer s'y raccroche tandis que tout s'effondre. Néanmoins, il est impatient et il a le goût de l'aventure et de l'efficacité. Au retour de Dunkerque, les longs mois d'entraînement « sur les paisibles collines » de l'Angleterre exaspèrent son besoin d'activité. Il s'offre pour une mission spéciale en France. On se demande (l'éditeur anglais, avec cette discrétion des Britanniques, ne nous dit rien des origines de sa famille, qu'on devine pourtant de vieille souche) si un sentiment plus particulier encore ne l'attirait vers la France, là où, jadis, s'entraînaient les missionnaires jésuites de la reconquête. Je souhaite qu'on puisse lire, en français, le récit des deux expéditions qu'il a commandées : le dynamitage d'une raffinerie d'essence près du Creusot, le parachutage, l'opération, la fuite devant les chiens policiers allemands, la traversée des Pyrénées, l'Espagne, et l'étape de Lisbonne⁵. On y verra ses qualités d'efficacité, de maîtrise de soi, de gentillesse aussi, son sens de l'humour et du cocasse.

Mais, à son retour en Angleterre – l'un des rares rescapés de cette aventure –, ses chefs lui proposent une mission plus étendue. Il ne s'agit plus d'une opération précise, comme la destruction d'une usine ou d'un point stratégique, mais d'un commandement des forces du maquis français de l'Ouest, pour les entraîner et les diriger avant le débarquement qui s'annonce proche.

Le combat de France, dont le jeune officier rêvait depuis Dunkerque, le fera-t-il dans la clandestinité, en franc-tireur, ou selon les vieux usages de la guerre, sous l'uniforme britannique, dans son unité au passé glorieux, avec ses camarades, les *guards-men* (il dit les *guardsmen*, comme un officier de chez nous dirait « les chasseurs »). Il refuse le commandement de la clandestinité pour revenir à son rang, parmi les *Irish Guards*, dans son bataillon, auprès duquel il aimait se détendre entre ses parachutages en France. Ce choix n'a pas été sans débat intérieur. Ce fut pour lui, écrit-il, « le plus important carrefour » de sa vie. Tout d'abord, il avait accepté.

« Encore une fois, comme ces missions [en France] étaient entièrement volontaires, on m'offrit la possibilité d'abandonner ce travail [clandestin] et de retourner à mon bataillon, et pour la troisième fois, j'ai pris la décision de revenir [en France] et cette fois définitivement. Chaque fois, pourtant, mon propre sentiment m'avait ramené aux *Irish Guards*, et plus encore aujourd'hui, quand l'heure de combattre approchait enfin.

» Je savais pourtant comment, en avril de l'année dernière (après sa première expédition parachutée), j'avais soupiré après la camaraderie du bataillon, où je suis toujours revenu, comme à mon home. »

Il avait été impressionné par l'importance de sa mission, ce message d'espoir apporté au-delà de « ce

mur impénétrable, aussi mystérieux et reculé que celui d'une autre planète ». Et aussi, car Hugh Dormer ne peut être uniquement sensible à cet appel de l'Histoire, sans l'adoucir d'une tendresse personnelle : « Tout au fond de moi-même, comme le récit romantique de la captivité de Richard I^{er}, il y avait l'idée que, s'il était vivant quelque part en Europe, je pourrais un jour rencontrer Michel Marks » – Michel Marks, son ancien camarade d'Oxford, porté disparu après un raid de bombardements.

... « Je sentais qu'il était important de montrer que notre classe ne manquait pas, elle aussi, du courage et de l'endurance nécessaires, tandis que je me trouvais, seul, au milieu d'une bande d'aventuriers et de passionnés, hommes de la Légion étrangère, communistes et autres. Certains avaient combattu dans la guerre civile espagnole, d'autres avaient été condamnés à mort par les Allemands en Afrique du Nord ; cela paraissait une étrange compagnie pour la Brigade des *Guards*. » (C'était au moment de son passage clandestin de France en Espagne.)

Il savait enfin que cette guerre n'était pas comme celle des habits rouges, des gardes des rois George, un divertissement de soldats, mais un drame de l'Histoire : cette guerre est beaucoup plus une croisade que les Croisades. « Nous combattions des anarchistes conscients et calculateurs qui s'attaquent à la civilisation nationale et à la religion. »

Il retournerait donc en France, ce fut son premier mouvement. Mais il ne s'y tint pas.

« Avant de traverser la Manche pour la troisième fois, j'ai décidé de revenir sur les raisons qui m'avaient fait choisir la clandestinité, et juste au moment précis où elle m'aurait apporté l'action et la gloire, je repris l'uniforme des *Irish Guards*. »

Pourquoi ? D'abord aux Français de commander les Français. Et aussi et surtout : « Mon devoir était de rester auprès de mon propre peuple, comme soldat et comme officier.

» Je suis convaincu aussi que le combat du soldat dans son régiment, avec toute la dureté du service et l'horreur physique du champ de bataille, est une vie beaucoup plus haute et plus difficile que celle de l'aventure sans responsabilité. Certains parmi mes anciens camarades de la clandestinité, je l'avais senti, n'étaient pas d'un loyalisme rigoureux ; quelques-uns avaient déjà joué le même jeu en Amérique du Sud, dans la Légion étrangère, en Espagne (des hommes comme Alexandrov). Et cette vie-là est, en elle-même, très égoïste et fait plus appel à la haine de l'ennemi qu'à l'amour de sa patrie. Une association qui se propose d'organiser et d'exploiter cette haine pour ses fins politiques s'engage dans une voie moralement dangereuse. Le combat de guérilla produit souvent une race de mercenaires professionnels qui aiment la guerre et ne peuvent vivre que dans une atmosphère de violence, de trouble et de destruction.

» Et une autre des raisons qui me portèrent à revenir à mon régiment a été la crainte qu'on me demandât des actes avec lesquels je ne serais pas d'accord. Conduire des bandes d'hommes affamés et désespérés derrière les lignes de l'ennemi, pendant l'invasion, chaque individu animé d'un esprit de vengeance contre ses adversaires politiques et, évidemment, échappant à mon contrôle, c'était pour moi un cauchemar qui hantait mon avenir. Jusqu'alors, j'avais entrepris des missions précises et définies que j'acceptais intégralement. Mais assurer une mission générale, sans but précis, c'était une tout autre affaire. L'initiative de chacun pouvait le conduire parfois à d'étranges décisions, selon le principe insidieux de la guerre totale et de la fin qui justifie les moyens. »

Ce jeune homme hardi et sportif, qui aimait le danger, a partagé dans les cachettes du maquis, sur les sentiers des Pyrénées, la vie des desperados des révolutions du monde moderne. Il a côtoyé des hommes semblables à Kravchenko, à Jan Valtin, à Alexandrov, à Ernst von Salomon. Il a senti la tentation d'engager sa vie dans cette histoire dramatique qui se faisait en Espagne, en Amérique du Sud, et aussi sur le front de Russie et le mur de l'Ouest.

Aurait-il cédé, pour la troisième fois, à l'appel du continent où germaient les forces obscures du monde, il fût entré définitivement dans cette vie détachée du passé particulier, comme réglée au rythme de

la grande histoire collective.

Il a résisté. Il a voulu sauver sa particularité en revenant à son bataillon, en mourant sous l'uniforme des *Guards*, cet uniforme qui signifiait la précision de la règle, l'antiquité des traditions, la discipline du soldat, et non pas la violence du guerrier.

C'est ce monde propre à lui, et à ses ancêtres, qu'il invoque en rappelant, à propos de sa décision, la devise de sa famille : « Ce que Dieu veut, je veux », qu'il cite en italien : *Cio che Dio vuole, io voglio*, et cet italien, malgré la discrétion de l'éditeur britannique, nous ramène à l'Angleterre de la Renaissance, évoquant toute une tradition familiale, une histoire particulière, que Hugh Dormer préservait dans le combat militaire, classique, sous l'uniforme traditionnel.

Il savait pourtant que les conditions de la guerre avaient perdu de leur ancienne chevalerie : « Je faisais face à l'aventure, écrivait-il sur le front de Normandie, la veille de sa mort, avec une sobre détermination, sachant, comme je le sentais et le savais, que la guerre moderne et blindée est l'enfer, et l'enfer total, et rien d'autre, sans noblesse et sans beauté, mais seulement avec la crainte humiliante. »

Mais son destin réconciliait l'opposition de son histoire particulière et de la Grande Histoire. Par sa participation à ce combat, choisi selon le style qui le rattachait aux habitudes traditionnelles de sa race, il dépouillait l'Histoire de sa massivité. Il la dépolitisait en y faisant pénétrer, d'une part, toute la diversité de son passé particulier, celui de ses mœurs, d'autre part, en la sacralisant. A le lire, on pressent, au-delà de ce conflit entre le devenir historique et les inerties des singularités vécues, la trace d'une mystérieuse unité.

Le témoignage de Hugh Dormer est très important, parce qu'il témoigne d'un dépassement de l'Histoire, tout en restant dans l'Histoire, parce qu'il témoigne d'une manière de vivre pleinement le présent massif, tout en conservant les adhérences aux diversités du passé, tout en sauvant son être de la politisation du monde moderne. Mais il est aussi très caractéristique de la forme de débat que prennent aujourd'hui les cas de conscience, même là où subsiste une vie intérieure réfractaire à la réduction à l'Histoire.

Ces quelques exemples doivent suffire pour préciser ce que nous entendons par témoignage, sans qu'il soit besoin d'insister. Disons, pour conclure, que le témoignage est, *à la fois* : une existence personnelle liée intimement aux grands courants de l'Histoire, et un moment de l'Histoire saisi dans sa relation avec une existence particulière. L'engagement de l'homme dans l'Histoire est tel qu'il n'y a plus d'autonomie, ni d'idée d'autonomie, mais le sentiment très net d'une coïncidence ou d'un refus entre son destin personnel et le devenir de son temps.

C'est pourquoi le témoignage n'est pas le récit détaché d'un observateur qui dénombre ou d'un savant qui démonte, mais une communication, un effort passionné pour transmettre aux autres, qui contribuent à l'Histoire, sa propre émotion de l'Histoire. Il fait penser à ce besoin de confiance de l'homme ému par une grande douleur, ou une grande joie, ou ternaillé par le souci.

Et dans cette communication aux autres, il ne s'agit pas d'une démonstration théorique, mais vraiment de faire passer ma vie dans les vôtres, de la réfracter dans vos vies, pas seulement mes idées dogmatiques sur la Société ou l'État, ou Dieu, mais ma manière d'être et de sentir, telle qu'elle s'est formée à l'intérieur d'une civilisation.

C'est pourquoi le témoignage est un acte proprement historique. Il ignore l'objectivité froide du savant qui compte et qui explique. Il se situe à la rencontre d'une vie particulière et intérieure, irréductible à aucune moyenne, rebelle à toute généralisation, et des poussées collectives du monde social.

1.

Dans beaucoup de familles au XIX^e siècle, les hommes étaient anticléricaux, républicains, voire socialistes, et les femmes restaient catholiques pratiquantes et royalistes.

2.

A vrai dire, ce trait de notre Histoire est un des caractères du classicisme, et malgré l'importance, aujourd'hui soulignée, des périodes abstraites, réalistes, baroques, romantiques, il est difficile de ne pas y reconnaître l'une de nos permanences françaises.

3.

On peut se demander pourquoi le fascisme ne s'est pas mieux développé dans la France des années trente. C'est justement parce que, chez les milieux nationalistes où il germait déjà, il rencontra la résistance de *l'Action française* qui l'étouffa dans l'œuf.

4.

Ce livre a depuis été traduit en français par Jean-Claude Henriot sous le titre : *Sans patrie ni frontière*.

5.

Des fragments ont été publiés en feuilleton dans *Témoignage chrétien*.

L'attitude devant l'histoire : au Moyen Âge

Les sciences, nées au XIX^e siècle, ont reçu à leur baptême, ou des noms savants : la biologie, la physiologie, l'entomologie... ou des noms traditionnels, mais détournés de leur sens primitif, la physique, la chimie. Deux mots anciens ont conservé leur actualité dans la terminologie moderne, et ils désignent la plus concrète et la plus abstraite des connaissances : l'Histoire et la Mathématique.

Pour la Mathématique, cette permanence va de soi. Mais l'Histoire ? Elle est vraiment née au XIX^e siècle, avec ses méthodes, ses principes, elle est apparue alors, sans aucune parenté avec les « histoires » du passé, demeurées seulement comme des textes littéraires, des œuvres d'art, ou comme une matière première, une source documentaire. L'historien se sentait plus proche du biologiste que de Mézeray ! Il était un homme nouveau, et pourtant il a gardé son nom ancien, malgré l'équivoque dont il n'a jamais pu se débarrasser tout à fait. Aussi aujourd'hui entend-on sous le nom d'Histoire une science moderne et un genre littéraire vénérable. Pourquoi ?

Parce que le souci de conserver la mémoire des noms et des événements est un trait trop important de notre civilisation occidentale pour que le mot se soit usé. Peut-être ne nous rendons-nous pas assez compte de l'originalité de notre sens historique, faute de terme de comparaison. Mais songeons au vaste monde de l'Inde qui, jusqu'à la conquête anglaise, a développé sa civilisation hors de l'Histoire. Il a fallu l'arrivée des Européens pour qu'on tente aussitôt de reconstituer une « histoire » hindoue. L'Européen du XIX^e siècle ne peut pas admettre un espace sans histoire : partout où il a passé, il a été créateur d'Histoire. Mais ce que je voudrais souligner ici, ce sont les embarras de chronologie où se débattent les hindouisants contemporains. Dans ce monde de haute culture, l'absence séculaire de souci historique a accumulé les difficultés. Si nos sociétés d'Occident avaient été aussi indifférentes, les historiens modernes auraient rencontré les mêmes obstacles que les orientalistes ; leur science d'aujourd'hui est tributaire de l'énorme stock de documents accumulés par la curiosité de nos ancêtres. Une curiosité aberrante, crédule, naïve... mais il suffit qu'elle existât, et cette curiosité, au moins poussée à ce degré, n'est pas un trait commun à l'espèce humaine. On peut s'interroger sur son origine. Un grand sujet qu'on se contentera de parcourir ici à la cavalière.

Nous avons remarqué qu'il existe des peuples sans histoire, avant l'écriture, toute la préhistoire, après l'écriture, le monde indogangétique.

Mais il est une autre observation, moins évidente. A l'intérieur des mondes de l'Histoire, dans notre Occident narrateur et annalistique, des peuples considérables ont vécu, sinon tout à fait sans histoire, du moins très loin de l'Histoire : c'est le cas des sociétés rurales jusqu'au milieu du XIX^e siècle. Elles vivaient dans le folklore, c'est-à-dire dans la permanence et dans la répétition ; permanence des mêmes mythes, des mêmes légendes, transmises sans altérations, au moins conscientes, à travers les générations ; répétitions des mêmes rites au cours du cycle des cérémonies annuelles. Sans vouloir préjuger des filiations de thèmes, on admettra que les sociétés à folklore continuaient les sociétés d'avant l'histoire : elles étaient indifférentes aux épisodes étrangers à leurs mythes, et si elles étaient forcées de les admettre, elles s'empressaient de les incorporer aussitôt à leur matière légendaire. Elles refusaient l'Histoire, parce que l'Histoire, pour elles, était l'homme ou l'événement, imprévu, inattendu, et qui ne reviendrait jamais plus. L'Histoire s'opposait alors à la Coutume. Ainsi le monde coutumier vécut-il longtemps en marge de l'Histoire.

L'Histoire apparaît donc à l'origine, dans la mesure où elle se sépare du mythe intemporel, comme la

chose des princes et des scribes, au moment où des États se construisaient au-dessus des communautés rurales réglées par la coutume.

Ces États s'organisaient autour du prince, chef de guerre, et du scribe qui fixe l'écriture. La vie des premiers empires est faite d'événements extraordinaires, uniques en leur genre : batailles gagnées, conquêtes sur l'ennemi, construction de cités, de temples et de palais, toutes choses dont il convient de conserver le souvenir, parce que, arrivées une seule fois, sans le secours de la répétition, elles tomberaient vite dans l'oubli, et parce que leur mémoire assure la renommée du prince et de l'empire. Il faut inscrire sur la pierre inaltérable, sur les papyrus ou sur les tablettes, que ce Ramsès a, cette année de son règne, et pas une autre, traversé cette mer, écrasé cet ennemi, ramené ces prisonniers. Et ces hauts faits devront être toujours connus et célébrés.

Ainsi l'Histoire est aux sociétés politiques ce que le mythe est aux communautés rurales ; comme on dit le mythe, on raconte l'histoire, assurant par le mot, la vie des choses. Mais on répète le mythe, alors qu'on rappelle seulement l'Histoire. On comprend mieux alors la vocation politique de l'Histoire, et pourquoi l'Histoire est restée si longtemps attachée aux sujets politiques, aux versions des guerres et des conquêtes : depuis les premiers récits pharaoniques jusqu'au XIX^e siècle, pendant plusieurs millénaires.

On doit en effet se demander avec étonnement comment il a fallu attendre le siècle dernier pour que l'Histoire perçât le tissu des événements superficiels, et s'attachât à l'homme dans ses mœurs et ses institutions quotidiennes.

Par-dessous l'État et ses « révolutions », au sens ancien du mot, il y avait l'épaisse structure des communautés familiales, rurales ou urbaines. Par-dessous l'Histoire de l'État, suite d'événements extraordinaires et difficiles à retenir, il y avait la masse des dictons, des contes, des légendes, des cérémonies rituelles. Si on veut, et pour parler vite, sous l'Histoire il y avait le Folklore.

Il est remarquable de constater que l'Histoire a cessé d'être seulement politique pour pénétrer plus loin dans notre activité et dans notre souci à peu près au moment où le Folklore a disparu devant l'invasion des techniques. L'Histoire se serait substituée à la Fable, pour devenir très exactement le mythe du monde moderne.

En réalité, cela est bien évident, l'opposition n'est pas aussi tranchée entre l'Histoire et la Fable, car ce sont les mêmes hommes qui vivent tantôt dans l'Histoire et tantôt dans la Fable. C'est vrai du Moyen Âge épique, et nous le retrouverons tout à l'heure. C'est vrai aussi de la Grèce classique avec, en outre, des apports nouveaux, destinés à caractériser jusqu'à nos jours l'Histoire comme genre littéraire : le romanesque et le moral.

Prenons l'exemple du voyage en Égypte d'Hérodote. C'est un bon témoignage de cette curiosité de l'homme d'Occident, du Gréco-Latin, curiosité de voyageur, toujours en éveil, tenant à la fois de la géographie et de l'histoire, dont les glanes constituent une riche source de matériaux pour le savant moderne.

Hérodote est d'abord un touriste, souvent rapide, qui rapporte autant les contes des guides que ses propres observations, mais il sait remarquer, en passant, les choses qui l'étonnent, c'est-à-dire celles qui marquent une différence entre les genres de vie du pays qu'il visite et les habitudes de sa race. Il s'étonne qu'en Égypte les hommes urinent accroupis et les femmes debout. Il a donc ce sens certain de la particularité qui est proprement le sens moderne de l'Histoire, opposé à la manière narrative politico-littéraire de la tradition classique. Mais il ne faudrait pas trop tôt conclure. Chez Hérodote, cette particularité nous frappe, parce que, d'une part, elle est rare dans les textes anciens, et, d'autre part, nous

modernes, nous la poursuivons à la loupe, elle est, pour nous, un butin de choix. Elle n'est cependant pas l'essentiel de l'œuvre, il s'en faut. Il suffit de remarquer qu'elle n'est pas absente, qu'elle n'est jamais absente. Le goût de l'observation et du détail typique perce de-ci de-là, facilitant le travail des historiens modernes, qui n'ont pas toujours cette ressource dans d'autres civilisations non méditerranéennes, où le texte écrit ne leur apporte rien, où ils en sont réduits aux leçons fragmentaires de l'archéologie.

Il importe donc de faire cette réserve, avant de montrer comment, tout de suite, l'auteur ancien, l'auteur classique surtout, tourne le dos à la particularité. Il l'abandonne dans son récit, mais il ne réussit pas à la supprimer tout à fait.

Il l'abandonne. Chez Hérodote, la particularité se réfugie dans le détail anecdotique et occasionnel, là où ce n'est pas très important. Dès qu'on touche à l'être essentiel de l'homme, le souci historique de la particularité disparaît. L'écrivain, au contraire, s'efforce de réduire les étrangetés, d'helléniser l'Égypte. Il ne soupçonne pas qu'il puisse y avoir entre les deux types d'humanité une différence fondamentale. Il a bien remarqué les curiosités, mais il n'a pas vu les différences essentielles de civilisation, ni dans l'espace ni dans le temps. La religion nilotique a perdu sa couleur propre et est habillée à la mode grecque. Isis et Osiris sont confondus avec Déméter et Dionysos. Les prêtres de Memphis sont censés dissenter longuement de l'enlèvement d'Hélène. Les millénaires de l'histoire égyptienne sont carrément télescopés : pas de différence entre Chéops et Chéphren, les pharaons de l'Ancien Empire, et l'Amasis du VI^e siècle. L'Histoire est désormais engagée dans la voie classique de l'universalité et de la constance du type humain. Elle acquiert dès lors une valeur de divertissement et d'édification. Hérodote est encore très proche de la Fable. Il est à la charnière de l'Histoire et de la Fable écrite, la Fable non écrite continuant à se transmettre oralement jusqu'au XIX^e siècle. Mais on aurait bien tort de croire que l'esprit critique lui est étranger. Il sait bien souvent que ce qu'il raconte est une baliverne ! « cela me paraît incroyable », mais il le dit tout de même parce que le conte l'amuse. Son conte, par exemple celui des serpents ailés, n'est pas plus égyptien que grec, il suffit qu'il soit merveilleux. L'Histoire devient un magasin pittoresque d'anecdotes romanesques, sans couleur locale, mais divertissantes.

Anecdotes romanesques, mais aussi leçons morales. Entre les diverses périodes de la chronologie égyptienne, Hérodote ne relève d'autres différences que celles de la prospérité qui récompense les bons, et de la misère qui punit les mauvais. L'Histoire devient un recueil de moralités. Alors, elle n'est plus considérée comme un déroulement continu d'existence. Seuls, quelques faits et quelques héros exceptionnels émergent d'une sorte d'obscurité, de néant, sans indication de date et de lieu. Ces cas exemplaires sont détachés du temps. Ils sont seulement de l'Homme, parce qu'ils illustrent une constante de la nature humaine : la fierté dans l'adversité, la démesure dans le succès, le ravage des passions, etc., et l'Histoire se rapproche des grands genres littéraires classiques. Ou bien ils sont le prétexte d'une moralité plus plate, et, comme c'est souvent le cas chez Hérodote, l'Histoire glisse vers le conte, et nous revenons au romanesque.

Pourtant, si l'Histoire est demeurée, malgré cette double tentation du moral et du romanesque, c'est bien que, malgré le souci de l'humanisme universel, persiste un goût de l'observation dans le présent et à travers le passé, plus familier à la Méditerranée classique qu'aux civilisations de l'Inde.

Si saint Augustin a été avec saint Jérôme l'un des maîtres les plus écoutés, les plus populaires du Moyen Âge du XI^e au XIV^e siècle, c'est grâce à *la Cité de Dieu* ; il en existe plus de 500 manuscrits dans les bibliothèques d'Europe, et sa publication compte parmi les premières éditions de livres imprimés. Il est hors de doute que cet ouvrage a inspiré la pensée et la sensibilité médiévales. Or, c'est une

philosophie de l'Histoire, la première qui ait été conçue et écrite. La remarque est d'une grande importance : le Moyen Age s'ouvre sur un essai d'interpréter l'évolution de l'humanité dans son ensemble, et il demeurera toujours marqué par cette vue historique du monde, inconnue de la Cité Antique.

Mais, si *la Cité de Dieu* constitue sans nul doute une date capitale dans l'histoire de l'Histoire, et dans l'histoire des philosophies de l'Histoire, serait-ce qu'elle annonce l'opposition désormais dévoilée de la Chrétienté médiévale et du Paganisme romain ?

Une observation superficielle inclinerait à admettre un christianisme aussitôt posé dans l'Histoire et une Antiquité en bloc hors de l'Histoire. La littérature historique grecque reprend des thèmes d'amplification poétique, de démonstration politique, d'édification morale. Elle n'a pas connu le sentiment de la Durée : rien de plus frappant que l'indifférence d'Hérodote à l'égard de l'immensité de la chronologie égyptienne. Saint Augustin, au contraire, embrasse tout l'ensemble du devenir humain, pour l'expliquer par quelques vues philosophiques générales sur l'action de Dieu dans le monde par sa Providence. De saint Augustin à Bossuet, la distance n'est pas longue.

Et cependant, le sens historique de saint Augustin, si nouveau, si révolutionnaire qu'il apparaisse par rapport à la pensée antique, plonge encore dans la tradition de Rome.

Ce n'est pas en effet un hasard si le premier essai de philosophie de l'histoire a vu le jour au début du ^v^e siècle, dans le monde latin épouvanté à la nouvelle du sac de Rome par Alaric. Il n'est pas sûr que, à ce moment, même le paganisme traditionnel, du moins le paganisme de tradition romaine, n'eût été éveillé au sens de l'Histoire, au sens déjà augustinien de l'Histoire.

La Cité de Dieu nous présente ce grand intérêt qu'elle permet de comparer deux Histoires, l'une tournée vers le Passé – le mythe romain –, l'autre vers l'avenir – la révélation de Dieu dans le monde. Les deux Histoires sont différentes, certes. Mais elles s'opposent moins que saint Augustin ne veut le faire croire, dans la mesure où elles sont l'une et l'autre une Histoire.

Si *la Cité de Dieu* est la première des philosophies providentialistes de l'Histoire, elle est aussi parmi les dernières des spéculations sur la durée de Rome et de son Empire.

Que Rome ait eu toujours le souci de sa durée, avec une insistance et une inquiétude inconnues aux cités grecques, nous le savons, en particulier grâce au petit livre de Jean Hubeaux, *les Grands Mythes de Rome*. En fait, pour cet auteur, il n'y a guère qu'un seul mythe central, inspirateur de tous les autres, la Durée de Rome. Dans ce livre, Jean Hubeaux suit les diverses réponses que les Romains, au cours de leur histoire, d'Ennius, des premiers annalistes, jusqu'à saint Augustin, ont données à cette redoutable question : combien de temps, ou mieux, combien d'années, les dieux ont-ils accordé à Rome ? A quel moment est-on parvenu, de ce temps ainsi exactement mesuré ? On hésitait, selon les périodes, entre une chronologie courte qui comptait par année d'années, une chronologie moyenne, par année de siècles, et une chronologie longue qui allait, chez Cicéron, jusqu'à une année astronomique. Toutefois les interprétations les plus optimistes, comme celles des poètes officiels d'Auguste, ne parvenaient pas à écarter tout à fait la menace d'une fin de Rome, non pas cette décadence métaphysique qui suivrait toujours, dans le cycle des moralistes grecs, les périodes fortunées, mais la fin qu'un calcul chronologique peut déterminer, la fin annoncée de l'histoire romaine. Il est très curieux de constater comment ce même Auguste, qui faisait promettre par la Sibylle aux Énéides *l'imperium sine fine*, faisait aussi saisir 2 000 exemplaires d'une sorte de littérature clandestine, sans doute de provenance juive, qui spéculait sur la fin de Rome. Trois siècles plus tard, à l'époque de saint Augustin, le général qui défendait Rome menacée par Alaric, recommença le même geste, avec cette différence que, cette fois, ce n'était pas une littérature clandestine qu'il visait : Stilicon fit brûler les livres Sibyllins officiels, conservés pieusement sur le Capitole depuis l'époque républicaine, parce qu'il craignait qu'on ne les

interprêtât dans le sens de la fin de Rome, au moment où celle-ci atteignait l'âge critique de 1 200 ans, c'est-à-dire sa première année de siècles.

Le sac de Rome par Alaric vint encore surexciter cette inquiétude millénaire. *La Cité de Dieu* a été écrite par saint Augustin pour défendre le christianisme d'être l'instrument de la fin de Rome, et aussi pour détruire l'idée que la fin de Rome serait aussi la fin du monde, et par conséquent la fin de l'Église du Christ. Les chrétiens étaient d'ailleurs tentés d'appliquer à leur propre société le comput habituel de l'histoire romaine, depuis le prodige des douze vautours apparus à Romulus, qui annonçait la durée d'une année, dévolue à Rome. Mais quelle année ? Saint Augustin dénonce une croyance, répandue par les milieux païens de Julien l'Apostat, selon laquelle saint Pierre aurait eu recours à certaines pratiques magiques pour faire adorer le nom du Christ pendant 367 ans, délai après lequel ce culte prendrait fin aussitôt ! Le christianisme durerait une année d'ans, durée critique que Rome a passée une première fois avec Camille, second Romulus, une deuxième fois avec Auguste, troisième Romulus, lors des Jeux séculaires qui célébraient la *renovatio* magique de l'âge de Rome. Il est curieux qu'on concédât à l'Église la durée qu'une chronologie courte réservait à Rome. Mais cette opinion étrange n'était pas sans crédit. Saint Augustin doit se donner quelque peine pour démontrer que les 365 ans sont passés, que l'Église vit toujours, augmentée même du nombre des hésitants qui, dit-il, « étaient retenus par la crainte de voir s'accomplir cette prétendue prédiction, et se sont décidés à embrasser la foi chrétienne lorsqu'ils ont vu que le nombre de 365 était passé ».

L'importance et la survivance de ces spéculations chronologiques ne sont pas seulement suggestives. Elles impliquent une conscience très vivante d'une histoire romaine qui avait un début, se continuait sans hiatus, et aurait une fin, qu'il s'agissait de prévoir, car cela était très important pour tout le monde. *On doit parler de la fin de Rome, comme on parlera plus tard de la fin du monde. On ne peut parler sur le même ton de la fin d'Athènes, ou de Sparte, ou de Corinthe, a fortiori, de la fin de la Grèce.* Cette remarque me paraît essentielle pour notre réflexion sur l'attitude devant le temps. Elle tend à placer l'articulation du monde moderne – considéré comme historique – et du monde antique – étranger à l'Histoire – non pas entre Rome et le Moyen Age, mais entre Rome et la Grèce, même hellénistique. Dans *la Cité de Dieu*, saint Augustin parle en chrétien inspiré par la Bible, mais aussi en Romain, habitué à vivre dans un temps continu, menacé par la catastrophe finale.

Il faudrait, pour bien faire, pousser plus loin l'analyse. Ce n'est pas le lieu ici. Contentons-nous de compléter cette comparaison entre la fin de Rome et la fin du Monde, par l'opposition des sensibilités religieuses dans les chrétientés d'Occident et d'Orient. Seulement deux remarques.

D'abord, la tendance occidentale à annexer la Rome antique à la tradition chrétienne : les prédictions de la Sibylle, le rôle de Virgile dans la *Divine Comédie*. Au contraire, à Constantinople, malgré la haute culture humaniste du clergé, les mythes grecs ne pénètrent pas l'orthodoxie. Bien plus, sous l'influence du monachisme, celle-ci est peu à peu gagnée par un rigorisme ascétique qui accentue l'opposition de Dieu et du monde. L'orthodoxie est beaucoup plus détachée des mythes grecs ou orientaux qui l'ont précédée, que le catholicisme des survivances antiques.

Deuxième remarque. On a tort de parler de l'immobilité de l'orthodoxie. Celle-ci a une vie compliquée et variée. Toutefois, si on s'exprime mal, quand on parle d'immobilité, on doit sentir confusément, et on veut dire, que le mot d'Histoire n'a pas la même densité dans l'orthodoxie et dans le catholicisme. L'orthodoxie a une histoire, une histoire empirique, qui n'a pas pour elle une valeur essentielle. Au contraire, l'Histoire est un élément fondamental de la spiritualité de l'Église romaine. Dans l'immense littérature patristique, quoiqu'il existe de volumineux traités d'Histoire en grec, la première philosophie de l'Histoire est due à un Latin, à saint Augustin.

Ainsi, malgré l'identité de la foi et du dogme, le catholicisme et l'orthodoxie ont suivi deux voies

différentes, et c'est surtout l'historicité qui les a séparés, leur conception d'une Église qui prolonge dans l'Histoire l'œuvre du Christ.

Peut-on ne pas céder à la tentation de faire remonter cette différence de sensibilité devant le temps, plus haut que le christianisme, jusqu'à l'opposition face à l'Histoire, de Rome et de l'hellénisme ?

Il n'en demeure pas moins vrai que l'Antiquité classique n'éprouve pas le souci existentiel de l'Histoire. Elle ne vit pas dans une histoire continue, depuis les origines, jusqu'aux jours du Présent. Elle découpe, dans la durée, des zones privilégiées dont la connaissance est utile : les mythes sacrés des origines, ou bien les épisodes qui se prêtent à l'amplification morale et à la controverse politique sur la meilleure forme de gouvernement. Hors de ces zones privilégiées, et discontinues, s'étend une nuit abstraite, comme si rien ne s'était passé dans l'intervalle, ou seulement des choses sans importance. L'Antiquité classique, sauf à Rome dans la mesure limitée où elle échappait à l'influence hellénistique, n'a pas éprouvé le besoin du continu qui rattache l'homme présent à la chaîne des temps, depuis l'origine.

L'idée d'une étroite dépendance entre l'homme et l'Histoire, voilà proprement l'apport du christianisme. On pourra toujours, en s'en donnant la peine, retrouver des vérités chrétiennes avant le christianisme, dans la sagesse antique. Mais jamais on n'avait encore connu ce développement historique du sacré dans la durée, depuis les origines (qui, ailleurs, sont demeurées à l'état de mythes isolés, détemporalisés), jusqu'à la naissance du Christ ; un jour du règne de César Auguste, Hérode étant tétrarque de Galilée. Et la vie du Christ est devenue, à la pleine lumière de l'Histoire, l'épisode central du surnaturel chrétien : la Rédemption, et l'avènement d'une nouvelle humanité régénérée, où l'Église maintient la présence de l'Esprit. Chaque moment de la vie chrétienne se rattache à cette grandiose histoire.

Rien de curieux comme l'effort des historiens modernistes et criticistes pour retrouver sous les apparences du christianisme primitif les traces de mythes plus anciens : chaque fois ils doivent décaper le signe chrétien de son caractère historique. Le christianisme peut être fait de mythes, mais alors, de mythes historisés.

L'historicité dominait encore plus à l'époque médiévale, dans le christianisme latin. Elle s'est atténuée un peu par la suite, au profit d'un dogmatisme et d'un moralisme. Cette évolution vers le dogmatisme s'est faite en deux étapes principales : l'une avec le thomisme au XIII^e siècle, l'autre, beaucoup plus importante, avec le concile de Trente. Encore aujourd'hui, les sermons des prédicateurs moyens nous donnent trop souvent, avec leurs thèmes attardés, la figure de la dévotion bourgeoise à la fin du XIX^e siècle : un dogme, une morale, des pratiques. Les abbés démocrates ajoutent les plus hardies analyses sociales ! Ce n'est presque jamais une histoire. L'Histoire a pris une diabolique revanche, en engageant la démocratie chrétienne dans une course folle après le temps perdu, et cette fois, bien perdu ! la démocratie chrétienne croit retrouver l'Histoire sous les apparences abusives du Progrès. Mais, au Moyen Age, la théologie catéchistique n'avait pas encore obscurci, aux yeux de la masse des fidèles, cette perspective historique de l'action de Dieu et de son Église tout au long de la durée. Le goût de l'interprétation symbolique tendait plutôt à doubler l'histoire des événements naturels d'une histoire des signes mystiques sous-entendus.

Cette perspective historico-théologique est toujours vivante, mais, oubliée des fidèles, il faut la reconstituer en déchiffrant, à l'aide des archéologues, les figures de pierre et de verre de nos églises, du XII^e au XIV^e siècle. On y retrouve avec émotion la merveilleuse histoire du Monde qui baignait alors les chrétiens. Leur catéchisme iconographique liait leur vie présente à la chaîne des temps ; une série sans

hiatus remontait du dernier évêque, du saint aux reliques vénérées, jusqu'au premier homme, en passant par les actes de l'Église et des deux testaments, déroulés sur les murs et les vitraux. Car, et c'est la leçon de l'iconographie gothique, l'Histoire sacrée ne s'arrête ni à la Pentecôte, ni aux premiers apôtres, mais cette histoire, qui se poursuit sans interruption depuis la création du monde, est relayée par l'Histoire toujours ouverte de l'Église. Les Évêques, les Apôtres, les Patriarches, cette filiation est sans cesse rappelée par les thèmes iconographiques, comme la correspondance du Christ au premier Adam, de l'Église à la Synagogue... Les vitraux du chœur et de l'abside de la cathédrale de Reims figurent les apôtres portant sur leurs épaules les patriarches, tandis qu'au-dessous ou à côté se suivent les évêques avec leurs églises, les rois avec l'épée et la couronne. C'est sur les murs des églises que nous devinons la nature de la piété médiévale, plutôt que dans une théologie savante, ou même dans une littérature populaire, mais consacrée à des pratiques trop locales. Or cette piété est d'abord le respect dévotieux d'une Histoire. Au surnaturel folklorique, aux mythes saisonniers du paganisme agraire, la dévotion chrétienne ajoute un sens sacré de l'Histoire : *in illo tempore*.

Aussi toute la vie médiévale se fondait-elle sur le précédent historique, le souvenir du passé : rien ne vaut que ce qui a déjà été ; une entorse à l'usage antique est une dangereuse nouveauté. Aucune société humaine n'a jamais autant lié sa condition présente à l'idée qu'elle se faisait du Passé. Et pourtant, ce monde, ainsi tourné en arrière, n'a pas connu l'Histoire littéraire comme celle de Thucydide ou de Tacite, comme cet hellénisme où la vie quotidienne n'avait pas d'aussi puissantes racines historiques. Nous butons ici encore sur cette ambiguïté du mot Histoire qui désigne à la fois une connaissance positive et un sens existentiel du Passé.

Une connaissance positive : c'est le cas des historiens moralistes de l'Antiquité, comme des historiens scientifiques de la fin des XIX^e et XX^e siècles. Leur reconstitution historique peut être aussi précise que le permettait leur outillage technique, il lui manque « l'air du temps ».

Un sens existentiel du passé : c'est le cas du Moyen Âge, qui attachait une importance vitale au souvenir, quoiqu'il le déformât aussitôt. Mais c'est aussi le cas, aujourd'hui, de la vie quotidienne et naïve des petites communautés élémentaires, lorsqu'elles sont saisies avant leur insertion dans une structure plus complexe et plus abstraite. Ces communautés se situent d'elles-mêmes dans le Temps, dans un Temps aussitôt déformé. Nous pouvons expérimenter ce sentiment dans nos familles, dans la conscience qu'elles ont de leur propre histoire. Il y a bien la généalogie qui participe d'une connaissance positive. Mais c'est un document quasi scientifique, qui intervient seulement aux moments, très espacés, où on le consulte. À côté de la généalogie, il y a la tradition transmise oralement, par bribes, des vieux aux jeunes, des aînés aux cadets, à bâtons rompus, au gré des circonstances, des associations d'idées, des souvenirs éveillés. C'est un ensemble d'anecdotes, de portraits, de récits, vaguement datés par génération, ou par référence à un grand événement historique, comme la Révolution ou 1870. Cet ensemble n'est pourtant pas incohérent : jamais rassemblé en un tout, il a une unité profonde, constituée par le présent vécu. Car cette Histoire familiale ne se distingue pas de l'existence familiale. Chacun n'en prend pas conscience comme d'une Histoire, au sens où il y a une Histoire de France. C'est pourquoi on entreprend si rarement de la rédiger. Elle fait au contraire partie du tissu de la vie familiale. Il n'y a pas de vie familiale sans ce glissement de chaque instant vers le souvenir.

Or, cette piété envers le Passé n'est jamais une reconstitution objective. Aussi près qu'on descende, la mémoire est toujours légendaire, et d'excellentes personnes, connues pour leur bonne foi, sont les premières à forger, sans y prendre garde, les petits faux historiques qui font rentrer les faits dans l'esprit de leur légende. Ce n'était guère autrement qu'agissaient les vénérables faussaires, auteurs de la donation de Constantin ou des fausses Décrétales !

En effet, la manière dont chaque famille construit spontanément son Histoire, comme nous pouvons

l'expérimenter aujourd'hui, est un mode de mémoire collective très proche de la notion médiévale du Temps : elle en retient à la fois l'émotion, l'imprécision, l'illusion.

Sans doute la référence à un passé légendaire a-t-elle toujours existé dans les familles organisées. Mais c'était alors une origine mythique, plus qu'une tradition continue, un autrefois reculé, plutôt qu'un hier ou un avant-hier. Il faut bien l'admettre, le Moyen Age a apporté une manière nouvelle de vivre le Temps, qui s'est ensuite usée dans les structures sociales plus complexes, mais qui est demeurée comme une condition de l'existence familiale. Tradition, coutume, usage... expressions vagues et ambiguës, à cause des sens juridiques ou dogmatiques qui y ont été ajoutés plus tard, elles donnent cependant un son bien particulier, qu'on n'entendrait pas avant le Moyen Age.

Arrêtons-nous un moment pour voir ce qu'est devenue alors, au Moyen Age, l'Histoire, prise cette fois dans son sens restreint. Plus précisément encore demandons-nous comment on en est arrivé à concevoir ce qui deviendra plus tard l'Histoire de France. Ceci revient à étudier les origines de la structure traditionnelle par règnes, qui a été classique jusqu'à la fin du XIX^e siècle. La science contemporaine a eu beaucoup de peine à arracher comme une mauvaise herbe ce découpage si familier que la terminologie des styles d'art l'a, elle aussi, maintenu. En histoire, la distinction des périodes chronologiques est d'une grande importance, non seulement de méthode, mais d'esprit, de philosophie. On caractérise ainsi, *volens nolens*, une attitude devant le temps. Les cadres nouveaux, plus vastes et plus généraux de l'historiographie contemporaine, témoignent d'une vision du monde, autant que d'un certain état des connaissances. C'est pourquoi il est utile de revenir à la structure par règne, et à son origine au Moyen Age.

Ni l'hellénisme ni même la latinité n'ont eu l'idée d'une histoire universelle, saisissant en un seul ensemble tous les temps et tous les espaces. Au contact de la tradition juive, le monde romain, christianisé, a découvert que le genre humain avait une histoire solidaire, une histoire universelle : moment capital où il faut reconnaître l'origine du sens moderne de l'Histoire ; il se situe au III^e siècle de notre ère. Les livres sacrés du judaïsme et du christianisme n'étaient pas seulement ou des oracles, ou des commandements, ou des récits mythiques, encore moins des méditations métaphysiques. C'étaient avant tout des livres d'Histoire. Ils mettaient en œuvre un certain nombre d'événements chronologiques, les uns mythiques, les autres plus historiques, mais les uns et les autres aussi chargés de sens sacré. Aucune autre religion, en Occident ni en Orient, ne se définissait, d'après ses textes essentiels, comme une Histoire.

L'interprétation patristique de l'Ancien Testament a encore souligné cet aspect en recherchant dans les annales du peuple juif les signes de la venue du Christ et de la mission de l'Eglise : Dieu ne s'est pas révélé tout de suite et complètement. Il s'est communiqué peu à peu dans le Temps, qui désormais devenait un élément essentiel de la Révélation. Avec la Bible, ce mode de pensée religieuse s'imposait au monde méditerranéen, malgré sa nouveauté révolutionnaire. Le passé cessait d'être l'objet d'une simple curiosité. Les événements devenaient des moyens pour Dieu de se manifester à l'Homme. Mais les chrétiens humanistes ne pouvaient reconnaître la valeur religieuse de l'Histoire, sans l'étendre, au-delà d'Israël, à leur propre tradition classique, à tout le passé de Rome et de l'hellénisme. Ainsi furent-ils amenés à reprendre toutes les histoires partielles, pour les réunir en une Histoire continue. Nous soupçonnons mal aujourd'hui combien ce dessein était grandiose et périlleux. Les difficultés tenaient à la fois à l'originalité du projet et à l'imprécision des chronologies. On n'avait jamais auparavant conçu l'Histoire comme *une*, et la documentation considérable se dispersait en données fragmentaires, qui défiaient non seulement la synthèse, mais la plus sommaire juxtaposition chronologique. Comment réunir

ces textes en l'absence d'un système commun de dates. Il y avait l'ère de la fondation de Rome, la référence aux Olympiades, les années de consulat ou d'archontat, les listes de rois d'Égypte, d'Assyrie, de Babylone. Tout cela était d'une effroyable complication, personne n'avait encore tenté d'y mettre de l'ordre, parce que personne n'avait jamais eu l'idée d'une parenté profonde entre toutes ces histoires particulières.

Les Histoires universelles du III^e siècle sont donc des chronologies synchronisées. Elles témoignent d'un émouvant besoin de synchroniser des chronologies fragmentaires, afin d'établir les concordances entre chacune d'elles et l'Histoire Sainte, rapportée par la Bible. A parcourir ces tableaux de concordance entre Israël depuis Abraham, l'Assyrie, l'Égypte, ou Israël, les Olympiades, les règnes des rois de Macédoine, et la chronique romaine..., on sent le souci de faire vivre le monde tout entier au rythme de la Révélation divine : une sorte d'apostolat régressif qui évangélise l'Histoire en arrière.

De nombreux textes, aux IV^e et V^e siècles, prouvent la persistance et la force de cet effort de synchronisme entre la Bible et le passé des gentils. Il y a d'abord la *Chronique* d'Eusèbe de Césarée, qui résume en grec, l'histoire du monde depuis la création du monde jusqu'à 324 de notre ère, traduite en latin par saint Jérôme et continuée jusqu'à la 290^e Olympiade, l'an du Christ 381, treizième année de Valentinien et Valens. Mais l'œuvre d'Eusèbe de Césarée et de saint Jérôme n'est pas isolée. Mommsen a publié dans les *Monumenta Germaniae Historica* de courts documents qui témoignent du même souci : des fastes consulaires, où on fait correspondre les années de fondation de Rome, les noms des consuls, et les dates repères de l'histoire chrétienne (l'année 754 de Rome, première année de l'Incarnation), des listes de papes, avec leurs dates. A la suite du catalogue des préfets de la ville, on trouve les *Depositiones episcoporum romanorum* ; les noms des signes du zodiaque avec leurs attributs, leurs jours fastes, précèdent le calendrier des fêtes de l'Église romaine : le VIII^e des Calendes de janvier, *natus christus in Betleem*. Dans ce fatras d'almanach, parmi les noms des empereurs, des indications abrégées sur les provinces, les quartiers de Rome et leurs monuments à voir, les poids et mesures, on trouve un *cursus paschalis*, des fragments d'Histoire universelle, des sortes de mementos de chronologie : d'Adam, le premier homme, jusqu'au déluge qui arriva sous Noé, on compte tant d'années. Du déluge jusqu'à Ninus, qui fut le premier roi des Assyriens, 898 ans. Puis l'abréviateur établit des listes de rois d'Assyrie, du Latium, en se référant soigneusement à saint Jérôme, qui fait autorité. Il continue avec les rois de Rome, les consuls, remplaçant cette fois saint Jérôme par Tite-Live. Il compte *ab urbe condita* jusqu'en 753, et ensuite après Jésus-Christ, jusqu'en 519 où il s'arrête.

Un autre auteur d'aide-mémoire, d'*Epitome (Epitoma chronicon)* écrit : *Romulus regnavit anno xxxviii. Ejusdem autem regni achaz...* Toujours ce besoin de synchronisme, de synchronisme et d'universalité, comme en témoigne ce titre magnifique – toujours dans les documents de Mommsen : *Liber generationis mundi*.

Le haut Moyen Âge n'a guère connu de l'Histoire que cette littérature de correspondance chronologique. Les chroniqueurs n'ont pas cru, pendant longtemps, qu'ils avaient autre chose à faire qu'à continuer saint Jérôme. Il n'existe pas pour eux d'histoire particulière, c'est bien le contraire de la conception antique. Ils se croient seulement des abréviateurs et des continuateurs. Prenons l'exemple de Grégoire de Tours qui écrivait à la fin du VI^e siècle pour que, en un temps « où se perdait le goût des belles lettres, le souvenir du passé parvînt à la connaissance des générations futures ». On pourrait croire qu'il se bornerait à rapporter les faits dont il a été le témoin oculaire, ou dont il a entendu parler dans son entourage, les faits qui n'ont pas été reproduits ailleurs, non, il consacre tout son premier livre à résumer saint Jérôme, depuis la création d'Adam et d'Ève, jusqu'à la captivité de Babylone, aux prophètes et au christianisme. Puis il fait une pause : « Afin de montrer que nos connaissances ne se bornent pas au peuple hébreu, rappelons (*memoramus*) les autres empires, *vel quali Israelitorum fuerint tempore.* »

Et on lit des phrases de ce genre : « Au temps où Amon régnait sur les Juifs, lorsqu'ils furent emmenés en captivité à Babylone, les Macédoniens obéissaient à Argie, les Lydiens à Gygès, les Égyptiens à Vafrès ; quand Babylone avait pour roi Nabuchodonosor, Servius Tullius était le sixième roi de Rome. »

Il s'arrête une autre fois pour noter : « Ici s'arrête saint Jérôme, la suite a été écrite par le prêtre Orose. » Et il termine en faisant le compte des années. « Ici finit le premier livre. Il embrasse une période de 5 546 ans, qui commence à la création du monde et se termine à la mort de saint Martin. » Remarquons en passant, que, si on refait le compte après Grégoire de Tours, avec ses propres chiffres, on constate qu'il s'est trompé d'à peu près mille ans en trop !

Encore au XII^e siècle, l'historien normand Orderic Vital, qui écrit vers 1140, commence son *Historia ecclesiastica*, par un résumé de saint Jérôme et d'Orose ; il ajoute parmi ses sources, la Bible, Trogue Pompée, Bède le Vénérable et Paul Diacre : « Leurs récits font nos délices. » C'est d'abord l'Histoire Sainte jusqu'à la Pentecôte ; puis l'Histoire romaine, à partir de Tibère jusqu'à Zénon. Puis il enchaîne avec les empereurs de Byzance et les Mérovingiens. On pourrait donner bien d'autres exemples de ce sentiment qu'il n'y a pas d'histoire séparée, que l'on est toujours dans la suite des temps.

Cependant, cette sensibilité à l'Histoire n'a pas provoqué un état d'esprit proprement historique. Et ceci pour deux raisons qui ont été fort bien définies par Marc Bloch, dans sa *Société féodale*.

La première est l'excès même de la solidarité entre l'autrefois et l'aujourd'hui. Pour reprendre la vigoureuse expression de Marc Bloch : « La solidarité entre l'autrefois et l'aujourd'hui, conçue avec trop de force, masquait les contrastes et écartait jusqu'au besoin de les apercevoir ! » Il en résulte une sorte de télescopage de l'Histoire. L'homme du XIII^e siècle se figure Charlemagne, Constantin, Alexandre sous les aspects et avec la psychologie du chevalier de son temps. Le sculpteur, le peintre de vitrail ou de tapisserie, n'ont pas l'idée de distinguer les costumes. Ce n'est pas toujours ignorance : la Visitation du portail occidental de Reims montre assez qu'on savait à l'occasion reconstituer, et habiller à l'antique. Les artistes trouvent bien le moyen de particulariser leurs personnages quand ils le veulent : ainsi distinguent-ils le Christ et les Apôtres en leur imposant une tenue conventionnelle, d'ailleurs, semble-t-il, dérivée du costume antique. S'ils ne particularisent pas, c'est qu'ils n'en éprouvent pas le besoin. Ils sentent plus la solidarité des temps que leurs différences : c'est leur manière d'être devant l'Histoire. Elle nous intéresse d'autant plus qu'elle est en opposition avec l'attitude la plus répandue aujourd'hui. Cet empire actuel de la diversité historique n'est pas, notons-le, sans susciter des réactions instinctives et suggestives, comme le refus de la couleur locale dans la peinture religieuse de Maurice Denis, et le parti pris de représenter les scènes évangéliques en costume moderne.

Telle est la première conséquence de l'héritage de saint Jérôme, pieusement recueilli et cultivé par le Moyen Âge, une solidarité des âges, sentie avec une intensité inconnue auparavant. A ce point de vue, il s'agit d'une très importante découverte, même si elle a été stérile dans le domaine de l'historiographie. La seconde conséquence au contraire est moins féconde. La conception patristique de l'Histoire universelle, qu'elle adopte une forme chronologique avec saint Jérôme, ou philosophique avec saint Augustin, aboutit à une exégèse providentialiste. Les événements et leurs déroulements sont moins intéressants en eux-mêmes que par leurs signes mystiques, leur signification morale, dans le plan du gouvernement divin ! *De Gubernatione Dei*, c'est le titre du traité de Salvien, vers 450. Nous avons déjà dit l'importance de *la Cité de Dieu*, de saint Augustin, dans l'économie historique de l'Occident, jusqu'à Bossuet, jusqu'aux apologistes du début du XIX^e siècle, comme Dom Guéranger. L'Histoire, qui est une, a aussi un sens, un sens théologique, particulièrement clair dans le cas de l'Histoire Sainte, plus difficile à dégager quand il s'agit d'événements puisés à des sources non inspirées (mais l'Histoire n'est-elle pas toujours inspirée ?), un sens moral aussi. A l'historien, il convient de retrouver, sous les apparences, la leçon de l'événement en le replaçant dans l'économie divine du monde. Car il semble que Dieu ait donné

aux historiens providentialistes des lumières spéciales sur ses desseins. L'exemple de *la Cité de Dieu* est déjà connu. Citons, pour le renforcer, le cas très semblable de Salvien qui veut montrer, dans la victoire des Barbares, l'instrument de la vengeance divine, contre la société romaine oublieuse de ses devoirs, comme jadis Israël : « Pourquoi notre Dieu a-t-il donc fait passer au pouvoir de nos plus lâches ennemis les immenses richesses de la République et les peuples les plus opulents du nom romain ? [Je cite d'après une traduction de 1834...] Pourquoi ? Si ce n'est afin de nous faire connaître apparemment que ces conquêtes sont le fruit des vertus plutôt que des forces ; afin de nous accabler et de nous punir, en nous livrant à des lâches (Salvien n'admire pas les Barbares, et ne leur reconnaît aucune supériorité ethnique), afin de rendre manifestes les coups de la main divine en nous donnant pour maîtres, non plus les plus vaillants d'entre nos ennemis, mais les moins courageux. »

Ce souci de dégager le sens de l'Histoire durera longtemps. Il n'est pas mort aujourd'hui. Joseph de Maistre l'a renouvelé en l'appliquant à la Révolution française, instrument de la vengeance divine. Il n'a pas peu contribué à politiser l'Histoire, devenue un arsenal d'arguments pour et contre, dans les grandes discussions théoriques. Enfin, les amplifications morales auxquelles aboutissait cette philosophie de l'Histoire se prêtaient trop facilement aux développements oratoires. Aussi chaque « renaissance » s'accompagne d'une décoloration de l'Histoire, par une perte du sens de la vie dans le temps. Les hommes du Moyen Age savaient être de bons observateurs des mœurs et des choses. Les sculpteurs des calendriers, les enlumineurs de miniatures, les poètes épiques le prouvent assez. Mais cette vie du temps est absente des textes proprement historiques, dans la mesure où leurs auteurs ont voulu tirer un enseignement moral, ou marcher sur les traces des auteurs classiques. Il n'est pas besoin d'attendre le ^{xvii}^e siècle. *La Vie de Charlemagne*, d'Éginhard, date du ^{ix}^e siècle. A la parcourir, on peut la trouver pieuse et fidèle dans la description. Or, son dernier éditeur, L. Halphen, a prouvé qu'Éginhard a démarqué la vie d'Auguste, de Suétone, et l'a maladroitement transposée, au lieu de raconter, avec simplicité, ce qu'il avait vu.

Il n'en demeure pas moins que le Moyen Age a eu, à son origine, le sens de l'Histoire universelle et de la solidarité des âges dans un monde ordonné par Dieu. C'est de là qu'il fallait partir pour suivre la courbe de son attitude devant le Temps.

Seconde notion importante : la date de la fête de Pâques, dernière survivance du calendrier dans la grande débâcle des valeurs positives de civilisation, du ^{vi}^e au ^{viii}^e siècle.

Le plus souvent, la notion de décadence résiste mal à l'analyse historique. On a l'impression, en regardant de près, qu'elle est une fausse fenêtre pour la symétrie nécessaire à l'architecture de l'histoire classique. Les classiques considèrent le cours du temps comme une succession de « grandeurs » et de « décadences ». Nous avons encore aujourd'hui beaucoup de peine à nous débarrasser de cette manière de voir, source d'erreurs et de contresens. Une époque dite de décadence est une époque où l'histoire s'accélère, selon le mot de D. Halévy, où les signes se multiplient du passage d'une civilisation à une autre, où s'accuse à l'œil nu l'opposition de deux structures. On baptise aussi époque de décadence les moments où les sociétés se sont écartées des canons classiques définis par l'hellénisme... ou par l'idée qu'on se fait de l'hellénisme. Il faudrait bannir ce mot de la terminologie.

Il existe pourtant une période, et une seule dans les âges historiques, où cette vague notion de décadence trouve une signification concrète, et combien dramatique : les deux ou trois siècles du haut Moyen Age, entre l'invasion des Barbares et la renaissance carolingienne. Alors on a bien le sentiment que tout est menacé de disparaître, le trésor des siècles et même des millénaires. Valéry remarquait que

les civilisations sont mortelles. Mais d'autres naissent sur leurs ruines, et de leur chair. Il n'y a jamais eu de hiatus complet, de trou noir, où on ne sait plus ni se souvenir, ni écrire, ni transmettre. Jamais, sauf pendant ce haut Moyen Age, où faillit sombrer – ce qui intéresse notre propos – jusqu'au calcul du temps. Et peut-il subsister l'idée d'Histoire quand on a perdu le sens d'un découpage du temps, quel qu'il soit ? Il est remarquable qu'Eusèbe de Césarée et saint Jérôme, dans leur vaste dessein d'histoire universelle, aient d'abord voulu compter. Le compte pouvait ne pas tomber juste, du moins l'intention y était, et elle suffisait à donner à l'esprit cette dimension en arrière, cette profondeur qui n'existe plus quand on manque de repère chronologique. C'est le cas chez les Noirs d'Afrique, quand l'Islam n'y a pas introduit un souci de chronologie, et un système de dater, l'ère de l'Hégire : alors, il ne s'agit plus d'une excessive solidarité des âges, où se sont atténués les éléments de différenciation, mais le Passé s'évapore, il disparaît de la conscience des hommes, et se résorbe dans un folklore détemporalisé, comme c'est, je pense, le cas de tous les folklores.

Le haut Moyen Age barbare n'atteint pas cette limite. Dans la confusion générale, il sut préserver le calcul du temps, parce que la nécessité liturgique de fixer avec exactitude la date de Pâques maintint des techniques de comptabilité astronomique, qui auraient autrement disparu. Il était d'une importance capitale que Pâques fût célébré au bon moment, sinon le cycle liturgique eût été dérangé, et il est hors de doute qu'à ce moment de l'histoire de l'Église la liturgie, toute proche encore des origines vivantes, était la principale forme de la dévotion religieuse ; il pouvait même s'y attacher un formalisme qui paraîtrait superstitieux à des esprits modernes. L'importance attribuée à la liturgie, à son sens – c'était alors le seul catéchisme –, explique l'intérêt porté à la fixation de la date de Pâques, source de controverses fort animées. Les contemporains pensaient que leur religion risquerait d'être compromise, s'il y avait une erreur sur cette fête essentielle.

Or la correspondance de Pâques – fête d'origine juive, déterminée par le calendrier lunaire des juifs – et du calendrier julien, en usage en Occident, posait de réelles difficultés. Il fallait recourir à des spécialistes, ou bien, pour régler la question une fois pour toutes, conserver des tables de concordance dressées à l'avance pour plusieurs siècles. Chaque page de la table renfermait neuf années, si bien qu'après vingt-huit feuilles, il y avait coïncidence entre le cycle lunaire hébraïque et le cycle solaire romain.

Les communautés religieuses, en particulier les abbayes possédèrent ces tables pascales, indispensables au déroulement d'une vie liturgique régulière, et, partant, à toute la vie religieuse. Ces tables pascales ont sauvé la notion de temps de la débâcle des valeurs de civilisation. Car les abbayes, contrairement à l'opinion courante, n'ont pas échappé, du moins en Gaule, à l'oubli qui emportait l'héritage du Passé. La réforme de l'écriture et de l'école, sous Charlemagne, a été inspirée par la crainte que la mauvaise graphie et l'ignorance du latin, chez les copistes, ne permissent plus la transmission fidèle des textes sacrés ; on ne serait plus sûr de leur authenticité. Même grand problème que pour le calcul du Temps. Sans Pâques régulières, sans Bible authentique, on sombrerait dans le néant, Dieu abandonnerait le monde. Dans les sociétés des VII^e et VIII^e siècles, les tables de Pâques ont joué un rôle analogue aux fastes consulaires à Rome. Les années de règne des rois barbares auraient pu continuer celles des empereurs qui se confondaient souvent avec les consulats. Mais il suffit de parcourir Grégoire de Tours ou le pseudo-Frédégaire et ses premiers continuateurs pour se rendre compte de l'impossibilité pratique d'une telle comptabilité. « La troisième année du roi Childebert, qui était la dix-septième de Chilpéric et de Gontran... »

Le pseudo-Frédégaire compte les années de Childebert depuis son avènement en Bourgogne, sans se soucier de son règne d'Austrasie : « la quatrième année de Childebert en Bourgogne... ». Le chroniqueur est alors en Bourgogne. Au contraire, quand son continuateur se transporte en Austrasie, il néglige la

chronologie burgonde pour suivre celle d'Austrasie. Après la mort de Dagobert, il compte par années de Sigebert, roi d'Austrasie, alors que son frère Clovis règne sur la Neustrie et la Bourgogne. Ces chronologies deviennent trop confuses et trop compliquées pour des esprits rebelles aux abstractions des chiffres, pour des hommes, qui, littéralement, ne savent pas compter. Aussi renoncent-ils à adopter un système précis d'années de règne, même quand la situation politique s'est clarifiée avec l'avènement de Pépin le Bref. La partie du pseudo-Frédégaire consacrée à Pépin situe ces événements dans le temps sans rigueur et avec intermittence. Il ne compte plus par années de rois. Il y a même recul sur ce point par rapport à Grégoire de Tours. Il dit : « l'année suivante », ou bien « dans le même temps », ou encore « pendant que cela se passait ». Parfois il donne une précision : « l'année suivante, c'est-à-dire la onzième de son règne » et on reprend ensuite : « l'année suivante »... jusqu'à la mort de Pépin. Là le récit se termine par cette récapitulation, où on retrouve le souci de bilan chronologique, comme chez saint Jérôme : « il avait régné vingt-cinq ans », ce qui d'ailleurs n'est pas exact : seize ans seulement, et, même si on inclut dans l'addition son temps comme maire du Palais, cela fait vingt-sept, et non pas vingt-cinq. Décidément, on ne s'y retrouve pas. Cela ne gêne guère le chroniqueur qui n'éprouve pas le besoin de substituer à l'incertain et compliqué calcul des règnes un système de numération du temps plus simple. Il est vrai que le recueil du pseudo-Frédégaire a été compilé dans un but de propagande carolingienne qui dépasse le souci élémentaire de fixer le souvenir du temps : nous le retrouverons plus loin à ce point de vue, différent de celui qui est ici le nôtre. Constatons seulement qu'un Pépinnide du VIII^e siècle pouvait réunir des chroniques à la gloire de ses ancêtres sans se préoccuper de référence chronologique, sans se demander si le lecteur aurait quelque difficulté à situer les hommes et les événements. Cela n'avait pour lui aucune importance, le problème ne se posait pas.

Ces chroniques témoignent donc de la grande confusion chronologique qui persiste toujours à la fin du VIII^e siècle. Or elles sont, si j'ose le mot, laïques, c'est-à-dire que, même si elles sont bourrées de prodiges, ou écrites par des clercs, elles ne sont pas nées dans la vie des abbayes, de préoccupations monastiques.

Leur indifférence à la chronologie me paraît, par conséquent, renforcer l'hypothèse que le comput pascal a sauvé la notion de mesure du temps.

Les continuateurs des histoires universelles du V^e siècle, comme l'a voulu être Grégoire de Tours, dont le pseudo-Frédégaire assure la suite, ont perdu le sens de la régularité dans l'écoulement du Temps. Ces chroniqueurs ne sont pas des annalistes.

Les premières annales sont monastiques, et les érudits paraissent d'accord pour attribuer à ces annales l'origine des tables de concordance pascalle. Auguste Molinier écrit dans le volume des *Sources de l'Histoire de France*, consacré aux Carolingiens : « Les auteurs inconnus des premières annales monastiques prenaient soin de noter sur leurs tables de Pâques les victoires, les expéditions ou la mort des nouveaux maîtres. »

On peut se représenter comment les choses se sont passées. On gardait avec soin des calendriers qui permettaient de fixer Pâques. Ces calendriers différenciaient avec précision les années, et interdisaient la confusion. Dans un esprit religieux et liturgique elles se succédaient depuis la naissance du Christ.

C'est cette différenciation qu'il importe de souligner. Elle crée un véritable état d'esprit qu'ignorent Grégoire de Tours et, plus encore, le pseudo-Frédégaire. Bientôt des moines éprouveront le sentiment naïf d'accentuer cette différenciation par des références plus concrètes, liées à leur expérience quotidienne. L'année, déjà particularisée par son cycle liturgique, sera caractérisée par quelques événements frappants : un hiver rigoureux, un prodige surnaturel, la mort d'un personnage important, et aussi, et de plus en plus, un événement politique, une guerre.

Les *Monumenta Germaniae Historica* ont réuni quelques-unes de ces annales, émouvantes dans leur

naïveté. Il faut les lire dans leur effroyable latin, qui permet de juger la grossièreté intellectuelle des moines. Mais cette baisse de la culture souligne encore l'importance de leur mode annalistique, qui préserve la notion de temps.

Il y a d'abord, en haut et à gauche : *Anni ab incarnatione Domini*, et en dessous les années : 764, 765... En face de l'année, deux ou trois lignes de commentaires. Par exemple : 764. – *Hiems grandis et durus – Habuit rex Pippinus conventum magnum cum Francis ad Charisago*. L'inclémence du climat est aussi importante que l'assemblée des Francs. On sent combien le moine a été frappé par la rigueur du froid. C'est l'événement dominant de l'année.

Et encore :

787. – *Eclipsis solis facta est hora secundo 16 kal. Octobres die dominico. Et in eodem anno dominus rex Carlus venit per Alamaniam usque ad terminos Paioariarum cum exercitu*.

L'éclipse vaut d'être relatée au même titre qu'une campagne de Charlemagne. Et avec quelle précision, toute moderne, inconnue des chroniqueurs politiques, comme le pseudo-Frédégaire : le dimanche 16^e jour des Calendes d'octobre, vers deux heures. Cette rigueur implique un usage habituel du calendrier.

849. – *Terrae motus. Walachfredus obiit*. La mort de l'abbé, et un tremblement de terre, voilà pour l'année. Les autres événements de la grande histoire ont été négligés.

Parfois, la sécheresse de la note succincte s'anime d'une certaine émotion.

841. – *Bellum trium fratrum, ad Fontanos*. Voilà le fait brut, mais le scribe est remué, et il amplifie : *bellum crudelissimum inter fratres Hlottaricum*.

L'importance des faits météorologiques, des éclipses, des tremblements de terre, n'est pas spéciale aux brèves notes des annales monastiques, c'est monnaie courante dans la littérature du temps. Ce qu'il faut souligner, et qui me paraît nouveau, est le mode annalistique, le souci chronologique qu'il implique. A l'époque de Charlemagne, et cela fait sans doute partie de la « Renaissance carolingienne », le mode annalistique sera adopté par les rédacteurs de l'histoire officielle, les *annales regii*, qui continuent le recueil du pseudo-Frédégaire.

L'Histoire universelle, et son interprétation historique du monde, du mûrissement du monde, léguait au Moyen Age l'idée qu'il existait une histoire du genre humain. La nécessité de compter les jours, les mois, les ans, selon un système pratique réintroduisait la notion, distincte de la première, de l'écoulement du temps.

Dans les Grandes Histoires universelles d'Eusèbe de Césarée, de ses imitateurs et continuateurs, la chronologie adopte un mode de classement et de références par durée de règnes : les rois de Macédoine, les Césars de Rome... Cette unité de chronologie, le règne, n'a pas été transmise au Moyen Age, ou plutôt l'usage s'en est perdu. L'adoption du calendrier ecclésiastique, de l'ère de l'Incarnation, permettait de mesurer le temps sans recourir aux dates confuses des Mérovingiens. Surtout, la puissance des princes temporels frappait moins l'opinion que celle des évêques et des abbés, dont une atmosphère de légende enveloppait la mémoire encore fraîche, quand ce n'était pas déjà de leur vivant. Quelle opinion ? La seule que nous connaissons, celle de ceux qui écrivaient, qui connaissaient l'unique langue qu'on pût écrire, le latin, donc, l'opinion des clercs.

Mais, à l'époque de Grégoire de Tours, et, on peut dire, jusqu'à la réforme grégorienne des XI^e-XII^e siècles, les clercs ne constituaient pas un monde à part. Un célibat rigoureux ne les séparait pas tous des autres hommes, dans la vie quotidienne. A preuve, une anecdote de Grégoire de Tours où un abbé paillard est tué par le mari trompé : « Que cet exemple apprenne aux clercs à ne pas avoir de commerce

avec les femmes d'autrui, car la loi canonique et les saintes écritures le défendent, *praeter has feminas de quibus crimen non potest aestimari* », sauf avec les femmes qu'on ne peut leur imputer à crime. Cette masse nombreuse et aux limites imprécises dans les mœurs devait imposer ses sentiments à la foule des dévots qui fréquentaient les tombeaux des saints et leurs reliques. Quoi qu'il en soit, pendant le haut Moyen Âge, jusqu'aux grands textes de l'historiographie carolingienne, les personnages importants sont les évêques et les abbés. C'est sur eux qu'on écrit, ce sont eux qui intéressent. Il suffit, pour s'en convaincre, de compter les références du répertoire des Sources dans le tome I de Molinier (*Sources de l'Histoire de France*, t. I, 1^{re} p.), consacré à la période des origines, jusqu'aux Carolingiens. On dénombre 630 références. Sur ces 630 références, 507 sont des vies de saints, soit 80 %. Peu importe si ces vies sont légendaires, souvent bâties sur un prototype commun, avec les mêmes miracles et les mêmes prodiges. 80 % des textes historiques sont des biographies d'évêques et d'abbés. Car les saints étaient alors, à peu près exclusivement, des évêques et des abbés. Aujourd'hui, au contraire, dans l'Église contemporaine, la sainteté est rarement reconnue canoniquement aux chefs de la hiérarchie régulière et surtout séculière...

La narration de Grégoire de Tours, quand elle cesse d'être une histoire universelle, est autant une histoire des évêques qu'une histoire des Francs. Pour Grégoire de Tours, de grandes dates repères de l'Histoire sont : la création du monde, le déluge, le passage de la mer Rouge, la Résurrection, et la mort de saint Martin. Saint Martin paraît plus important à ses yeux que Constantin, ne parlons pas de Clovis, instrument, somme toute, peu respectable, de la Providence divine. Mais saint Martin est « notre lumière », le flambeau dont les rayons nouveaux éclairent la Gaule. L'Histoire, nous dirons moderne, commence à saint Martin. Avant saint Martin, saint Denis, saint Saturnin, saint Oursin, les évangelisateurs et les premiers martyrs, appartiennent à l'Histoire des âges vénérables connus par ancienne mémoire. Le livre II, qui suit l'épitomé d'histoire universelle du livre I, commence avec les premiers successeurs de saint Martin sur le siège de Tours. C'est incidemment qu'on en vient aux Francs, pour reconnaître qu'on ne sait pas grand-chose d'eux. Après l'historique des Francs et de leur venue en Gaule, on mène de front l'histoire des premiers rois francs connus, et celle des évêques de Tours, de Clermont. Avec le livre III, qui raconte le règne de Clovis, le récit devient plus serré, à mesure qu'on aborde les événements contemporains. Mais il réserve toujours une place de choix aux faits ecclésiastiques : déposition ou nomination des évêques, synodes, vie ecclésiastique d'ailleurs intimement liée à celle des rois, dans une sorte de césaropapisme.

Néanmoins, au livre X, Grégoire de Tours s'arrête encore et il reprend une histoire systématique et continue de son siège métropolitain de Tours, depuis le premier évêque Gatien, en passant par saint Martin, qui fut le troisième, « le XIX^e fut moi, Grégoire, indigne ». Dans le livre I, dans son grand résumé chronologique du monde, il s'était déjà bien situé lui-même au moment où il écrivait son *Historia Francorum* : « A la vingt et unième année de notre épiscopat, qui est la cinquième de Grégoire, pape de Rome, la trente et unième du roi Gontran, la dix-neuvième de Childebert ». L'Histoire du VI^e au VIII^e siècle apparaît d'abord comme le recueil des actes des évêques et des abbés. Importante modification du sens historique. Depuis Eusèbe de Césarée, l'Histoire n'avait jamais cessé d'être *sainte*. Toutefois elle prêtait peu d'attention aux aspects biographiques, et se préoccupait surtout d'intégrer l'Histoire païenne au plan providentiel. L'Histoire Sainte cessait d'être seulement celle des juifs pour devenir celle du Monde.

Mais l'esprit des grands systèmes chronologiques glissa peu à peu dans l'oubli. Les efforts, au VIII^e siècle, des Anglo-Saxons, comme Bède le Vénérable, ou des Italiens, comme Paul Diacre, ne réussirent pas à les sauver. Si le rappel des origines demeurait à la préface des livres, c'était plutôt une convention de style. Le déclin se précipita au X^e siècle, et désormais, jusqu'au XII^e siècle, la France

perdit le sens de l'universalité de l'Histoire, conséquence d'un resserrement de l'horizon géographique, et aussi d'une négligence à retrouver sous la trame des événements, la main de la Providence. On était devenu indifférent à la matière laïque de l'Histoire, même à son interprétation providentialiste.

Désormais l'Histoire cessait d'être une Histoire Sainte pour devenir une Vie des Saints. C'était bien autre chose ! Non plus le sacré dans le temps, mais le sacré hors du monde. Le récit des miracles et des prodiges qui manifestaient la sainteté de son héros obligeait le biographe, l'hagiographe, à porter l'accent sur un aspect transhistorique du surnaturel. Encore un indice de cette érosion du sens historique, que nous avons noté tout à l'heure, dès qu'on quittait le journal de bord des monastères. L'intérêt, pour notre sujet, de la Renaissance carolingienne, réside moins dans les efforts voués à l'échec, pour faire revivre les grandes Histoires universelles, que dans la réhabilitation de la matière laïque de l'Histoire. Par-delà l'hagiographie, par-delà l'exégèse providentialiste, par-delà même le moralisme classique, les Carolingiens ont rénové la très ancienne tradition des chefs de guerre, à l'origine de l'Histoire écrite. Avec eux, on voit renaître le souci des premiers empires, de conserver le souvenir des événements remarquables qui fondent leur renommée.

L'entreprise remonte à Childebrand, frère de Charles Martel. Celui-ci fit reprendre, compiler des chroniques locales, burgondes et austrasiennes, dites, depuis le ^{xvi}^e siècle, de Frédégaire, et où nous avons déjà eu l'occasion de remarquer l'oubli du sens chronologique. Il ne s'agissait pas en effet de conserver la suite du temps, mais de fixer une tradition royale, la première dans le monde rebâti sur les ruines de la Romanie. Le pseudo-Frédégaire est donc constitué d'un recueil de chroniques mises bout à bout pour former une histoire continue. Les érudits y reconnaissent :

1° Un abrégé de Grégoire de Tours, en guise de préface.

2° Une chronique burgonde qui va de 585 à 642, et due à au moins trois auteurs différents. Voici un échantillon du récit. « Dans la huitième année de son règne (en Bourgogne) Théodoric eut d'une concubine un fils qu'on nomma Childebert. Un synode fut assemblé à Châlons, on y changea l'évêque de Vienne. Cette année, le soleil fut voilé. Dans le même temps le Franc Berthold était maire du Palais de Théodoric. C'était un homme de mœurs réglées, sage, prudent, brave au combat, et gardant la foi jurée. »

3° Au ^{vii}^e siècle, la chronique est transportée en Austrasie au profit des Pépinnides. Elle est copiée et conservée par Childebert, le frère de Charles Martel, qui la fait continuer jusqu'à l'avènement de Pépin le Bref, en 752 : « C'est jusqu'ici que l'illustre comte Childebrand, oncle du roi Pépin, a fait écrire avec le plus grand soin, cette histoire de la geste des Francs. »

4° La vie de Pépin le Bref, par Niebelung, fils de Childebrand, et cousin du roi : « Ce qui suit a été écrit sur l'ordre de l'illustre guerrier Niebelung, fils de Childebrand. » Comme si cette branche cadette avait été spécialisée dans l'histoire de la famille.

Ce recueil de Frédégaire est donc composé d'anciennes chroniques (on a pris d'abord ce que l'on a trouvé), et ensuite d'une historiographie officielle.

Les Annales royales, longtemps attribuées à tort à Éginhard, écrites sur l'ordre de Charlemagne continuent plus systématiquement l'œuvre de Childebrand et de Niebelung. D'après L. Halphen, il est inutile d'y chercher, à la suite de certains érudits, des divisions arbitraires. Retenons seulement qu'elles adoptent l'ère de l'Incarnation et le mode rigoureusement annalistique : *anno* 741. Dans ce cadre chronologique, inconnu de Frédégaire ; et emprunté aux annales monastiques, sans doute sous l'influence des Anglo-Saxons, les chroniqueurs développent l'histoire des guerres royales. Leur récit est voué à la gloire des héros, dont il importe de conserver les actions d'éclat. Cette histoire officielle et laïque, laïque même si, rédigée par des clercs, elle est toujours imprégnée de merveilleux chrétien, a deux aspects essentiels : l'un dynastique, l'autre militaire ; il convient de fixer par écrit les hauts faits des ancêtres. Ce souci révèle une attitude devant le temps que je crois nouvelle, et qui contribuera à former la mentalité

typique d'Ancien Régime, et, même, notre mentalité contemporaine, dans la mesure où elle continue celle de nos prédécesseurs d'il y a deux siècles. C'est la tradition. A partir du IX^e siècle, en même temps que se constitue le régime féodal, les ancêtres, et la valeur des ancêtres sont de plus en plus invoqués. Pour s'imposer socialement, l'homme doit avoir des ancêtres, et des ancêtres d'une bravoure légendaire. Ce sentiment va traverser les siècles et donner à l'Ancien Régime, malgré des différences de temps, une couleur propre : l'Honneur, dira Montesquieu.

Cette piété du passé vaut, aux époques féodales, pour les familles engagées dans les liens de l'hommage. Mais elle doit trouver son origine dans la pratique des maires du palais d'Austrasie, avant même qu'ils ne succèdent aux Césars : plus que l'onction royale, la valeur guerrière les a destinés à la fonction royale. Toujours dynastique et militaire, la tradition est d'abord royale. L'historiographie officielle des Carolingiens fonde une tradition royale, là où les héritiers de Clovis avaient échoué.

Or, cette transmission des hauts faits des rois s'est interrompue, au moins sous la forme de récits savants, en langue écrite. Les *Annales royales* n'ont pas eu de continuateurs. Cette première tentative de régler l'Histoire au rythme des rois et de leurs guerres n'a pas été poursuivie.

Nous avons l'habitude de réduire l'Histoire à une succession de cycles d'apogées et de déclin, en fonction des vicissitudes des pouvoirs politiques ; aussi ne sommes-nous pas assez étonnés de cette disparition de la grande chronique royale, que nous sommes trop tentés d'expliquer par la ruine des Carolingiens, et la montée d'une nouvelle barbarie, symétrique de celle des VI^e et VII^e siècles. Pourtant on n'a pas cessé d'écrire l'Histoire, aux IX^e et X^e siècles, et on ne constate dans les textes de cette époque rien de comparable à la langue rudimentaire et à l'ignorance barbare des annales monastiques dont nous avons cité plus haut quelques passages. Au contraire, les souvenirs de l'Antiquité classique témoignent d'une connaissance des auteurs littéraires, qui, retrouvée sous Charlemagne, ne sera jamais perdue. Ce n'est pas la barbarie, mais plutôt la rhétorique et l'habillage à l'antique, qui gênent le lecteur moderne dans les *Historiarum Libri IV* de Richer, écrits entre 883 et 995.

Il n'y a pas lieu d'évoquer ici ni la notion trop facile de décadence ni l'affaiblissement de la dynastie carolingienne. Pourquoi ce dernier argument serait-il plus valable pour l'histoire latine que pour l'épopée en langue vulgaire où les événements des IX^e et X^e siècles jouent un si grand rôle ? Il faut chercher ailleurs.

Quels sont les principaux textes historiques du IX^e au XI^e siècle, si on met à part les chroniques normandes, jusqu'aux premières histoires des croisades ?

Voici les *Gesta Dagoberti*, ce n'est pas une histoire du roi Dagobert, mais un panégyrique de Dagobert, en qualité de fondateur de l'abbaye de Saint-Denis, panégyrique écrit par un moine de Saint-Denis, vers 832 à l'aide des textes connus de Frédégaire et des vies de saints. Son intérêt réside dans des détails tirés des diplômes et chartes de l'abbaye : recours à des sources importantes pour la conservation des privilèges de la communauté.

Flodoard est l'auteur d'une *Historia Ecclesiae Remensis*, qui s'arrête en 948. Flodoard mourut en 966. Il est chanoine de l'Église dont il est l'historien. Il commence ainsi : « N'ayant d'autre dessein que d'écrire l'histoire de l'établissement de notre foi et de raconter la vie des pères de notre église, il ne semble pas nécessaire de rechercher les auteurs ou fondateurs de notre ville, puisqu'ils n'ont rien fait pour notre salut éternel, et qu'au contraire, ils nous ont laissé, gravée sur la pierre, la trace de leurs erreurs » – curieuse façon de se débarrasser à la fois de l'Antiquité païenne et de l'histoire laïque. Il raconte la vie de saint Remy, comme les biographes de l'époque précédente, suit la série des évêques, insiste sur Hincmar, paraphrase les lettres épiscopales. Un autre récit du même Flodoard englobe, sous la forme annalistique désormais traditionnelle, des événements notables de la chronique locale, et quelques faits plus lointains. Il tombe à Reims des grêlons gros comme des œufs de poule. Cette année, il n'y a pas

eu de vin. Les Normands ont ravagé la Bretagne, la Hongrie, l'Italie et une partie de la France. En 943, il y eut dans les environs de Paris un grand orage et un si violent ouragan qu'il ruina les murs d'une vieille maison qui s'effondra sur son maître. Des démons, sous forme de cavaliers, détruisirent une église voisine et arrachèrent les cierges. Il semble que les démons, le merveilleux folklorique percent plus souvent dans les textes de cette époque.

Helgaud est moine à l'abbaye de Fleury-sur-Loire, aujourd'hui Saint-Benoît-sur-Loire. Il rédige une vie du bienfaiteur de l'abbaye, le roi Robert, qui est à saint Benoît ce que la vie de Dagobert est à saint Denis, un panégyrique. Absolument rien sur les événements, mais des faits édifiants, des miracles, des aumônes.

Quand Abbon raconte le siège de Paris par les Normands, en 885-887, il retient moins le fait d'histoire laïque ou royale, que son incidence sur l'abbaye de Saint-Germain. C'est un épisode de l'histoire de saint Germain.

Raoul Glaber (985-1047) a plus d'ambition. Il vise à compléter les grandes Histoires universelles, arrêtées à Bède le Vénérable et à Paul Diacre. Il sait que l'histoire est une source d'enseignements moraux : « Pour chaque homme, d'excellentes leçons de prudence et de circonspection. » « Nous nous proposons donc de rappeler ici tous les grands hommes que nous avons pu connaître par nous-même, ou par des renseignements sûrs et qui, depuis l'an 900 de l'Incarnation du Verbe qui crée et vivifie tout, jusqu'à nos jours, se sont distingués par leur attachement à la foi catholique et aux lois de la justice. » Cependant il ne connaît guère, en fait d'univers, que la Bourgogne, ignore la chronologie et le découpage par règnes, se plaît à énumérer de longues suites de prodiges et de miracles. Rien de comparable aux annales carolingiennes.

Encore au milieu du XII^e siècle, l'histoire de l'abbaye de Vézelay est conforme au type précédent de chronique monastique et locale.

Annales monastiques, histoires d'églises, cathédrales et abbatiales, biographies d'évêques ou d'abbés, panégyriques de fondateurs : l'Histoire est devenue à nouveau indifférente au cadre royal, sans doute aspect de ce cantonnement géographique qui caractérise ce « premier âge féodal », pour adopter le mot de Marc Bloch. Encore une fois ce n'est pas ignorance. Les récits sont souvent attachants pour le lecteur moderne, beaucoup plus attachants que les textes plus anciens ou plus récents, car les auteurs, indifférents à l'Histoire générale, aux événements de grande politique, ont été perméables à l'observation des mœurs contemporaines. Phénomène si rare chez les historiens de notre race ! On y trouve une moisson de traits curieux sur le surnaturel, sur le folklore, à preuve l'étonnant récit de Galbert sur Bruges, lors de l'assassinat du comte de Flandres, en 1127. C'est l'annonce des chroniques célèbres, comme celles de Joinville, les seules qui aient conquis droit de cité dans l'histoire littéraire et qui sont des témoignages sur leur temps, par de savoureux observateurs.

Néanmoins cette historiographie n'est jamais « royale » ni même « féodale ». Elle ne s'intéresse pas aux gestes des Grands, sauf s'ils ont été mêlés à la vie des églises et des abbayes. On y constate une éclipse de l'idée de tradition familiale. Éclipse qui n'est pas absolue : les traditions familiales et royales, au moment où l'histoire en langue latine les abandonne ou les dédaigne, alimentent un genre littéraire nouveau – l'épopée.

Il ne faudrait pas ici s'engager dans le dédale des controverses soulevées par le problème des origines de l'épopée. Les érudits contemporains ont toutefois apporté des suggestions bien précieuses. Ils sont à peu près d'accord pour remonter jusqu'aux XI^e et X^e siècles la formation des premières épopées, quoique

les plus anciens manuscrits datent seulement du milieu du ^{xii}^e siècle. Abandonnant les idées trop radicales de Bédier, ou nuancant leur rigueur, les médiévistes paraissent aujourd'hui enclins à admettre aux chansons de geste une source, non plus monastique, mais laïque – populaire ou seigneuriale. On pense volontiers à des ballades en langue vulgaire, dont l'existence, mais pas le sujet, est attestée par de brèves allusions, comme cette défense, par un évêque d'Orléans du ^{ix}^e siècle, à ses clercs, de dire des « chansons rustiques ». Sans doute ces ballades, plutôt que les annales latines, auraient-elles transmis aux épopées les éléments historiques les plus anciens, en particulier ceux qui ont trait à l'histoire de Charlemagne ou de ses successeurs du ^{ix}^e siècle.

D'autre part, la désignation de Laon comme résidence de la Cour, a permis à F. Lot de placer la date de fixation des thèmes au ^x^e siècle, époque où la région laonnaise était devenue le réduit des derniers rois carolingiens. Aussi les événements du ^x^e siècle altérèrent-ils les traditions antérieures : René Louis, auteur d'une savante monographie de Gérard de Roussillon, admet à l'origine du thème, un Gérard, comte de Vienne, qui se révolta vers 871 contre Charles le Chauve. Mais au ^x^e siècle, ce type primitif a été recouvert successivement par deux personnages : d'abord un héros de l'indépendance bourguignonne sur le modèle de Boson, ensuite un comte mythique de Roussillon, pour la plus grande gloire d'un comte historique de Roussillon, vers 980-990.

Les premières rédactions, ou fixations définitives, se situeraient donc au ^{xi}^e siècle, mais nous ne possédons, le plus souvent, que des versions postérieures, rarement sans traces d'altération et de transferts.

Quoi qu'il en soit, dès son origine, l'épopée est alimentée par une tradition royale ou seigneuriale, et s'oppose à l'historiographie contemporaine, surtout ecclésiastique et monastique. Les étapes de sa formation renvoient aux épisodes historiques ou légendaires, il n'importe, de guerriers exemplaires, dans un but généralement dynastique. Ou bien elle chante la geste des rois, plus ou moins confondus dans la personne du grand Charlemagne, comme *la Chanson de Roland*, et elle reflète parfois l'attachement à la famille carolingienne, trahie par les barons félon. Ou bien, elle célèbre la renommée des grands, ennemis des rois, comme Gérard de Roussillon, ou Guillaume au Court Nez, et n'hésite pas à tourner en ridicule le monarque du *Couronnement Louis*. Tout se passe donc comme si les traditions dynastiques et héroïques, que nous avons notées dans les annales officielles carolingiennes, avaient disparu de l'historiographie latine pour se réfugier dans les ballades populaires et seigneuriales, dans les chants en langue vulgaire des jongleurs, enfin dans les thèmes fixés des épopées.

C'est donc par l'épopée que l'Histoire est entrée dans la littérature de langue parlée ; c'est sous la forme fabuleuse de l'épopée que l'Histoire a été connue et sentie de tous. Or en France elle naît plus particulièrement du légitimisme carolingien, et elle est devenue une manière de transmettre la mémoire des ancêtres : une tradition héroïque et dynastique. La notion de tradition familiale, disparue pour un temps de l'histoire savante en latin, a subsisté sous la forme épique.

Ceci est remarquable, car on peut se demander si, sans l'épopée qui conserva et transmit une matière dynastique et héroïque, les ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles n'auraient pas pris une conscience différente de l'Histoire. Marc Bloch a souligné la confusion du Moyen Âge entre l'Histoire et l'Épopée. Encore à l'époque d'Henri II Plantagenet, au ^{xiii}^e siècle, on considérait les chansons de geste comme d'authentiques documents. Longtemps, jusqu'au ^{xv}^e siècle, les familles seigneuriales, autant que les abbayes, tenteront de se rattacher aux lignages d'une épopée célèbre. Ainsi, la maison de Bourgogne se servit pour sa propagande d'une version du ^{xiv}^e siècle, en alexandrins, de Gérard de Roussillon, qu'un moine de Pothiers avait truffée de noms bourguignons. Philippe le Bon la fit mettre en prose, et même en répandit une version abrégée. Depuis, la geste Gérard a connu des éditions imprimées, au ^{xvi}^e siècle, et encore en

Il existe pourtant, dans cette histoire savante en latin des ^x^e et ^{xi}^e siècles une exception, qui échappe au compartimentage étroit des récits contemporains et se rattache à la manière dynastique et héroïque de l'épopée. C'est l'œuvre du clerc Dudon qu'on situe entre 960 et 1043 : *De moribus et actis primorum Normanniae ducum*, qui a servi de source aux historiens postérieurs de la Normandie. Car, dans l'histoire de l'historiographie médiévale, la Normandie a une place importante : la renaissance du genre historique au ^{xii}^e siècle semble déterminée par l'avance prise par les historiens normands, et aussi par l'élargissement des horizons dus aux croisades. La répercussion des croisades sur l'Histoire se comprend vite, elle est bien connue et il est inutile d'y insister ici. Nous voudrions, par contre, regarder de plus près le phénomène historique normand. Est-il seulement dû aux progrès du Duché dans l'organisation politique, économique ? Dans ce cas pourquoi la civilisation s'est-elle alors traduite par une prise de conscience historique, tandis que d'autres civilisations, pourtant brillantes, comme celles du Midi, ont développé le droit, la médecine, la poésie lyrique, mais ont ignoré l'histoire comme la théologie ? Il y a une carte de l'historiographie des ^{xi}^e-^{xii}^e siècles qui laisse de côté le sud de la Loire, et porte des tâches de densité : au nord-est, au contact de l'Allemagne où l'Histoire, même universelle, n'a jamais été abandonnée, et à l'ouest, en Normandie précisément.

La lecture du vieux Dudon, après celle des autres textes contemporains de Champagne, Bourgogne, etc., permet de saisir tout de suite l'originalité des textes normands. C'est l'histoire d'un peuple qui a conservé le souvenir de ses origines, de ses migrations, de ses mœurs, et qui, malgré son assimilation déjà ancienne dans le monde franc, garde le sens de sa vénérable particularité. Voilà un phénomène fort rare au haut Moyen Age occidental, où les particularités ethniques disparaissent vite de la mémoire collective. Ainsi n'existe-t-il guère de traces de l'opposition des Gallo-Romains et des Germains, chez Grégoire de Tours, qui parle des qualités de race comme de banales références personnelles. Dès le début du ^{xi}^e siècle – ou plutôt : encore à cette époque –, les Normands savaient qu'ils avaient une histoire distincte de celle des Francs, et la chantaient au besoin sur le ton de la déclamation. Dudon a intercalé dans sa prose des pièces de vers. Dans l'une d'elles, assez curieuse pour avoir été soulignée par l'éditeur, J. Lair, il s'adresse à la communauté des Francs : « O Francia, tu t'enorgueillissais jadis de ton triomphe sur tant de nations abattues ; tu t'adonnais à de saints et nobles travaux... Maintenant te voilà gisant à terre, tristement assise sur tes armes, toute surprise et toute confuse... Reprends tes armes, élance-toi plus prompte, et cherche ce qui doit te sauver, toi et les tiens. Saisie de honte et de remords, de regrets et d'horreur, à l'un de tes méfaits. Prends les ordres de ton Dieu. *Voici qu'une autre race vient vers toi de Danmark, et de ses rames infatigables fend rapidement les ondes.* Longtemps, et dans de nombreux combats, elle t'accablera de ses traits terribles. Furieuse, elle fera mordre la poussière à des milliers de Francs. Enfin une alliance est conclue ; la paix calme tout. Alors cette race portera jusqu'au ciel ton nom et ton empire. Son glaive frappera, domptera, brisera les peuples trop orgueilleux pour se soumettre à toi. O heureuse Francia ! trois et quatre fois heureuse, salue-la, en frémissant de joie, salue-la, éternelle » (trad. J. Lair).

Le clerc des ^x^e-^{xi}^e siècles a donc bien vu l'ampleur de l'événement historique que fut l'installation des Normands dans la Neustrie occidentale. Il ne la rabaisse pas au rang d'un épisode entre d'autres, il ne la noie pas dans le romanesque de l'aventure. Il distingue, quand il n'oppose pas, la race (*progenies*) des Normands et celle des Francs.

Dudon ne débute pas son récit avec les premiers ducs dont il se propose d'être l'historiographe,

d'ailleurs officiel. Il remonte plus loin : les Normands ne commencent pas en Neustrie. Ils ont une histoire plus ancienne, du temps fabuleux où ils vivaient sur les côtes du Nord, dans des terres mal situées : Dani, que l'auteur, dans son souci d'identification avec la géographie classique, confond avec *Daci*. Cette tradition s'est transmise oralement jusqu'au moment où elle fut recueillie par Dudon. Elle s'est enrichie au passage chez des clercs instruits : il a bien fallu rattacher la race normande, comme celle des Francs, à Énée et aux Énéides. Les Normands ont Anthénor, comme les Francs ont Francion. Mais la légende des origines conserve soigneusement les traits du passé fabuleux et païen, l'exode périodique des jeunes, la polygamie, les sacrifices humains, les grands départs sur la mer. Il ne s'agit plus ici de l'histoire universelle d'Eusèbe-Jérôme, que des historiens normands, postérieurs à Dudon, reprendront d'ailleurs, comme Orderic Vital. Il y a à l'origine un peuple étrange de marins, aux coutumes exotiques. Il est parvenu au royaume des Francs, après une série d'aventures, que le chroniqueur se plaît à narrer. Et en passant des uns aux autres, on arrive aux Normands d'aujourd'hui et à leurs ducs, appelés à un grand avenir. Nous sommes pourtant avant la conquête anglaise de Guillaume.

Il est curieux que cette *saga*, pieusement conservée par la tradition orale, n'ait jamais donné naissance à un cycle épique. N'est-ce pas justement parce que, en Normandie, la tradition orale a tout de suite été fixée par l'histoire savante des ducs ? La matière héroïque et dynastique du passé a été fixée une fois pour toutes, et assez vite répandue, assez tôt connue, pour que les poètes ne pussent plus l'accommoder à leur fantaisie. Aussi, dans le milieu du XII^e siècle, époque de la rédaction des chansons de geste, si on croit la date de leurs manuscrits, le poète normand se contentera de mettre en vers français et en style épique les traditions déjà fixées par Dudon ; c'est le *Roman de Rou*, de Wace, première histoire en langue vulgaire d'une famille et d'une nation, issue à la fois d'une tradition orale et d'une volonté princière de passer à la postérité. Moins fabuleuse que l'épopée, plus soucieuse d'exactitude, elle n'a pas moins pour fin d'illustrer une tradition, d'assurer sa survivance et sa force émotive. Toutefois, elle n'est plus la tradition strictement dynastique des annales royales carolingiennes. L'Histoire, comme l'épopée, a subi l'influence des valeurs sentimentales cultivées dans la société chevaleresque ; la fidélité et l'honneur ont pris dans le code moral une importance qui donne à l'époque sa couleur propre. Aussi l'Histoire est-elle alors devenue une manière d'exprimer et d'entretenir une fidélité. Ce devait être un trait durable du sentiment commun de l'Histoire. Encore aujourd'hui, elle apparaît souvent comme une nostalgie du passé, l'affirmation d'une fidélité. Cette fidélité peut être un légitimisme précis, mais aussi une piété plus diffuse. Dans ce cas, l'Histoire hérite naturellement des fidélités perdues et les conserve dans un monde où elles ont presque perdu leur sens.

Jusqu'au XIII^e siècle, les chroniques étaient seulement locales ou régionales. Au XIII^e siècle l'Histoire va connaître une nouvelle aventure. Saint Louis et ses prédécesseurs immédiats l'invoquèrent pour illustrer le mythe national et royal qui fut alors, selon un dessein préconçu, traduit à la fois sur le parchemin et dans la pierre.

Pour la première fois depuis Eusèbe-Jérôme, la suite des temps allait être reprise et organisée dans un plan d'ensemble, autour d'un thème central, celui de la Maison de France et de la religion du sacre. Au même moment, l'histoire universelle reparaît, après une indifférence de plusieurs siècles, et, grâce au concours de la pensée encyclopédique scolastique, avec plus de rigueur et de méthode. L'histoire royale est d'ailleurs liée à cette renaissance de l'histoire universelle. Le temps, dont la continuité est désormais retrouvée, se développera selon une double révolution, d'abord autour des thèmes patristiques de la Bible et de l'Église, ensuite, autour de ce thème nouveau qui dépasse la seule fidélité dynastique : le

mythe royal.

Trois œuvres de la seconde moitié du XIII^e siècle témoignent de ce retour à la grande Histoire : les *Grandes Chroniques de France*, la statuaire funéraire de Saint-Denis, l'iconographie de la cathédrale de Reims.

La cathédrale de Reims est vouée à la liturgie du sacre ; l'iconographie y est divisée en deux registres : un registre de Dieu, un registre de César, ceci pour la clarté de l'exposé, étant bien entendu que l'exercice du pouvoir temporel est aussi de nature religieuse. L'articulation des deux registres montre bien la relation entre l'Histoire Sainte et l'histoire des rois : les rois de France succèdent aux rois de Juda, et prennent leur place à la Galerie occidentale.

La scène essentielle devient alors la cérémonie du sacre. Elle est répétée deux fois. D'abord, à l'extérieur, sur la façade occidentale : une monumentale composition, destinée à frapper de loin l'attention du pèlerin, représente le baptême de Clovis, c'est-à-dire le sacre du premier roi. Désormais la série des rois commence avec le premier qui fut chrétien et oint, distinction inconnue de Grégoire de Tours, qui ignore la confusion postérieure entre le baptême et le sacre. Il devient alors moins important de remonter au-delà de Clovis, jusqu'aux ancêtres Troyens des Francs. L'origine est fixée au premier sacre, au miracle de la sainte ampoule, dont Grégoire de Tours ne parle pas, et qui apparaît tardivement dans les textes.

Ainsi le pèlerin, dès l'entrée, est-il accueilli par l'image du premier sacre historique. A l'intérieur, il retrouve, sur les vitraux du triforium, la cérémonie telle qu'elle se répète depuis Clovis, à chaque génération : le roi en costume fleurdelysé, avec l'épée et le sceptre, entouré des pairs de France. La liturgie recommence le geste consécuteur du premier roi et renouvelle l'intervention miraculeuse de la colombe et de la sainte ampoule.

A partir de cette double image de pierre et de verre se déploie la procession des rois, le long des vitraux, à l'intérieur, des galeries de statues, à l'extérieur. Ces rois font le tour de l'église, jusqu'au transept. De leur suite anonyme, deux figures se détachent, comme des saints patrons : Saint Louis au-dessus du portail Nord, Charlemagne au-dessus du portail Sud. Ainsi Charlemagne, le héros de l'épopée, est-il récupéré par la nouvelle mythologie royale. La file des majestés de pierre et de verre exalte l'idée de la continuité royale, depuis Clovis jusqu'à Saint Louis, en passant par Charlemagne.

C'est la même idée qui a inspiré Saint Louis à Saint-Denis. Avant Saint Louis, les rois, comme les grands barons, choisissaient le lieu de leur sépulture selon leurs dévotions personnelles, en général dans une abbaye privilégiée dont ils étaient les bienfaiteurs : par exemple Saint-Germain-des-Prés, Sainte-Geneviève, Saint-Benoît-sur-Loire, et surtout, mais sans exclusivité, Saint-Denis. Ils suivaient les usages de leur temps, et rien ne les distinguait, à ce sujet, de leurs contemporains. Saint Louis devait modifier sur ce point la tradition et donner aux sépultures royales un sens nouveau dans l'illustration du mythe monarchique. Il conçut le projet grandiose de réunir à Saint-Denis, en un seul ensemble monumental, les tombes dispersées des rois de France. Il attribua donc à l'abbaye de Saint-Denis une fonction dans la liturgie royale, symétrique de celle de Reims. L'une était la cathédrale du sacre, l'autre fut la nécropole des rois.

Cette réunion des sépultures royales ne répondait pas à ce sentiment de piété familiale que n'importe quel membre d'une maison illustre eût pu éprouver. Il s'agissait d'un dessein beaucoup plus important, de nature politico-religieuse. En effet, Saint Louis ne s'arrêta pas à ses seuls ancêtres par le sang. Il a même laissé Philippe I^{er} à Saint-Benoît-sur-Loire. Mais il a remonté au-delà d'Hugues Capet, au-delà de sa propre famille, annexant les rois des trois races, ou pour parler comme les grandes chroniques, ceux de la *généalogie* Mérovée, de la *génération* Pépin et de la *génération* Hue Capet, les couvrant tous indistinctement du manteau bleu fleurdelysé. Il commençait, comme à Reims, par le premier roi consacré,

considéré comme l'origine, Clovis, dont la tombe, transportée toute faite à Saint-Denis, avait déjà été sculptée à son effigie vers l'époque de Philippe Auguste : cette sorte de restauration témoigne d'ailleurs, dès la fin du XII^e siècle, d'un véritable culte des personnes royales pour leur fonction royale, qui annonce le grand dessein de Saint Louis.

Mais les tombes royales déjà restaurées dans le style du temps étaient l'exception. Le maître d'œuvre de Saint Louis, Pierre de Montreuil, fit exécuter par ses ateliers seize statues représentant la série royale depuis Clovis, à quelques omissions près, série destinée à être continuée, et d'abord, par les enfants royaux, apportés de l'abbaye de Royaumont, l'abbaye préférée de Saint Louis, où il avait inhumé ses fils selon des usages qu'il n'avait pas encore modifiés. Des archéologues pensent que les statues de Pierre de Montreuil avaient été prévues pour être dressées le long des piliers. On aurait eu alors une galerie royale, semblable à celle extérieure de Reims ou à celle, plus tardive, du Palais de la Cité. Mais les effigies furent couchées, en gisant, renforçant ainsi l'impression de continuité par l'idée que la mort ne pouvait plus la rompre, ni la mort individuelle, ni l'extinction dynastique. En effet, la mort du roi a inspiré une liturgie particulière, symétrique de celle du sacre, et qui semble avoir fixé son rituel à cette époque.

Quoi qu'il en soit, et c'est le fait important qu'il nous faut retenir ici, le pèlerin de Saint-Denis ne pouvait pénétrer dans le transept sans lire la leçon de pierre d'une histoire qui devenait l'histoire de France, résumée dans la suite de ses rois, selon la même pédagogie qui lui enseignait ailleurs l'histoire sainte sur les murs ou les verrières des églises... Il existait désormais un raccourci symbolique d'histoire, ajoutée à la grande histoire providentielle, et c'était l'histoire des rois de France.

De cette histoire, ainsi schématisée en formules de pierre et de verre, les moines de Saint-Denis donnèrent à la même époque une version, non plus iconographique, mais littéraire : les *Grandes Chroniques de France*, la première histoire systématiquement composée sur un plan national, la *première histoire de France*.

La partie des *Grandes Chroniques* concernant la période des origines à Philippe Auguste a été rédigée d'une seule traite en français par un moine de Saint-Denis, du nom de Primat, sur l'ordre de Saint Louis, et elle fut terminée sous le règne de Philippe le Hardi, à qui elle est dédiée.

En réalité, l'idée d'une grande histoire de la monarchie n'était pas étrangère aux prédécesseurs de Saint Louis : elle a dû mûrir peu à peu. Les tombeaux refaits de Clovis, de Chilpéric, transférés ensuite à Saint-Denis, laissaient déjà soupçonner l'existence, dès la seconde moitié du XII^e siècle, d'un intérêt particulier pour le passé de la monarchie. On peut aller plus loin, et se demander si l'origine du grand mythe royal de Saint Louis ne remonte pas à Suger, abbé et restaurateur de l'abbaye de Saint-Denis, principal conseiller de la couronne.

Suger est d'abord l'auteur de deux vies de rois, de Louis VI et de Louis VII : panégyriques sans doute, et écrits en latin, mais aussi la première œuvre historique du Moyen Âge qui ne déconcerte pas le lecteur moderne, non spécialiste. Ensuite, une tradition du XIV^e siècle lui attribue l'idée de réunir les anciens textes latins qui, mis à la suite, formeraient une histoire complète de la royauté française. Cette compilation existe à la Bibliothèque Mazarine, et le manuscrit a pu être daté entre 1120 et 1130. C'était déjà une Chronique de France, mais encore en latin, et sans plan systématique.

D'autre part on connaît, grâce à Émile Mâle, l'influence personnelle de Suger sur l'iconographie médiévale. Elle fut considérable. C'est à lui qu'Émile Mâle attribue « la résurrection de l'antique symbolisme », c'est-à-dire la reprise des symboles iconographiques tombés dans l'oubli. Il lui attribue aussi la création de thèmes nouveaux, comme l'arbre de Jessé et le couronnement de la Vierge. L'homme qui a su retrouver les symbolismes religieux perdus et en imaginer d'autres, le fidèle serviteur de la famille royale, pouvait déjà concevoir le mythe de la monarchie et le fixer, soit par sa propre activité d'écrivain, soit par les directives données aux ateliers littéraires de son abbaye. Peu à peu, Saint-Denis

devint un foyer d'études historiques de la monarchie. On y poursuivit, après Suger, le travail de biographies officielles qu'il avait commencé avec sa vie de Louis VI. Ainsi Rigord, puis Guillaume de Nangis, composèrent des vies de Philippe Auguste et de Saint Louis.

Néanmoins, si les *Grandes Chroniques de France* s'inspiraient des anciennes compilations et de biographies royales en langue latine que, le plus souvent, elles se contentaient de traduire en français, elles adoptèrent un parti nouveau, dans le style et surtout la présentation. On y reconnaît, répétée avec la même insistance, l'idée qu'illustrait l'iconographie royale de Reims et de Saint-Denis. Il s'agit bien, comme dans les alignements de pierre et de verre, de mettre en relief la série continue des rois, et, en parlant le langage commun, d'être compris de tous.

Dès les premières lignes de son Prologue, le moine Primat expose ses intentions : « Pour ce que plusieurs genz doutaient de la généalogie des rois de France, de quel origenal et de quel lignie ils ont descendu, enprist il ceste ouvre à fere par le commandement de tel home que il ne pout ni ne dut refuser. » Ainsi Primat désignait-il Saint Louis. L'œuvre fut donc écrite pour affirmer la légitimité de la Maison de France.

Aussi sera-t-elle composée par règnes. C'est la première fois qu'une Histoire de France adopte la division par règnes, qui devait durer plus de cinq siècles, et n'est pas encore tout à fait disparue des usages modernes et des expressions courantes. Évidemment ce découpage par règnes correspond au but proposé : c'est le *Roman des Rois*. Ainsi par le Joinville, comme le moine Primat dans sa dédicace.

*Philippe, rois de France, qui tant est renomés,
Je te rens le roman qui des roys est romés.*

Au prologue, Primat annonce son plan : « Et pour ce que III generacions ont esté des rois de France puisque il commencerent à estre, sera toute ceste histoire devisée en III livres principaux ; au premier, on parlera de la généalogie Mérovée, au second de la generation Pepin, et au tierz de la génération Hue Chapet. Si sera chascuns livres souz devisez en divers livres, selonc les vies et les faiz des divers rois. » Au chapitre consacré au fondateur de la Maison capétienne, Primat insiste encore sur la continuité royale et la légitimité dynastique : « Ci faut (fait défaut) la generation du Grant Challemaine et decent li roiaumes aus hoirs Hue le grant que l'on nome Chapet... Mais puis fu elle recouvrée au tems au bon roi Philippe Dieudonné (Auguste), car il espousa tout apenseement, pour la lignée le grant Challemaine recouvrer (notons l'insistance du chroniqueur à souligner le projet de Philippe Auguste d'assurer par son mariage la légitimité de sa race), la reine Ysabel qui fu fille le comte Baudoin de Hainaut », descendant de Charles le Simple... « dont l'en puet dire certainement que li vaillans roi Loys, fiuz le bon roi Philippe, fu du lignage le grant Challemaine, et *fu en li recouvrée la lignie*. Et ses fiuz aussi, li sains homs Loys qui morz fu au siege de Thunes, et cil rois Phelypes qui maintenant regne, et tuit li autre qui de lui descendront, se la lignie ne defaut, dont Diex et Mesires saint Denys le gart ».

Il a pu arriver à Primat de modifier ce plan par règne, mais c'est que la documentation lui manquait, comme pour la période des derniers Carolingiens, avant l'avènement des Capétiens. On sait qu'alors l'historiographie s'était réduite aux cadres locaux, sauf pour la Normandie. Aussi Primat interrompt-il à ce moment sa série pour intercaler, en hors-d'œuvre, une traduction des historiens normands : « Ci commence l'estoire de Rolle qui puis fut apelez Robez et des ducs de Normandie qui de lui descendirent. »

Dans la série des rois, Primat s'arrête avec prédilection à Charlemagne, comme les tailleurs de pierre ou les maîtres verriers de Saint-Denis, de Chartres, de Reims, comme les poètes des chansons de geste. « Ci commence la vie et li noble fait du glorieus prince Karleman le Grant, escript et baillie en partie par la main Eginalt, son chapelain, et en partie par l'estude Turpin, l'archevêque, de Reims, qui present

furent avec lui par touz ses faiz. » Primat attribuait une valeur égale à l'historien Eginhard, toujours reconnu par l'érudition moderne, et aux auteurs du fabuleux voyage de Charlemagne à Jérusalem. Les moines de Saint-Denis avaient fait un effort louable pour choisir leurs sources, et limiter le goût médiéval du merveilleux. Charlemagne échappait en effet aux censures de la critique historique, car sa vie participait au merveilleux de celle des bienheureux, ainsi qu'il arriva plus tard à Saint Louis, qui prendra sa place au ^{xvii}^e siècle comme saint protecteur de la France royale.

Disons bien : la France royale, et non pas, la famille royale. Dans les *Grandes Chroniques*, comme à Reims ou à Saint-Denis, le projet n'est pas seulement dynastique, mais national et religieux. « En si grant amor et en si grant devocion reçut la foi chrestiene, que, puis cele heure que ele obeï a son sauveor (baptême de Clovis), elle (la France) désirait plus le moutepliment de la foi que ele ne fesait l'accroissement de la seigneurie terriene. » Il existait une vocation de la France et de sa Maison dans le plan providentiel : ainsi notre Sire lui a donné « une pregorative et un avantage seur toutes autres terres et seur toutes autres nations ». « Se nule autre nation fait à Sainte Église force ne grief, en France en vient fere sa complainte, en France vient à refui et à secors ; de France vient l'espée et li glaives par quoi elle est vengée, et France comme loiaus fille secourt sa mere en touz besoinz ; si a touzjors la sele mise pour li aidier et secorre. » Cette vocation a transféré en France la mission providentielle du Saint Empire : « Clergie et chevalerie sont touzjors si d'un acort que l'une ne puet sans l'autre ; touzjors ensemble tenues, et encore, Dieu merci, ne se deportent eles mie. En III regions ont habité en divers tems : en Grèce regnerent premièrement, car en la cité d'Athènes fut jadis le puis de philosophie, et en Grèce la flors de chevalerie. De Grèce vindrent puis à Rome. De Rome sont en France venues. »

Ainsi se développait le cours d'une histoire royale populaire, « la mer des histoires et des chroniques de France » selon le titre d'une édition du ^{xvi}^e siècle, car on appliquera d'abord aux *Grandes Chroniques* le procédé nouveau de l'impression, l'édition de 1476 est le premier livre français imprimé.

Un type d'histoire nationale et dynastique était désormais fixé, qui eut d'ailleurs, dès ce milieu du ^{xiii}^e siècle, son envers seigneurial et antiroyal, de même qu'au bon empereur Charles, l'épopée opposait aussi le roi incapable et félon. L'histoire continuait l'épopée sur ces deux plans. Cela apparaît fort bien dans les récits du ménestrel de Reims, écrits vers 1260 par un conteur itinérant pour l'amusement de la « baronnie de France » : un exemple de ces contes historiques qui furent alors associés aux poèmes épiques. Ils se donnaient pour de l'histoire vraie, mais ils formaient en réalité un recueil de contes romanesques, où les faits presque contemporains étaient déformés avec une invraisemblable virtuosité. Louis VII apparaît sous les traits d'un usurpateur qui empêche son épouse Éléonore de fuir avec Saladin, devenu un prudhomme généreux et chevaleresque. Louis VII est le « mauvais roi », qui doit supporter le mépris d'Éléonore : « Vous ne valez pas une pomme pourrie », lui dit-elle. Même Saint Louis est traité avec désinvolture. Mais si le genre romanesque et anecdotique a bien persisté, ce thème antiroyal ne survécut pas au prestige de la monarchie, qui inspirait alors la continuation des *Grandes Chroniques*.

En effet, la rédaction de Primat de 1274 s'arrêtait à la fin du règne de Philippe Auguste. Les moines de Saint-Denis la continuèrent officiellement jusqu'à Jean le Bon, avec le même souci de continuité qui apparaît à Saint-Denis, où les tombes royales se succédèrent, sinon jusqu'à la Révolution, au moins jusqu'aux Bourbons – au Palais de la Cité, où l'effigie du roi régnant prenait place sur un pilier de la salle, à la suite de celles de ses prédécesseurs.

A partir de Jean le Bon, la rédaction des *Grandes Chroniques* n'est plus assurée à Saint-Denis par les moines, elle se laïcise, le ton change, on passe de l'histoire sainte royale, qu'avait voulue Saint Louis, à une sorte de journal officiel où la rédaction devient de plus en plus positive et objective. Les princes du ^{xiv}^e siècle commencent à considérer l'histoire d'un œil froid et détaché, d'un œil de professionnel. Nous connaissons leur état d'esprit, déjà quasi scientifique, grâce à une lettre du roi d'Aragon à son

historiographe, datée du 8 août 1375, où il lui recommande de recourir aux sources, de dépouiller les fonds d'archives, et, soucieux nouveau d'exhaustivité, de tout écrire *par le menu*, dans le détail le plus quotidien, sans omettre un fait ni un nom. C'est une autre manière de connaître l'histoire, celle de Commines, des chroniqueurs florentins, qui annonce Machiavel. L'histoire, à la fin du Moyen Âge, a perdu sa transcendance, cette valeur sacrée de représentation d'un temps providentiel, ecclésiastique ou royal. Elle est devenue ou bien une technique dépouillée, un matériau pour l'art politique à l'usage des souverains et des hommes d'État, ou bien un récit pittoresque et anecdotique, pour l'amusement d'un public frivole.

Subsista seulement, dans la conscience naïve du temps, l'habitude d'un découpage aussi familier que la périodicité des fêtes religieuses, plus concret que les divisions astronomiques du calendrier : la succession des règnes. Cela se passait au temps du roi untel...

De l'époque patristique à la rédaction dionysienne des grandes chroniques de France les documents témoignent de l'importance attribuée au temps et à sa dimension. L'homme médiéval vit dans l'histoire : celle de la Bible ou de l'Église, celle des rois consacrés et thaumaturges. Mais il ne considère jamais le passé comme mort, et c'est justement pourquoi il parvient si mal à le poser en objet de connaissance. Ce passé le touche de trop près, quand la coutume fonde le droit, quand l'hérédité est devenue légitimité, et la fidélité, vertu fondamentale.

L'attitude devant l'histoire : le XVII^e siècle

Un curieux petit livre de 1614, *la Manière de lire l'Histoire*, nous renseigne sur l'état d'esprit d'un amateur d'histoire au début du XVIII^e siècle. Son auteur, René de Lusinge, sieur des Alymes, n'était pas un spécialiste : « Je ne veux pas instruire ; mais simplement dire mon avis, et par où je suis entré quand je voulus apprendre l'Histoire pour moi. »

Il a commencé vers douze ans par lire les romans de chevalerie : Huon de Bordeaux, les Quatre fils Aymon, Pierre de Provence, Ogier le Danois... Ces romans, sous le nom de « Contes bleus », « Bibliothèque bleue », « Contes borgnes », « Contes de loup » ont gardé un public d'adolescents, de provinciaux, de gens du peuple, tard dans l'époque classique. Ils eurent leurs imprimeurs, en particulier, à Troyes, les Oudot. Chapelain défendra le Lancelot contre le zèle des partisans des Anciens. Il faudra au XIX^e siècle la concurrence du *Petit Journal* et de la Bibliothèque des chemins de fer pour que ces vieux récits tombent dans l'oubli. On avouera qu'ils ont résisté longtemps, et on doit penser que leurs héros, demeurés médiévaux, n'ont cessé d'être familiers aux enfants du XVII^e et du XVIII^e siècle.

Donc, notre René fut « docteur passé en cette fabuleuse science ». Alors, il « empoigna les Amades ». Il avait le sentiment de pénétrer dans l'intimité du passé : « Mon esprit, qui était déjà plus fort, jugeait d'être à la cime de la connaissance de l'Histoire. Cette chimérisée science sur la valeur de ses paladins me déroba tout à soi et ne me laissa aucune liberté de pouvoir, ni jour ni nuit, penser ou vaquer à autre chose ; je les eus dévorés en un rien. » Il y trouvait « les amours, les guerres, l'entregent des cours, des lois de chevalerie ». C'est ce qu'on cherchera longtemps encore dans des livres d'histoire plus sérieux.

Ainsi une littérature romanesque populaire, héritée du Moyen Age, apparaît-elle à la source d'une dévotion à l'histoire. On retrouve le même phénomène à la fin de ce siècle chez un des précurseurs de l'érudition moderne : Bernard de Montfaucon. Celui-ci, encore enfant, avait trouvé dans le château de son père un grand coffre en cuir, rempli de livres, et que les rats commençaient à ronger. Ce coffre appartenait à un parent un peu original qui habitait dans sa famille. Dans ce coffre, dit Montfaucon, « je trouvai une infinité de livres sur l'histoire, un grand nombre surtout sur l'Histoire de France ». Sans doute un fatras de romans de chevalerie et d'anciennes chroniques du XVI^e siècle... L'expérience de René de Lusinge a dû être commune à beaucoup de futurs lecteurs de Mézeray.

Mais René de Lusinge ne s'est pas satisfait de cette « chimérisée science », de cette littérature romanesque.

Bientôt, il n'y reconnut que « fadaïses », et c'est alors qu'il découvrit la véritable Histoire. Qu'entendait-il par là ? Deux genres d'ailleurs inégaux en noblesse : « la vieille Histoire », celle de l'Antiquité, et l'Histoire moderne – moderne pour lui, celle de son temps. « Quand je sortis de cette fadaïse, j'avais un extrême ennui de connaître la vieille Histoire, tant *la sacrée que la profane*, celle des Grecs et celle des Romains. » « Nos écoles rebruaient de ces grands noms de Metelle, de Scipion, de Marius, de Scylles, de César, de Pompée, et devant eux ces Oraces, ces Scevoles, et tous ceux que leur histoire porte au ciel, après Romule leur fondateur. » C'est donc l'Histoire du collège, celle que « les maîtres enseignent », l'Histoire sainte et l'Histoire ancienne, considérée comme close, sans prolongement au-delà du verrou des grandes Invasions. Longepierre, dans son *Discours sur les Anciens*, écrit en 1687 : « Lorsque les Barbares, plus funestes encore, si cela peut se dire, par la perte de tant d'excellents ouvrages, que par leurs célèbres cruautés, eurent inondé l'Univers, et que les trésors... eurent été ou...

ensevelis sous les ruines de l'Empire... ou dispersés..., la barbarie se répandit avec toute l'impétuosité d'un torrent auquel on ôte les digues qui lui faisaient violence ; l'Occident surtout, qui avait été plus en butte à la fureur de ces nations farouches, se vit tout à coup enveloppé d'épaisses ténèbres de grossièreté et d'ignorance, qui dureront jusqu'à ce qu'on eût recouvré ces mêmes Anciens », grâce aux Grecs réfugiés de Constantinople et aux Médicis.

Ainsi le temps se resserre-t-il autour de deux périodes privilégiées, l'Antiquité biblique et classique, le reste de la durée étant abandonné dans une sorte de non-être historique. Cette conception se situe aux antipodes de notre souci moderne. Aujourd'hui, l'Histoire implique une conscience du continu qui n'existait pas au XVII^e siècle. Il ne s'agissait pas même d'une faille, qui eût séparé l'Antiquité des périodes ultérieures, mais le Moyen Age était mis entre parenthèses, et le XVII^e siècle s'imaginait qu'il se reliait par-delà le gothique à une Antiquité semblable à lui : « Il y a quatre-vingts ans, écrivait Fustel de Coulanges en 1864, la France était enthousiaste des Grecs et des Romains, on croyait savoir leur histoire. On était nourri dès l'enfance, dès le collège, d'une prétendue histoire grecque ou romaine, que des hommes, comme le bon Rollin, avaient écrite, et qui ressemblait à la véritable histoire, à peu près comme un roman à la vérité (beaucoup moins, à notre sens). Ainsi l'on croyait que, dans les anciennes cités, tous les hommes avaient été bons... que le gouvernement était très facile. » Un préjugé se formait qui prêtait aux peuples anciens les habitudes mentales des sociétés modernes : « Notre système d'éducation qui nous fait vivre dès l'enfance au milieu des Grecs et des Romains nous habitue à les comparer sans cesse à nous, à juger leur histoire d'après la nôtre, et à expliquer nos révolutions par les leurs. Ce que nous tenons d'eux et ce qu'ils nous ont légué nous fait croire qu'ils nous ressemblaient ; nous avons quelque peine à les considérer comme des peuples étrangers ; c'est presque toujours nous que nous voyons en eux. »

Il n'est pas douteux que cette conception de l'Histoire triompha dans l'enseignement humaniste des collèges, si on néglige les initiatives partielles de l'Oratoire et de Port-Royal. L'histoire était seulement traitée à l'occasion des explications des textes anciens. Rollin fut le premier à promouvoir un enseignement systématique et particulier de l'Histoire, qui fut encore, en dépit des intentions plus larges du réformateur, limité à l'Histoire ancienne et romaine. Néanmoins, on aurait tort de confondre, sous l'Ancien Régime, les programmes de collège et la culture civile et honnête. Si l'histoire scolaire s'arrêtait à la Bible et à l'Antiquité, il y avait une autre histoire qui, pour ne pas être toujours enseignée à l'école, a joué un rôle important dans la conscience des hommes du XVII^e siècle, et René de Lusinge ne l'a pas ignorée.

A côté de l'Histoire que « les maîtres enseignent », il a ajouté celle que « j'ai rencontrée par hasard en lisant les livres ». Elle touche alors à toutes les préoccupations du temps : les Rois catholiques, fondateurs de l'unité espagnole, l'invention de la boussole qui permit la navigation lointaine et les Grandes Découvertes, la période troublée et encore proche des guerres de Religion... A côté de l'histoire du collège, il y a l'Histoire de France, l'histoire de la ville natale, l'histoire généalogique des familles. Le même Rollin qui fait figure, à juste titre, d'organisateur des études classiques, n'hésitait pas à écrire : « C'est dès l'enfance qu'il faut poser les fondements de cette étude (l'Histoire moderne), je voudrais que chaque seigneur sût bien l'histoire de sa famille, et que chaque ouvrier sût mieux celle de sa province et de sa ville que du reste. » Sans être encore entrée dans l'enseignement, l'Histoire moderne était déjà cultivée.

L'Histoire qu'un homme du XVII^e siècle pouvait « rencontrer par hasard en lisant les livres », c'est

l'Histoire de France. Les Oudot, ces imprimeurs de Troyes spécialisés dans la littérature populaire, publièrent en 1609 un *Abrégé de l'Histoire de France* que les colporteurs vendaient avec les « Contes bleus », les romans de chevalerie, les vies de saints. C'est ce livre des Oudot dont les oratoriens de Troyes se servaient pour un rudiment d'Histoire de Pharamond à Henri III. L'Histoire de France n'est pas un genre savant ni littéraire, mais c'est un genre traditionnel, dont les règles sont bien arrêtées, le public assez nombreux, et qui a peu varié, du xv^e au xix^e siècle.

En effet, malgré les différences dans le style, dans l'interprétation des faits, dans la manière de tirer la morale des événements, tous ces livres sont calqués très exactement sur les *Grandes Chroniques de France*, auxquelles sont cousues les histoires les plus récentes. La remarque de H. Hauser pour le xvi^e siècle reste vraie jusqu'à Michelet : « Un événement, s'il a été exactement décrit une fois, ne gagne rien à être décrit en d'autres termes, et il est inutile de l'étudier à nouveau. » L'histoire est donc faite par des *continueurs*. Au début, on reprend et on continue les grandes chroniques qui ont fixé *ne varietur* le découpage par règnes. Ainsi Gaguin, en 1497, au début de l'imprimerie, publie *la Mer des chroniques et mirouer hystorial de France*. Une vingtaine d'années plus tard, on prolonge jusqu'au roi Louis onzième « les chroniques et annales de France depuis la destruction de Troyes ». On donnera aussi des éditions abrégées. Ainsi J. du Tillet, en 1550, la *Chronique des rois de France*, intitulée aussi *Brève narration des actes et faits mémorables, advenus depuis Pharamond I^{er} roi des Français, tant en France, Espagne, Angleterre qu'en Normandie, selon l'ordre du temps et supputation des ans, distinctement continués jusqu'à l'an 1556*.

Encore au milieu du xviii^e siècle, le procédé n'était pas différent. Comme au xv^e et au xvi^e siècle, une histoire était l'œuvre de continueurs. L'abbé Velly commence en 1740 une *Histoire de France* qui, après sa mort, est continuée par Villaret, puis en 1770 par Garnier, professeur au Collège royal, qui la mène de Louis XI à 1564, où il s'arrête épuisé par la complication des guerres de Religion. En 1819, l'histoire de l'abbé Velly est à nouveau publiée sous le nom de son premier auteur, mais l'éditeur, Fantin des Odoard, annonçait dans la page de titre qu'il l'a « soigneusement revue et corrigée ». En fait, il l'a entièrement réécrite, en suivant de près l'édition de 1740-1770, mais en modifiant l'esprit (on verra plus loin comment par quelques exemples). Néanmoins il a préféré faire passer son travail, qui aurait pu paraître original, pour la reprise et la continuation de l'abbé Velly, comme les premiers auteurs du xvi^e siècle s'effaçaient derrière les *Grandes Chroniques de France*. De même, Anquetil, en 1805, reconnaît sans honte que son *Histoire de France* est une compilation : « J'ai adopté pour guide les quatre historiens généraux, Dupleix, Mézeray, Daniel et Velly. D'abord je me suis convaincu par mes réminiscences que rien de ce qui offre quelque intérêt dans l'Histoire de France n'a été oublié par ces quatre écrivains, ou que du moins si l'un omet quelque chose, l'autre la restitue, qu'ils ont bien pesé leur autorité et que par conséquent, mettre leur nom à la marge, c'est comme citer la preuve. » « Quand j'ai eu à traiter un sujet, j'ai examiné lequel des quatre l'a le mieux présenté, j'ai pris son récit pour base du mien ; puis j'ai ajouté ce que j'ai cru manquer à la narration du préféré. » Cette curieuse méthode, qui a persisté si longtemps, s'explique par l'attachement du public à une version traditionnelle dont il admet, dont il exige, qu'elle soit enjolivée au goût du jour, mais sans changer le canevas désormais fixé. Car l'Histoire est une narration de faits. Furetière dans son dictionnaire la définit ainsi : « Récit fait avec art : description, narration soutenue, continuée et véritable des faits les plus mémorables et des actions les plus célèbres. » Et, encore une fois, on n'admet pas qu'il y ait, après coup, à ajouter ou à retoucher au récit des premiers narrateurs.

Cette histoire de France a eu ses classiques, réédités pendant tout le siècle qui suit leurs publications. Au xvi^e siècle, les *Grandes Chroniques de France* avec Nicole Gilles : 1510, 1520, 1527, 1544, 1551, 1562, 1617, 1621. Paul Émile, l'imitateur de Tite-Live qui annoblit à l'antique le récit archaïque des

Grandes Chroniques : 1517, 1539, 1544, 1548, 1550, 1554, 1555, 1556, 1569, 1577, 1581, 1601. Au xvii^e siècle, l'historien le plus lu est incontestablement Mézeray. Sa grande *Histoire*, parue en 1643, a été rééditée six fois jusqu'en 1712, époque où elle a été remplacée par celle du P. Daniel, rééditée aussi six fois entre 1696 et 1755. Mais Mézeray a eu l'honneur de deux éditions au xix^e siècle, en 1830 et en 1839, alors que l'*Histoire de France* de Michelet paraît en 1830 et celle d'Henri Martin en 1833. Ceci montre la faveur populaire, dans les petites bourgeoisies et artisanats provinciaux, de ce vieil auteur, aujourd'hui complètement oublié.

Après Mézeray et le P. Daniel, les lecteurs de la seconde moitié du xviii^e et du début du xix^e siècle se partagèrent entre l'abbé Velly, l'abbé Millot et Anquetil. Napoléon disait en 1808 que « Velly est le seul auteur un peu détaillé qui ait écrit sur l'Histoire de France ». « Sa Majesté a chargé le ministre de la Police de veiller à la continuation de Millot. » Dans sa préface à *Dix ans d'études historiques*, écrite en 1835, Augustin Thierry souligne la persistance de la faveur des historiens classiques du xviii^e siècle, malgré la réaction romantique commencée avec Chateaubriand. « Si MM. Guizot, de Sismondi et de Barante trouvaient des lecteurs enthousiastes, Velly et Anquetil avaient sur eux l'avantage d'une clientèle plus nombreuse. »

Ainsi, du xvi^e siècle à 1830, des générations successives n'ont pas reculé devant la monotonie de ce même récit, fixé une fois pour toutes quant à l'essentiel, répété avec la seule différence du style, de la rhétorique, d'une rallonge pour les événements survenus depuis la version précédente, rallonge qui sera à son tour démarquée par le compilateur suivant. On ne peut pas ne pas être frappé par la persistance de ce genre, resté pendant trois siècles pareil à lui-même, et également prospère. Il y a là un phénomène aussi significatif que la cristallisation du classicisme autour de l'Antiquité sacrée et profane ; deux aspects contradictoires, mais aussi caractéristiques de l'époque, qui ont dû d'ailleurs coexister chez les mêmes hommes, quoique à des étages différents – dualité qui rend compte de cette complexité souvent reconnue de la mentalité de l'Ancien Régime. Les âges classiques adoptent une attitude devant l'Histoire qui n'est ni un refus ni une recherche critique, par le recours aux sources, ni le dépaysement dans le temps, ni la curiosité de la découverte. Autre chose de bien difficile à imaginer, qui plaît justement par la banalité et la répétition, sous les habits à la mode du jour. Essayons d'y voir plus clair.

Nous possédons un petit traité sur l'histoire, daté de 1628 : *Avertissement sur l'histoire de la monarchie française*. Il est de Charles Sorel, l'auteur de *Francion*, l'un des fondateurs du roman réaliste, après Noël de Fail et avec Théophile de Viau. Quoiqu'il défût la charge d'historiographe du roi, par héritage de son oncle, c'était un esprit indépendant, audacieux, qui dut expurger ses romans et son histoire de traits susceptibles de déplaire à la Cour. Son opinion sur l'histoire ne traduit aucun conformisme officiel, bien au contraire. D'où son intérêt.

Il commence par regretter que, de son temps, on ne s'intéressât pas assez à l'Histoire de France : à vrai dire, c'est un lieu commun d'historiens. Mais il s'agit ici de la concurrence que les Anciens font à l'Histoire de France. « Je me suis autrefois étonné de voir le peu d'estat que l'on fait de l'Histoire de France, en son pais propre. Les hommes de lettres savent mieux le nombre des consuls ou des empereurs de Rome que ceux de nos rois. » Nous savons que ce n'est pas tout à fait vrai, ou du moins, c'est vrai seulement des beaux esprits, dont Sorel est ailleurs l'adversaire. On lit aussi trop de « livres fabuleux », trop de romans de chevalerie. Et pourtant Sorel ne se doute pas que ces romans sont à la source du goût pour l'Histoire de France de quelques-uns de ses contemporains.

Mais, nous y voilà : si « fort peu de personnes savent l'Histoire de France », c'est « parce qu'il n'y en

a guère de livres » ; les vieux auteurs sont illisibles, « écrits comme en dépit des Muses », « amas de tout ce qu'ils trouvaient en divers lieux ». Déjà en 1571, du Haillan, dans la préface de son traité sur l'Histoire et les institutions françaises, se piquait d'être le premier à écrire correctement : avant lui, « grosses masses d'histoires martinienes et dionisiennes (de saint Martin de Tours et de saint Denis) et les chroniques d'Hildebrand, de Sigebert... ». C'est la réaction classique du langage noble, même chez l'auteur de *Francion* : dans ces vieux livres, on « void des parolles si basses et si sales que je ne pense pas que l'on s'en puisse servir à autre chose qu'à exprimer les pensées des gueux et des faquins, bien loin de pouvoir exprimer celles des rois et des hommes de vertu ». Ses premiers devanciers, successeurs immédiats des *Grandes Chroniques* (dont il ne parle pas), « sont bien les derniers en éloquence et en force de jugement. Ils ont écrit d'une façon si barbare » ... On a eu tort de les continuer, mieux valait écrire un ouvrage neuf. C'est en effet le moment où on a éprouvé le besoin de renouveler les chroniqueurs, leurs rééditions s'arrêtent vers 1620-1630 : n'en concluons pas un changement profond dans la structure de l'Histoire ; ils resteront la source essentielle ; on se contentera de les débarrasser de quelques anecdotes trop « basses » et on les habillera au goût du jour, pour reprendre indéfiniment ce nouveau modèle. C'est bien le programme exposé par Sorel, après sa critique de ses devanciers. On abandonnera les fables trop invraisemblables, comme l'origine troyenne des Francs ou le royaume d'Yvetot. Mais ces légendes persisteront cependant, malgré le rationalisme classique et le purisme de la Contre-Réforme. Mézeray racontera l'histoire d'Yvetot, car c'est tout de même un joli conte, « et si Peau d'Ane... ». Il lui suffira d'ajouter : « Toutefois, si vous m'en demandez mon avis, je voy ce conte embarrassé de tant de fautes contre la vraisemblance et la chronologie, que je le renvoye de bon cœur à ceux qui nous l'ont donné. » N'empêche qu'il l'a raconté. Donc on se débarrassera des légendes, surtout lorsqu'elles mettent en jeu de faux miracles. Il ne s'agit pas de proscrire le surnaturel : « pour ceux qui ont quelque apparence », on les maintiendra « s'ils sont édifiants ». On taira les autres : « C'est rendre les effets miraculeux contemptibles que de se les imaginer si fréquents. » L'historien, dans ce cas, reste « payen dans le christianisme ».

Ensuite, ce récit, débarrassé de ses bourgeonnements parasites, on l'habillera au goût du jour, on supprimera les références chronologiques qui alourdisent le style : « Je treuve que c'est une chose mal plaisante de dire à chaque action, cela est arrivé une telle année et un tel mois » ; ceux qui voudront connaître les dates « attendront que j'ai fait une table chronologique ».

On ne s'encombrera pas non plus de détails d'érudition, ni de problèmes de droit public ou d'histoire des institutions : cela ne se trouve pas chez les Anciens. « Il est impossible, parmy tant de disputes de rendre une narration élégante et de lui donner un style agréable. Si les Anciens eussent été obligés à cela, ils ne nous eussent pas laissé tant de beaux chefs-d'œuvre. Ils ne disputaient pas sur l'origine des dignités (allusion aux controverses sur la pairie, sur les cours de parlement, très suivies au XVI^e siècle où on pensait ainsi retrouver les sources d'une monarchie limitée par ses grands officiers) ; ils ne s'inquiétaient point si une province avait été tenue en souveraineté ou si ce n'était qu'un duché qui relevait de la Couronne... L'on ne savait ce que c'était parmy eux de fiefs, d'arrière fiefs ny de franc alleu, ou bien si on le scavait, les historiens ne s'amusaient pas à en faire de longues définitions. » Et il est vrai qu'on ne trouve plus rien dans les histoires du XVII^e siècle sur les Institutions, alors que des auteurs du XVI^e siècle s'y intéressaient beaucoup : seul demeure le récit des événements.

On se gardera bien, selon Sorel, de recourir aux sources et de citer littéralement les textes originaux. « Je ne veux point de ces discours barbares que les auteurs ont rapportez mot pour mot ainsi qu'ils les ont trouvez dans de vieux manuscrits. J'en tirerai la substance pour en faire des discours à notre mode », c'est-à-dire imités de Tite-Live. Plus tard, le P. Daniel, qui réagira contre ce type d'histoire oratoire, reconnaît qu'il faut citer ses références et remonter aux sources : « La citation des manuscrits fait encore

beaucoup d'honneur à un auteur », admet-il, mais c'est pour convenir tout de suite que ce recours aux originaux ne sert pas toujours à grand-chose : « J'en ai vu un assez grand nombre (de manuscrits). Mais je diray de bonne foy que cette lecture m'a donné plus de peine qu'elle ne m'a procuré d'avantage. » Les textes anciens concernent des questions trop particulières pour entrer dans une Histoire générale, restée toujours fidèle au schéma des *Grandes Chroniques* et de leurs continuateurs.

Donc, au XVII^e siècle, on parlera en style noble. Mézeray n'y réussira pas et reviendra à une manière plus savoureuse et plus familière. Le P. Daniel le lui reprochera : « Si Mézeray avait eu l'idée de la noblesse et de la dignité qui conviennent à l'Histoire, il aurait retranché de la sienne bien des quolibets, des proverbes, des mauvaises plaisanteries, quantités d'expression basses et du style familier. »

Sorel reconnaît, en passant, que sa méthode soulève des objections dans le public des *Histoires de France* : « Quelque esprit bigearre me dira qu'il ayme mieux se servir de ces Histoires générales que nous avons (les vieilles chroniques et leurs continuations du XVI^e siècle) et qu'il se plaist à y voir les particularités que l'on y rapporte. » Sorel passe outre, mais la remarque est, pour nous, très importante, car elle prouve l'existence d'un public moins contaminé que Sorel par le goût noble, et qui se plaît à retrouver chez les vieux auteurs les particularités des anciens âges.

On peut se demander pourquoi Sorel se donne tant de mal à habiller à l'antique l'Histoire de France. C'est qu'elle en vaut la peine : « Nos anciens rois ne nous ont pas laissé quantité d'apophtegmes ainsi que les Grecs et les Romains », mais leurs remarquables exploits « valent bien les paroles des autres ».

L'Histoire de France est œuvre patriotique : le mot paraît anachronique, mais le sens y est. Sorel se propose de réhabiliter les rois malmenés par ses prédécesseurs : sans doute, nos premiers rois ont-ils tenu « de la barbarie des Allemands, leurs ancêtres ». « Mais la vertu des derniers peut effacer cette tache, et, quoi qu'il en soit, il ne faut pas les faire plus meschans qu'il est possible. L'historien doit plutôt estre porté au bien qu'au mal, et quoiqu'il soit obligé de déclarer les mauvaises qualités des princes sans déguisement, si est ce qu'il doit prendre plus de plaisir à raconter les bonnes, pour ce qu'elles nous servent d'exemple. » « Nos historiens ont bien montré leur indiscretion en blâmant la plupart de nos roys. » Ils ont écrit que Clovis était sanguinaire, Dagobert, lâche. « Je ne puy souffrir aussi l'impertinence de ceux qui, devant que de parler de Clovis second et de ses successeurs, mettent en titre, Roys feneans. » « J'accorde bien toutefois qu'ils estaient blâmables de ne prendre aucune connaissance de leurs affaires, mais ce n'est pas à dire qu'il faille tascher de rendre notre Histoire ridicule, et se servir de ce vieux quolibet de fayneant, le mettant en lettres capitales, comme par ostentation. » L'Histoire de France a pour but d'honorer la France et ses rois. On observera que Sorel passe sous silence les leçons morales et politiques à tirer de l'Histoire, quoique cette préoccupation, déjà sensible au XVI^e siècle, s'affirme à la fin du XVII^e pour s'étaler au XVIII^e siècle. Pour Furetière « l'histoire est une morale réduite en action et en exemple... Il faut faire voir aux hommes dans l'histoire comme dans un miroir les images de leurs fautes ».

A l'époque de Sorel, l'Histoire de France est d'abord patriotique ; avant lui Etienne Pasquier se proposait de montrer « quelle fut l'ancienneté de notre France et la faire toucher du doigt ». Du Haillan ne s'est pas « amusé en son œuvre à décrire l'Histoire de France tout au long, mais seulement à écrire les départemens et actions de nos rois en la Religion, Justice et Police ».

On retrouve même, chez les contemporains de Sorel, une nostalgie du « bon vieux temps ». Patin parle du « bon vieux Saint Louis » ; « leurs actions (de nos ancêtres) sentaient les préceptes de l'Évangile ». Depuis tout a changé « et voilà où nous en sommes devenus ». De même le P. Garasse, en 1624, n'hésite pas à écrire : « Cette saison... porte bien de vray des esprits plus polis qu'ils n'ont été aux siècles de nos malheurs ; mais aussi sont-ils plus frétilants et moins solides que ces *bons vieux Gaulois* qui allaient plus pesamment en besogne, mais aussi leurs résolutions étaient plus massives et moins ruineuses que les

nostres. » Théophile de Viau regrettera les neiges d'antan :

Nos Princes autrefois étaient bien plus hardis.

Où se cachent aujourd'hui les vertus de jadis ?

Aussi est-il indispensable, selon Gabriel Naudé, de ne pas priver le pays des « plus signalez miracles de la monarchie ». C'est pourquoi plus tard le jésuite Labbe s'en prendra aux racines grecques de Lancelot : le français vient du latin et du thiois. L'hellénisme de Lancelot dénaturerait la langue « que nous avons reçue de main en main de nos ancêtres depuis douze ou treize siècles ».

L'Histoire de France répond à une forme particulière du patriotisme qui fut celle de l'Ancien Régime.

Nos vieux historiens ont laissé de lourds et épais volumes, et leur lecture décourage le lecteur moderne, devenu indifférent à l'histoire des rois. Pour donner une idée de leur manière et, à la fois, de leurs emprunts et de leurs divergences, nous choisirons quelques épisodes, et nous verrons comment ils ont été vus et traités par chaque auteur au cours des siècles.

L'aventure de Childéric, près de Clovis

La source est Grégoire de Tours : Childéric était *nimia in luxuria dissolutus*, et détournait les filles des Francs. Les Francs, excédés, le chassèrent du pouvoir. Il se réfugia en Thuringe, laissant derrière lui un homme dévoué. Celui-ci lui envoya la moitié d'un sou d'or dont Childéric gardait l'autre moitié, lorsqu'il pensa venu le moment du retour de son maître : c'était le signal convenu. Mais la femme du roi de Thuringe abandonna alors son mari, pour accompagner Childéric. « Et lorsque celui-ci l'interrogea sur les raisons qui l'avaient amenée de si loin, on dit qu'elle répondit aussi : j'ai connu ton mérite, ton grand courage. Voilà pourquoi je suis venue vivre avec toi, car, crois-le bien, si j'avais connu, où que ce soit au-delà des mers, quelqu'un de plus valeureux que toi, de même serais-je venue avec lui. » Pas un mot sur la double trahison du mari par sa femme et de l'hôte par son ami. Grégoire de Tours ne se formalise pas de si peu.

Tel est le récit qui a charmé l'imagination de nos vieux historiens, et voici ce qu'il est devenu, d'abord dans les *Grandes Chroniques de Saint-Denis*. L'épisode entre dans le cadre des mœurs féodales et chevaleresques.

« Haiz estait de ses barons pour les vilenies et par les hontes que il leur fesait, car il prenait à force leurs filles ou leurs fames quant elles li plaisaient pour accomplir les deliz de sa char ; pour ceste raison le chacièrent hors dou roiaume ; plus ne pouvaient souffrir les griés de sa deffrenée luxure. »

Bissine, le roi de Thuringe, « mout debonnairement le reçut et le tint avec lui moult honorablement tout le tems de son exil ». Mais Childéric avait laissé derrière lui un ami : « Nus n'est si haiz qui n'ait aucune foiz aucun ami. » Cet ami profita du mécontentement des barons à l'égard du Romain Gilon, successeur de Childéric, pour leur rappeler, dans un beau discours, le « droit seigneur né de vostre gent ». Après l'avoir chassé « vous souzmeites à un orgueilleus d'aliéné nation » (le Romain est un étranger, trait qui n'existe pas chez Grégoire de Tours). « Certes ce est moult dure chose que vous ne povez souffrir la luxure d'un seul home, et vous souffrez la perdition de tant de nobles princes. » Grâce à cette intervention, la légitimité, ainsi rappelée, triomphe, et Childéric revient, alerté par le demi-besant. Quand Basine, « fame Bissine », « sout que Childéric se fu acordez à ses barons et que il fu receuz en son règne, ele deguerpi son seigneur et s'en vint après Childéric en France, car l'on disoit qu'il l'avait cogneue tandis come il demorait avec son seigneur ». Le roi « la prist par mariage, come paiens que il estait, si ne li sovint pas des hontes et des bénéfices que Bissine, li roi de Toringe, ses premiers mariz, li ont fez

quand il out esté chaciez de France ».

Mais Basine était un peu sorcière. La première nuit elle « l'admonesta (son mari) que il se tenist cele nuit d'abiter à li », et elle lui fit voir d'abord des léopards, des lions : « li premiers hoirs qui de nous naistra, tous de noble proece et de haute puissance » – puis des ours : c'est la deuxième génération : « rapineus » comme des ours – enfin des chacals, qui figurent la dernière génération, « bêtes lacheresses et de nulle vertu ».

Chez du Haillan, en 1571, l'histoire, où disparaît d'ailleurs l'épisode de Basine et de ses visions, devient plus morale. « Childéric étant restitué et remis en son état se ressouvint de sa vie passée et du mal qui luy estoit advenu pour avoir été trop adonné à la paillardise. Ce qui le rendit si sage et si advisé que de là en avant il n'eut autre soing que de se rendre par vaillance, sagesse et justice, agréable aux Français, et de guarir par ses vertus les playes de sa première mauvaise réputation et de sa fortune. » Les grandes chroniques avaient ajouté au récit de Grégoire de Tours une circonstance romanesque et une glose en faveur de la légitimité dynastique. A la fin du xvi^e siècle, on complète par une leçon morale : la conversion du prince, dont il n'est question ni dans les *Grandes Chroniques* ni chez Grégoire de Tours.

A son tour, Mézeray reprend à la lettre les récits de ses prédécesseurs. On verra qu'il y glisse cependant une allusion à la fiscalité de Childéric, inspirée par l'opinion de son temps. L'histoire de Childéric et de Basine fournit un bon exemple de la manière assez savoureuse de Mézeray.

Childéric n'est plus seulement un paillard, c'est un prince gaspilleur, qui exploite son peuple : « Ses plaisirs debordez et leurs sales ministres eurent bien tost dévoré plus d'argent que les frais d'une longue guerre n'en eussent consumé. » Le prince « fouilla premièrement dans les bourses de son peuple, puis dans les coffres les plus cachez. *Les seigneurs ne ressentaient pas avec beaucoup de douleur la charge de tous ces impôts qui retombent d'ordinaire sur la populace* (un des premiers exemples d'une exploitation polémique de l'histoire au profit d'une revendication politique ou sociale) mais il les aigrit par d'autres injures beaucoup plus sensibles. Il n'est point de plus grands outrages que ceux que l'on fait à l'honneur, et de ceux-là, le plus pressant, *au moins selon l'opinion des hommes* (Mézeray s'amuse), c'est de toucher à leurs femmes ». Les « États » (il s'agit ici d'un bel anachronisme, cette fois involontaire) prononcèrent sa déchéance, après de longs discours à la manière noble : « Je prends donc icy à témoin le glorieux esprit de Mérovée. » Mérovée ne pourrait plus reconnaître Childéric pour son fils !

Le récit se poursuit selon la tradition. La harangue de l'ami de Childéric est devenue ceci : « Mais quelle fut votre folie d'en chasser un roi, votre Seigneur légitime, pour y mettre un tyran estranger. » « Un prince *un peu amoureux*, par la licence de son autorité et par les bouillons de la jeunesse, qui se fussent ralentis, n'estait-il pas plus supportable qu'un bourreau... Je vous responds qu'il sera bon prince : l'âge et le bannissement ont modéré ses feux. »

En Thuringe, Childéric « d'humeur amoureuse et d'agréable entretien parmi les Dames (le redoutable paillard est devenu un galant gentilhomme un peu pressant) s'estait acquis l'affection de Basine, femme de Basin », et Mézeray termine par la réception de Basine en France et les trois visions de Childéric, qu'il n'a garde d'omettre.

Dans son *Abrégé de l'Histoire de France commencée par Pharamond*, qui fut encore réédité en 1821, le savant et austère Bossuet ne recule pas devant l'histoire de Childéric, il la prend telle qu'il la trouve.

Childéric était « prince bien fait de corps et d'esprit, vaillant et habile ; mais il avait un grand défaut, c'est qu'il s'abandonnait à l'amour des femmes jusqu'à les prendre par force, et *même* (circonstance aggravante pour Bossuet) *des femmes de qualité*, ce qui lui attira la haine de tout le monde ». Il faut avouer que, sans modifications profondes du récit, désormais fixé, Childéric s'humanise beaucoup. Mais Bossuet est sévère pour l'affaire Basine : « Basine, femme du roi de Thuringe, le suivit en France et il

l'épousa sans se mettre en peine des droits du mariage ni de la fidélité qu'il devait à un roi qui l'avait si bien reçu. » Il laisse tomber l'anecdote des visions.

Avec le P. Daniel, en 1696, le ton change. Déjà Sorel avait élevé des doutes. Mais le P. Daniel, dans l'une des deux dissertations sur les origines qui ouvrent son traité, n'hésite plus à condamner « la déposition chimérique de Childéric, père de Clovis ». « Tout est icy romanesque, tout cela a sans doute l'air d'un roman. » Mais malgré l'érudition de ses arguments, le P. Daniel n'est peut-être pas guidé par le seul critique : cette déposition est aussi gênante pour la notion de légitimité sur laquelle le P. Daniel s'étend longuement. Ainsi, il défend Hugues Capet du reproche d'usurpation. Passe encore pour Pépin le Bref, cela se soutient. Mais pas Hugues Capet : Charles le Simple était issu d'un mariage « regardé comme illégitime à Rome ».

A vrai dire, l'histoire galante de Childéric survit sans peine aux attaques du P. Daniel. La grande histoire de l'abbé Velly et de ses continuateurs, qui fit autorité jusqu'au début du XIX^e siècle, la reprend à son compte : « C'était l'homme le mieux fait de son royaume (ainsi le voyait déjà Bossuet). Il avait de l'esprit, du courage, mais né avec un cœur tendre, il s'abandonnait trop à l'amour, ce fut la cause de sa perte. Les seigneurs francs, aussi sensibles à l'outrage que leurs femmes l'avaient été aux charmes de ce prince, se liguerent pour le détrôner. Contraint de céder à leur fureur, il se retira en Allemagne où il fit voir que rarement l'adversité corrige les vices du cœur : il séduisit Basine, épouse du roi de Thuringe, son hôte et son ami. » On élut un autre roi. « Les exactions du monarque régnant rappelèrent le souvenir du prince exilé... le prince légitime se remit en possession du trône d'où ses galanteries l'avaient précipité. » Cet événement merveilleux est suivi d'un autre aussi remarquable par sa singularité. La reine de Thuringe, comme une autre Hélène, quitte le roi son mari pour suivre ce nouveau Pâris... « Basine était belle, elle avait de l'esprit. Childéric, trop sensible à ce double avantage de la nature, l'épousa au grand scandale des gens de bien, qui réclamèrent en vain les droits sacrés de l'hyménée et les lois inviolables de l'amitié. C'est de ce mariage qu'est né le grand Clovis. »

Le premier volume de l'abbé Velly, qui traite des origines, est de 1755. Les histoires de la fin du XVIII^e siècle ne conservèrent plus l'histoire de Childéric. En 1768, l'abbé Millot, « ancien jésuite », négligea carrément tous les prédécesseurs de Clovis, mais en revanche introduisit dans le récit traditionnel quelques mots sur les Gaulois : « Comme leur mélange avec les Francs a formé la nation française, ils sont nos pères et nous avons intérêt à les connaître » : nos ancêtres, les Gaulois.

Le silence de l'abbé Millot n'est cependant qu'une interruption passagère. Les successeurs du XIX^e seront plus conservateurs. En 1809, Anquetil reprend l'épisode de Childéric I^{er}, conformément à la tradition. Il prend la défense de Childéric, accusé de complicité dans l'assassinat de l'usurpateur qui l'avait détrôné : « Il paraît même que son caractère généreux l'éloignait d'un pareil forfait, puisque même on a le droit de se persuader par le silence des écrivains qu'il ne tira aucune vengeance de ceux qui l'avaient chassé de son trône. »

À l'arrivée de Basine à la cour de Childéric, Anquetil imagine la scène : « Le monarque français ne put s'empêcher de lui témoigner quelque surprise de son empressement. » Mais son succès auprès des femmes ne nuit pas à sa gloire : « Ainsi il acquérait (après avoir battu le roi de Thuringe, son rival malheureux) deux genres de célébrité, bravoure et galanterie, qualités de tout temps précieuses aux Français. » Childéric devient un précurseur du Vert Galant.

Une vingtaine d'années plus tard, le récit romanesque de Childéric disparaît définitivement avec Michelet. L'exposé de Michelet ne retient plus rien de la manière de ses devanciers : « Il est probable que plusieurs des chefs francs, par exemple ce Chilpéric, qu'on nous présente comme fils de Mérovée, père de Clovis, avaient eu des titres romains, comme au siècle précédent, Melloband et Arbagost. Nous voyons en effet Egidius, un général romain, un partisan de l'empereur Majorien, un ennemi des Goths et

de leur créature, l'empereur arverne Avitus, succéder au chef des Francs, Chilpéric, momentanément chassé par les siens. Ce n'est pas sans doute en qualité de chef héréditaire et national, c'est comme maître de la milice impériale qu'Egidius remplace Chilpéric. Ce dernier, accusé d'avoir violé des vierges libres, s'est retiré chez les Thuringiens, dont il enlève la reine. Il retourne parmi les Francs, après la mort d'Egidius. » C'est la continuité de l'Histoire romaine, prolongée par l'Histoire de France, dont les vieux historiens n'avaient pas conscience. Ils répugnaient à ce passage sans hiatus entre deux époques qui leur étaient familières pour des raisons différentes et mêmes contradictoires : l'Antiquité et l'époque française.

Jeanne d'Arc

L'histoire de Jeanne d'Arc est un épisode classique de l'Histoire de France traditionnelle. On la retrouve sans cesse, toujours semblable à elle-même, mais, sans que le fond documentaire soit modifié, diversement colorée selon le goût du temps.

Les Chroniques et Annales de France depuis la destruction de Troyes, jusqu'au roi Louis onzième, de Nicolas Gilles, ont paru en 1520, et furent plusieurs fois rééditées jusqu'en 1621. On y trouve, raconté avec naïveté et précision, sans l'ombre d'une critique ou d'une réserve, le récit de la Pucelle. Les apparitions de Vaucouleurs, les rebuffades de Baudricourt, qui méprise une bergère « née de pauvres gens ». La reconnaissance de Chinon : « En nom Dieu, Gentil Roy, c'est vous mesme à qui je vueil parler. » L'examen des théologiens. Mais, et c'est un caractère des versions johanniques qu'on retrouvera souvent, Nicolas Gilles insiste surtout sur les traits les plus merveilleux : « La dite Jehane pria au roy qu'il luy envoyat querir par un de ses armuriers une espée qui lui avait été dénoncée estre en certain lieu en l'église Sainte-Catherine-de-Fierboys, en laquelle avait pour empreinte de chacun costé trois fleurs de lys et estait entre plusieurs espées rouillées. Si luy demanda le roy si elle avait autrefois esté en ladite église Sainte-Catherine, laquelle dit que non et qu'elle le savait par révélation divine et que d'icelle espée elle devait expeller ses ennemis et le mener sacrer à Reims. » Par contre, à partir du Sacre de Reims, le récit devient schématique et voici tout ce qui reste du martyre de Rouen : « Le dict messire Jehan de Luxembourg vendit ladicte Jehane aux Anglais qui la menèrent à Rouen où durement la traictèrent et après la feirent mourir et la bruslèrent publiquement. » Rien de plus.

Par conséquent, récit traditionnel, où le siège d'Orléans et le Sacre de Reims sont particulièrement développés, où les éléments merveilleux sont recueillis avec soin, où le procès et la mort sont au contraire sacrifiés.

Le chapitre que Bernard de Girard, seigneur du Haillan, consacre à Jeanne d'Arc est d'un ton différent. Il présente une version qui disparaîtra dans les autres histoires de France et ne s'imposera pas à la tradition (1576).

Le roi de Bourges « était homme aimant ses plaisirs et qui n'appréhendait pas la mort et la ruine de son royaume, s'amusant à faire l'amour à sa belle Agnès et à faire de beaux parterres et jardins, cependant que les Anglais avec la croye en la main, se pourmenaient par son royaume. Et Dieu qui regardait en pitié la France, aurait fait naistre tout à propos un Jean Bastard d'Orléans, un Potron de Xaintrailles, un La Hire ». Les noms du bastart d'Orléans, de Xaintrailles et de La Hire resteront populaires durant tout le XVII^e siècle. « Surtout elle doit beaucoup au bâtard d'Orléans », parce qu'il sut inventer Jeanne d'Arc : « Ce subtil homme la releva (la majesté du roi) par une ruse de religion, soit qu'elle fut vraie ou fausse. » Mais du Haillan estime bien qu'elle était fausse.

« Le miracle de ceste fille, soit que ce fut un miracle composé et apparté, ou véritable, esleva les cueurs du roy, des seigneurs et du peuple, qui les avaient perdus : telle est la force de la religion, et bien souvent de la superstition, car, à la vérité on dit que ceste Jehane estait la garce de Jean, bastart d'Orléans, les autres disent du sieur de Baudricourt, maréchal de France, lesquels estant homes fins et advisez, voyans le roy estre tout estonné... et le peuple... tout abattu... l'avisèrent de se servir d'un miracle composé d'une fausse religion, qui est la chose du monde qui eslève et anime les cueurs et qui fait croire aux homes, mesmement aux simples, ce qui n'est pas : puis la saison du temps estait fort propre à recevoir telles superstitions, estant le peuple fort dévotieux, superstitieux et ruiné. »

C'est une version huguenote, Du Haillan est un des auteurs acceptés par le redoutable Agrippa

d'Aubigné dans la préface de son *Histoire universelle*, où, selon l'usage, il massacre ses prédécesseurs : « Son labeur est sans pareil, son langage bien français, qui sent ensemble l'homme de lettre et l'homme de guerre... il était de grande lecture. »

Après avoir réservé son jugement sur Jehane, du Haillan reprend le fil habituel du récit : Bourges, Orléans, Reims. Et il termine par ces quelques mots, à peine plus secs que ceux de Nicolas Gilles : « Enfin elle fut prinse par les Anglais devant Compiègne et amenée à Rouen, où, son procès lui estant fait, elle fut brûlée. » C'est tout.

Jean de Serres, dans l'*Inventaire général de l'Histoire de France* (1597), est plus ému. Il intitule son chapitre : « Le mémorable siège d'Orléans ». « La France estait réduite à une si grande extrémité et certes telle que les hommes n'y pouvaient rien plus. Voicy, Dieu suscite un moyen du tout extraordinaire, lequel la raison humaine ne pouvait prévoir et encore moins pourvoir. » C'est Jeanne d'Arc dont l'histoire est narrée sans qu'il y ait rien à relever de particulier, sinon plus de détails et de chaleur au moment du procès : Jeanne est morte, « laissant un infini regret à ceux de son siècle, pour avoir esté tout uniquement et cruellement traitée, et une mémoire de louange immortelle, pour avoir été un tant utile et nécessaire instrument pour la délivrance de notre Patrie ». C'est bien le ton de l'histoire patriotique, que nous avons noté plus haut, et on comprend la place que Jeanne d'Arc y occupera jusqu'au XIX^e siècle, et qu'elle gardera ensuite grâce à Michelet. Les versions du genre de celle de Du Haillan sont désormais rejetées comme scandaleuses. Ainsi proteste Simon Dupleix, dans son *Histoire générale de France*, où on relève pour la première fois l'appel à Jésus de Jeanne sur le bûcher : « Cette admirable Pucelle aiant esté l'instrument de la Providence divine pour une affaire de si grande importance, qui se pourrait imaginer qu'elle ait esté sorcière, ou magicienne ou garce ou femme débauchée, comme l'ont publiée ses ennemis et de France, et même quelques Français libertins, pour n'estre pas contraints d'avouer des miracles par l'intercession des saints qui jouissent là-haut de la béatitude éternelle. »

Dans Mézeray, il ne manque plus rien au récit traditionnel : Vaucouleurs, Bourges, l'examen des théologiens et des matrones. Le miracle de l'épée est l'objet d'une description attentive et crédule : « Elle le pria qu'il luy envoyat quérir une espée qui était enterrée avec les os d'un chevalier à Sainte-Catherine-de-Ferbois, sur laquelle il y avait cinq croix gravées ; ceux qu'on y envoya la trouvèrent dans l'endroit qu'elle avait spécifié, et pour second miracle (comme s'il n'y en avait pas assez !), la rouille dont elle était toute couverte en tomba à l'instant qu'ils la prirent. » Au siège d'Orléans, « on dit que le Prince de la Milice céleste... fut veu de plusieurs sur la fin du long combat d'une forme plus qu'humaine, une espée flamboyante à la main ». Le procès est décrit, et Mézeray trouve moyen de faire prononcer par Jeanne une longue harangue en style de tragédie, sur son bûcher. Mais on y trouve la colombe qui sort des flammes, et « son cœur fut trouvé entier, le feu n'ayant osé violer une chose si précieuse ». Sans doute est-ce par Mézeray que de nombreuses générations de Français auront connu l'histoire de Jeanne d'Arc.

La fin du XVII^e siècle, l'époque de Louis XIV, est plus réservée dans sa manière de présenter Jeanne d'Arc : non pas qu'elle omette cet événement qui a acquis une place sans appel dans l'Histoire de France traditionnelle, non pas qu'elle la dénature en recourant aux versions scabreuses du XVI^e siècle. On devine les auteurs, influencés par l'effort de discipline et de mise en ordre de Louis XIV, gênés par ce qu'il y a d'extraordinaire et d'irrégulier dans le destin de la Pucelle. D'où beaucoup de nuances, de réserves ; qu'on en juge par ces quelques textes.

Simon Guellette est l'auteur d'une *Méthode facile pour apprendre l'Histoire de France*, datée de 1685. Il existe toute une littérature pédagogique et mnémotechnique sur l'Histoire de France. L'Histoire en vers, en jeux de cartes, etc. Celle-ci est écrite, comme le catéchisme (le concile de Trente a créé la littérature de catéchisme), sous forme de demandes et de réponses. L'auteur retient donc les grands épisodes. Par exemple Clovis : « Qu'a fait Clovis de considérable ? – Il a beaucoup augmenté le royaume

de France et il a été le premier roy chrétien. » « Quelles furent les principales qualitez de Clovis ? – Il fut vaillant et très politique, mais il fut un peu cruel... »

C'est une histoire patriotique. « L'empire appartenait-il de droit aux Francs ? – Oui. – Pourquoi ? – Pour deux raisons, l'une parce qu'il a été fondé par un prince franc, et l'autre parce que ç'a été comme l'Empire de France et dépendant de la nation française. » Si Hugues a été nommé Capet, « c'est parce qu'il avait la tête grosse, ou plutôt parce qu'il était fort prudent ». Et le dernier Carolingien ne succéda pas à la couronne « parce qu'il attira la haine de tous les Français – Pourquoi ? – Pour avoir été trop attaché au parti des Allemands et de l'empereur Othon ». C'est dans cet esprit patriotique qu'on arrive à Charles VII.

« Qu'arriva-t-il de remarquable sous son règne ? – Le Siège d'Orléans et l'aventure de la Pucelle. » La Pucelle : « Fille d'un laboureur née en Lorraine, qui fut inspirée de Dieu de prendre les armes et de combattre les Anglais. » Remarquez bien que tout y est, mais dit seulement d'une manière un peu sèche. Jeanne fut brûlée. « Pourquoi ce malheur lui arriva-t-il ? – Parce qu'elle ne se retira pas après avoir fait ce que Dieu lui avait ordonné (c'est-à-dire après le Sacre) et qu'elle passa sa commission. » Elle n'a pas été assez disciplinée. Mais ses tortionnaires n'en sont pas absous pour autant : « Qu'arriva-t-il aux Anglais après cette injustice ? – Ils furent entièrement chassés hors de France à la réserve de Calais. »

Dans son *Abrégé de l'Histoire de France*, Bossuet est peut-être encore plus réservé. Il ne biaise pas avec l'importance de l'événement : « Tout paraissait désespéré, lorsqu'il vint à la Cour une jeune fille âgée de dix-huit à vingt ans *qui disait que* Dieu l'avait envoyée. » Tout le surnaturel de l'Histoire de Jeanne est discrètement escamoté : à Chinon, « la Pucelle l'alla (le Dauphin) démêler parmi tout le monde ». Pas un mot ni sur les apparitions, ni sur le miracle de l'épée. Manifestement, Bossuet est mal à l'aise dans le récit traditionnel où il ne sait distinguer le légendaire et l'authentique. D'autant que la popularité du mythe s'impose à lui : « Le nom de la Pucelle d'Orléans volait par tout le royaume et remplissait de courage les Français. Ce que la Pucelle avait prédit fut accompli contre l'attente de tout le monde. »

Mais voici tout ce qu'il trouve à dire du procès et du martyre : Cauchon, « affectionné au parti anglais, la condamna comme magicienne et pour avoir pris l'habit d'homme. En exécution de cette sentence elle fut brûlée toute vive à Rouen en 1432 ». C'est tout et c'est vraiment court et sec. Il ne faut pas croire que Bossuet ait été arrêté par le prestige de la chose jugée. Il n'a pas hésité à condamner la « cruauté inouïe » de l'affaire des Templiers. Mais il ne comprend pas la piété médiévale et populaire, encore vivante de son temps, s'il faut en croire la persistance du thème chez les historiens : elle lui apparaît suspecte et il a hâte de tourner la page. Cet abrégé d'Histoire fut d'ailleurs un vrai pensum qui sent l'huile : exemple de classique égaré dans un monde où il est perdu, et qui doit cependant sacrifier aux exigences d'une tradition. On sent bien l'opposition des deux courants, classique et traditionnel, ailleurs aisément réunis par l'anachronisme savoureux.

Le P. Daniel n'est pas un classique intégral. Il aime les anciens textes, même s'il en parle en un style noble, qui les châtre.

« Dieu sauva Orléans et ensuite tout l'Etat, par un de ces coups extraordinaires dont on ne voit guère hors des *Saints Livres* d'exemples plus singuliers que celui qui y éclata alors aux yeux de toute l'Europe. »

C'est un trait unique, digne de l'Ancien Testament, au temps où Dieu parlait directement aux hommes. On ne saurait mieux marquer le caractère sacré de l'événement. Mais le P. Daniel doit s'expliquer, presque s'excuser, car l'opinion éclairée – on peut déjà employer ce terme sans anachronisme excessif – est réfractaire au miracle à large audience populaire. « Ceux que le seul nom de miracle effarouche me semblent devoir être assez embarrassés à imaginer un système bien juste pour trouver d'autres causes

d'une suite d'événements aussi singuliers et en aussi grand nombre que ceux que l'on va voir. » L'auteur invoque le témoignage des contemporains. Il « me paraît devoir suffire pour dissiper la vaine conjecture de quelques-uns (qu'il convient donc de réfuter encore à la fin du ^{xvii}^e siècle) qui ont dit sans fondement que ce fut un artifice des généraux français d'avoir fait venir la Pucelle à la Cour, comme une fille miraculeuse, pour frapper l'esprit du peuple et celui du roy qui se décourageait ». Le P. Daniel est convaincu, il ne recule pas devant le surnaturel. « Je ne craindrai pas moi-même de passer pour trop crédule dans l'esprit des gens sages, en racontant ce fait mémorable de notre Histoire, tel que je le trouve rapporté dans les monuments les plus sûrs du temps où il se passa. » Et après toutes ces précautions qui ne devaient pas alors être superflues, il entame le récit en n'omettant rien de la version traditionnelle : les apparitions, la reconnaissance de Chinon, le miracle de l'épée, qui devait être indigeste aux hommes de la fin du siècle : « On la déroilla et on la lui donna. » Le P. Daniel laisse tout de même tomber le miraculeux nettoyage de l'arme ! Par contre, le ton, au début chaleureux et ému, devient sec au moment du procès, décrit pourtant d'après les manuscrits. Il ne laisse jamais la parole à Jeanne, s'abstient de commentaire ou d'appréciation, et il termine simplement : « Elle fit une nouvelle abjuration, se confessa à un dominicain, reçut l'Eucharistie, et fut brûlée dans le vieux Marché. C'est ainsi que la chose se passa. » L'embarras du P. Daniel juste à ce moment, devenu aujourd'hui le plus dramatique et le plus célèbre de l'histoire de Jeanne, est particulièrement caractéristique de l'esprit du temps.

Au milieu du ^{xviii}^e siècle, l'épisode de Jeanne se maintient à sa place, sans grande modification de fond, mais soumis à l'éclairage particulier de l'époque. Le continuateur de l'abbé Velly traite longuement cette histoire. Il y reconnaît avec fierté et émotion un des instants privilégiés où la nation entière s'est réunie pour sauver la patrie menacée : telles sont presque ses propres expressions. On verra les Français « se ranimer aux cris de *la patrie* expirante..., toutes les parties de la monarchie se rapprocher par degrés et se rejoindre d'elles-mêmes, et s'unir plus fortement que jamais par la seule action du *ressort national*. On ne peut trop insister sur cette vérité : le rétablissement de Charles VII sur le trône de ses pères fut l'ouvrage de la *nation* ». « Dans cette secousse si violente le royaume se reproduisit pour ainsi dire de sa propre substance. »

Et l'auteur entreprend d'enthousiasme l'histoire de Jeanne. Le surnaturel n'est pas escamoté, comme chez Bossuet ; il est exposé selon la version traditionnelle, mais rationalisé : chaque miracle reçoit une explication naturelle, tirée par les cheveux, mais très sérieusement développée – sans ironie ni persiflage.

Jeanne « s'était fortement persuadée que Dieu la destinait à sauver la patrie ». « Elle possédait toutes les vertus dont une âme simple est susceptible : conscience, piété, candeur, générosité, courage. » C'est une paysanne, et on est à l'époque du grand engouement pour les choses de la terre : « La vie agreste avait encore fortifié son corps naturellement robuste. » Notre historien est même parmi les premiers des vieux historiens à noter cette particularité de la vie intime : « Elle n'avait que l'extérieur de son sexe, sans éprouver les infirmités qui en caractérisent la faiblesse. » Et notre auteur, plus rompu que ses prédécesseurs à l'analyse psychiatrique, explique ainsi une exaltation de visionnaire : « Cette disposition de ses organes devait nécessairement augmenter la force active de son imagination. » Ce n'est plus du tout le ton du ^{xvii}^e siècle, c'est déjà celui du ^{xix}^e. Mais ce goût de l'interprétation rationaliste ne va jamais jusqu'à défigurer l'exposé des faits. Au contraire, l'auteur, parce qu'il ne croit pas au surnaturel, n'en est que plus à l'aise pour lui laisser libre cours, d'abord parce qu'il faut éviter l'anachronisme et conserver au milieu du ^{xv}^e siècle sa couleur propre, ensuite parce que l'histoire est belle et émouvante comme elle est : « Avant que de poursuivre ce récit des événements qui concernent cette fille singulière, il est à propos d'avertir les lecteurs de ne consulter que leurs lumières sur le jugement qu'ils doivent en porter. » Il ne s'agit pas de juger, mais de comprendre. « Nous nous bornerons à la simple exposition des faits attestés. Plus instruits, plus éclairés que ne l'étaient nos crédules ancêtres, certains prodiges ont

cessé d'être des problèmes pour nous. Trop de raisonnement exclut l'enthousiasme. *Transportons-nous pour quelque temps au xv^e siècle* (soulignons cette phrase qui annonce un sens nouveau et moderne de l'Histoire). Il ne s'agit pas de ce que nous pensons aujourd'hui des révélations de Jeanne d'Arc, mais de l'opinion qu'en eurent nos ancêtres ; puisque ce fut cette opinion qui produisit l'étonnante révolution dont nous allons rendre compte. » Et le récit traditionnel commence, toujours le même ; seul, le commentaire change. Si Jeanne reconnaît le dauphin à Chinon, c'est qu'elle avait déjà vu des portraits du prince, des effigies monétaires, elle était « informée de sa figure extérieure ». On retrouve le miracle de l'épée : « Ce serait toutefois une réticence infidèle que de laisser, à l'exemple de quelques-uns de nos historiens, à cette dernière circonstance une apparence de tragédie capable d'en imposer. » C'est bien simple, en effet : en allant à Chinon, Jeanne était passée par Fierbois, s'était arrêtée à l'église et, « toujours fidèle à des révélations dont elle se croyait favorisée, peut-être avait-elle, par une espèce de consécration, déposé cette épée dans la tombe d'un chevalier ». L'auteur tire la morale du succès de Jeanne à Orléans et à Reims : « C'était sur la parole de cette fille singulière qu'on formait une entreprise contraire à toutes les règles de la prudence humaine. On peut affirmer qu'en ce moment Jeanne d'Arc décida de la fortune de Charles. Il était perdu sans ressources, s'il eût échoué. C'est ainsi qu'une *providence* incompréhensible se plaît quelquefois à manifester le néant de nos spéculations politiques, par la simplicité des moyens qu'elle emploie pour les renverser. » L'auteur n'est pas un libre penseur, il croit à l'action de la Providence sur les choses humaines, mais il répugne au miracle.

Contrairement à ses prédécesseurs, le continuateur de Velly développe longuement le procès et la mort. Cette fois, il fait œuvre originale. Il ne se contente pas des compilations antérieures, muettes sur ce sujet. Il remonte aux sources, aux manuscrits du procès, conservés à la Bibliothèque royale. C'est sans doute, sauf erreur, un des premiers récits, avant Michelet, qui soit si proche du texte. Les réponses de Jeanne sont citées littéralement et imprimées en italique. L'auteur est ému. A Mézeray, qui a laissé un des récits les plus complets du xvii^e siècle, il reproche de n'avoir pas retenu l'« horreur » de Jeanne devant la mort, trait humain qui ennoblit l'héroïne au lieu de l'abaisser. Il raconte la mort, le cri de Jeanne au milieu des flammes. « On vit avec étonnement que le cœur n'avait point été consumé ; mais la surprise aurait cessé, si l'on avait fait la réflexion à la disposition du bûcher et au trouble de l'exécuteur. » Toujours le même souci de ne rien abandonner de la version traditionnelle et de tout expliquer naturellement. Ainsi « l'infortunée Jeanne d'Arc devait être la victime de ce siècle barbare ».

L'abbé Millot, dans son histoire de 1767, retrace avec respect l'aventure d'une Jeanne rationalisée comme celle de l'abbé Velly. Il accentue la responsabilité d'une religion dévoyée. Dès le temps de Philippe Auguste « le christianisme n'était presque plus reconnaissable ». A l'époque de Saint Louis « peut-on rien concevoir de plus affreux que l'état où se trouvait l'humanité ». Aussi Jeanne fut-elle victime de « cruels théologiens », dans un procès « conforme au génie de l'Inquisition ».

« La France aurait subi le joug si l'on eût été alors assez raisonneur pour ne pas croire à ses révélations. Mais avec une raison plus éclairée, on eût peut-être évité les fautes et les malheurs qui rendirent cette ressource nécessaire. »

Dans l'*Histoire du patriotisme français* (1769), Jeanne, naturalisée par Velly, est sécularisée par Rossel. Le patriotisme seul suffit à expliquer ce qui passa pour surnaturel : « Elle se croit inspirée, elle n'est que patriote. Elle part, pleine de cet enthousiasme patriotique qu'on prit alors et longtemps après encore pour une inspiration toute divine. » « Voilà tout le mystère de cet événement singulier dans lequel le peuple vit alors de la magie et du sortilège ; les dévôts du miraculeux ; les penseurs, un heureux artifice de la Cour... Notre siècle, avec plus de raison, n'y verra qu'un effet rare et extraordinaire, mais naturel, du patriotisme. » Rappelons ici le mot de Michelet : « Oui, selon la Religion et selon la Patrie, Jeanne d'Arc fut une Sainte. »

Au début du XIX^e siècle, en 1809, Anquetil reste fidèle au récit traditionnel, à quelques omissions près, comme celle de l'épée de Sainte-Catherine-de-Fierbois. Il ne se donne pas la peine de trouver des interprétations naturalistes. Il raconte sèchement, en prenant la précaution de réserver son opinion : « Racontons cet événement, comme si, à chaque action nous ne devions en être étonnés ni le paraître. » Et il conclut ainsi : « Un sage qui avait vu, admirait, hésitait de se prononcer. Imitons sa circonspection, nous qui ne savons que par le rapport d'autrui. Mais nous en savons assez pour assurer que l'histoire ne présente pas une autre héroïne de dix-sept ans, modèle de bravoure dans les combats, de sagesse dans les conseils, de sévérité dans les mœurs, inébranlable dans ses résolutions... Il serait difficile de lui trouver un défaut. » L'opinion d'Anquetil est encore un écho du XVIII^e siècle, où l'indifférence religieuse, plutôt la méfiance du surnaturel, coloraient de rationalisme l'histoire de Jeanne d'Arc dans la version traditionnelle, fixée au début du XVII^e siècle.

Le dernier des historiens compilateurs avant Michelet est Fantin des Odoard, qui reprit la compilation de l'abbé Velly et de ses continuateurs. Son édition de 1819, sans rien changer toujours à l'enchaînement des faits, traduit un sentiment nouveau, au moins chez les historiens, qui est déjà l'anticléricalisme moderne. C'est un retour à la version huguenote du XVI^e siècle.

L'auteur n'est pas hostile à la monarchie. Toute une partie de son livre apparaît comme une réhabilitation des rois condamnés par les historiens de l'Ancien Régime, du moins jusqu'à Louis XIV, le despote absolu. « J'ai entrepris de venger la mémoire de Philippe le Bel d'une injuste défaveur. » « Le véritable caractère de Louis XI paraît avoir échappé à tous nos historiens. » Il faut « l'absoudre de cette teinte sanguinaire gravée par tous nos historiens sur les pages de son histoire ». En effet, c'est dans ces classiques histoires de France, écrites sous l'Ancien Régime, que se trouve le répertoire de toutes les anecdotes destinées à alimenter au XIX^e et au XX^e siècle les polémiques royalistes et républicaines : Philippe le Bel bourreau des Templiers, les cages de fer du sanguinaire Louis XI, l'abandon de Jeanne d'Arc par Charles VII, Charles IX tirant d'une fenêtre du Louvre, le soir de la Saint-Barthélemy... mais il a fallu la Révolution pour que ces traits fussent affectés d'un sens polémique. Fantin des Odoard prend le parti des anciens rois contre Bossuet et le P. Daniel.

Mais ce royaliste, qui réhabilite Louis XI et Philippe le Bel, est libéral contre Louis XIV, et antireligieux contre Jeanne d'Arc. L'émotion du XVIII^e siècle, encore présente dans le sec récit d'Anquetil, laisse la place à un persiflage qui se réclame de Voltaire. Voltaire, qui n'avait pas eu d'influence sur les historiens de son temps, inspire au contraire directement ceux de la Restauration. Reprenant la thèse huguenote du XVI^e siècle, Fantin des Odoard reconnaît que le véritable héros « né pour le salut de la France est le bâtard d'Orléans ». Quant à Jeanne, « Mézeray (on se réfère toujours à Mézeray) conte que le prince de la milice céleste lui apparut, qu'elle fit des prédictions fidèlement accomplies ; ces fables ne sauraient être répétées aujourd'hui. Jeanne d'Arc était une servante d'hôtellerie à Vaucouleurs, robuste, montant chevaux à poil et faisant autres appertises que jeunes filles n'ont point accoutumé faire ». On devine l'intention. Jeanne d'Arc a donc été l'instrument des généraux : « Voilà tout le miracle. » Néanmoins « les particularités du procès de cette guerrière aussi infortunée que célèbre prouvent la bonne foi avec laquelle elle croyait à sa mission surnaturelle ». Et voici de quelle manière plaisante l'auteur explique la crédulité de Jeanne : « Me demanderait-on aujourd'hui comment elle avait été trompée ? mille moyens s'offraient dans ce siècle d'abuser de la crédulité d'une fille ignorante. S'il était possible de mêler avec un des éléments les plus graves de notre histoire, le langage de la plaisanterie, tout le monde a lu dans les contes de La Fontaine comment un moine impudique abusa d'une jeune fille, persuadant à sa mère que le ciel la destinait à devenir l'aïeule d'un pape. Des stratagèmes absurdes dans le XIX^e siècle étaient des machines assorties au temps où Jeanne d'Arc vivait. » On est bien loin des commentaires rationalistes, mais respectueux, de l'abbé Velly : dix ans

avant Michelet.

Ainsi, quand on suit un même thème au long des vieilles histoires, en vient-on à négliger le sujet, jamais enrichi par aucun apport nouveau ; par contre le récit, où les faits sont toujours semblables, mais le style et la manière toujours divers, devient pour nous, aujourd'hui, comme un miroir du temps – non pas le temps de l'événement raconté, mais le temps de l'historien qui raconte. L'Histoire de France, du ^{xv}^e au ^{xix}^e siècle, n'est pas une suite d'épisodes dont l'agencement et la valeur relative sont soumis à la révision de l'érudit, du critique, du philosophe. C'est un tout, bien à part des autres histoires – en particulier de l'Histoire romaine, un tout qu'on doit continuer, mais qu'on ne peut décomposer. A vrai dire, il existe une Histoire de France, comme il y a des sujets de tragédie ou d'opéra, comme il y a un Orphée, une Phèdre, que chacun reprend à son compte. C'est un sujet : non pas l'Histoire, mais l'Histoire de France, que chaque génération refait dans son style et selon sa manière. Cela implique une conscience du temps historique différente de celle du Moyen Age. Au Moyen Age, il n'y avait d'autre origine que celle du monde et de la création. Sous l'Ancien Régime, l'Histoire de France est au contraire une période privilégiée, dont l'origine est fixée au premier roi Pharamond, déjà semblable à tous les autres rois ses successeurs, et cette période privilégiée est mise à part du temps. Aussi perd-elle le caractère propre à l'histoire de particulariser un événement dans une suite de temps, par rapport à ce qui précède et à ce qui suit. Rien ne précède : il était une fois le premier roi de France. On a souvent reconnu ce phénomène de dé-historisation de l'Histoire sous l'Ancien Régime. Mais on n'a pas assez pris garde qu'il est surtout marqué pour le genre « Histoire de France » et qu'il n'a pas pour seule cause l'esprit classique, où l'homme est toujours semblable à lui-même. S'il provient du classicisme, c'est négativement, c'est-à-dire dans la mesure où le classicisme n'a pas permis de littérature à inspiration historique et nationale, comme celle des élisabéthains ou des Espagnols. L'appel au passé, aux époques où s'est formé le sens national, refoulé des genres nobles, a fait naître un genre à part, qui n'eut d'Histoire que le nom, où chaque génération construisait à sa façon et selon sa couleur propre son passé national ; et ce passé devait être exactement le même, puisqu'il était l'héritage commun, et toujours différent, puisqu'il était la propriété de chaque génération.

Les modernes ont tendance à ne pas accorder assez d'importance aux sentiments non écrits des périodes dont ils reconstituent l'histoire. La fidélité de l'ancienne France à sa tradition, déformée à chaque génération selon son optique spéciale, est un de ces sentiments dont l'importance est égale à la pauvreté et à la rareté de son expression. La persistance *d'une seule* Histoire de France, la même sous ses habits différents, pendant plus de trois siècles, permet cependant de le saisir au passage.

« L'Histoire de France » n'est pas une Histoire, pas même une Histoire officielle. Néanmoins la curiosité proprement historique existait au ^{xvii}^e siècle, quoique elle ne s'exprimât pas par une littérature. On la trouve dans le goût du document ancien : un goût de collectionneur qui conserve dans son « cabinet » ce qu'il peut réunir d'« antiquailles » et de « curiosités ». La manière d'être qui, au ^{xvii}^e siècle, correspond au plus près à notre souci historique d'aujourd'hui appartient, non pas à des écrivains, ni même à des savants, mais à des « antiquaires ».

Les premiers collectionneurs de la Renaissance avaient constitué des galeries d'antiques et des galeries de peinture. Des collections princières de ce genre, en France, en Italie, en Autriche... sont à l'origine de la plupart des grands musées d'Europe. Leur histoire est d'ailleurs bien connue et appartient

à la fois à la muséographie et à l'histoire de l'art. Mais, au XVI^e et au XVII^e siècle, il y eut d'autres collections, d'un caractère différent. On passe alors de la galerie d'art à la réunion de documents d'histoire, au cabinet historique.

La transition s'est faite par l'intermédiaire du portrait : portraits peints ou portraits gravés, ceux-ci plus populaires que ceux-là, portraits des personnages célèbres anciens et contemporains. La première collection de portraits est italienne, celle de P. Jove, vers 1520. Elle devint célèbre et suscita des imitations, ce qui permet de penser qu'elle correspondait au goût du temps. Les Médicis la reproduisirent à Florence, et Henri IV s'en inspira pour la petite Galerie du Louvre. On retrouve son influence dans toutes les collections de la fin du XVI^e et du début du XVII^e siècle. Or les portraits de Jove ne constituent pas une galerie d'art, c'est un musée d'histoire. Par ailleurs, P. Jove est un historien, un historien humaniste qui écrit dans la langue et à la manière de Tite-Live. Il a servi de modèle à l'Histoire de France de Paul Emile, la première Histoire de France de type classique, qui restaura dans les histoires nationales l'usage du latin, tombé en désuétude dès le Moyen Age. Mais P. Jove collectionneur est un historien plus proche de nous que l'imitateur de Tite-Live : son projet de réunir 240 portraits d'hommes célèbres correspond à un souci d'individualiser le passé et de le représenter concrètement, et le succès de son entreprise, en Italie, surtout en France, prouve bien qu'elle n'était pas la fantaisie d'un original.

Les images de P. Jove veulent être ressemblantes. On est allé aux sources : Fernand Cortés a envoyé son portrait, Barberousse a transmis les miniatures des sultans. Aussi ces portraits, qu'on a voulu authentiques, appartiennent-ils dans l'ensemble à l'époque de P. Jove, au présent le mieux connu et le plus familier. L'Histoire n'apparaît pas ici comme une reconstruction, tentée à partir d'un zéro choisi selon une certaine conception du monde, chrétienne, royale, humaniste... c'est une série d'observations à partir du temps présent.

Aussi est-ce parmi les personnages de la Renaissance italienne (écrivains, poètes, savants, hommes d'État, d'Église et de guerre) que P. Jove recrute la plupart de ses portraits. La part de l'Antiquité classique et sacrée est relativement moins importante que dans l'essai antérieur de Juste de Gand pour la bibliothèque du duc d'Urbin, à la fin du XV^e siècle : on ne retrouve plus Solon, Moïse, Salomon, ni Homère, Virgile, Cicéron, Aristote. La série des savants et poètes ne remonte pas au-delà d'Albert le Grand, celle des capitaines se contente d'Alexandre, Annibal, Artaxercès, Numa Pompilius, Romulus, Pyrrhus, Scipion l'Africain. D'ailleurs ces références discrètes à l'Antiquité disparaîtront tout à fait des galeries françaises postérieures.

Par contre le Moyen Age a pris une place dont on peut s'étonner chez cet historien humaniste. Albert le Grand ouvre la suite des savants, et c'est un passé légendaire, et parfois méprisé, qui unit les grands capitaines de l'Antiquité à ceux des temps modernes : Attila, Charlemagne, Frédéric Barberousse, Godefroi de Bouillon, Tamerlan, et les noms du Moyen Age italien de l'époque de Dante. Voilà qui est nouveau et curieux.

Enfin parmi la foule des contemporains, ou des deux ou trois générations précédentes, P. Jove a tenté d'élargir son champ au-delà de l'Italie familière : les Espagnols, les Impériaux, les Français sont mobilisés ; parmi les plus célèbres : Fernand Cortés et Christophe Colomb, les rois de France depuis Charles VIII jusqu'à Henri II : on notera que Jove n'est pas monté plus haut que Charles VIII, c'est à peu près le seuil au-delà duquel l'histoire est obscure et légendaire et ne laisse émerger que quelques noms prestigieux.

Il n'y a qu'un roi d'Angleterre : Henri VIII. P. Jove n'a pas essayé de s'y retrouver dans cette période confuse de l'histoire britannique. Par contre il a reconstitué la série entière des sultans ottomans, des corsaires Barberousse, car il s'agissait d'une histoire très proche de l'existence, dans cette Méditerranée du XVI^e siècle, hantée par la menace turque.

Ainsi le choix, dans le passé et le présent, paraît-il dicté par une observation familière, et l'iconographie, qui n'exige pas de relations logiques entre les toiles juxtaposées, s'accommode bien de cette manière empirique, que l'Histoire littéraire repoussera, jusqu'à nos jours.

Vers le milieu du xvi^e siècle, on trouve en France des collections inspirées de celle de P. Jove. L'une d'entre elles nous est connue dans son détail par un recueil des inscriptions en vers latins destinées à commenter chaque portrait, selon un procédé qu'on trouve ailleurs, jusqu'à la fin du xvii^e siècle. Laborde suppose qu'il s'agit de la Galerie de Catherine de Médicis. Elle est composée de portraits de François I^{er}, de ses deux femmes, de sa sœur Marguerite, de ses fils disparus (François I^{er} et l'un de ses deux enfants figurent dans le musée Jove), de la reine d'Écosse, d'Henri II, Catherine de Médicis, son fils François et sa bru Marie Stuart. Toute la famille, depuis François I^{er}. Suivent la maison de Lorraine, les Guise, Diane de Poitiers, qui devait bien s'imposer pour figurer dans la Galerie de Catherine de Médicis, si l'hypothèse de Laborde est juste, le connétable, l'amiral, les maréchaux de France, les derniers papes, le roi d'Espagne, la reine d'Angleterre, l'empereur accompagné des électeurs laïques et ecclésiastiques, de son parent, le roi de Bohême, enfin les princes italiens, les ducs de Ferrare, de Toscane : toutes les têtes couronnées de la chrétienté – de la chrétienté seulement – les grands officiers de la couronne de France, la famille royale depuis François I^{er}.

Cette liste est intéressante parce qu'elle n'est pas unique. De nombreux recueils de gravures et de dessins répètent des séries à peu près analogues, copiées les unes sur les autres à partir des originaux des ateliers de Clouet, aujourd'hui à Chantilly. La multiplication de ces recueils presque identiques de portraits, cette fabrication en série, prouvent leur popularité auprès du public du temps. Seule l'imagerie religieuse paraît avoir joui auparavant d'un succès comparable.

Chacun désormais voulait avoir chez lui, sur ses murs ou, le plus souvent, dans ses cartonniers, les effigies authentiques de la famille royale et de la Cour, qui n'en était pas séparée. Une série qui, dans la galerie personnelle de Catherine de Médicis, garde un caractère généalogique et familial, correspond à un sentiment collectif quand elle est réunie par un particulier, un officier de justice ou de finance, dans son cabinet.

On remarquera que ces recueils ne remontent pas au-delà de François I^{er}, même les plus anciens qui datent d'Henri II. D'autre part, ils ne cessent pas de partir de François I^{er}, lorsqu'ils datent de la fin du xvi^e siècle ou encore, parfois, du début du xvii^e siècle. Ces portraits ne sont pas historiques, ils sont bien des portraits contemporains. Pourquoi alors n'ont-ils pas laissé tomber François I^{er} vers les derniers tiers du siècle ? et pourquoi François I^{er} ?

Parce que, jusqu'à Henri IV, il y a une tranche de temps d'à peine un peu moins d'un siècle (de François I^{er} à Henri IV) que les contemporains se représentaient comme un présent indissociable, un bloc d'années qui demeurait toujours un présent. L'opinion commune ne conçoit pas un présent idéal, semblable à un point géométrique. Elle lui donne une consistance et une durée. Mais il arrive un moment où le présent s'est trop étendu, il est devenu fragile. Alors, sous l'effet d'une circonstance brutale, guerre, révolution, il se casse en deux, et des ruines de l'ancien présent, hier encore familier, surgit un passé subitement reculé. Ce passé, ainsi détaché du présent comme une branche trop lourde, peut être oublié, c'est le cas des sociétés sans histoire. Mais il peut être aussi recueilli : c'est ce qui arriva au début du xvii^e siècle, après la mort d'Henri IV, quand un collectionneur de 1628 colla sur papier 150 portraits du xvi^e siècle.

Ces images cessaient d'appartenir au présent qu'elles avaient informé, pour devenir les témoins d'un passé désormais fixé : au portrait contemporain succéda alors, vers le début du xvii^e siècle, le portrait historique.

On peut s'étonner que ce soit au XVII^e siècle seulement. L'illustre P. Jove avait bien représenté Charlemagne, Godefroi de Bouillon, Frédéric Barberousse. En France on n'imita pas cette évocation des lointaines origines. Est-ce parce qu'il existait alors une littérature historique plus proche des institutions concrètes que les fabuleuses *Annales* ou les *Histoires* à la Tite-Live ? On écrivit beaucoup sur les choses de la France vivante : les grands offices de la couronne, les cours de justice, le sacre. On s'interrogeait sur les origines et le sens de ces institutions : une philosophie politique demandait à l'Histoire la justification d'une monarchie tempérée par les compagnies d'officiers et les principes du sang. Cette littérature disparaît au XVII^e siècle sous l'influence d'un classicisme qui élimine de l'histoire le droit, privé et public, et d'un loyalisme monarchique qui ramène l'histoire à l'énumération des règnes et des actes royaux. Comme si l'histoire, expulsée de la littérature, se réfugiait dans l'iconographie, et dédaignée des écrivains, s'abritait chez les collectionneurs.

Il y eut cependant quelques précédents au XVI^e siècle, qui ont leur intérêt. En Poitou, un Gouffier avait surtout réuni des portraits de son temps. Mais sa curiosité débordait le seuil habituel de François I^{er}, il avait aussi des portraits du temps de Louis XII, de la femme de Charles VII, et même un portrait de Jean le Bon, celui qui est aujourd'hui au Louvre, après avoir été recueilli par Gaignères.

Je ne pense pas qu'on en sache beaucoup plus sur cette tentative pour remonter plus haut.

Par contre nous sommes bien renseignés sur les *Hommes illustres*, de Thevet, grâce à une note pénétrante de J. Adhémar. Cet étonnant capucin, né en 1500, devenu aumônier de Catherine de Médicis, se propose de reconstituer pour son recueil de gravures les portraits exacts des grands hommes du temps passé. Il reproche à P. Jove son inexactitude : celui-ci avait affublé Christophe Colomb d'une barbe et représenté un Grégoire de Naziance imberbe, contre toute vraisemblance ! Thevet recherche des médailles, considérées comme contemporaines, pour reproduire leurs effigies ; il réclame aux familles des documents. Ainsi la duchesse de Longueville lui donne-t-elle des documents pour graver un Dunois, et le duc de Lorraine, pour un Godefroi de Bouillon. Il relève déjà les effigies des tombeaux : Philippe de Valois, Eudes de Montreuil, Commines. Il s'intéresse aux héros du Moyen Age, même les plus éloignés de l'esprit de son temps, comme Pierre l'Ermite. C'est un esprit nouveau, un esprit de recherche du document, pour son exactitude et pour son pouvoir d'évocation.

Les grandes collections de portraits historiques se situent dans la première moitié du XVII^e siècle, et, si la dernière est plus tardive, elle apparaîtra sous Louis XIV comme une survivance de l'âge antérieur.

La plus ancienne est au château de Beauregard, près de Blois. Paul Ardier, qui acheta en 1617 la terre de Beauregard, était un homme de robe, un officier de finance. Contrôleur général des guerres en 1601, il devint trésorier de l'Épargne vers 1627. En 1631, il se retira à Beauregard où il mourut en 1638. Il avait commencé sa fortune à la cour des Valois, auprès du duc d'Anjou qu'il suivit en Pologne : il servit donc Henri III, Henri IV et Louis XIII. Il entreprit de modifier la décoration du château Renaissance où il termina ses jours, et plus spécialement celle de la grande galerie. Celle-ci n'a pas changé jusqu'à nos jours, et le visiteur peut encore évoquer la curiosité qui inspira sa composition. Cette galerie est une galerie d'histoire, sur ses murs, et une galerie de bataille, sur son sol. Les princes, les hommes d'État commençaient alors à s'entourer des scènes militaires auxquelles ils avaient participé : ainsi Richelieu dont les tableaux de bataille sont aujourd'hui à Versailles. Le Grand Condé continuera cette tradition à Chantilly. Ardier se contentera de carreler sa grande salle de faïences de Delft représentant la montre d'une armée, où les costumes, les armes, les instruments de musique, les insignes, sont reproduits avec exactitude : l'ancien contrôleur des Guerres s'intéressait plutôt aux troupes qu'aux opérations.

Sur les murs, la galerie d'histoire. Si on divise les boiseries dans le sens de la hauteur, la moitié supérieure est couverte de 363 portraits historiques disposés par règne, et la moitié inférieure porte les noms des rois, leurs devises, leurs emblèmes, et les dates de leurs règnes. Les portraits sont des bustes,

tous peints à la même échelle, dans les mêmes dimensions et selon la même facture, sur un fond neutre. Ils sont présentés de la manière la plus monotone, sans aucun ornement, les uns à côté des autres, sur trois rangs, tout au long de la galerie ; on dirait des images d'identité ou une exposition pédagogique. Seuls deux tableaux rompent cette suite interminable : Louis XIII en pied, grand comme 3 × 3 portraits en buste, et Henri IV, au-dessus de la cheminée, représenté sur un cheval caracolant en pleine nature. La position centrale est donnée à Henri IV, où parvient le passé et d'où provient le présent. Donc deux personnages seulement sont mis à part : Henri IV, à cause de son prestige, qu'éclipsera seulement plus tard celui de Louis XIV, et le roi régnant. Tous les autres sont figurés sans aucun souci esthétique, à la différence des autres galeries d'histoire ou de bataille. On ne peut se défendre de penser qu'il s'agit là d'une documentation réunie par un collectionneur d'images iconographiques, assez indifférent, ici du moins, à l'art. Le seul but était de juxtaposer bien sagement les traits authentiques des personnages de l'Histoire pour les connaître avec cette familiarité que donne seule la vue du visage humain. Quelque chose de très proche de l'album de photos ou du recueil d'illustrations, aujourd'hui.

Les portraits commencent avec Philippe VI de Valois. Comme la présentation est toujours la même, il suffira de citer, comme exemple, la liste des figures d'un règne, pour donner une idée de la composition d'ensemble de la galerie. Prenons le panneau de Charles VII qui comprend 24 portraits. Il débute par une inscription : « Règne du roy Charles VII commencé depuis l'année 1422 jusques à l'an 1461. » Il est composé des portraits dont je transcris ici la légende : Charles VII, roi de France. Philippe II, duc de Bourgogne, dit le Bon. Artus de Bretagne, connétable de France. Jean, comte de Dunois. Poton de Xaintrailles. Estienne de Vignolles, dit La Hire. Jeanne d'Arc, dite la Pucelle d'Orléans. Tannegui du Chastel. Jean de Bueil, comte de Sancerre, amiral de France. Henri II, roi d'Angleterre. Jean de Thallebot. Cosimus de Médicis Pat (*Pater Patrice*). Hercules I^{er}, duc de Ferrare. François Sforza, duc de Milan. Pierre d'Aubusson, grand maître de Rhodes. Amurat. Mahomet II. Constantin Paléologue, dernier empereur de Constantinople. Jean Huniades, gouverneur de Hongrie. Georges Castriot, dit Scanderberg. Antoine de Chabannes. René, duc de Lorraine. Guillaume, cardinal de Touteville. En général, on relève aussi les portraits de l'empereur, du pape, et, dans les derniers règnes, presque contemporains, des hommes de robe – même un secrétaire d'État de François I^{er}, Robertet, le seul « ministre », comme Rabelais est le seul écrivain, perdu au milieu des grands hommes d'État et d'Église, des princes et des capitaines : préoccupation très moderne qu'explique d'ailleurs en partie le fait que Robertet habita Beauregard avant Ardier.

Au Palais Cardinal, Richelieu avait aussi une galerie d'histoire. Elle a en partie disparu, mais on la connaît dans son ensemble par les reproductions gravées qui furent publiées. Elle comprenait seulement 25 portraits. C'était une anthologie ; le but n'était pas seulement documentaire, comme à Beauregard, mais patriotique, politique, et aussi de discrète apologie personnelle : Richelieu s'est donné le mal de reconstituer la série des hommes d'Église qui ont joué un rôle politique en France. Il commence par Suger, le Richelieu de cet autre Louis. Suivent le cardinal d'Amboise, même le cardinal de Lorraine, quoique le souvenir des Guise dût être assez peu honoré, et enfin Richelieu. Jeanne d'Arc est la seule femme de la Galerie Cardinal, ce qui souligne son caractère d'héroïne nationale à cette époque. Tous les autres portraits représentent des hommes de guerre, de Simon de Montfort au connétable de Lesdiguières : les grands capitaines de l'Histoire de France.

Les deux dernières galeries historiques qui subsistent encore aujourd'hui, pour être moins anciennes, appartenaient à des attardés qui prolongeaient sous Louis XIV des habitudes d'esprit du demi-siècle précédent : la Grande Mademoiselle et Rabutin.

La Grande Mademoiselle eut l'idée de reconstituer la série complète de ses ancêtres, de tous les Bourbons, depuis Robert comte de Clermont, fils de Saint Louis : c'est le cabinet Bourbon. Il est tombé

par héritage dans la famille d'Orléans, et, à l'époque où Dimier écrivait son livre sur le *Portrait au XVI^e siècle*, il était passé du château d'Eu en Angleterre. A son sujet, je n'ai trouvé qu'un catalogue de 1836 qui donne seulement les noms de chaque portrait, sans autre détail. On ne peut donc retenir ici que le thème généalogique. Ce n'est pas tout à fait l'idée de Saint Louis à Saint-Denis, de Philippe le Bel au Palais de la Cité, plus nationale que dynastique, et plus dynastique que généalogique. On songe plutôt au tombeau de l'empereur Maximilien à Innsbruck, précédé d'une double rangée d'ancêtres de bronze. On n'imagine guère Louis XIV, si fier qu'il fût, comme tous ses sujets, de l'ancienneté de sa Maison, recueillant les images de ses lointains parents, avant l'avènement d'Henri IV. A peine sauva-t-il de la dispersion des collections Gaignères le Jean le Bon du Louvre.

D'ailleurs on peut se demander si, au XVII^e siècle, l'idée monarchique ne se distingue pas plus nettement de l'idée familiale. L'économie de la nécropole royale de Saint-Denis est remarquable à cet égard : le dessein de Saint Louis a été poursuivi par ses successeurs jusqu'au dernier Valois seulement. A partir d'Henri IV les rois sont bien enterrés à Saint-Denis, mais dans une sorte d'anonymat, une fosse commune des rois ; ils n'ont plus de monument funéraire et ne se préoccupent pas de continuer la suite commencée par Saint Louis depuis Clovis. La série des rois existe bien dans la littérature de l'Histoire de France, dans des iconographies privées, elle n'est plus officiellement entretenue à Saint-Denis. Répugnance à imaginer trop concrètement, par une consécration monumentale, la mort du Roi qui ne meurt pas ? Prédominance de la liturgie royale, popularisée par la gravure, qui se répète sans égard à l'écoulement du temps ? Peu importe ici ; il suffit de souligner le caractère particulier au dessein de la Grande Mademoiselle, celle-ci a moins agi en princesse du sang qu'en héritière d'une noble Maison, semblable en cela à d'autres familles de son temps, où la filiation, attestée par la généalogie, fixait la place qu'on devait occuper dans la hiérarchie sociale et fournissait la matière d'une littérature sur les origines familiales.

Cette entreprise est donc plus généalogique qu'historique, aussi nous intéresse-t-elle moins ici, sauf dans la mesure où elle n'est pas une généalogie écrite, destinée à prouver l'antiquité d'une lignée, mais une manière de se représenter visuellement des personnages du passé.

La galerie de Rabutin, le cousin de M^{me} de Sévigné, a été réunie dans son château de Bourgogne entre 1666, date de sa sortie de la Bastille, où l'avait conduit l'*Histoire amoureuse des Gaules*, et 1682, date de son retour en grâce à la Cour. Rabutin avait moins d'ordre et de curiosité historique que l'ancien trésorier de l'Épargne, seigneur de Beauregard. Ses collections de portraits sont moins méthodiques. Elles sont cependant groupées selon les sujets en trois salles : les capitaines, les rois et les personnages célèbres, les femmes célèbres, depuis Agnès Sorel.

C'est la dernière galerie historique avant celle de Louis-Philippe. Disparaissent d'abord la vogue du portrait contemporain, telle qu'elle existait au XVI^e siècle, ensuite le goût du portrait rétrospectif, tel qu'il s'était manifesté pendant la première moitié du XVII^e siècle, témoignage d'une sensibilité particulière à l'Histoire.

Avant d'en finir avec le portrait historique, tentons, par la comparaison des personnages historiques représentés, de nous faire une idée de leur popularité relative, au début du XVII^e siècle.

Pour les collectionneurs de portraits, l'histoire commence à peu près à la même époque. Si on met à part Jove, qui ignore l'Histoire de France, Beauregard et Rabutin partent des premiers Valois : le règne de Philippe VI, à Beauregard, Agnès Sorel et du Guesclin à Rabutin. Richelieu est remonté plus haut, sans doute à cause du cas si séduisant de Suger, mais on compte seulement deux noms avant les premiers Valois, deux noms sur 25.

L'avènement des Valois, les alentours de 1400, marquaient l'origine d'une certaine Histoire familiale, au-delà de laquelle on ne remontait pas. C'était l'histoire vivante, recueillie par tradition orale, celle à

laquelle on se référait couramment dans les entretiens politiques ou privés. Encore au XVIII^e siècle, Voltaire l’opposait à celle des périodes antérieures dont il jugeait la connaissance inutile : « Il me semble que si l’on voulait mettre le temps à profit, on ne passerait pas sa vie à s’infatuer de fables anciennes. Je voudrais qu’un jeune homme, après avoir une teinture légère des temps reculés, commençât l’étude sérieuse de l’histoire, au temps où elle devient véritablement intéressante pour nous, c’est-à-dire vers la fin du XV^e siècle. »

Cette histoire familière, orale et iconographique, l’histoire « moderne » de cette époque, se distinguait donc de l’histoire savante, celle des livres compilés les uns sur les autres. Chacune partait d’un point d’origine différent : Pharamond, pour l’Histoire de France littéraire, les Valois, pour l’histoire familière. Il faut ici se rappeler ce que nous disions plus haut à propos du présent prolongé de François I^{er} à Henri III, et de ce second présent, celui d’Henri IV, symbolisé par le portrait équestre du premier Bourbon sur la cheminée de Beauregard. Le XVII^e siècle n’avait pas le sentiment, au moins naïf, d’une durée historique continue, qui avait été, au contraire, si fort au Moyen Age, où il n’y avait d’Histoire qu’universelle, remontant à la création du Monde. L’entreprise de Bossuet est à cet égard exceptionnelle et anachronique, trop médiévale, ou trop en avance sur le providentialisme maistrien. Au XVII^e siècle, on ne vivait pas dans *une* histoire, mais dans *plusieurs* systèmes particuliers d’Histoire, dont chacun adoptait une origine différente, des axes de coordonnées différents : l’Histoire de France – l’Histoire familière depuis les Valois –, l’Histoire du présent contemporain, qui commençait à François I^{er}, pour le XVI^e siècle, à Henri IV pour la première moitié du XVII^e siècle, à Louis XIV pour le XVIII^e siècle : autant de blocs de temps autonomes.

Il y a des analogies certaines entre les galeries de Jove et de Beauregard. Sans doute Jove ignore-t-il l’Histoire de France et ne représente ses rois qu’à partir de Charles VIII. Mais un grand nombre d’Italiens, d’Espagnols, de Turcs et de Barbaresques sont communs aux listes de Jove et de Beauregard. Il semble bien que les personnages de la Méditerranée italo-hispano-turque des XV^e et XVI^e siècles, si nombreux chez Jove, avaient encore une actualité suffisante au début du XVII^e siècle pour intéresser Ardier et déterminer son choix : les sultans ottomans, Tamerlan, les Barberousse, Savonarole, César Borgia, Christophe Colomb, Gonzalve de Cordoue, le duc d’Albe... Au contraire, ils n’appartenaient plus qu’à une histoire morte au temps de Rabutin. Il n’y a plus dans sa galerie qu’un Italien du répertoire Jove : Piccolomini, qui manque d’ailleurs à Beauregard, et un Espagnol, le duc d’Albe. Les sultans turcs, les princes barbaresques, Scandenberg, qui étaient chez Jove et chez Ardier, ont disparu des murs de Rabutin. Le cosmopolitisme méditerranéen n’était plus senti par les amateurs d’iconographie : il subsistait seulement dans les recueils gravés de costumes exotiques.

A Rabutin, il y a une salle réservée aux dames, et une autre aux capitaines : c’est encore la division de Brantôme. Par contre ni Jove, ni Ardier, ni Richelieu ne s’intéressent particulièrement aux femmes. Mettons à part les souveraines, les princesses du sang, les régentes, qui ont leur place parmi les hommes d’État. On les trouve à Beauregard, mais elles n’ont même pas droit de cité au Palais Cardinal. Aussi les quelques portraits de femmes qui ont pu vaincre cet ostracisme doivent-ils être particulièrement significatifs : ceux qu’on ne pouvait pas omettre. Il y en a seulement deux. Deux à Beauregard, et un seul au Palais Cardinal. A Beauregard : Jeanne d’Arc et Diane de Poitiers. Diane de Poitiers est la seule femme galante admise dans cette austère collection. Au Palais Cardinal : Jeanne d’Arc seule.

Les musées iconographiques italiens accueillent largement les philosophes, les artistes. Au contraire les Français les ignorent : Rabelais est le seul écrivain représenté à Beauregard. Les galeries sont exclusivement politiques, militaires et galantes.

Parmi ces hommes d’État et ces capitaines, essayons-nous à dresser un petit palmarès des noms les

plus souvent cités. Un seul est quatre fois cité, commun à Jove, pourtant si peu curieux des choses de France, à Beauregard, au Palais Cardinal, à Rabutin : celui de Gaston de Foix, qu'une carrière brève et glorieuse avait rendu le plus populaire de tous les capitaines de l'Histoire. A vrai dire, il en eût été de même du connétable de Bourbon, si Richelieu ne l'avait ignoré délibérément : il est chez Jove, à Beauregard, il est toujours chez Rabutin. L'étonnant est qu'il ne soit pas à la Galerie Cardinal : sa trahison n'avait pas alors dans l'opinion commune le sens infamant qu'elle a pris dans les sociétés modernes où l'impératif national est devenu plus rigoureux. L'histoire du XVII^e siècle, même à son déclin, présente d'autres exemples de ces passages d'un camp à l'autre : le Grand Condé, et plus tard, cet étonnant Bonneval qui mourra pacha à Constantinople, après avoir servi sous le prince Eugène contre son roi. L'opinion ne leur en tenait pas rigueur très longtemps. Mais déjà Richelieu n'acceptait plus ce laisser-aller archaïque et l'absence du connétable de Bourbon dans sa galerie signifie l'avènement d'une conception plus rigide de la discipline civique et militaire.

Trois fois nommé avec le connétable de Bourbon : du Guesclin, le plus ancien des héros populaires. Richelieu a tenté de remonter plus haut, jusqu'à un connétable de Philippe le Bel et des premiers Valois. Mais il est le seul à le connaître : c'est une entreprise archéologique sans lendemain. D'abord du Guesclin. Ensuite viennent Jeanne d'Arc et ses compagnons. Jeanne d'Arc est seulement à Beauregard et au Palais Cardinal. Rabutin l'a oubliée, sans doute volontairement ; il ne croyait pas aux femmes qui gardent leur vertu dans les camps ! Mais tous les Français sont unanimes pour choisir Dunois, le bâtard d'Orléans. Il est le héros le plus célèbre en France. De nos jours Jeanne d'Arc l'a emporté, dans le sentiment populaire, et Dunois n'est guère connu, sinon des historiens. Mais au XVII^e siècle, il passait avant Jeanne d'Arc. Leurs autres compagnons, La Hire et Xaintrailles partageaient cette renommée : ils étaient à Beauregard comme à Rabutin, et si Richelieu les a omis, c'est qu'il devait choisir. D'ailleurs ils figuraient sur l'imagerie la plus commune, sur les jeux de cartes. C'est curieux comme le souvenir de l'épopée militaire de Dunois et de Jeanne d'Arc était encore vivant au XVII^e siècle.

Après les héros de la guerre de Cent Ans, de Du Guesclin à Jeanne d'Arc, ceux des guerres d'Italie : La Trémouille « qui, comme l'écrit le commentateur des gravures de la Galerie Cardinal, endossa le harnais à quinze ans et qui le quitta avec la vie, à l'âge de quatre-vingts, dans une bataille » à Pavie. Gaston de Foix, le connétable de Bourbon, comme on vient de le voir, et Bayard. Notons que Rabutin a omis Bayard, alors qu'il a conservé le connétable de Bourbon. Mais le « bon chevalier sans peur et sans reproche » était aussi populaire que son adversaire.

Tels étaient donc les noms historiques les plus familiers dans les plus lointaines périodes connues. Leur succèdent, plus nombreuses, comme c'est naturel, les grandes figures des guerres de Religion : un passé très proche, vieux de moins d'un siècle, même pour Rabutin ; par exemple, Anne de Montmorency, le premier duc de Guise, vainqueur de Calais, Monluc dont on disait « notre brave Monluc », comme on disait de Bayard : « le bon chevalier ».

Ce sont des hommes de guerre.

Un seul homme d'Église réussit à gagner trois suffrages : le cardinal d'Amboise, le premier des grands cardinaux hommes d'État, serviteurs du roi. Richelieu s'intéresse aux cardinaux, parce qu'il est un des leurs. Mais Rabutin ne s'y arrête guère. Par contre il retient Michel de l'Hospital que Richelieu a passé sous silence, mais qui figure aussi à Beauregard où les hommes de robe sont moins rares.

Les noms familiers à tous sont donc ceux des grands capitaines, heureux ou malheureux, parfois étrangers, comme le duc d'Albe, souvent déjà dans la légende, ou bien près d'y entrer. Après eux, viennent quelques femmes belles et galantes. Cela n'apparaît pas assez dans l'analyse qui précède, parce que ni le trésorier de Beauregard ni Richelieu n'étaient d'humeur à collectionner les grandes amoureuses. Mais il faut citer au moins deux noms, souvent répétés, deux visages souvent reproduits : Agnès Sorel,

qui fit parfois figure de rivale de Jeanne d'Arc dans les versions hostiles au rôle surnaturel de la Pucelle, et Diane de Poitiers, trop proche et trop célèbre pour qu'Ardier pût lui interdire les murs de sa galerie.

La bravoure et la galanterie : thèmes que nous retrouverons plus loin dans le roman de chevalerie et d'amour.

Dans la seconde moitié du XVII^e siècle, les galeries d'histoire disparaissent. Non pas que la curiosité qui les avait provoquées soit morte, mais elle s'est modifiée, et en particulier s'est confondue avec un goût nouveau, celui de l'érudition. D'excellents livres ont été consacrés, à la fin du XIX^e siècle, aux grands érudits bénédictins et laïques de cette époque. Il n'y a pas lieu de les reprendre, mais de souligner la greffe de l'érudit sur l'antiquaire.

Les premiers érudits furent, à la fin du XVI^e et au début du XVII^e siècle, les collectionneurs. Non pas tant des collectionneurs de portraits, mais des collectionneurs de textes et de manuscrits.

Les Ardier de Beauregard, les Gouffier auparavant, étaient des bourgeois d'offices, mêlés à la politique, à l'économie, à la guerre. Les collectionneurs de textes, premiers érudits, sont plus particulièrement des parlementaires, ou des avocats au Parlement, au moins au début du XVII^e siècle. Ainsi, de Thou, président au Parlement de Paris, qui laissa une histoire de son temps, mais en langue latine. Il réunissait dans son « cabinet », où des antiques rappelaient le goût de la Renaissance, à la fois les amateurs de textes et d'histoire, et les beaux esprits. On lui confiait aussi le soin de diriger les jeunes vocations historiques, comme celle du cadet des Godefroy.

Les Godefroy appartenaient à une famille curieuse qui, de père en fils, s'adonna au droit et à l'histoire tout au long du XVII^e siècle. Remarquons en passant cette alliance du droit et de l'érudition historique, à opposer à celle de l'Histoire de France – selon Sorel ou Mézeray – et de la littérature. Denis Godefroy était un protestant, ancien avocat au Parlement, qui, en 1579, avait émigré à Genève. Il enseigna le droit à Strasbourg, puis à Heidelberg. Outre des ouvrages de droit, un *corpus juris civilis*, outre un recueil des grammairiens latins depuis Varron, et des éditions de Cicéron, il laissa un traité d'histoire romaine. C'est encore l'esprit des humanistes de la Renaissance. En mars 1611, il envoie son fils Jacques à Paris, muni d'une lettre de recommandation auprès du président de Thou. « Le présent porteur est le second de mes fils, lequel j'envoie par-delà pour se mettre et façonner au barreau. Il a quelques assez bons fondements en droit, et à celui, joint l'histoire, *mesme la gauloise et la franque* (mesme : on doit entendre que la romaine était un sujet d'études plus répandu). En sorte qu'il peut fournir les années presque entières jusques en l'an 500 de J.-C. (tout se passe donc comme si, à partir de 500, il est inutile d'apprendre par cœur la chronologie). Il délibère néanmoins faire son premier essay par quatre ou cinq feuilles et une charte topographique en laquelle il représente à vue d'œil la vraie origine de *nos* Franks. »

Trois ans plus tard, le vieux Godefroy écrit à nouveau à de Thou : « Je n'ose vous importuner pour mon jeune fils, lequel je scay avoir assez bien profité au droict et à l'histoire, *singulièrement franque*. Il m'a esté sur les bras par-delà l'espace de trois ans, sans se mectre, comme il debvrait, au Palais. C'est pourquoi je le rappelle pour entendre sa résolution et y pourveoir comme il plaira à Dieu me donner, c'est à sçavoir le renvoyer par-delà ou l'adresser ailleurs pour parachever son histoire franque sur laquelle je scay qu'il a fidellement et curieusement travaillé. »

Pendant son séjour à Paris, où il avait suivi le chancelier du Vair, Peiresc fréquentait le cabinet de Thou. Il était conseiller au parlement de Provence, et vécut à Aix où il accumula les documents les plus hétéroclites, d'archéologie, d'histoire, de sciences naturelles et d'astronomie.

Après la mort du président de Thou, les frères Dupuy réunirent dans leur cabinet les habitués du

magistrat érudit dont ils étaient les héritiers spirituels. Leur père avait été conseiller au Parlement de Paris, où l'un d'entre eux plaidait comme avocat.

Du Cange appartient à la génération suivante, il est né en 1610. Mais il sort aussi d'une famille de robe, titulaire d'offices de judicature de Picardie : on s'y transmettait de père en fils la prévôté de Beauquesne. L'un des frères aînés de Du Cange s'établit à Paris comme avocat au Parlement. Lui-même, avant de fuir une peste à Amiens, avait acheté l'office de trésorier de France dans la généralité d'Amiens.

Ces cercles de robe ne ressemblaient ni au milieu plus bohème de l'humanisme de la Renaissance, ni aux réunions plus mondaines des salons et de Versailles, au XVII^e siècle ; c'est parmi eux que se développa la curiosité historique du document écrit, dès la fin du XVI^e siècle.

On peut penser que l'exercice de leurs professions contraignait ces avocats, ces juges, à manier des textes souvent très anciens, médiévaux, carolingiens, byzantins, et romains, car le droit, romain ou coutumier, n'a pas connu, avant la Révolution, de rupture de temps qui périrait les textes anciens et dispensa d'y recourir. Aussi pouvaient-ils facilement vaincre les difficultés d'écritures, de langue et de terminologie qui hérissaient les diplômes et les documents médiévaux. Cependant, cette continuité chronologique du passé au présent n'était pas toujours favorable à un esprit de recherche historique, dans la mesure où le passé devenait professionnellement trop familier, et ne se séparait pas assez du présent. Le hiatus de 1789-1815 permit un dépaysement dans le temps qui facilita le triomphe d'Augustin Thierry, de Guizot, de Michelet, sur Velly, Anquetil et Mézeray.

La curiosité historique des parlementaires du début du XVII^e siècle ne provient pas seulement de leur formation professionnelle. Il dut y avoir à l'origine, dans cette bourgeoisie officière issue de la crise économique du XVI^e siècle, un souci d'affirmer par les textes les prérogatives sociales, politiques, voire simplement protocolaires, de leurs compagnies et, d'une manière plus générale, de leur classe. Les Histoires de France écrites pendant la seconde moitié du XVI^e siècle diffèrent dans leur composition des annales qui les précédaient et des histoires littéraires qui leur succéderont. Le récit des événements chronologiques – où nous avons pratiqué plus haut quelques sondages – n'épuise pas le sujet : il forme seulement une moitié de l'ouvrage, et il est parfois suivi d'une seconde partie, conçue comme un manuel d'institutions. Il s'agit d'expliquer les origines des principaux organes de la monarchie : la couronne et le sacre, les princes du sang, les grands offices, les cours souveraines de justice, afin de dégager une philosophie politique selon laquelle l'absolutisme royal était tempéré par des institutions coutumières où la bourgeoisie parlementaire avait acquis une place importante.

Plus tard cette curiosité avait été alimentée par la mise en circulation de nombreux manuscrits jusqu'alors enfouis et oubliés dans les bibliothèques des abbayes, et que les pillages et les ruines, dus aux guerres de Religion, avaient dispersés. Désormais, les amateurs collectionnèrent des manuscrits, comme ils collectionnaient déjà des antiques et des monnaies. De Thou, les Godefroy, les Denis, Mazarin, Colbert, avaient dans leurs bibliothèques, à côté de leurs fonds d'imprimés, des portefeuilles de manuscrits. Ces dépôts privés de manuscrits ont été les sources où puisèrent les érudits de l'Ancien Régime, jusqu'à ce que la Révolution achevât la concentration des archives commencée au XVI^e siècle. Ainsi Bernard de Montfaucon, dans la Préface de ses *Monuments de la monarchie française*, cite parmi ses sources les collections accumulées par Peiresc dans son hôtel d'Aix : « C'est à M. de Mozanges, président au parlement d'Aix (sans doute héritier de Peiresc ou acquéreur de ses papiers) que je suis redevable de toutes les figures de Charlemagne qui se trouvent à Aix-la-Chapelle, et de plusieurs autres pièces tirées des manuscrits de l'illustre M. de Peiresc. » Et Montfaucon écrivait un siècle après Peiresc.

Il ne s'agissait d'ailleurs pas d'une manie de collectionneur : le manuscrit n'était pas recherché seulement comme objet précieux, mais on le considérait si bien comme document d'histoire qu'on se contentait, faute de le posséder, de le recopier, ou de l'inventorier, ou de le résumer. Aussi Peiresc,

Henri II Godefroy, parmi d'autres, entretenaient-ils de véritables ateliers de copistes, comme les abbés du Moyen Âge. D'après un de ses récents biographes, M. Cahen-Salvador, Peiresc « a installé un secrétaire-dessinateur, un relieur, des copistes, qui mettent en ordre ses documents, reproduisent les pièces rares, les dessins (d'où l'intérêt de ce fonds qui servit à Montfaucon, comme Montfaucon servit à Émile Mâle), les manuscrits, pour qu'il puisse ou en garder trace dans sa documentation ou en envoyer des exemplaires à ses correspondants et amis ». « Le principal but de nos recherches, écrit Peiresc, ne tend qu'à en faire part à ceux qui en peuvent être curieux, et qui en peuvent faire leur profit. » De même, cinquante ans plus tard, en 1673, Denys II Godefroy employait-il quatre « écrivains » et cinq « aides », nourris, logés, payés.

Ces textes n'étaient pas seulement réunis, reproduits, inventoriés, analysés. On commençait alors à les publier, dès 1588, avec Pithou, premier éditeur d'une « collection » de textes inédits : collection, le mot répond à la fois au sens bibliographique moderne, et à l'ancienne notion d'antiquaire de cabinet. En 1618, André Duchesne publie une *Bibliothèque des auteurs ayant traité de l'Histoire de France*, puis les *Historiae Normanorum Scriptores Antiqui*. Il prévoyait une collection plus complète en 24 volumes in-folio. Le projet fut repris plus tard, à la fin du siècle, par Colbert et les bénédictins de Saint-Maur, et continué au XVIII^e siècle poursuivi au XIX^e, par l'Institut. On suit bien ici la filiation qui relie les premiers collectionneurs du XVII^e siècle à l'érudition moderne.

Néanmoins ces magistrats amateurs conservaient, dans leurs méthodes de travail, des habitudes d'esprit et des préoccupations qui seront abandonnées par leurs successeurs de l'époque Louis XIV, et qui tiennent encore à la Renaissance et à l'encyclopédisme des humanistes.

Leur érudition n'est pas toujours gratuite, et reste liée à la politique ou à la vie sociale. Vers 1620, Peiresc, Godefroy, Duchesne, tous les savants des cabinets de Thou et Dupuy, sont mobilisés pour répondre au libelle d'un auteur flamand qui prétend prouver que la Maison d'Autriche descend en droite ligne mâle de Pharamond, le premier roi de France. En 1624 Théodore Godefroy publie un traité *De la vraie origine de la Maison d'Autriche*, où il démontre qu'elle descend des petits comtes de Habsbourg, et encore, par les femmes, origine tardive et modeste. Les généalogies occupent une grande place dans leurs préoccupations ; Théodore Godefroy dressa les généalogies des familles de Portugal, de Lorraine, de Bar, le plus souvent avec une arrière-pensée favorable aux droits des Bourbons. Ce goût de la généalogie durera encore jusqu'à l'extrême fin du siècle, avec d'Hozier, Gaignères, Clérambault. Si, pour un homme des deux derniers siècles de l'Ancien Régime, l'Histoire de France est proprement dynastique, l'Histoire tout court tend toujours à devenir familiale. Le malheureux Baluze a provoqué sa disgrâce et la malice plus durable de Saint-Simon, en risquant sa réputation à propos des origines de la Maison d'Auvergne.

Peiresc a conservé la passion de la fin du Moyen Âge pour les armoiries. On a noté assez justement que l'héraldique était la seule science médiévale qui fût parvenue à se créer une terminologie propre.

Sur les 17 recueils de notes de Peiresc, conservés à la bibliothèque Inguimbertaine de Carpentras, deux concernent les Armoiries et Blasons.

Peiresc se préoccupe aussi de réunir des documents sur les préséances de la compagnie à laquelle il appartient : les cartonniers de ce temps contiennent tout un fonds de textes sur les préséances et les rangs.

Cette curiosité du texte historique, pendant la première moitié du XVII^e siècle, n'excluait pas le document iconographique, monumental. Peiresc s'intéressait aux tombeaux de Saint-Denis et copiait des dessins qui ont, plus tard, servi à Montfaucon. Mais c'est surtout à la fin du XVII^e siècle et au début du XVIII^e siècle que la recherche iconographique devient une branche de l'érudition, telle qu'elle continuait à se développer dans des voies de plus en plus scientifiques autour des bénédictins, à Saint-Germain-des-Prés en particulier. Le bric-à-brac n'a pas tout à fait disparu dans les papiers de Gaignères, mais on a

affaire à de véritables spécialistes, qui répugneraient à l'encyclopédisme d'un Peiresc, passant des sciences naturelles et de l'astronomie aux inventaires de la Cour des comptes.

Les deux noms à retenir, les plus suggestifs à cet égard, sont ceux de Gaignères et de Montfaucon.

Une description de la Ville de Paris, de 1713, nous donne une idée de l'importance que les contemporains attribuaient aux collections réunies par Gaignères : « Un cabinet sans pareil, si l'on considère qu'il contient une infinité de choses concernant les *bas siècles* qui ne se retrouvent point du tout ailleurs. » C'est un véritable musée, dirions-nous aujourd'hui. « Il est rempli d'une très grande quantité de portraits de toutes les personnes qui ont laissé quelque nom, dont le nombre monte à 27 000. » A côté des portraits, qui continuent, mais dans un autre esprit, la tradition apparemment interrompue des galeries historiques, « les dessins des plus considérables tombeaux, de même que des vitres des plus belles églises de France ». On pourrait même ajouter, car nous connaissons une partie de ces collections déposées au cabinet des Estampes, des tapisseries des *xv^e* et *xvi^e* siècles, aujourd'hui disparues. L'auteur de la *Description* attire l'attention du visiteur sur le portrait du roi Jean et le tableau du bal à la cour d'Henri III (on l'a intitulé ensuite le mariage de Joyeuse), qui jouissaient d'une renommée particulière. Ceci pour les gravures, les peintures et les dessins. Le guide signale ensuite les fonds de manuscrits et d'autographes : « Plusieurs volumes d'anciennes écritures originales de quantité de personnes illustres... qui ont signé de leurs propres mains. » Et aussi, de menues curiosités de collectionneurs : des jetons et de vieux jeux de cartes (c'est l'aspect « collection » qui subsiste à côté de fonds presque scientifiques), la série des chevaliers du Saint-Esprit, que Gaignères avait installée dans sa chambre à coucher ! Mais il souligne la principale des richesses de l'hôtel Gaignères : « Une des choses les plus singulières et des plus rares est un recueil de toutes les modes d'habits que l'on a portés en France, mais aussi à l'étranger, en Allemagne, depuis le règne de Saint Louis jusqu'à présent... tirées de diverses peintures anciennes avec un fort grand soin. »

L'hôtel de Gaignères était un des musées privés – mais presque tous les musées étaient privés avant la Révolution – les plus célèbres de Paris, qu'un voyageur devait s'efforcer de visiter.

Il existait donc, à la fin du règne de Louis XIV, un musée dont la visite était conseillée par les guides aux touristes. C'était, avant le Versailles de Louis-Philippe, un vrai musée d'histoire de France, divisé en trois sections : les portraits, comme à Beauregard, mais presque cent fois plus nombreux, les monuments, comme chez Montfaucon, les costumes. Cette impressionnante réunion de documents constitue un fait de première importance pour l'histoire des idées ; cela peut paraître une lapalissade, et pourtant, seuls les historiens de l'art se sont intéressés à Gaignères, parce que ses dessins conservent les représentations de monuments disparus, et parce que ses collections constituent un des fonds importants du cabinet des Estampes : il fallait donc reconstituer son origine. Mais les historiens politiques, littéraires, sociaux, ne s'en sont guère souciés comme si cela n'était pas étonnant qu'un homme de la fin du *xvii^e* siècle ait consacré sa vie et sa fortune à réunir une iconographie de l'histoire de France et des mœurs vestimentaires des Français ! Il faut bien le dire, le fait Gaignères est tout à fait extraordinaire et curieux. Dans une certaine mesure, il se rattache à une tradition : celle du portrait historique, que nous connaissons, et celle des recueils de modes et d'habits, encore assez répandus vers le milieu du *xvii^e* siècle, et qui témoignent d'ailleurs d'une curiosité caractéristique des usages de la vie, car il ne s'agit pas toujours de costumes de Cour. Certainement Gaignères a conservé des manies de collectionneurs : jetons, cartes à jouer l'intéressent. Mais il ne collectionnerait pas n'importe quoi, comme Peiresc. Il n'a aucune curiosité pour les sciences naturelles, et il ne s'intéresse pas à l'antique. Un de ses correspondants lui écrit, à propos de ses trouvailles : « Mais il le sait peu curieux d'antiquités romaines. » C'est un trait assez remarquable pour l'époque. Enfin sa vie et ses lettres témoignent d'un esprit de recherche qui dépasse la passion du collectionneur ou la fantaisie d'un amateur de portraits de

galerie. Gaignères n'est pas seul. Il est en liaison avec des bénédictins érudits, et avec tout un groupe de prélats, d'intendants, qui suivent son travail, lui écrivent, lui envoient des documents et lui signalent des dépôts intéressants. Autour de Gaignères, on découvre un milieu fort curieux, qui a le goût de l'histoire, et du document d'histoire.

Gaignères fréquente les réunions de Saint-Germain-des-Prés où il rencontre le Tout-Paris savant de son temps : Du Cange, Baluze, l'orientaliste d'Herbelot, l'hébraïsant Cotelier, rédacteur du *Journal des savants*, l'abbé Fleury, historien de l'Église, le numismate Vaillant. Il correspond avec les pères des abbayes de province, ceux de Bretagne qui sont chargés par les États de publier l'histoire du duché : leur intimité de travail doit être étroite, puisque Gaignères leur propose un plan de travail de son cru pour leur œuvre. Il ne s'intéresse donc pas seulement aux documents à collectionner, mais aussi aux publications. En échange, les pères font dessiner pour lui le portrait d'un duc de Bretagne du XI^e siècle.

Gaignères essaie de profiter d'un voyage du P. de Montfaucon à Rome pour qu'il consulte à son intention les archives pontificales du château Saint-Ange : mais Montfaucon lui répond qu'il n'y a rien à faire, car il faut un droit d'un teston par année. C'est trop cher !

En Poitou, ses amis bénédictins surveillent les débris de la Galerie Gouffier d'Oiron. Ils le connaissent bien, car il est venu chez eux recopier leur cartulaire. Ils lui expédient une pleine boîte de portraits. L'un des religieux lui écrit : « J'envoyai à Oiron pour avoir les 20 tableaux. » On a pu les avoir pour dix écus « et même un vingt et unième par-dessus le marché, qui est un duc de Bourgogne ». Sur le lot, il y en a qui sont en mauvais état : « Guillaume de Montmorency est brisé en deux. » On les a bien emballés : « Ils sont tous renfermés dans une caisse et bien empactez, à l'exception de quatre grands qui n'ont pas pu y entrer, savoir : Jean pris devant Poitiers, le duc de Bourgogne, qui est fort gâté, celui qui porte une devise à son chapeau (un inconnu !) et le duc de Guise le Balafre. »

A Fontevault, l'abbesse l'autorise aussi à recopier le cartulaire. Il s'intéresse aux textes, presque autant qu'à l'iconographie, et se donne la peine de longues transcriptions. L'abbesse est la sœur de M^{me} de Montespan. Elle encourage son « goût pour les curiosités, qui fait votre principale occupation ». Mais, à vrai dire, elle ne parle pas en collaboratrice aussi passionnée que les religieux poitevins. « C'est une passion, non seulement innocente, mais encore louable et utile... »

Ainsi Gaignères se rattache-t-il directement au mouvement bénédictin de rénovation des études historiques.

Mais il a aussi des correspondants dans le monde, prêtres ou laïques, personnages souvent importants. On ne s'étonnera pas de trouver parmi eux M^{lle} de Montpensier (ou du moins quelqu'un de sa Maison) et Bussy-Rabutin. « Je vous envoie, écrit-il à ce dernier, ce que j'ai trouvé qui regarde votre Maison. » Rabutin avait consacré une partie de sa galerie à ses ancêtres.

Huet, l'évêque d'Avranches, lui procure des documents ; comme les bénédictins d'Oiron, il est à l'affût d'une occasion intéressante : le voici qui guette la mort d'un « curieux » de Lille qui possède 78 portefeuilles de portraits.

L'archevêque d'Arles lui envoie des sceaux. L'intendant de Caen lui écrit : « Je fais copier les titres des fondations des anciennes abbayes et dessiner les tombeaux. » Il collectionne aussi pour son compte : il a trouvé « un missel qui est la pièce la plus curieuse que vous ayez vue », une pièce magnifique, avec blasons, enluminée de portraits de rois, d'abbés. « Il y a une infinité de choses curieuses et de traits d'histoire que l'on trouve dans ce livre », et il ajoute que, quoiqu'il ne soit pas daté, on le « présume » du milieu du XV^e siècle. Il n'en est pas à son premier gibier : « Je ramasse toujours de vieilles Heures... j'en ai déjà 123. » Et les collectionneurs font copier leurs pièces rares pour les échanger. Gaignères se fait d'ailleurs aider, dans ses copies, par son valet de chambre, qui s'est constitué une collection personnelle de portraits, au point qu'à la mort de Gaignères on le suspecte de vouloir détourner la succession, et on

met les scellés sans attendre le dernier soupir du vieil archéologue !

C'est que le musée Gaignères était, nous l'avons vu, célèbre, moins peut-être pour ses reproductions de monuments et de vitraux que pour ses recueils d'habits. M^{me} de Montespan s'y intéressait, le roi se les fit montrer, et le duc de Bourgogne les visita. Mais de bons esprits reconnaissaient l'importance archéologique du fonds, et la valeur de l'homme qui l'avait réuni, grâce à sa ténacité et à son réseau de correspondants. Le ministre Le Peletier disait de Gaignères : « Il a un cabinet rempli de manuscrits très beaux et très curieux, d'une infinité d'estampes et de monumens très utiles pour *l'éclaircissement de l'Histoire* » Pontchartrain pensa même créer pour Gaignères une conservation des monuments historiques de la Maison royale. Le projet fut abandonné, il prouve cependant qu'on voyait chez Gaignères, non seulement un collectionneur de « petites figures », mais un connaisseur des « monuments très utile pour l'éclaircissement de l'Histoire ».

Bernard de Montfaucon était un des correspondants de Gaignères. Il sortait de famille noble, au lieu d'appartenir, comme beaucoup de savants, à la petite robe – voire même au peuple, comme ce fut le cas de Mabillon, fils de laboureur, de Rollin, fils de coutelier. Il n'entra chez les bénédictins de Saint-Maur qu'après un passage dans l'armée de Turenne. Il commença par des éditions de saint Athanase, d'Origène, de saint Jean Chrysostome, publia un traité de paléographie grecque, avant de sortir, en 1719, les 10 volumes in-folio de *l'Antiquité expliquée*. 1 800 exemplaires furent enlevés en moins de deux mois, et on dut procéder la même année à un deuxième tirage : 3 800 exemplaires de dix tomes ; cela fait 38 000 volumes vendus. Et encore, en 1724, l'auteur ajouta-t-il 5 volumes de supplément. C'était un vrai succès de librairie. Mais Montfaucon n'en est pas resté là. A ce moment commençaient à paraître les grandes Histoires bénédictines des provinces : celle de Bretagne, de dom Lobineau – pour laquelle Gaignères avait proposé un plan –, celle de Languedoc de dom Vaissette. Il est intéressant de souligner la subvention de ces coûteuses publications par les Etats de deux provinces, marque d'un intérêt singulier porté par les notables à l'histoire de leur région. En fait, on peut dater du XVIII^e siècle l'origine du sentiment régional, au sens moderne, très différent des particularismes médiévaux.

Montfaucon fut gagné par l'intérêt qu'on portait autour de lui aux « bas âges » de notre Histoire. Il conçut le projet original d'écrire une Histoire de France à partir des données archéologiques : tenter pour le Moyen Age ce qu'il avait fait pour l'Antiquité, avec une ouverture supplémentaire sur l'histoire des mœurs. Il réunit alors la matière d'une vaste collection qu'il intitula : *Monuments de la monarchie française*. Il n'a pas eu le temps de terminer l'œuvre complète qu'il avait prévue. Mais nous connaissons son plan, grâce au programme que les libraires publièrent avant l'édition, pour allécher les souscripteurs. C'est donc une sorte de prospectus publicitaire qui s'efforce d'éveiller l'intérêt du public en mettant en relief les aspects susceptibles de retenir son attention. Le grand succès de librairie du précédent ouvrage de Montfaucon prouve qu'il a en effet un public fidèle.

Les éditeurs commencent par souligner l'originalité de l'entreprise : « On a tant parlé des Grecs et des Romains, il est bien raisonnable de donner quelque attention à ce qui nous touche de plus près sans crainte de se dégrader du caractère de la vénérable Antiquité. » On ne déchoit pas en s'intéressant aux « bas âges » de notre Histoire nationale. « Outre que le goût et le génie des temps si grossiers sont un spectacle assez divertissant (c'est déjà le pittoresque du primitif), l'intérêt de la nation (et nous trouvons ici la trace de ce patriotisme historique déjà relevé dans les Histoires traditionnelles) compense ici le plaisir que pourraient faire des monuments d'une plus grande élégance. » On n'ose pas encore mettre sur le même plan esthétique le Moyen Age et l'Antiquité, mais on reconnaît l'intérêt et l'importance du Moyen Age.

Ceci dit, les éditeurs annoncent le plan de la collection. « Le plan général de cet ouvrage était de donner d'abord, avec un abrégé de l'Histoire de France, le portrait des rois, des princes et des seigneurs

dont il nous reste quelques monuments. » Ceci n'est pas original. Déjà Mézeray avait présenté son histoire comme un texte illustré de reproductions de monnaie. « La portraiture, disait-il, et la narration, sont presque les seuls moyens avec lesquels on peut faire un si bel effet. » Et il reflète ainsi le goût persistant de l'iconographie historique. « Comme l'un retrace les visages et fait reconnaître le dehors et la majesté de la personne, l'autre en raconte les actions et en dépeint les mœurs. » « L'Histoire que j'ai entreprise, poursuit toujours Mézeray, est composée de deux parties : la plume et le burin y disputent par un noble combat à qui représentera le mieux les objets qu'elle traite, l'œil y trouve son divertissement aussi bien que l'esprit et elle fournit de l'entretien *pour ceux même qui ne savent pas lire*, ou qui n'en veulent pas prendre la peine. » Mais, par la suite, on avait cessé de combiner la plume et le burin. Le P. Daniel avait protesté contre les fausses effigies de Mézeray, qui, en effet, avait pris la précaution d'avertir son lecteur : « S'il y en a quelques-unes (médailles) des siècles les plus éloignés qui semblent n'avoir pas été effectivement forgées de ce temps-là, elles ne sont pas toutefois absolument fausses... Le lecteur, considérant combien judicieusement elles ont été inventées, jugera bien qu'on n'a pas eu dessein de le tromper, mais de *remplir par ce moyen la suite de l'histoire qui eût été interrompue en ce point*. » Une opinion plus exigeante ne veut plus de cette illustration fantaisiste. Montfaucon n'aura recours qu'à des documents authentiques. Mais son livre commencera par une Histoire de France, inspirée des Histoires traditionnelles, doublée d'une série iconographique, conçue à la manière des collectionneurs, d'Ardier de Beauregard ou de Gaignères. Dans la préface de sa première édition, Montfaucon citera parmi ses sources les dessins de Gaignères, qui les avait mis à sa disposition, et entretenait avec lui de bonnes relations de chercheur ou de savant. On retrouve donc ici la double tradition de l'Histoire de France par le texte et par l'image. C'est d'ailleurs seulement cette première partie qui sera publiée en 5 volumes in-folio en 1733 ; ses nombreuses gravures sont, avec les dessins de Gaignères, une mine précieuse pour les historiens de l'art, qui y trouvent des reproductions de monuments, de vitraux, de documents, aujourd'hui disparus. Mais, dans le projet initial, il ne s'agissait là que d'un premier tome.

« Ensuite, continue le prospectus des éditeurs, les plus grandes églises et les principaux édifices du royaume. » Donc, un inventaire illustré et commenté des monuments laïques et ecclésiastiques. « On y verra la forme des anciennes églises, l'origine de ce que nous appelons le gothique, les plus belles églises gothiques du royaume, les parties remarquables des églises. » Puis on se proposait « de passer de là à tout ce qui regarde les usages de la vie civile, comme des habillements, la célébration des fêtes et des jeux (le folklore), depuis les premiers temps jusqu'au règne de Louis XIII ». Un traité d'archéologie civile, qui englobe le costume, comme les grands manuels scientifiques des ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles : les modes ne sont plus seulement curiosité de collectionneurs. Mais, sans les « curieux » qui ramassaient dans leurs portefeuilles tout ce qu'ils trouvaient, comme l'amateur de La Bruyère, il n'y aurait pas eu d'archéologues ; on passe insensiblement de la « curiosité » à l'archéologie. C'est vrai pour l'histoire comme pour les sciences naturelles, où le phénomène a déjà été souvent observé.

Après l'archéologie civile, l'archéologie militaire : « Aux usages de la vie civile, il (Montfaucon) faisait succéder ce qui a rapport à l'état militaire sous les trois races, enseignes et drapeaux, machines de guerre, ordres de bataille... le tout, représenté en figures tirées d'après les monuments originaux. » Enfin, Montfaucon terminait par l'archéologie funéraire : « Le détail étant naturellement terminé par les tombeaux les plus remarquables en tout genre. »

On retrouve ici les grandes divisions de la collection Gaignères, et c'est en effet le même esprit qui anime Montfaucon, quoique celui-ci paraisse armé d'une méthode plus scientifique. Gaignères entretenait des correspondants, civils, ecclésiastiques, religieux, qui achetaient pour son compte des originaux, ou recopiaient à son intention des monuments ou des pièces rares. De même Montfaucon fit appel à ses relations et aux curieux des choses passées pour alimenter sa documentation. On a gardé des lettres qu'il

reçut de ses lecteurs et qui révèlent l'état d'esprit contemporain à l'égard d'une archéologie française. Le marquis de Caumont lui écrit : « Je ne sais si la matière ne vous manquera point et si les pièces d'un pareil genre pourront satisfaire la curiosité du public. (Il parle du Moyen Age, comme aujourd'hui quelques-uns traitent de l'art nègre.) Les temps du Moyen Age ne peuvent vous fournir que des monuments peu intéressants. Le goût gothique qui s'était emparé de l'architecture est presque toujours le même. La structure des palais, des églises, des châteaux... est lourde, pesante ; ce sont des masses de pierre assemblées presque au hasard ; les tombeaux, les façades d'églises sont dans un goût tout différent, mais qui ne vaut pas mieux ; on peut admirer dans ces sortes de monuments la patience de l'armurier à peu près comme on admire celle des Allemands de Nuremberg à faire les babioles d'ivoire dont ils remplissent l'Europe. » Ce texte est curieux, moins pour l'incompréhension qu'il témoigne vis-à-vis du Moyen Age que pour les raisons qu'il en donne, et qui permettent de mieux comprendre ce point de vue. On a noté ce que dit le marquis de Caumont de la sculpture de bas-reliefs : il vise à n'en pas douter le style flamboyant de l'extrême fin du Moyen Age, parfois savoureux et joli, mais trop souvent, il faut le reconnaître, exercice de virtuosité d'artisans habiles à vaincre pour le plaisir de la difficulté les inerties de la pierre et du bois ; on comprend très bien le jugement du marquis de Caumont, et beaucoup d'artistes y souscrivent aujourd'hui. Seulement, le marquis de Caumont ne connaît pas d'autre Moyen Age que le baroque flamboyant, et, là encore, son ignorance est explicable. Presque partout, l'héritage des ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles était masqué ou écrasé par l'abondance de la décoration flamboyante, un peu comme aujourd'hui les ors et les couleurs de la Renaissance cachent la nudité primitive des anciennes basiliques de Rome. Il a fallu un long effort archéologique pour retrouver le gothique primitif et classique sous les alluvions de la fin du Moyen Age. Viollet-le-Duc lui-même s'y est souvent trompé et reste encore fidèle dans ses restaurations à l'imagerie flamboyante. Sans doute avait-on longtemps vécu au milieu du décor du ^{xv}^e siècle qui a disparu depuis, et particulièrement à partir de la fin du ^{xvii}^e siècle : il suffit de considérer les paysages qui apparaissent aux fenêtres des intérieurs d'Abraham Bosse, ou les estampes de Paris, avant la destruction des Tours de Nesle et de la Samaritaine, du Châtelet. Aux époques classiques, le ^{xv}^e siècle, la pré-Renaissance médiévale étaient encore présents partout. On n'imaginait pas un autre Moyen Age. D'où l'intérêt qu'y portaient certains curieux, intérêt qui ne remontait guère au-delà de la fin du ^{xiv}^e siècle. D'où aussi la fatigue des hommes de goût. Car le marquis de Caumont, s'il est las des virtuosités flamboyantes, n'est pas fermé à la poésie du passé, comme le montre la suite de sa lettre à Montfaucon : « Les peintures anciennes, les bas-reliefs, etc., pourront fournir quelque chose de plus curieux (comme documents de mœurs, et non comme œuvre d'art). On verra avec plaisir la variété des modes chez les Français (et nous voilà aux habits), les habits militaires, les tournois, les fêtes, etc. » Cela devient vraiment intéressant et vivant, et Caumont propose sa collaboration. « Je puis en ce genre vous fournir des habits assez singuliers. » Et d'ores et déjà, il envoie un dessin d'un palais épiscopal, et propose des dessins de tombeaux. Cet exemple est significatif, car il montre que les amateurs de choses passées se recrutaient aussi chez des hommes au goût du jour.

Mais certains, dès cette aube du ^{xviii}^e siècle, commençaient à se détourner de l'Antiquité. Le marquis d'Aubois est enchanté ; le programme de Montfaucon répond à son désir : « Je l'ai lu avec avidité et je vous avoue que, pour mon goût, *tout tourné vers les derniers siècles*, j'attendrai cet ouvrage avec plus d'impatience que je n'ai fait pour votre *Antiquité expliquée*. C'est ici un ouvrage nouveau qui nous intéresse personnellement », et il joint à sa lettre « quelque chose de curieux ».

Le maire de Nantes donne des références de documents. Il possède une collection d'enluminures, et il aime l'art de la miniature. Il signale à Montfaucon une miniature de Charles VI « peinte en or et en couleurs où il est représenté recevant des mains de Nicolas Oresmes... la traduction française de *la Politique* d'Aristote ». Il conserve un manuscrit en vélin de l'époque de François I^{er}, « d'une beauté

admirable », « qui contient plusieurs miniatures d'un goût exquis ».

Il y en a aussi qui s'intéressent à l'entreprise des monuments de la Monarchie par amour-propre de famille : l'un d'eux voudrait absolument y faire figurer l'escalier de son château ! Toute cette correspondance de Montfaucon prouve, comme celle de Gaignères, l'existence d'un public curieux d'images concrètes du passé. A l'époque où les histoires de Bossuet, de Daniel, de Velly, se recopiaient les unes les autres, certains qui, par ailleurs, lisaient peut-être ces textes décolorés, prenaient à leur compte cette phrase du prospectus d'édition de Montfaucon : « Rien de plus instructif que les peintures historiques faites dans les temps mêmes. Elles apprennent souvent bien des faits que les historiens ont omis. »

Les livres d'histoire ne nous donnent pas le reflet exact de l'image qu'on se faisait du passé au XVII^e siècle. L'iconographie témoigne au contraire d'une certaine familiarité avec l'Histoire que les documents imprimés ne laissaient pas soupçonner. Il en est de même du roman.

« J'ai lu vingt-cinq fois celui de Polexandre », avouait La Fontaine. En fait, il y a plusieurs Polexandre, qui n'étaient pas des rééditions d'un premier texte. Les personnages principaux gardent bien en général le même nom, dans la collection des Polexandre, mais les actions et les époques diffèrent. L'auteur a réécrit un autre livre, avec les héros qui lui assuraient le succès, et ainsi de suite.

La première édition de 1619 conserve encore bien des traits de ce goût pour l'enchevêtrement des époques qui caractérise la Renaissance anglaise, italienne, et, peut-être à un degré moindre, française. Charles IX et Louis XIII vivent en Égypte au temps de Germanicus. Ainsi, dans *l'Inceste innocent*, le lecteur passe-t-il sans surprise de Venise à Carthage. Mais les personnages de Shakespeare ne vont-ils pas de Naples ou de Bohême consulter l'oracle de Delphes ? Les tapisseries du XV^e et du début du XVI^e siècle n'hésitent pas à affubler d'habits modernes des scènes mythologiques. On a aimé mêler naturellement l'Antiquité à la vie contemporaine. Cette fantaisie anachronique disparaît au cours des premières années du XVII^e siècle, quoiqu'il en demeure des traces ici et là, comme dans ce premier *Polexandre*. Le goût n'admet plus la confusion baroque entre l'Antiquité et l'histoire nationale, sans pour autant refuser d'autres anachronismes, en particulier dans les descriptions du Moyen Âge.

Le *Polexandre* de 1629 s'intitule comme le premier : *Exil de Polexandre*. Comme l'Histoire, le roman a pour but la louange des Grands : « Cette considération seule – les princes sont généralement bons – m'a de tout temps fait aimer les louanges des princes ; je dis même de ceux qui avaient le moins de réputation. »

L'action se situe à l'époque de Lépante, et de don Juan d'Autriche, dans le monde barbaresque. Les deux principaux héros sont Bajazet, le général des corsaires, une réplique de Barberousse, et son lieutenant et ami Polexandre. Les Turcs et les renégats qui les ont ralliés de gré ou de force apparaissent sous un jour plutôt favorable : rien à voir avec des Barbares farouches, ennemis de la chrétienté. C'est qu'ils donnent la chasse aux galions espagnols, les guettent à leur retour des Indes, et l'Espagnol est franchement odieux à Gomberville. Il ne perd jamais l'occasion de souligner un trait antipathique de son caractère ou de sa politique. Au cours du pillage de la flotte des Indes, les hommes de Bajazet découvrent un prince indien de noble apparence, captif des Espagnols. Ses aventures, racontées aux bons corsaires qui l'ont délivré, remplissent la moitié du livre. Elles se passent dans une Amérique historique, en Floride, au Mexique, au Pérou. Chassé du Pérou par la conquête espagnole, brutale et spoliatrice, il se réfugie en Floride ; et le nom de Floride permet à un de ses auditeurs barbaresques de revendiquer pour les Français l'honneur de sa découverte, avant les Espagnols ! « Je suis du même pays qu'étaient les

premiers qui mirent pied à terre en laquaze, il y a plus de cinquante ans, et lui donnèrent le nom de la Floride. » A quoi le prince indien répond en reconnaissant « de très grandes différences entre eux et les Espagnols » !

Son trop long récit est interrompu par une scène d'un ton très différent, beaucoup plus colorée : les funérailles d'un capitaine turc, tué dans le pillage des galions, et les réjouissances qui suivent son remplacement. Gomberville décrit avec plaisir la liturgie arabe, cite des expressions en langue arabe, commente la cérémonie. Il donne même, à l'occasion, un petit catéchisme d'Islam. Et tout cela est dit sans hostilité.

Puis on désigne le successeur du défunt. Belle occasion pour l'heureux élu de nous raconter son histoire. Plus courte que celle du prince péruvien, elle est meilleure, au moins à notre goût, mais aussi, je crois bien, au goût des contemporains, fort amateurs de turqueries. Ce Turc est né à Marseille, de parents provençaux, le jour mémorable de la bataille de Ravenne, où « les Français perdirent l'Italie pour avoir été victorieux ». On se souvient que Gaston de Foix, le héros de Ravenne, se trouve dans presque toutes les galeries de portraits, de P. Jove à Bussy-Rabutin.

Ce renégat n'est pas gentilhomme, et c'est assez exceptionnel dans le roman « historique ». « Je suis Français, et je voy que cet avantage est tel qu'il peut cacher les autres défauts de la naissance. » A dix ans « la mer fut mon élément ». « Je vivais mieux sur l'eau que sur la terre et n'avais plaisir au monde que celui de me voir combattre des vents et des vagues dans mon petit bateau de pêcheur. » Au cours d'une de ces courses de marins, alors qu'il avait quinze ans, il fut pris par des corsaires près des îles d'Hyères, et emmené à Alger où il renia, sans hésiter. Son maître, à Alger, lui « promit la liberté en ce cas que je me voulusse faire Turc. Je vous laisse à penser si j'en fis difficulté et si je marchanday une chose que je ne connaissais point pour une sans laquelle je ne pouvais vivre ». « Je fus donc circoncis. » Le salut éternel ne pèse pas cher contre la liberté !

Mais, à côté de ce renégat truculent, le cas de Bajazet est plus subtil. Ce général barbaresque n'est ni turc, ni même musulman, il l'avoue au moment où il se croit perdu, à la suite d'une blessure reçue en duel. Il n'a jamais renié : « Je suis chrétien », et français. Mais son baptême ne l'empêche pas de présider des obsèques selon les rites d'Islam. S'il passe pour le « chef des ennemis des chrétiens », c'est la nécessité qui l'a jeté chez les Barbares. On ne sait pas quelle nécessité, car, contre tout espoir, il guérit trop tôt pour notre curiosité. Mais son honneur est intact, parce que, sous le turban et le croissant, il a combattu « les ennemis de sa patrie », c'est-à-dire les Espagnols et les Italiens alliés aux Espagnols. Toutefois, sa longue convalescence reste propice aux confidences. Au tour de Polexandre de raconter son histoire et d'avouer que, lui aussi, le « jeune pirate » sympathique, est un « Turc français ».

Et ses aventures nous ramènent de la Méditerranée barbaresque à la France des guerres de Religion.

Il est né d'une famille apparentée à la Maison royale. Son père est tombé en disgrâce et a dû gagner l'exil sous François I^{er} : allusion probable aux affaires du connétable de Bourbon. Grâce aux Montmorency, Henri II le rappela, dès son avènement, et lui demanda d'envoyer son fils à la Cour comme compagnon du dauphin. Ainsi Polexandre fut-il dès sa première jeunesse mêlé aux affaires. La mort d'Henri II « par un coup de lance », après la paix d'Espagne, est présentée comme une catastrophe, elle permit aux passions de se déchaîner, ouvrit une ère de troubles, « nous prépara des matières épouvantables de discussion et de révoltes. Depuis ce jour-là, elle n'a cessé de nous faire répandre du sang et d'ajouter aux funérailles de ce vaillant prince celles du tiers de ses sujets ». Gomberville suit alors l'histoire de très près. Il décrit les « malheurs d'un règne de seize mois (celui de François II) où la rage de la moitié des Français qu'on appelle huguenots fit éclater contre leur souverain tout ce que le désir de gouverner met dans l'esprit des Grands, et la *passion aveugle de faire son salut* imprime dans les âmes faibles ».

Nous voici en pleine histoire authentique, à peine romancée. Nous assistons aux divertissements de la Cour à Fontainebleau, aux joutes, aux ballets, aux fêtes masquées, aux déguisements. Poléxandre suit Catherine de Médicis à la fameuse entrevue de Bayonne où elle rencontre sa fille, la reine d'Espagne. Il participe à la défense de la famille royale quand elle faillit être surprise par les huguenots à Meaux. Il est aux côtés de Montmorency quand celui-ci est mortellement blessé, et nous savons, par le témoignage des portraits et des gravures, la popularité du connétable de Montmorency. Il est à Jarnac où le futur Henri III triomphe des protestants.

Le récit tournerait à une véritable histoire des guerres de Religion, si Poléxandre ne l'interrompait : « Trouvez bien que je quitte la Fortune pour l'Amour et que *je ne face point l'Histoire de France au lieu de faire la mienne.* » Notons au passage cette assimilation de l'Histoire à la fortune. Nous retombons alors dans une aventure galante, pas très différente de celle du prince péruvien au Mexique, quand celui-ci poursuit sans succès la fille du roi. Poléxandre est tombé amoureux d'Olympe, c'est-à-dire de Marguerite de Navarre, la future reine Margot. On quitte définitivement l'Histoire pour le monde familier de la galanterie héroïque : Poléxandre veut éviter le mariage d'Olympe et de Phélistmond, favori du roi de Danemark ; nous le laisserons au Danemark où il devient, bien entendu, l'ami de Phélistmond, un parfait gentilhomme, sans que cette amitié empêche les deux rivaux de s'éprouver dans un duel dont Olympe serait le prix.

Au long de cette analyse, limitée à dessein aux situations historiques, on a reconnu au passage quelques-uns des ressorts principaux de l'action romanesque du XVII^e siècle :

La galanterie courtoise. Des gentilshommes tombent amoureux, comme sous la foudre, d'une dame qui leur est inaccessible, soit pour des causes extérieures (enlèvement, opposition des parents), soit par mépris des sentiments faciles. Nos poursuivants ne se lassent jamais, sans rien demander en échange de leurs platoniques hommages.

La camaraderie chevaleresque. Elle naît, avec la même soudaineté que l'amour, entre deux inconnus, parfois deux rivaux ou deux ennemis, quand ils reconnaissent réciproquement leur noblesse et leur vaillance.

Les aventures romanesques. Reconnaissance à l'aide de « boîtes » renfermant lettres, portraits, ou documents. Faits d'armes et tournois aux exploits extraordinaires, présentés comme des performances sportives. Cela est bien connu.

Mais, à côté de ces traits qui appartiennent autant aux pastorales gréco-romaines ou aux romans de chevalerie, il faut souligner le *souci nouveau de situer l'action dans un temps historique*. *L'Exil de Poléxandre* est un roman historique, et toute l'intrigue tourne autour de trois thèmes historiques : la découverte des Indes occidentales et leur exploitation par les Espagnols, au mépris des droits indigènes – les guerres de Religion en France, depuis la mort d'Henri II –, le monde des corsaires barbaresques.

Il est intéressant de voir ce que deviennent ces thèmes historiques dans l'édition de 1641, le *Poléxandre* en cinq parties qui est un nouveau livre, avec une nouvelle affabulation, où on retrouve cependant Poléxandre, Bajazet, le prince indien.

La Cour de la reine Anne a remplacé celle de Catherine de Médicis. L'action est reculée de plus d'un demi-siècle. Poléxandre est roi des Canaries. Il reste toujours l'ennemi des Espagnols, mais il devient l'adversaire des Turcs infidèles : curieuse évolution depuis l'édition de 1629. Il est vrai que les Barbaresques d'Alger restent plus sympathiques que les sultans de Constantinople.

Poléxandre descend en droite lignée de Charles d'Anjou, frère de Saint Louis. Il a gagné depuis 1629 ; il en sera ainsi de presque tous les héros de roman qui, de simples gentilshommes au début du siècle, deviennent, sous Louis XIV, princes et rois. Les ancêtres de Poléxandre ont régné sur le bassin oriental de la Méditerranée : « la plus belle portion de l'Italie, de la Grèce et de la Thrace ». Voilà qui correspond à

peu près à la thalassocratie angevine du ^{xiv}^e siècle. Gomberville n'ignorait pas son Moyen Âge et n'hésitait pas à y rattacher son héros, comme à une origine fabuleuse, qui manquait au *Polexandre* de 1629.

Mais les ancêtres de Polexandre ont été chassés de l'Orient par les Byzantins, les Aragonais – donc des Espagnols – et enfin par les Turcs. « Son père Périandre dut abandonner la Grèce, après la prise de Constantinople par le sultan Bajazet (ne pas confondre ce méchant sultan avec le bon Bajazet de la côte barbaresque). Il épousa l'héritière de Paléologue, et se réfugia aux Canaries dont il devint le roi. De là, il tenta des expéditions de représailles contre les Turcs, qui réussirent à le capturer. Le jeune Polexandre vint avec sa mère le réclamer à la Cour du sultan. La fermeté de Polexandre impressionna Bajazet : “Cet enfant me fait souvenir du traître Scandenberg.” “Il est à craindre que ce soit icy un deuxième Scandenberg”. » Le sultan accepta de rendre Périandre, mais il ne précisa pas si c'était vivant, et fit remettre à la reine des Canaries le cadavre de son époux étranglé. Voilà, devaient penser les lecteurs ravis, une bonne histoire turque !

Pour échapper aux intrigues des Espagnols et des Portugais qui convoitent les îles Canaries, Polexandre se réfugie en Bretagne, c'est-à-dire sur la Loire, à Nantes, grâce à la protection d'un « pirate breton ». Il est accueilli à la cour légendaire de la duchesse Anne, qu'il suit à la Cour de France, après son mariage. On est donc vers 1490. Il était sur le point d'accompagner les armées de France en Italie, quand Charles VIII le découragea ; le roi, sans l'avouer, craignait qu'un héritier de la maison d'Anjou ne fût tenté de revendiquer les royaumes italiens de ses ancêtres. Il sut dissimuler ses raisons : « Estant fils d'un père qui ne luy avait jamais appris autre chose, sinon que celui là ne scavait pas régner, qui ne scavait pas dissimuler, il pratiqua si bien la doctrine de son père que Polexandre ne se douta pas mesme de ses artifices et de ses dissimulations. » Un coup de patte en passant à Louis XI qui, décidément, n'était pas plus populaire chez les romanciers que chez les historiens.

Polexandre retourne aux Canaries. Le récit abandonne alors décidément l'Histoire pour un monde de fantaisie, celui de l'île Bienheureuse – connue, pourtant, de Ptolémée ! – où on adore le soleil, royaume de la belle princesse Alcidiane, dont il tombe amoureux, et qu'il poursuit en 5 volumes le long de la côte d'Afrique.

Dans le *Polexandre* de 1641, l'histoire est plus romancée que dans celui de 1629 : néanmoins, que ce soit à la cour de la duchesse Anne ou à celle de Catherine de Médicis, dans la Méditerranée barbaresque, dans l'Amérique des Incas et de la conquête espagnole, un souci d'exactitude, ou une prétention d'exactitude historico-géographique, accompagne toujours l'invention romanesque : elle devient une des conditions de la vraisemblance littéraire.

Or ce besoin de localiser les intrigues dans un temps daté et dans un espace cartographié n'existait pas chez les précurseurs hellénistiques, italiens ou espagnols, que les auteurs français traduisirent à la fin du ^{xvi}^e siècle, avant de faire œuvre personnelle : *Théagène et Chariclé*, *l'Amadis*, les romans de chevalerie et ceux de l'Espagnol Montemayor se passaient dans un temps et dans un univers de fantaisie, moitié imaginaire, moitié contemporain. En passant en France, le roman cessa d'être contemporain et fantaisiste, pour devenir historique, sauf le roman réaliste ou comique, qui n'intéresse pas notre propos. Cette tendance nouvelle apparaît, peut-être pour la première fois, dans *l'Astrée*, où l'action est bien datée du ^v^e siècle de notre ère, dans un Forez archéologique, reconstitué à l'aide d'érudits locaux. Gomberville continue la tradition d'Honoré d'Urfé, qui d'ailleurs se prolongera tout au long du ^{xvii}^e siècle.

Ainsi l'historicité est-elle devenue une nouvelle règle du genre romanesque, quand celui-ci est passé en France.

L'histoire des romans est faite d'un peu de couleur locale et de beaucoup d'anachronisme, celui-ci augmentant, et celle-là diminuant à mesure qu'on avance dans le siècle.

De *l'Astrée* à *Polexandre*, c'est-à-dire pendant la première moitié du XVII^e siècle, la couleur locale et les scènes pittoresques ne manquent pas. Dans *l'Astrée*, il y a des cérémonies druidiques ; dans *Polexandre*, on décrit les richesses fabuleuses des Incas : le mot Inca apparaît dans l'édition de 1641, alors qu'il est inconnu de celle de 1629. Les traits concrets ne sont pas toujours oubliés. Quand Polexandre et sa suite se rendent incognito au Danemark : « Nous nous étions tous trois habillez à l'allemande, dès Cologne. » On précise aussi le nom technique des navires : « Il s'embarqua avec luy sur une sorte de navire dont les Anglais sont les inventeurs et auxquels ils ont donné le nom de Remberge. » Les jardins arabes sont peints tels qu'on les devine encore à Fez : « Nous étions dans une allée ceinte des deux côtés d'une palissade d'orangers et de grenadiers. » Les aventures parfois sordides des renégats pourraient ne pas paraître à leur place dans ces romans où tout, même le mal, s'exprime noblement. Mais l'auteur leur témoigne une véritable prédilection. J'en ai cité plus haut un exemple. Voici, tirée de l'édition de 1641, une autre confession de renégat : « Dès mon enfance, j'aimay les entreprises où il y avait à gagner, quelque hasardeuses qu'elles fussent. J'ai couru la mer et la terre. J'ai porté les armes parmi les Arabes et les Turcs. J'ai gardé et violé indifféremment ma foy, et tout cela pour avoir du bien. » Gomberville n'a pas reculé devant l'allusion à la pédérastie, si fréquente dans les sociétés musulmanes. Bajazet voulait, lors du partage d'un butin gagné sur les Espagnols, avantager Polexandre. Cela déplait fort à l'un de ses capitaines, « vieux et vaillant corsaire ». « Il y avait longtemps que la beauté de Polexandre avait donné d'abominables pensées à ce diable, et cette prodigieuse passion » l'avait « obligé d'avoir jalousie de Bajazet ». Il interpelle Bajazet : « Si tu es fort amoureux de ce visage de femme, achète son honneur avec ce qui t'en appartient. » « Ne fais pas entrer le salaire d'une garce parmi la récompense de tant de vaillants hommes. » La scène apparaît bien comme une chose vue.

Néanmoins, quand elle existe, la couleur locale est réservée aux détails extérieurs à l'action, et seulement à certains d'entre eux. On glisse vite à l'anachronisme, par une transposition dans le passé des mœurs du présent.

Dans *Polexandre*, on a pu déjà noter, d'après les citations précédentes, que la couleur locale, l'observation réaliste et pittoresque, se bornent à peu près aux peintures de l'Islam méditerranéen, hispano-maghrébin, turc et surtout barbaresque, on doit admettre qu'il s'agit là d'un fait isolé, qu'il ne faut pas généraliser. Le monde barbaresque était trop familier aux auteurs, aux lecteurs, aux hommes de toutes conditions, pour ne pas exiger un souci particulier de vérité. Nous avons déjà noté, dans les galeries historiques de Jove et d'Ardier de Beauregard, l'intérêt spécial porté aux sultans, aux Barberousse, à Scandenbergh. Les Turcs et la Méditerranée musulmane occupent une place à part, privilégiée, dans la vision historique de la première moitié du XVII^e siècle. Il est intéressant de la retrouver à la fois dans les romans du grand public et dans l'iconographie des collectionneurs.

Au contraire, dès qu'on quitte le monde méditerranéen, les descriptions perdent leur couleur et leur vie. Les aventures d'un Inca ou d'un Sénégalais ressemblent à celles du Français et chrétien Polexandre.

Si la proximité de la Méditerranée barbaresque excitait la curiosité du pittoresque et de l'étrange, l'éloignement du continent transatlantique favorisa plutôt le lieu commun d'un âge d'or, dans un pays d'Utopie, préservé par son isolement des corruptions de l'Histoire. C'était déjà chez Thomas More, avant de passer dans la philosophie du XVIII^e siècle. « Nous avons, proclame l'Inca de *Polexandre*, des Temples où le Dieu vivant est adoré aussi purement que dans l'Espagne (c'est déjà la Révolution primitive, sans les prêtres et les Églises, que la décadence a rendus nécessaires ; mais si on pouvait s'en passer !). Nous avons des villes mieux policées que les vôtres. » On vit dans l'abondance : « Tout ce qui est nécessaire à la vie abonde chez nous. » « Chacun se contente de peu », c'est pourquoi on ne connaît ni massacres, ni rapines, ni guerres. L'heureuse ignorance de la navigation a longtemps préservé cette existence patriarcale : « Ce refus (de naviguer) nous avait retranché les occasions de nous corrompre par

la contagion des mœurs étranges. » L'arrivée des Espagnols troubla ce bonheur tranquille : « Ceux-ci nous ont fait passer pour des Barbares, pour des sauvages, des monstres... gens sans esprit, sans lois, sans police, sans lumière, et, ce qui est pis, sans vertu. »

Il n'y avait pas de sauvages en Amérique. La barbarie des Indiens est une invention des Espagnols pour justifier leurs pillages. Les richesses des Rois catholiques doivent être considérées comme bien mal acquis que les corsaires français (bretons) ou turcs sont en droit de récupérer par la force.

Les Nègres aussi n'apparaissent jamais comme des primitifs ou des sauvages. L'Afrique occidentale occupe une grande place dans le *Polexandre* de 1641 : le royaume de Thombert (Tombouctou, je pense), Sénégal, Guinée, Bénin, Congo...

C'est très rarement que Gomberville fait allusion à la couleur des Noirs, et encore est-ce dans un cas particulier, et pour en tirer une conséquence morale : Almanzor, « prince du Senega », se distingue « *par sa couleur enfumée, par son poil crespé*, par la petitesse de ses yeux, et par la disproportion des linéaments de son visage ». Or, ces traits que Polexandre analyse d'après un portrait – le portrait d'un Nègre sénégalais au XVII^e siècle ! – lui permettent surtout de « juger combien il était cruel », cet Almanzor. Un trait de caractère, et non pas un trait de race. Gomberville est absolument indifférent aux questions de race et de couleur.

D'ailleurs, ces rois nègres vivent à l'instar des princes et des gentilshommes d'Europe. Ainsi Zabaïm, prince du Sénégal, « n'avait pas encore dix-huit ans lorsque le désir de la gloire et la curiosité de voir les païs estrangers lui firent quitter son royaume. Il se mit sur mer avec une suite proportionnée à sa condition. Il fut quelque temps à la Cour du roy de Guinée, de là il passa à celle du Bénin, et vint finalement à celle du Congo ». Notons que ce tour d'Afrique suit bien l'ordre normal des pays rencontrés en descendant vers l'Équateur. Gomberville n'était pas ignorant de sa géographie.

Le roi du Congo est Almanzor, « prince du monde le plus sévère et le plus jaloux ». Son « cabinet » ne diffère guère de celui d'un prince européen, si ce n'est que son palais est couvert de paille, tout de même. Zabaïm tombe amoureux de la fille du redoutable Almanzor. Il se déguise en femme – en princesse de Guinée, exactement – pour s'approcher d'elle. Découvert, il doit subir les épreuves normales d'un loyal gentilhomme surpris dans une situation aussi classique, c'est-à-dire sortir vainqueur d'un tournoi. Mais, comme on est en Afrique noire, il lui faut aussi triompher des lions, dans l'amphithéâtre officiel du Congo. Où l'exotisme rejoint le souvenir de l'Antiquité latine. Bien entendu la vaillance de Zabaïm lui assurera le succès, et désarmera la colère d'Almanzor. Les deux amants seront unis par « le grand Pontife des dieux du Congo ». Cela rappelle l'Égypte de *la Flûte enchantée*, postérieure de plus d'un siècle, mais le théâtre lyrique a dû conserver des traditions d'anachronisme disparues depuis longtemps de la littérature.

Lorsque Polexandre raconte sa vie à la Cour d'Henri II et de Catherine de Médicis, il n'ignore pas le déchaînement des violences, des passions, pas plus que Gomberville n'ignorait la différence entre un Nègre et un gentilhomme. Mais cette violence du temps des troubles, si elle est évoquée en termes abstraits, en phrases d'historien, ne pénètre pas le récit, et ne trouble nullement les relations romanesques de Polexandre, d'Olympe, et du favori du roi de Danemark. L'action est posée sur ce décor sans nécessité : elle s'accommoderait aussi bien d'un autre.

Enfin, là où elle existe, la couleur locale est réservée aux figurants. Tel capitaine de corsaires a bien la saveur de son personnage. Mais son général Bajazet n'a plus rien de l'aventurier. Il devient alors semblable à Polexandre, à l'Inca, au prince sénégalais : un gentilhomme vaillant et constant, assidu à la poursuite d'une belle fugitive, fidèle à l'amitié de son compagnon d'armes.

Pendant la seconde moitié du XVII^e siècle, par une sorte de paradoxe, le réalisme historique devient plus exigeant, dans le choix du sujet, et cependant la couleur locale s'évanouit tout à fait, dans la manière de traiter le détail.

En 1661, La Calprenède publie un roman : *Faramond*, qu'il sous-titre : *ou l'Histoire de France*. C'est déjà significatif. Dans son avertissement au lecteur, il s'explique sur sa méthode, d'après ses précédents romans, *Cassandre*, *Cléopâtre*... « On ne leur a pas rendu justice dans le nom qu'on leur a donné... Au lieu de les appeler des romans, comme les *Amadis*, et autres semblables, dans lesquels il n'y a ny vérité, ny vraisemblance, ny charte, ny chronologie (voilà bien leur différence, notée plus haut, avec le roman français), on les pourrait regarder comme *des Histoires*, embellies de quelques inventions et qui, par ces ornements, ne perdent peut-être rien de leur beauté. » On m'a « regardé comme un homme mieux instruit des affaires de la cour d'Auguste et d'Alexandre, que ceux qui ont simplement écrit leur Histoire ».

Mais cette fois, avec *Faramond*, La Calprenède s'attaque à un âge plus « obscur » ! Cette obscurité « n'est pas aussi désavantageuse qu'on se l'imagine. Elle me laisse pour l'invention une liberté plus grande que je ne l'avais dans les vérités connues de tout le monde », c'est-à-dire les événements de l'Antiquité classique. Mais ne s'agit-il pas d'une « prétendue obscurité » ? « Il est certain que le siècle que j'ai choisi a ses beautés. » « Avec la décadence de l'Empire, on y voit le commencement de notre belle monarchie. » *Faramond* est « l'illustre fondateur » d'une Maison qui règne depuis plus de 900 ans et qui a fourni plus de 40 rois à la France (*sic*). Car il n'y a pas eu de rupture de l'hérédité légitime. « Les mêmes Pépins desquels la troisième race de nos Roys ne tire pas moins son origine que la seconde, descendent directement de Marcomire, frère de *Faramond* et prince de la Franconie. » Nous reconnaissons le ton patriotique et loyaliste propre aux *Histoires de France* traditionnelles.

Au cours du roman, *Faramond* aura l'occasion de s'expliquer sur les origines de sa famille : « Ceux qui veulent tirer notre origine de la Germanie et persuader aux peuples que c'est de la Franconie que les Franks, François ou Français, ont pris leur nom, ne sont pas instruits de la vérité, et il est certain non seulement que nous sommes sortis des Gaules, mais que la Maison de nos rois est celle-là même qui, depuis plus de seize siècles, a dominé dans les plus belles parties des Gaules » – c'est-à-dire bien avant l'ère chrétienne, depuis l'arrivée de Francus. Par la suite, le prince Guenebaud conquiert la Germanie, « y jeta les fondements d'une monarchie, que, du nom de ses Français, il appela Franconie, et qu'au respect de l'autre France plusieurs peuples ont appelée France orientale ». Ainsi les Français pourraient-ils prétendre, au nom du droit historique, à la souveraineté des terres allemandes.

Cette théorie de l'origine gauloise des Franks, de leur émigration en Germanie, et de leur retour triomphal sur les débris de l'Empire usurpateur, a eu la vie dure, et encore au début du XVIII^e siècle, Nicolas Fréret a été enfermé quelque temps à la Bastille pour l'avoir contestée, dans un *Mémoire* à l'Académie des inscriptions¹.

La Calprenède connaissait donc bien ce que, de son temps, on savait, ou ce qu'on croyait savoir. A-t-il, comme romancier, introduit plus de pittoresque et de couleur locale dans l'action elle-même que Mézeray et l'abbé Velly ? En fait, son *Faramond* est aussi peu mérovingien que le Childéric de l'abbé Velly. Plus franchement que d'Urfé ou Gomberville, il a transposé au V^e siècle les manières galantes et honnêtes, selon l'idéal de son temps. Il n'y a presque plus rien du Moyen Âge, sauf les noms et les événements : la fée Mélusine fait bien une timide apparition, mais elle est vite oubliée et on n'y revient pas.

Voici à Cologne « l'amoureux Marcomire et le vaillant Guenebaud » quittant le camp pour une reconnaissance. Autour d'eux, des écuyers portent leurs écus, à leurs armes. Mais Marcomire est rêveur : « Le beau Marcomire, de qui l'âme était enflammée d'une amoureuse passion, portait dans ses yeux et dans son visage les marques de ce qu'il sentait. »

Rosamonde, « l'amante » de Faramond, est enlevée par le roi de Bourgogne. Un chevalier errant rencontre le convoi qui emmène les prisonniers : c'est Balamir, le fils du roi des Huns, déjà « connu dans le monde ». On conserve, quelle que soit l'époque de l'action, les thèmes jamais tout à fait oubliés des vieux romans de chevalerie.

Pour communiquer avec sa belle, on attache un billet d'amour à une flèche qu'on lance dans la ville assiégée, et qui arrive toujours à bon port.

Faramond est un magnifique gendarme, comme on en rêvait encore vers 1660, comme il y en avait eu quelques années plus tôt, sinon dans les combats réels, du moins dans les joutes d'honneur : « Ses armes brillaient par l'or et les pierreries dont elles étaient enrichies, et son casque, au derrière du timbre superbe, était couvert de plumes blanches, qui ombrageaient sa teste et flotaient jusques sur ses épaules. » On aimait toujours le panache, au moment où il venait de disparaître.

Le *Charles Martel* de Carel de Sainte-Garde, paru en 1666, ressemble comme un frère au magnifique gendarme :

*Le casque du héros d'argent orne sa teste,
Des plumards enflammez descendent de la creste,
Dont les bouillons flottans, d'un baiser amoureux,
Viennent autour du col flatter ses longs cheveux.*

L'anachronisme n'est pas dû à la seule ignorance ; il la dépasse, il est voulu. Sous une affabulation historique, qu'ils estimaient obligatoire, les lecteurs cherchaient les allusions contemporaines. Certaines nous sautent aux yeux aujourd'hui. Faramond devient très vite l'image du jeune Louis XIV, aux premières années de son règne personnel : une « conversation... véritablement toute charmante », la « vivacité et la délicatesse de son esprit, accompagnés de la connaissance parfaite de toutes les belles sciences ». « Les Français sentirent avec une joie immodérée le bonheur d'être gouvernés par un prince si grand et si aimable. » D'autres allusions sont moins transparentes et tournent à la devinette. On raffolait d'ailleurs de ce jeu, et chaque livre nouveau suscitait les identifications parfois les plus saugrenues. C'était une habitude invétérée et durable. De *l'Astrée* jusqu'à *la Princesse de Clèves*, le public exigea du roman qu'il fût historique, mais pour mieux exercer son ingéniosité, et découvrir dans cette histoire les clefs des hommes et des choses de son époque. Le roman était donc, grâce à l'interprétation automatique du lecteur, aussi contemporain qu'historique.

L'image du présent ne semblait acceptable à la fiction littéraire que si elle subissait une transposition chronologique et était éloignée dans le temps. Ainsi M^{me} de La Fayette empruntera-t-elle à des extraits incomplets de Brantôme les personnages d'un drame d'amour pourtant bien étranger aux mœurs des *Capitaines illustres* ou des *Dames galantes*. Tout se passe comme si la peinture directe n'eût pas été supportable. L'anachronisme historique intervenait comme le truchement nécessaire entre la réalité contemporaine et son image littéraire.

La lenteur du mouvement de la société et des mœurs, jusqu'au XVIII^e siècle, sollicitait l'anachronisme. Elle ne permettait pas cette immédiate transformation du présent en un passé même proche, que suscite, aujourd'hui, la rapidité du temps. Les gendarmes portaient encore des armures semblables à celles de la fin du Moyen Age, dans les peintures de bataille de Richelieu. Ils les ont peu à peu abandonnées, sans presque s'en apercevoir. Pas de révolution technique brutale pour souligner les mutations de la vie sociale : un insensible glissement. Ce rythme ralenti favorisait la conception encore lâche de l'homme classique, toujours pareil à lui-même quelle que soit l'époque.

Mais cette similitude des âges n'impliquait pas une négation de l'Histoire, dans un roman

détemporalisé. Au contraire l'exigence chronologique était devenue plus rigoureuse qu'au début du siècle, où la couleur locale était moins rare. Cela implique une relation au passé curieuse et subtile.

De même, le goût de l'anachronisme volontaire – qui est à la fois affirmation et négation de l'Histoire – n'a pas empêché un découpage de la chronologie selon le sentiment du siècle, un choix de périodes privilégiées. Si on choisissait alors à l'intérieur de l'Histoire, c'est qu'on obéissait à une inclination d'ailleurs inconsciente, mais distincte d'un artifice littéraire de simple dépaysement. Or, si on laisse de côté les thèmes antiques, on observera que les romanciers ont tiré leurs sujets de certaines périodes de l'Histoire et pas n'importe lesquelles. Citons celles qui me paraissent les plus recherchées : les origines mérovingiennes, entre la fin de l'Empire et le début de « cette glorieuse monarchie » – la conquête turque, les histoires « négro-pontiques », le monde barbaresque –, le règne de François I^{er}, avec l'épisode du connétable de Bourbon – la Cour des derniers Valois. Le passé s'arrête à Henri IV. L'obscurité des origines mérovingiennes n'a pas été une raison pour ne pas y situer les galantes prouesses d'une tradition courtoise et précieuse. C'est le début de l'Histoire de France, un des points zéro de l'Histoire de France, et les historiens hésiteront longtemps à renoncer à sa version légendaire, malgré les critiques de l'érudition naissante. Les autres époques des romanciers correspondent aux périodes favorites des collectionneurs de portraits et d'estampes : François I^{er}, le temps des troubles. Aux contemporains, elles apparaissent comme des saillies qui perçaient la surface d'un temps trop uniforme. Les guerres de Religion et Henri IV ont été pour les hommes du XVII^e siècle le premier relief à l'horizon. Au XVIII^e siècle, la personnalité de Louis XIV s'y est substituée. Quand on se reportait en arrière, on allait droit à l'une de ces hautes périodes. Leur faveur témoigne une sorte d'instinct de l'Histoire, inconnu des fabricants d'Histoire de France.

1951

1.

Du moins c'est ce que racontent des historiens du XIX^e siècle : je n'y ai pas été voir.

L'histoire « scientifique »

A la veille des examens de licence, quelques garçons et filles s'entretenaient, dans la petite bibliothèque réservée aux étudiants d'Histoire. A Grenoble, Clio tenait ses assises à l'écart des grandes concentrations d'étudiants, loin du Palais de l'Université, banal et administratif, au fond du quartier pittoresque du Vieux Temple. Je sortais alors du collège, et j'entrais en faculté avec la ferveur d'un néophyte. Il me semblait découvrir un monde passionnant, où le foisonnement des existences passées me communiquerait un peu de sa puissance dramatique. C'est pourquoi j'écoutais avec attention les confidences de mes aînés, déjà anciens dans le métier, et leur désillusion m'a beaucoup frappé.

Dans cette faculté de province, le prestige de Jacques Chevalier détournait vers la philosophie les auditoires mondains, et aucun professeur très brillant n'attirait à l'Histoire. Aussi, le cours d'Histoire réunissait-il une petite poignée de travailleurs sérieux, aspirant au professorat et à l'agrégation, qui se consacraient à ces études sans espoir de retour ; équipe menue et modeste, un peu terne et sans imagination. Leur déception naïve n'eut pour moi que plus d'importance.

Ils terminaient la rapide révision de leurs notes, et fermaient les manuels où ils avaient rafraîchi une dernière fois leurs mémoires surchargées. Une jeune fille qui présentait l'agrégation rangeait les papiers qu'elle avait prêtés à ses camarades, et la vue de ces petites feuilles, couvertes de noms propres, de dates, soigneusement divisées en alinéas, lui inspira tout d'un coup une telle lassitude qu'elle commença à raconter l'enthousiasme qui, au début, l'avait portée vers l'Histoire. La curiosité de connaître les autres, des séries successives et continues d'autres humanités. Elle disait, tout naïvement, qu'elle avait cherché la saveur des époques différentes, des vies et des mœurs, leur contenu humain. Et à la veille du concours qui allait terminer ses études, qu'avait-elle trouvé, que lui avait-on donné ? Une somme aride de faits, classés et expliqués avec minutie, logique et souvent intelligence, mais dépouillés de toute cette chaleur qu'elle espérait. Elle avait dû consacrer ses jours et ses veilles à résumer des livres compacts où tous les événements et les personnages d'une certaine période historique étaient racontés, où il ne manquait pas le nom d'une opération, d'un podestat, d'une institution politique ou sociale, où, vraiment, on avait réuni, sans exception, tout ce que les documents conservent encore des faits et gestes du passé. Et la malheureuse devait avouer que cette laborieuse compilation avait tué la passion des premiers jours. On lui avait tant et tant répété de se méfier de l'anecdote et du pittoresque des vulgarisateurs pour grand public ! Elle avait fini par confondre la curiosité de l'homme et la vulgarisation bâtarde ; et l'Histoire, celle des examens et des concours, commençait seulement là où finissait ce frémissement de l'imagination et de l'étonnement ; elle commençait avec l'ennui. L'appel de sa première vocation s'était tu et elle persévérerait dans sa technique routinière parce que c'était un métier comme un autre.

Cette confession désabusée m'avait impressionné, à l'heure où je pensais découvrir dans l'Histoire tant de choses obscures et indéterminées encore, mais sans aucun doute très passionnantes. Je ne m'attendais pas à ce témoignage poignant d'ennui et de lassitude.

Et pourtant, combien d'historiens, plus hier qu'aujourd'hui, pourraient, s'ils osaient s'avouer leur vérité, s'abandonner au même sentiment de sécheresse et de médiocrité. Pour garder la face, il leur a fallu ériger en méthode, au moins implicitement, la dévitalisation de l'Histoire. Ainsi s'est creusé le fossé qui a séparé l'Histoire des professionnels (on dira l'Histoire « scientifique ») du public des honnêtes gens, ou même des autres spécialistes des disciplines humaines, en particulier de la philosophie. C'est sur ce hiatus que je voudrais réfléchir ici, avec simplicité, sans prétendre à une histoire de l'historiographie, ou

à une méthodologie systématique.

La notion, autrefois inconnue, d'une continuité des temps apparaît au XVIII^e siècle. L'organisation des sociétés devient un thème de réflexion, que ces sociétés soient anciennes ou modernes, la Rome de Montesquieu ou la Pologne de Rousseau.

On ne cesse toujours pas de cultiver les littératures anciennes, on conserve toujours la religion traditionnelle des héros de Tite-Live ou de Plutarque. Mais ce n'est plus dans le même esprit qu'au siècle précédent. L'Antiquité cesse d'être isolée dans le temps. On relie, au contraire, les républiques anciennes aux institutions modernes. On passe des unes aux autres. L'Antiquité ne cesse pas d'être un conservatoire de modèles et d'exemples moraux et civiques. Mais les sociétés modernes envisagent d'y puiser des principes d'action politique ; elles mobilisent l'Antiquité pour leur service. Un des maîtres de Louis-le-Grand, le P. Porée, se croit obligé de mettre en garde ses élèves contre les dangereuses adaptations du passé au présent : « Gardez-vous, enfants, d'envier la destinée des républicains, soit anciens, soit modernes. » Risque qui n'existait pas encore quelques décennies plus tôt, le passé gréco-romain possédant alors une valeur formatrice, mais sans adhérence au présent. A la fin du XVIII^e siècle, la jeunesse, gorgée d'histoire romaine, aidait à construire aux Amériques une société sur le modèle de la cité antique.

La connaissance de l'Antiquité ne pouvait plus être détachée de la formation du présent. Le passé et le présent n'étaient plus aussi indifférents l'un à l'autre. Ainsi, le culte, plus vivace que jamais, de l'Antiquité s'accompagnait de la conscience d'un mouvement continu de l'homme. Cette continuité apparut aussitôt dans la littérature historique. Entre 1776 et 1788, un auteur anglais, Edward Gibbon, écrivait une volumineuse *Histoire du déclin et de la chute de l'Empire romain*, qui couvrait la fin des temps anciens et tout le Moyen Age jusqu'à la prise de Constantinople en 1453. Cette œuvre, qui connut un grand succès et de nombreuses rééditions en plusieurs langues, n'aurait pas été pensable un siècle plus tôt. Désormais, l'Antiquité ne se retranchait plus dans le monde clos d'un âge d'or. Elle se continuait au-delà de son terme traditionnel, et l'Histoire mobilisait des temps qui, auparavant, dormaient dans des sortes de limbes.

Les Anciens ont rejoint les Modernes autour de la notion de progrès, telle qu'elle apparut chez Voltaire dans l'*Essai sur les mœurs et l'esprit des nations*. Le sens de la continuité surgit sous la forme infantile et tenace du progrès. Condorcet écrira bientôt l'*Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*. On comprend mieux les origines de la notion de progrès quand on y reconnaît une conscience historique encore partielle.

Désormais aucune époque ni aucun pays n'apparurent indignes de la connaissance historique, ni le Moyen Age franc à l'abbé Dubos, ni l'expansion européenne transocéanique à Raynal, ni le règne de Louis XIV à Voltaire. Et, à côté de ces grands noms, que d'œuvres mineures et obscures chargeaient les rayons des « librairies », dans les vieilles demeures provinciales : histoires régionales, histoires nationales, histoires religieuses – une énorme bibliographie.

Une littérature historique est née, avec son public, en même temps qu'une conscience nouvelle du continu dans l'évolution des sociétés. Néanmoins, de notre point de vue, il manque à cette histoire un attribut essentiel : le sens de la différence des temps. Le hiatus entre l'Antiquité et le reste de la durée s'est comblé. Malgré tout, subsiste toujours une notion de prototype humain, inspirée par l'idéalisme tenace des héros grecs et romains. En 1864, dans l'Introduction de *la Cité antique*, Fustel de Coulanges soulignait combien, encore à son époque, il est difficile à l'historien de se délivrer du préjugé traditionnel qui prêtait aux peuples anciens les habitudes mentales des sociétés modernes. Le sens du

continu s'accompagnait d'une croyance à la similitude des temps : « Notre système d'éducation, qui nous fait vivre dès l'enfance au milieu des Grecs et des Romains, nous habitue à les comparer sans cesse à nous, à juger leur histoire d'après la nôtre, et à expliquer nos révolutions par les leurs. Ce que nous tenons d'eux et ce qu'ils nous ont légué nous fait croire qu'ils nous ressemblaient ; nous avons quelque peine à les considérer comme des peuples étrangers ; c'est presque toujours nous que nous voyons en eux. »

Après les convulsions de la Révolution et de l'Empire, le XIX^e siècle marqua l'étape définitive dans la naissance de la conscience historique moderne. Si, au XVIII^e siècle, on avait retrouvé le sens du continu, le XIX^e siècle découvrit les différences de la couleur humaine dans le temps. C'est un aspect trop connu pour qu'il soit utile d'y insister : la révélation du Moyen Age étrange et pittoresque, depuis les *Récits des Temps mérovingiens* d'Augustin Thierry, jusqu'aux *Croisés entrant à Constantinople* de Delacroix, et à *la Légende des Siècles* de Victor Hugo. Pourquoi, d'ailleurs, le Moyen Age, bien souvent un Moyen Age de fantaisie, sinon parce qu'on y pressentait une époque tout à fait singulière, où les mœurs ne ressemblaient ni à celles des héros de Plutarque ni à celles des générations, encore proches, de l'Ancien Régime ?

L'historien romantique, Augustin Thierry ou Michelet, se proposait d'évoquer le passé, de le faire revivre avec tous ses aspects pittoresques et savoureux, avec sa couleur propre. Dans le récit authentique des événements révolus, les historiens recherchaient le même dépaysement que poètes et romanciers demandaient à la fiction, et à la fiction historique. Or, ce souci du dépaysement, qui orientait désormais l'historien vers le tableau vivant, était tout juste un sens rudimentaire de la différence des temps. Rudimentaire, parce qu'il se satisfaisait d'une évocation simplement pittoresque, qu'il restait à la surface des choses : plutôt le goût des curiosités que celui des variations en profondeur de la structure mentale ou sociale. Néanmoins, cet étonnement devant le passé demeurait une importante acquisition de l'Histoire. On découvrait avec transport ce qui était autre. C'est pourquoi, malgré ses lacunes et ses erreurs, un Michelet conserve encore aujourd'hui (et aujourd'hui plus qu'hier) un passionnant intérêt. Il était trop sensible aux singularités de l'Histoire pour n'avoir pas saisi, par intuition, des contrastes, des différences, que l'historien contemporain retrouve avec une base scientifique plus sûre, mais sans contredire sur le fond les aperçus divinatoires, quoique incertains, du génial romantique.

Toutefois, il manquait aux auteurs de cette première moitié du XIX^e siècle une méthode critique pour établir une documentation sûre. Ils écrivaient trop vite, un peu comme des romanciers qu'ils étaient. C'est pourquoi, sauf les aperçus de visionnaire d'un Michelet, leur œuvre reste aujourd'hui lettre morte.

Pour parvenir à une conception plus valable de l'Histoire, désormais définie comme curiosité intellectuelle, il fallait la méthode, on dira, dans la seconde moitié du siècle, la méthode scientifique.

L'érudition était déjà connue avant l'époque romantique. Mais les érudits de l'Ancien Régime, du XVII^e siècle surtout, ont conservé des manières de collectionneurs d'antiquités et de raretés. C'est surtout au début du XIX^e siècle que la compilation critique des textes et documents s'est développée parallèlement à l'histoire vivante. Citons pour mémoire les grands recueils documentaires, comme les *Monumenta Germaniae Historica* (1826), les *Documents relatifs à l'Histoire de France*, de Guizot (1835). Les progrès de l'érudition permirent aux historiens de pousser leurs recherches avec plus de précision, et de nombreux travaux des années 40-50 conservent toujours leur valeur ; ils ont été à l'origine de l'œuvre magistrale de Fustel de Coulanges¹.

On a plusieurs fois noté les causes de cette floraison d'érudits. Les perturbations de la Révolution et de

l'Empire, en faisant table nette du passé, avaient interrompu le cours régulier de l'Histoire. *Il y eut désormais un avant et un après*. Avant 1789, les révolutions n'avaient jamais été conçues comme un arrêt pour un nouveau départ, mais plutôt comme un retour à un état meilleur et plus ancien. Le propre des révolutions du XVIII^e et du XIX^e siècle est qu'elles se proposent de mettre un terme au passé, et de reprendre le présent à zéro. L'Église romaine elle-même n'a pas échappé à cette contagion quand le concordat de 1802 déposa tous les évêques de France pour reconstituer sur une base nouvelle le personnel et la géographie ecclésiastiques. Apparaissait alors, très sensible à l'opinion publique, l'idée d'une ère nouvelle, tout à fait détachée du passé, même proche. Et depuis, cette idée d'ère nouvelle, se superposant à l'ancienne notion de progrès du XVIII^e siècle, s'est trouvée à l'origine de presque tous les mouvements d'opinion.

Aussi l'historien a-t-il été surtout attiré par l'examen des nouveautés, oubliant souvent la tenace inertie du passé. Dès qu'il est apparu, à un certain endroit, un phénomène nouveau, on l'a aussitôt étendu à toute la société, et les résistances qu'il rencontrait furent négligées comme des survivances vouées à une fin prochaine. Ainsi s'est formée la notion d'une évolution irrésistible.

Mais, avant que se soit creusée cette solution de continuité entre le passé et le présent, qui a rejoué périodiquement depuis 1789, les archives, même les plus anciennes, étaient encore considérées comme des archives d'État, indispensables à la pratique de l'administration, et confidentielles.

Après la Révolution et l'Empire, au début de l'ère nouvelle, les régimes, établis sur des bases constitutionnelles étrangères aux documents des vieux fonds, se désintéressèrent des archives en tant qu'instruments administratifs. Comme l'écrit L. Halphen dans son *Introduction à l'Histoire*, « une foule de parchemins et de papiers, jalousement gardés jusqu'alors, soit comme fondements juridiques de droits ou de prétentions désormais caducs, soit comme nécessaires au fonctionnement d'institutions qui viennent d'être balayées dans la tourmente, se trouvent avoir perdu, du jour au lendemain, tout intérêt, sauf pour les curieux de choses mortes ». Et ces « curieux de choses mortes » ne se réduisaient plus à quelques collectionneurs, à la manière des humanistes de la Renaissance. Leur nombre s'était élargi en même temps que croissait l'intérêt porté au passé pittoresque et vivant.

Tout se passe donc comme si les sociétés occidentales avaient longtemps vécu sans éprouver le sentiment de la durée, parce que leurs institutions politiques avaient évolué avec lenteur, sans hiatus brutal. Seule l'Antiquité gréco-romaine était longtemps apparue comme extérieure à leur histoire. Et au XVIII^e siècle, si on s'était bien efforcé de réduire son isolement, c'était pour bloquer tous les temps ensemble en étendant aux époques modernes l'idéal humaniste de l'Antiquité.

Au contraire, après les bouleversements de la Révolution et de l'Empire, l'Histoire s'est dévoilée brusquement et est apparue comme une réalité particulière, distincte du présent vécu, distincte aussi d'une chronologie stérile. Nous comprenons bien ce sentiment, nous qui avons éprouvé quelque chose d'analogue au lendemain des grandes déchirures de 1940-1945.

Cette sensibilité à la différence des temps, si elle avait été nourrie d'érudition, aurait pu aboutir à une histoire authentique. Il a bien failli en être ainsi. Au carrefour de l'érudition et d'une histoire, qui n'est plus l'histoire romantique – on n'est plus à l'époque de Michelet, mais un peu avant celle de Taine et du positivisme –, qui en est cependant l'héritière, se place Renan, le prince de l'Histoire française ; malgré sa date et les progrès de la documentation, son œuvre demeure toujours valable et toujours suggestive.

On a cent fois évoqué le scrupule de Fustel et son respect du texte, qui l'opposait aux trop rapides « résurrections » de l'Histoire romantique. Très bien – quoiqu'on ait trop facilement extrapolé et tiré ce

qui n'est que de l'honnêteté et du sérieux dans le sens d'une méthodologie dite scientifique : avant, l'histoire littéraire, après, l'histoire scientifique. Mais on n'a pas assez insisté sur un aspect au moins aussi important de l'œuvre de Fustel : son sens de la particularité historique. Dans l'introduction de *la Cité antique*, où nous avons déjà largement puisé, Fustel rompt avec les traditions classiques qui donnaient aux Anciens les traits d'un prototype humain valable pour tous les temps et tous les lieux : « On s'attachera, dit-il, à faire ressortir les différences radicales et essentielles qui distinguent à tout jamais ces peuples anciens des sociétés modernes. » Pouvait-on formuler avec plus de clarté et de précision le but essentiel de l'Histoire, au moins son but premier, sa manière de s'affirmer en se distinguant des autres réflexions sur l'homme : la recherche des différences des temps.

Fustel avait le scrupule du texte ; on l'a suivi sur ce point, et ce fut bien ainsi. Mais, si on retrouve encore son sens historique chez Camille Jullian, son esprit a été moins assimilé que sa méthode. Le critique et le glossateur ont été écoutés ; l'historien, au contraire, n'a pas eu de continuateur. Les promesses de son œuvre ont été mal tenues par ses successeurs. On entre, après lui, dans une période ingrate de l'historiographie qu'il nous faut maintenant caractériser à grands traits.

La seconde moitié du ^{xix}^e siècle et le tout début du ^{xx}^e n'ont connu que deux genres d'histoires : l'histoire académique et l'histoire universitaire. Plus tard, on connaîtra un troisième genre, la vulgarisation historique, dont nous avons déjà parlé dans un chapitre précédent, et il est, en général, postérieur à la guerre de 1914.

L'histoire universitaire et l'histoire académique, plus encore que par leurs méthodes, se définissent par leur public.

L'histoire académique, qui va du duc de Broglie à Hanotaux et Madelin, était lue par la bourgeoisie cultivée et sérieuse : magistrats, hommes de loi, rentiers... hommes aux longs loisirs, quand la stabilité de la monnaie et la sécurité des placements permettaient de vivre sur ses revenus. Les bibliothèques privées de cette époque témoignent des préoccupations intellectuelles de cette classe : peu de romans, sauf ceux de Balzac, et pas toujours. Les derniers romantiques et les réalistes ne plaisaient guère à ce public aux goûts sévères. Il leur arrivait pourtant d'aimer la grivoiserie, mais ils trouvaient décent de la cultiver chez Horace et chez les Latins, qu'ils lisaient encore dans la langue. Toutefois, sur les rayons de nos grands-pères, la meilleure place est tenue par l'Histoire : Barante, Guizot, Broglie, Ségur, Tocqueville, Haussonville, puis Sorel, La Gorce, Hanotaux. Il suffit de parcourir les vieux catalogues de Plon ou de Calmann-Lévy pour se rendre compte, par les noms d'auteurs et les sujets traités, d'une manière d'écrire l'Histoire qui amenait à l'Académie. Encore aujourd'hui, elle se survit dans l'œuvre de Madelin, dans le *Richelieu* de Hanotaux et du duc de La Force.

Cette vaste littérature n'est pas négligeable. Elle a été écrite sans dessein de vulgariser, après une étude consciencieuse des documents, souvent érudite, en évitant que l'érudition transparaisse, car on était entre gens du monde. D'où une allure sérieuse et distinguée, sans pédanterie, avec juste ce qu'il fallait de références, et même un peu moins, mais sans aucune affectation de facilité, sans concession au pittoresque et à l'affabulation romanesque. On se sent bien à l'époque des doctrinaires ou des notables.

Cette littérature historique se proposait essentiellement de raconter, et d'expliquer l'évolution politique des gouvernements et des États, les révolutions, les changements de régime, les agitations et les crises des assemblées et des ministères, les diplomaties et les guerres : une histoire politique, de politique nationale et internationale. En général, c'était une histoire à thèse – et c'est dans ce sens que l'historicisme conservateur d'après 1914 s'y rattache. Elle tendait, comme celle d'A. Sorel, à donner une interprétation qui expliquerait avec une rigueur suffisante le va-et-vient turbulent des phénomènes. Ces auteurs ne répugnaient pas à l'idée d'un déterminisme historique, mais d'un déterminisme conservateur, qui ignorait les poussées profondes de la masse populaire, et réglait la causalité politique des

gouvernements et des nations. Il ne s'agissait pas d'une histoire « réactionnaire », orientée vers la réhabilitation de l'Ancien Régime, comme ce sera le cas avec *l'Action française*. Mais c'était une histoire conservatrice, écrite par des nobles ou de grands bourgeois qui finissaient à l'Académie, et lue par la bourgeoisie libérale ou catholique, et très méfiante des nouveautés sociales. Elle gardait encore un préjugé défavorable à l'Ancien Régime, qui tombera au ^{xx}^e siècle, sous l'influence de *l'Action française* ; elle se piquait d'un libéralisme éclairé et prudent, celui de l'Académie et, bientôt, de l'École des sciences politiques. En géographie électorale de la III^e République, elle s'adressait à la droite et au centre gauche.

Il ne faut pas oublier que cette bourgeoisie, parvenue à l'aisance et aux honneurs à la fin du ^{xviii}^e siècle et au début du ^{xix}^e siècle, exerçait le monopole des affaires publiques en France. Elle le garda sous l'Empire et aux débuts de la III^e République, avant que le suffrage universel, l'école laïque et la démocratisation de la richesse le lui eussent enlevé. Aussi s'intéressait-elle avec conscience et passion aux problèmes politiques. Elle demandait à ses lectures d'éclairer son intelligence des choses de l'État, du moins des seules qu'elle retenait : parlementaires, institutionnelles, diplomatiques. L'histoire des conflits sociaux était ignorée, comme si, en les ignorant, on leur déniait l'existence, et l'histoire religieuse était le plus généralement traitée dans ses rapports avec l'histoire politique. A cette classe de bourgeoisie politique et conservatrice correspond une histoire politique, indifférente aux problèmes humains situés en deçà ou au-delà de la nation ou du gouvernement.

Par cette littérature, la bourgeoisie ne cherchait pas une manière de comprendre son destin d'homme ou de société, dans le devenir du monde, des nations et des classes. Il n'y avait d'ailleurs pas de devenir, et les rapports politiques étaient déterminés par des lois *ne varietur*. La bourgeoisie, dans un monde dont elle ne soupçonnait pas le mouvement, n'avait que faire d'une philosophie de l'Histoire : elle demandait seulement à l'Histoire, sous sa forme académique, une technique de gouvernement.

Aussi l'Histoire, celle des anciens catalogues de Pion et de Calmann-Lévy, apparaîtrait-elle comme une culture politique, nécessaire au citoyen « actif » par le cens ou l'influence, une « science politique », parmi les autres sciences de gouvernement et d'administration enseignées à l'école de Boutmy, quand une classe homogène d'hommes disposant de loisirs prenait au sérieux les affaires publiques.

On comprend alors pourquoi cette littérature académique n'a guère survécu au moment où cette bourgeoisie a perdu son monopole politique, où elle a été submergée par des éléments nouveaux, quand sa sécurité sociale a paru compromise. Dans cette nouvelle bourgeoisie, non plus assurée du présent, mais menacée, il n'était plus question d'une technique politique, mais d'un retour au passé salvateur, source de nostalgie et de rédemption. Alors est apparue, après la guerre de 1914, une autre littérature historique, contemporaine du néo-royalisme d'Action française, première réponse à l'inquiétude de l'homme moderne quand il prit conscience de la nudité et de la fragilité de l'univers abstrait, tel que le libéralisme l'avait conçu. Mais ce n'était plus le genre noble et détaché de Broglie, de La Gorce ; c'était une littérature de combat. Nous avons dit plus haut où elle a abouti.

Si l'histoire académique intéressait un assez vaste public de bourgeoisie, l'histoire universitaire s'adressait aux seuls universitaires.

Encore aujourd'hui, la plupart des « honnêtes gens » savent à peine si elle existe. J'ai l'occasion de lire des manuscrits écrits par des historiens amateurs, mais comptant parmi ce qu'on a coutume d'appeler l'élite cultivée : des magistrats, de hauts fonctionnaires, des hommes d'affaires importants, disposant de loisirs avant et après leur retraite. C'est parmi eux que se recrutaient jadis les auteurs du genre

académique. Hélas, rien de comparable aux grandes études, savantes et claires, malgré l'étroitesse de leurs horizons, des La Gorce, des Ségur, des Haussonville. Manque de culture ? Rapidité excessive d'un travail souvent bâclé ? Sans doute, mais la médiocrité de l'histoire des non-professionnels vient surtout de leur absence de communication avec les autres historiens, de leur isolement, conséquence de la scissiparité et du compartimentage dans l'intelligence contemporaine. Nos amateurs sont persuadés d'avoir tout lu, et on est stupéfait de leur ignorance naïve de la littérature universitaire :

manuels destinés aux étudiants, thèses de doctorat, articles et mémoires des revues spécialisées, ouvrages d'ensemble écrits par des universitaires en fin de carrière. Un étudiant de première année de licence en remontrerait à ce conseiller d'État ou à cet ancien élève de l'École polytechnique. On n'a pas idée, avant de l'avoir mesurée concrètement, de cette séparation entre les historiens professionnels et le public « cultivé », où survit cependant le goût de l'Histoire sérieuse et fondée à la manière de Sorel ou de La Gorce.

Il n'en était pas ainsi au temps de l'histoire romantique de Michelet, d'Augustin Thierry ou de Guizot. Ceux-ci cumulaient les conditions d'auteurs répandus et populaires, et de spécialistes, anciens normaliens, archivistes, professeurs à la Sorbonne et au Collège de France. Ils étaient des personnalités à la mode. Cette tradition n'a pas été tout à fait perdue en philosophie. Mais aucun professeur d'histoire, depuis Fustel, le maître de l'impératrice Eugénie, n'a réuni autour de sa chaire les auditoires mondains et élégants qui se pressèrent aux cours de Bergson et de Valéry.

Voici le fait essentiel : l'étude de l'Histoire a perdu le contact avec le grand public pour devenir une préparation technique de spécialistes isolés dans leur discipline. Les publications sont devenues de plus en plus « professionnelles », au sens où il y a une littérature professionnelle et technique. Les auteurs n'ont pas craint de conserver dans leur rédaction définitive toutes les approches érudites de leurs recherches. Au contraire, ils se sont enfermés derrière une armure de critique savante comme pour se défendre des curiosités indiscretes. Ils ont exploré l'histoire des hommes sans penser à s'interroger sur l'intérêt que l'homme de leur temps pourrait y trouver. Bien plus, de cette indifférence, ils ont fait une méthode. Plus le sujet était inaccessible au non-spécialiste, plus il était recherché, plus son auteur était estimé. On en vint à analyser par le menu la masse des événements, sans autre but que de les juxtaposer et de les établir, en se gardant comme la peste de toute conception d'ensemble, de tout point de vue un peu monumental. La méfiance à l'égard des grandes théories et des thèses hasardeuses de l'histoire romantique explique et justifie en partie cette timidité en face d'une interprétation, ou même d'une réflexion, qui ne soit ni une systématique – au sens des sciences naturelles – ni une chronologie.

Néanmoins, cette légitime réaction n'est pas suffisante pour expliquer la fermeture radicale de l'histoire universitaire. Il faut aussi songer à l'origine sociale de ceux qui l'enseignèrent ou l'écrivirent.

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, la bourgeoisie s'est détournée des carrières universitaires – comme de certaines fonctions administratives – et a abandonné la haute Université à un recrutement plus démocratique. Les bonnes familles ont détourné leurs enfants d'une corporation que sa récente laïcisation marquait d'une teinte anticléricale ; les familles protestantes n'ont pas éprouvé le même sentiment, si bien qu'avec les Monod elles ont un moment colonisé l'Université. Encore aujourd'hui le recrutement est plus choisi dans les facultés de droit, à Saint-Cyr, que dans les facultés des lettres. Les nouvelles promotions, issues de l'école laïque, n'avaient guère de chances de briller dans les salons littéraires, même quand ceux-ci s'intéressaient aux bohèmes et aux aventuriers, histoire de s'amuser un moment et de paraître sans préjugés. L'Académie les bouda longtemps, ainsi que le public cultivé, encore recruté dans la bourgeoisie traditionnelle. La haute Université offrait, par contre, un espace libre aux ambitions.

C'est ainsi qu'assez vite les auditoires des professeurs se réduisirent aux futurs professeurs. Dès lors, l'enseignement supérieur cessa d'être un enseignement de culture pour devenir une préparation de

l'enseignement secondaire. Avec la diffusion de l'instruction secondaire et l'embourgeoisement général de la société, ce public de candidats au professorat est devenu toujours plus nombreux. Mais il a augmenté sans s'élargir, sans sortir de sa spécialisation technique. Au contraire, il constituait à lui tout seul un petit monde à part, bien clos, assez nombreux pour se suffire à lui seul, avec sa littérature, ses éditeurs, ses périodiques.

Il se recrutait souvent de père en fils. La plupart de mes camarades étudiants étaient fils de professeurs ou d'instituteurs. L'agrégation, ou l'Ecole normale, était le rite de passage le plus apprécié d'un instituteur qui prétendait faire accéder ses enfants au monde de bourgeoisie. Une nouvelle catégorie sociale s'est ainsi formée, avec ses habitudes, ses mœurs, et bientôt ses traditions. En politique, elle s'est située à gauche. Haute ou basse, l'Université a été dreyfusarde. Avec Jaurès, elle s'introduisit dans les assemblées ; c'est à ce moment que dans la bourgeoisie d'opposition naquit l'expression méprisante : « la république des professeurs », par opposition au régime des « honnêtes gens », des « hommes capables ».

Chose curieuse, cette Université dreyfusarde, radicale, bientôt socialiste avec Jaurès, n'a pas donné naissance à une littérature historique de combat – du moins quand elle s'adressait à son propre public d'universitaires. Les partis pris de gauche pullulaient dans les manuels primaires, écrits moins comme des traités d'histoire que comme des brochures de propagande. Mais ils s'atténuaient dans les ouvrages plus ambitieux, comme la grande *Histoire de France*, de Lavis. L'Université radicale et républicaine n'a jamais eu la partialité des savants dans les pays totalitaires. Au contraire, ce monde dreyfusard, très engagé politiquement, a affecté en toute sincérité d'ignorer les préjugés contemporains et de leur interdire l'accès de l'Histoire. S'il n'a pas toujours atteint une parfaite impartialité, il n'en a pas moins admis le principe comme le fondement même de la recherche historique.

C'était chose nouvelle, en vérité. Dans la première moitié du XIX^e siècle, l'Histoire était vite devenue une machine de combat. Daniel Halévy nous a raconté comment, en 1842, Michelet est devenu, avec Edgar Quinet et Mickiewicz, l'homme du « mouvement », l'apôtre des temps nouveaux. Au moment où il cessait ses leçons aux princesses d'Orléans, il arrêta le cours de son Histoire de France, la laissait au Moyen Age, pour sauter tout de suite à la Révolution. Cette conception de l'Histoire comme une leçon de choses politiques dirigée a survécu jusqu'à nos jours dans les ouvrages académiques, et, plus tard, dans les réhabilitations systématiques du passé, réactions contre les apologies révolutionnaires du romantisme. L'Université, il faut le souligner, car il lui fallut un véritable ascétisme qui a sa grandeur, a toujours répugné à cette utilisation de l'Histoire. Au contraire, elle a érigé en principe que l'Histoire ne prouvait rien, qu'elle existait dans la mesure où on ne l'interrogeait pas pour la solliciter. D'ailleurs, elle pensait qu'il ne fallait jamais interroger l'Histoire : cet appel impliquerait un choix, une sélection dans la masse de l'Histoire, et on ne devait pas faire intervenir un souci contemporain, même non politique.

Ainsi soigneusement détachée du présent, à quelle curiosité répondait l'Histoire chez les historiens professionnels ? Question importante, d'où dépend le sens qu'il faut donner à toute l'historiographie moderne, œuvre des universités françaises ou étrangères ; question à laquelle il est assez délicat de répondre, car il faut bien reconnaître que les historiens ne l'ont jamais posée. Les mathématiciens, les physiciens, les chimistes, les biologistes, les naturalistes, n'ont pu se passer de justification philosophique. Les historiens sont à peu près les seuls, parmi les savants, à refuser cette méditation sur le sens de leur discipline. Ils ont seulement écrit des traités de méthode, je dirai plutôt de technologie : comment utiliser les fonds d'archives, les bibliographies, comment critiquer les textes, les dater, les authentifier, etc., en bref, comment se servir de ses instruments de travail. Mais, au-delà des difficultés techniques, jamais rien ; aucun sens de l'apport des sciences du passé à la connaissance de la condition humaine et de son devenir. Les philosophies françaises sur l'Histoire sont dues à des philosophes :

Cournot, hier, Raymond Aron, aujourd'hui. Elles sont délibérément ignorées, ou mises à l'écart d'un haussement d'épaules, comme le bavardage théorique d'amateurs sans compétence : l'insupportable vanité du technicien qui demeure à l'intérieur de sa technique, sans jamais tenter de la regarder du dehors !

Néanmoins, ce silence vient d'être rompu, au sein même de l'École. Un grand historien contemporain, notre meilleur médiéviste, Louis Halphen, a récemment publié un petit livre : *Introduction à l'Histoire*, qui est, en vérité, une défense de l'Histoire, en particulier contre les critiques de Paul Valéry. Curieux comme l'épiderme universitaire, longtemps insensible aux analyses difficiles des philosophes, a frémi sous les boutades d'un poète².

Or ce petit livre où un historien s'interroge sur l'Histoire, et qui est l'œuvre d'un savant éminent, étonne par sa gaucherie et sa naïveté. Il est tout entier conçu sous la forme d'un plaidoyer : on a dit que l'Histoire était sans fondement, qu'elle était incapable d'établir l'authenticité des faits qu'elle se proposait de reconstituer, soit qu'elle ignorât les plus essentiels, soit qu'elle fût la dupe de documents mensongers ou équivoques. Et l'auteur de démontrer très sérieusement comment, après tout, on est en droit de rassembler, « même pour les époques les moins fournies en documents, un ensemble de faits assez bien connus pour qu'on puisse en dégager le sens et la portée, c'est-à-dire en faire l'objet d'une science véritable ».

Selon l'École, la justification de l'Histoire se ramènerait à prouver qu'il existe des faits assez positivement connus pour permettre une étude scientifique, c'est-à-dire objective. On a contesté cette assimilation de l'Histoire aux sciences exactes, en partant de la notion d'expérience. En Histoire, on ne peut pas répéter l'expérience ; à vrai dire, on ne peut même pas faire une expérience. On se contente de reconstituer une expérience unique et naïve, d'après les témoignages d'acteurs inconscients de leur rôle de sujets ou d'observateurs ; et d'ailleurs est-on en droit de donner le nom d'expérience aux drames que les hommes ont vécus totalement ?

Mais ce n'est pas seulement son incapacité à expérimenter qui distingue l'Histoire des sciences exactes. C'est aussi la nature même de ses recherches, et on se trouve ici au cœur même du contresens des historiens universitaires. Ceux-ci, jaloux de la positivité des sciences exactes, ont mis en principe, implicitement ou explicitement, que l'Histoire était une science des faits. C'est cette notion du fait historique qui se trouve à la base de leur conception et de leur méthode. Or, c'est cette notion du *fait* démontré, objet de l'Histoire, qui paraît contestable³. Mieux que par une analyse théorique, le *fait* des historiens se définit par les trois préoccupations de l'historien : l'établissement des faits, la continuité des faits établis, l'explication des faits ainsi enchaînés.

L'établissement des faits. On reconstitue le fait par le recours aux documents contemporains et par leur interprétation critique. C'est le travail sur textes, le plus près possible des sources. Malgré son apparente sévérité, c'est, dans toute œuvre historique, même médiocre, la partie la plus valable et toujours authentique, celle qui sauve l'œuvre des déviations positivistes. Le document original quel qu'il soit, parce qu'il est un témoin, contient trop de sève pour que le savant le plus féru d'objectivité parvienne à l'épuiser tout à fait.

Mais ce qui demeure, notons-le bien, c'est l'ensemble complexe du témoignage, et ce n'est pas le *fait* que l'historien croit déduire de cette matière vivante. Le fait est bien chez l'historien, mais il n'était pas avant lui dans le document : il est une construction de l'historien. A partir de ce moment où le fait est ainsi défini et établi, il s'isole et devient une abstraction. En découpant le comportement humain, comme un chimiste, dans son laboratoire, sépare l'objet de son expérience, l'historien confond ce qu'il appelle le fait et l'échantillon d'expérience. Mais que subsiste-t-il de vivant dans cet échantillon ? L'historien pense retrouver cette vie en remplaçant le fait ainsi établi dans la continuité des autres faits qui l'ont

précédé et suivi.

La continuité des faits. Les faits ainsi catalogués, l'historien se propose de les réunir dans un ordre qui reconstitue la continuité de la durée.

Mais prenez un manuel « scientifique », par exemple le premier volume de l'*Histoire de Byzance*, d'E. Bréhier, dans la collection « L'évolution de l'Humanité ». Tous les faits connus y sont, ou à peu près. Leur connaissance est exhaustive, leur succession bien exacte. Et cependant, avez-vous jamais l'impression de la durée, cette impression tout à fait réelle, sans aucune subjectivité, que vous sentez quand vous vivez votre propre continuité historique. Quand je pense à mon temps, à ce qui se passe autour de moi, je n'ai pas besoin de détailler les éléments – les faits – de cette Histoire. Je sens très bien, et très naïvement, que ce temps existe, qu'il est pour moi une réalité importante, essentielle, et pourtant, je ne connais pas la moitié des faits que l'historien de demain se croira obligé d'insérer dans la reconstitution exhaustive de cette réalité. L'Histoire qui s'impose à moi et la reconstruction *a posteriori* de l'historien sont si différentes que l'un des deux doit se tromper, l'homme ou l'historien. L'homme, parce qu'il ne connaît pas objectivement tous les faits qu'il éprouve, ou l'historien, parce que les faits ne contiennent pas, même dans leur intégralité, toute l'Histoire⁴ ?

Il est bien évident que le temps historique, tel que nous le vivons, ne se réduit pas à une succession de faits, si nombreux qu'ils soient. Le temps historique n'est pas une infinité de faits, comme la droite géométrique est une infinité de points.

Je ne veux pas dire que le fait de l'historien, une fois replongé dans la durée, n'existe pas. Disons qu'il en est le squelette. Encore est-il que, par rapport à cette durée, il convient de distinguer deux ordres de faits : les faits monumentaux, qui percent le tissu de la durée, et qui particularisent certains moments du temps. On croirait que le temps s'accroche à eux, et personne dans le temps ne peut les ignorer. Mais il est d'autres faits plus secrets qui, par leur nature, demeurent dans l'ombre, insoupçonnés des hommes qui vivent dans le temps. Ils ne sont pas sans influence sur le temps, car ils contribuent à construire sa façade apparente, mais ils n'entrent pas directement dans la conscience que les hommes prennent de leur durée historique. Or, ils ont été un des objets favoris de la recherche historique. Les historiens se sont plus particulièrement efforcés de découvrir tout ce que les contemporains n'avaient pas connu. C'est le cas de l'histoire politique et de l'histoire diplomatique. Comme si les historiens redoutaient le mystère de la durée, mal éclairé par leur juxtaposition de faits, comme s'ils préféraient construire à côté d'une durée à eux, distincte de celle des contemporains, mais qui fût leur propriété de spécialistes.

En tous les cas, la continuité de l'historien objectif ne restitue pas l'expérience que nous avons de la durée. Bien plus, en juxtaposant des faits, les uns qui étaient dans le temps, mais qu'il en a retirés, et qu'il néglige, les autres qui n'y étaient pas, mais qu'il y introduit avec prédilection, il détemporalise l'Histoire. D'où cette impression, à la lecture, que les choses se passent chez lui autrement que nous savons qu'elles se passent autour de nous, impression décourageante qui est à la source de la déception des enthousiastes, telle que nous l'évoquions au début de ce chapitre.

L'explication des faits. C'est à peu près ce que L. Halphen, dans son *Introduction à l'Histoire*, appelle la synthèse, quand il écrit sans broncher : « Synthèse et analyse doivent donc cheminer de compagnie, s'épaulant l'une et l'autre, se perfectionnant l'une l'autre. » L'explication des faits, de la manière dont ils découlent les uns des autres, voilà bien la dernière ressource de l'historien pour les relier autrement que par la simple succession chronologique. Il faut aussi voir dans cette synthèse un effort pour donner un sens à l'Histoire, pour la justifier comme une science de l'évolution, où, ainsi que l'écrit L. Halphen, « les choses nous apparaissent replacées sur leur plan véritable, non comme surgies du néant, mais comme issues d'une lente incubation, et comme de simples étapes sur un chemin dont jamais le terme n'est atteint ».

Pour l'historien, les faits s'expliquent donc par les relations de causes à effets qui les rattachent aux faits qui les précèdent et à ceux qui les suivent. Je veux bien que cette causalité explique l'enchaînement des faits, la succession de ces échantillons découpés dans la durée. Elle explique pourquoi tel fait vient à telle place. Mais rend-elle compte de la perception globale que les contemporains ont de leur Histoire ? Question capitale. Lorsque nous analysons notre comportement ou celui d'une personne de notre entourage, nous pouvons relier ces activités par une causalité tout à fait certaine et qu'il serait inconséquent de nier. Mais nous savons bien que ce comportement ne se réduit pas à cette seule mécanique causale. Cette mécanique n'a de réalité que si elle est maintenue à l'intérieur d'une structure qui la comprend et la dépasse. Pour prendre le train ou atteindre un objet, nous faisons certains actes que nous pouvons décomposer en une succession de causes et d'effets. Néanmoins, cette chaîne causale perdrait sa réalité si elle était détachée de l'entreprise globale : le voyage ou la quête de l'objet. Il y a dans l'entreprise quelque chose de plus que la cascade de causes et d'effets qu'une réflexion *a posteriori* nous permet d'analyser.

Sans insister, on voit très bien où l'erreur peut s'introduire : d'une part, en donnant à chacun des actes médiateurs une autonomie ; d'autre part, en repoussant la réalité de ces actes intermédiaires, et en les noyant dans la totalité de l'entreprise.

Il en est ainsi de l'interprétation objective de l'Histoire. Les historiens ont évité certes le second écueil, mais ils n'ont pas su maintenir les structures globales qui donnent aux causalités intermédiaires leur sens concret.

Nous sentons bien que tel phénomène d'aujourd'hui est autre chose que tel autre phénomène, il y a un siècle. Et pourtant, chacun de ces deux phénomènes peut s'inscrire dans une chaîne de causes et d'effets très semblables.

Sans doute, fait remarquer l'historien scientifique qui reconnaît la différence des temps et tient à la souligner, mais ces deux chaînes causales ne sont pas identiques. Jamais deux faits ne se répètent exactement. Votre identité est artificielle, vous avez oublié un anneau dans la chaîne.

Cela est vrai. Néanmoins, nous avons le sentiment que la différence essentielle n'est pas due à cet anneau de plus ou de moins dans la chaîne des causalités. La différence réside, au contraire, dans la manière dont ces causalités, même si elles sont très voisines, se présentent à nous. Pour se faire entendre, il faut recourir à une autre terminologie. Il faut parler d'éclairage, de tonalité ; on songe moins à l'expérience du laboratoire qu'à l'œuvre d'art. Au fond, *la différence d'une époque à une autre époque se rapproche de la différence de deux tableaux ou de deux symphonies : elle est de nature esthétique.* Le véritable objet de l'Histoire réside dans la prise de conscience du *halo* qui particularise un moment du temps, comme la manière d'un peintre caractérise l'ensemble de son œuvre. La méconnaissance de la nature esthétique de l'Histoire a provoqué chez les historiens une décoloration complète des temps qu'ils se sont proposé d'évoquer et d'expliquer.

Leur effort d'exhaustivité et d'objectivité aboutit à la création d'un monde qui est à côté du monde vivant, un monde de faits complets et logiques, mais sans ce halo qui donne aux choses et aux êtres leur densité vraie.

Ainsi s'explique la déception de l'étudiant, du jeune historien, que j'évoquais au début de ce chapitre. Il s'était porté vers l'Histoire parce qu'il éprouvait cette sensation particulière que donne à l'homme la couleur du temps. A la faculté, on lui a enseigné une anatomie morte. Il s'est parfois tourné vers l'histoire non scientifique et, à quelques rares exceptions près, sa déception a été encore plus grande : le

pittoresque superficiel des vulgarisateurs lui a paru un substitut vulgaire de cette couleur qui manquait aux squelettes universitaires. Il a encore préféré la sécheresse des uns aux illusions des autres.

Quelques-uns ont alors pensé qu'on pouvait tout de même donner un sens au puzzle des historiens : l'étude du passé permettrait de découvrir les causes du présent. Nous vivons aujourd'hui les effets des événements plus anciens. Le rôle principal de l'Histoire consisterait à expliquer ce présent en le replaçant dans la suite de phénomènes qui l'ont provoqué.

On en vient alors à réduire l'Histoire, l'Histoire dont l'existence se justifie, à la recherche des causes immédiates et lointaines des événements contemporains. Si on considère l'Histoire comme la science des faits, on ne peut échapper à ce rétrécissement. C'est le moindre mal.

Pour ma part, j'ai admis cette justification de l'Histoire, comme troisième dimension du présent, quand, après mon temps d'études, je me suis trouvé confronté avec les événements monumentaux des années 1940. On éprouvait alors le besoin de rattacher ces phénomènes gigantesques et révolutionnaires à une Histoire plus ancienne, afin de les mieux comprendre, de leur enlever cet aspect d'inconnu et d'inintelligible qui les rendait encore plus redoutables et malfaisants. J'eus alors l'occasion, en 1941, de m'occuper de l'enseignement de l'Histoire dans des centres de jeunesse et dans des écoles de formation de moniteurs. Il s'agissait d'intéresser à l'Histoire des garçons qui, par manque de culture littéraire, par absence de tradition familiale, ne concevaient même pas le passé, ne savaient pas ce que ce mot pouvait recouvrir : quelque chose de noir et de confus, sans intérêt ni utilité. Des grands garçons. Il fallait donc, pour éveiller leur curiosité, rattacher ce passé inconnu à ce qu'il y avait pour eux de connu dans le présent, et alors, remonter de ce présent connu au passé inconnu, en insistant sur leur solidarité et leur continuité. Nous fûmes donc amenés à décanter la vaste matière historique, et à choisir les sujets dont les traces étaient encore perceptibles, et ceux-là seulement. Nous dûmes développer des questions trop rapidement traitées dans les programmes de l'enseignement officiel, comme l'histoire des techniques, des civilisations non classiques, etc. Par contre, nous éliminâmes toute une masse d'événements diplomatiques, militaires, politiques, quitte à sauter sans honte par-dessus bien des régimes, bien des révolutions : nous écartions le passé dont les survivances, trop dégradées, n'étaient pas assez visibles dans les structures contemporaines.

Nous aboutissions à une perspective sur l'Histoire très différente de celle des programmes officiels, simples résumés des connaissances à un certain état de la science historique.

Cette expérience m'a permis de vérifier la valeur d'une Histoire conçue comme une troisième dimension du présent.

A vrai dire, il n'y a guère d'autres moyens d'intéresser honnêtement un public de non-spécialistes, si on se refuse à recourir à l'arsenal des anecdotes piquantes et des anachronismes douteux.

L'homme qui n'est pas professionnellement rompu au maniement des « faits », à leur accumulation et aux joies de leur enchaînement gratuit, pour le plaisir, n'éprouve aucune curiosité pour les reconstitutions les plus précises et les plus ingénieuses. Les prodiges de l'érudition le laissent froid. Cette mécanique lui est étrangère, en tant qu'homme. S'il est diplomate, ou officier, il peut s'intéresser au classement et à l'interprétation des faits diplomatiques ou militaires, comme diplomate ou comme officier, mais l'homme en lui demeure étranger à ce souci de spécialiste. Il n'y a pas d'histoire des faits pour le non-spécialiste.

Au contraire, l'homme, même peu cultivé, pourvu qu'il soit un peu observateur, s'étonne en regardant autour de lui. L'univers où il vit lui paraît, s'il arrête un moment son attention, incompréhensible, comme une source de problèmes non résolus. Seule, l'Histoire peut répondre à cet étonnement, et réduire, ou tout au moins limiter et préciser l'absurdité du monde. Elle lui explique le pourquoi des étrangetés qu'il constate, elle donne une profondeur à ce qui serait autrement une surface sans densité. Il n'y a pas d'autre moyen de capter l'intérêt que l'homme porte à l'homme dans l'Histoire. Les spécialistes ont trop oublié

que l'Histoire, au moins la science des faits qu'ils concevaient, se justifiait seulement dans la mesure où elle répondait aux problèmes posés par le présent.

On ne peut pas admettre que l'Histoire devienne un monopole de spécialistes, même quand certains le revendiqueraient. C'est bien plutôt une véritable déformation sociologique qui a muré l'Histoire dans le cercle étroit des professeurs et des professeurs de professeurs. L'ouverture sur le présent est la seule issue possible, à l'intérieur d'une conception exhaustive et objective. On la retrouve dans le petit livre apologétique de L. Halphen : *Introduction à l'Histoire*, dont nous avons parlé plus haut. C'est une position valable.

Néanmoins, elle ne satisfait pas l'historien. Elle justifie la recherche des causes, mais de certaines causes seulement. La méthode qui en découle, si elle est appliquée avec rigueur, aboutit à supprimer carrément toute une partie de l'Histoire, celle dont les traces sont trop effacées dans le monde contemporain. On en vient à donner à l'Histoire la plus contemporaine une importance démesurée, et à reléguer les désuétudes et les archaïsmes et, en définitive, des époques entières dont la postérité est aujourd'hui éteinte.

Faut-il donc admettre que le passé sans conséquences assez immédiates sur le présent soit aussi sans intérêt, sinon pour le spécialiste ? Faut-il admettre qu'il puisse exister un passé sans valeur humaine ?

Quelques-uns acquiesceront sans remords – ceux qui veulent limiter l'enseignement de l'Histoire à celui des temps contemporains, distinguant ainsi une histoire pour spécialistes, sans limite chronologique, et une histoire pour les hommes, réduite à ses tranches les plus basses.

Mais ceux-là n'ont aucune pitié pour le passé, qui acceptent de le mutiler ainsi. La plupart des historiens refuseront, universitaires en tête, comme devant un sacrilège. Il s'agit bien d'un sacrilège, et malgré toutes leurs prétentions scientifiques, nos érudits objectifs ont, au fond, une réaction religieuse. Car, à l'origine de leurs travaux gratuits, objectifs, exhaustifs, il faut reconnaître une pitié, et c'est cette pitié, souvent honteuse, qui sauve leurs œuvres de la caducité.

Mais alors, existe-t-il un passé pour l'homme, réduit aux survivances contemporaines, et un passé pour le spécialiste, total et sans hiatus ? Cette division du passé homogène n'est pas défendable, et pourtant, à l'intérieur de la conception objective et exhaustive des faits historiques, on ne voit pas comment on peut l'éviter. Ou bien l'Histoire se contente d'être une spécialité, sans rapport avec le souci de l'homme pour l'homme, ou bien elle accepte de se mutiler et s'ampute de toute une partie d'elle-même. A l'intérieur de la notion de *fait* historique, la difficulté n'est pas soluble. Si on veut y échapper, il faut renoncer à la notion étriquée du *fait*, il faut admettre que l'Histoire est autre chose que la connaissance objective des *faits*.

1949

1.

Sur cette période, de la première moitié du XIX^e siècle, on ne saurait rien ajouter à l'étude que Camille Jullian a publiée en guise de préface à son *Anthologie des historiens français du XIX^e siècle*.

2.

Ces pages ont été écrites avant la mort de L. Halphen. J'aurais scrupule à ne pas affirmer mon admiration de ce grand historien et de son œuvre. Mais la faiblesse de sa théorie de l'Histoire n'est que plus significative.

3.

Voir les analyses décisives de Raymond Aron : *Introduction à la philosophie de l'Histoire*. L'Histoire n'existe pas avant l'historien.

4.

Gardons-nous bien de croire que l'élément qui manque aux durées abstraites des historiens scientifiques peut être suppléé par le

pittoresque et l'imagination littéraire. Les livres où des auteurs ignorants s'efforcent de « faire vivant » ne sont pas moins dépouillés de cette réalité mystérieuse qu'il s'agit de découvrir et d'évoquer. Mais leur cas ne mérite pas qu'on s'y arrête, car, seule, la crédulité du public et l'incompétence des éditeurs leur permettent de couvrir les étagères de libraires de leurs ennuyeuses fantaisies. L'échec de l'historien authentique, qui s'efforce de restituer le passé en sondant l'intégralité des faits, est beaucoup plus digne d'intérêt.

L'histoire existentielle

Depuis le temps où l'étudiante dont je parlais au chapitre précédent se désolait de la sécheresse de ses maîtres, l'Histoire universitaire a rajeuni ses méthodes et ses principes, et l'étudiant d'aujourd'hui, s'il est un peu informé, ne risque plus la déception de ses anciens : trop de perspectives séduisantes s'ouvrent à sa curiosité, à l'intérieur même de l'*Alma Mater*. Des tendances, déjà anciennes, mais longtemps étouffées, se sont affermies, et il semble bien qu'avec la montée des générations elles s'imposent définitivement. L'histoire des *faits*, objective et exhaustive, à la manière positiviste, si elle est encore maintenue et persiste dans la littérature scientifique et dans le manuel, même le manuel d'enseignement supérieur, apparaît comme une survivance tenace, mais condamnée. Depuis une vingtaine d'années, l'Histoire universitaire et savante se renouvelle de fond en comble. Les horizons qu'elle découvre à la curiosité contemporaine doivent donner à cette science rajeunie une place dans le monde intellectuel qu'elle avait perdue depuis les romantiques, Renan et Fustel de Coulanges. Le positivisme de l'école classique l'avait mise à l'écart des grands débats d'idées. Le marxisme, l'historicisme conservateur, l'avaient annexée à des philosophies de l'histoire, trop loin du souci existentiel de l'homme contemporain.

Des savants remarquables devaient lui rendre son rang, ou plutôt – car ce rang, elle ne l'avait jamais tenu réellement – lui permettre de répondre à l'intérêt passionné qu'aujourd'hui l'homme porte à l'homme, non pas à l'homme éternel, mais à un certain homme, engagé dans sa condition.

Avant de définir l'esprit de cette nouvelle historiographie, rappelons très brièvement quelques-unes des œuvres les plus saillantes, au moins celles qui ont fait école. Deux noms s'imposent tout de suite : Marc Bloch et Lucien Febvre¹.

Marc Bloch est certainement l'un des plus grands historiens français. La guerre – il a été exécuté par les Allemands en 1943 – a interrompu son œuvre au moment où sa longue maturation devait lui permettre de développer des vues dont la hardiesse exigeait qu'il les fondât sur une érudition impressionnante. Mais telle qu'elle est, l'œuvre de Marc Bloch a exercé sur les historiens une influence déterminante. Il est, avec Lucien Febvre, à l'origine de ce rajeunissement d'une science qui se décomposait dans l'ennui. Il est curieux que ces deux maîtres de l'Histoire française viennent de l'université de Strasbourg, où ils ont longtemps enseigné. Le contact vivant avec le monde rhénan, germanique, mais aussi pour le Franc-Comtois L. Febvre, traversé d'influences espagnoles, n'a sans doute pas été étranger à leur conception d'une histoire comparée des modes caractéristiques de civilisation.

Dans l'œuvre de Marc Bloch, déjà importante malgré sa relative brièveté, je choisirai deux aspects susceptibles de frapper l'attention.

D'abord sa magistrale histoire des *Caractères originaux de l'histoire rurale en France*. Et, par histoire rurale, M. Bloch n'entendait pas l'histoire des politiques rurales des gouvernements ou des administrations, mais celle des structures agraires, des modes de tenure du sol, de leur répartition, de leur exploitation. En fait, c'est l'histoire du paysage construit de mains d'hommes. C'est déjà le titre du livre qu'elle inspira à G. Roupnel, cet autre novateur modeste et passionné : *Histoire de la campagne française*. M. Bloch ouvrait à la Grande Histoire le domaine à peu près vierge en France (il ne l'était pas en Angleterre et dans les pays scandinaves) des transformations du paysage rural, au contact le plus intime de l'homme et de son existence de tous les jours. Avant lui, avec le vieux Babeau, ces recherches conservaient un caractère descriptif et anecdotique. M. Bloch leur restitua un sens pour l'intelligence de

la société française, à peu près exclusivement rurale jusqu'au xvii^e siècle. Sa méthode lui permettait d'atteindre les structures sociales par le dedans, au-delà des descriptions pittoresques et agréables, mais qui n'atteignaient pas l'essentiel : le lieu géométrique de l'homme et de son travail quotidien, du paysan et de la terre.

Autre innovation : les *Caractères originaux...* de M. Bloch ne se limitaient pas à une petite tranche de temps. C'était pourtant une tradition chez les érudits de se spécialiser dans une certaine période et, plus la période était courte, plus le savant était considéré. Quoique médiéviste, M. Bloch n'a pas hésité à prolonger son histoire des structures agraires jusqu'au xix^e siècle, toujours avec le même bonheur d'érudition. A une spécialisation horizontale, dans le temps, il substituait une spécialisation verticale, à travers le temps. Cette méthode était périlleuse, parce qu'elle exigeait une connaissance considérable, mais elle permettait de mettre en relief les articulations de l'évolution, au lieu de noyer son sujet dans une grisaille de faits trop proches et donc trop semblables. Elle brisait le cadre d'une spécialisation qui, au point où elle était poussée, ne permettait plus de saisir les différences des temps et des lieux. Elle devait heureusement se répandre, car on s'est aperçu alors que l'histoire des institutions devient à peu près inintelligible si elle n'embrasse pas une période assez longue pour que les variations deviennent sensibles. Et les phénomènes institutionnels ne sont compréhensibles au non-contemporain qu'à l'intérieur des variations qui les distinguent et les particularisent.

C'est pourquoi l'étude de la féodalité a été complètement renouvelée par Marc Bloch dans ses deux remarquables ouvrages sur la *Société féodale. La formation des liens de vassalité* et *les Classes et le Gouvernement des hommes*².

Avant Marc Bloch, médiévistes ou juristes avaient l'habitude d'envisager la féodalité comme une « organisation » donnée une fois pour toutes, qu'il suffisait de décrire telle qu'elle était à sa maturité, et d'expliquer ensuite par ses origines.

Si j'ouvre le petit livre de J. Calmette sur *la Société féodale* qui faisait le point de la question en 1923, je tombe sur un premier chapitre intitulé : « Les origines féodales », où l'auteur fait appel aux droits barbares et romains pour montrer comment le fief est né de la combinaison de deux institutions antérieures, le bénéfice et la vassalité : où on reconnaît la méthode classique de la filiation des faits. La filiation peut être objectivement exacte, elle n'explique rien des conditions qui font du fief quelque chose de différent de la vassalité et du bénéfice.

Après le chapitre des origines, je trouve « L'organisation féodale », où est décrite une féodalité type, sans insister sur les différences régionales et la diversité des évolutions.

Marc Bloch a repris le problème autrement que ses prédécesseurs. Sans vouloir simplifier à l'excès son itinéraire, on peut définir deux directions principales.

D'abord il n'y a pas une *féodalité*, mais une *mentalité* féodale. L'étude des institutions sortait ainsi du domaine du droit – sans négliger, il s'en faut, les données du droit – et elle était ramenée à l'histoire d'une structure mentale, d'un état des mœurs, d'un milieu humain. M. Bloch a donc recherché dans quelle mesure l'homme féodal différait de ses ancêtres, au lieu de s'attarder à suivre dans le monde féodal les prolongements du monde pré-féodal. Avant lui, on expliquait le fief par la vassalité ou le bénéfice. Avec lui, on oppose le féodal au compagnon et au bénéficiaire, bas-romain ou germanique.

Ensuite, deuxième point de sa méthode, il n'y a pas *une* féodalité, générale à tout l'Occident, mais *plusieurs* états d'une société, assez voisins pour qu'on les réunisse sous l'étiquette féodale, assez distincts pour qu'on ne les confonde pas – avec d'ailleurs de vastes aires demeurées en dehors des habitudes dites féodales. Dès le départ de son étude, il a distingué avec soin les temps et les lieux, distingué et comparé.

Mais, si Marc Bloch s'astreignit ainsi à cerner la diversité des morphologies féodales – et non

féodales –, ce n'était pas du tout pour obéir au traditionnel impératif d'exhaustivité, pour établir un catalogue complet d'institutions plus ou moins voisines. Pour lui, c'était, au contraire, une manière de définir et d'interpréter l'essence commune à ces différentes formes.

En effet, chacun reconnaissait sans doute la diversité des institutions et de leurs développements. Mais on admettait que cette diversité était secondaire, qu'il existait un contenu commun à cette polymorphie, et l'histoire scientifique classique se donnait pour but de définir ce contenu par l'élimination des détails adventices, considérés comme des adjonctions extérieures, des archaïsmes ou des adultérations sous des influences étrangères. On réduisait cette diversité à un prototype, plus ou moins déformé ici et là, et l'essentiel demeurait le prototype.

Marc Bloch ne nie pas la réalité d'une société féodale, mais il ne la recherche pas dans une moyenne des différences. Au contraire, il la trouve dans la comparaison des différences elles-mêmes, sans jamais tenter de les réduire, par-delà leur variété, à la fiction d'un prototype commun. *S'il existe une unité, elle ne se découvre pas dans le dépouillement, mais au sein même de la diversité.* Cette unité apparaît comme le résultat d'une tension entre des diversités, et nous la percevons comme unité grâce à la spécificité de ce complexe par rapport aux autres complexes de diversités, qui l'ont précédé ou suivi, ou qui coexistent avec lui.

L'unité est ce qui fait que les autres sont autres. Et cette altérité ne se ramène pas à une moyenne commune aux subdivisions d'un même ensemble. Bien plus, la conscience concrète de cette unité s'altère au fur et à mesure qu'on s'éloigne d'une perception aiguë de différences irréductibles à un degré supérieur de généralité. Une structure sociale se caractérise par ce qui la diversifie dans le temps et dans l'espace.

L'effort de L. Febvre est inséparable de celui de Marc Bloch. Ils ont dirigé ensemble ces admirables *Annales d'histoire sociale* qui ont fait pénétrer, dans le monde savant et dans une partie appréciable du grand public cultivé, une conception vivante et féconde de l'Histoire. Nul plus que L. Febvre n'a contribué à ce renouvellement. De ses livres et de ses articles aux *Annales* et à la *Revue de synthèse historique*, on tirerait facilement la matière d'un vigoureux essai sur la méthode historique, et aussi les premières bases d'une philosophie sur l'Histoire. A ce sujet son œuvre est capitale, et son importance doit être tout de suite soulignée. Néanmoins, je n'y insisterai pas, car ce serait travail d'anthologie, et il faudrait coudre trop d'extraits et de citations : ce n'est pas là le but de cet essai. D'autre part, je risquerais trop la répétition, car, que de passages, dans les pages qui précèdent, s'inspirent de très près des vues de L. Febvre.

Comme pour Marc Bloch, je voudrais seulement évoquer quelques aspects de sa méthode d'historien, et montrer dans quel sens s'oriente cette nouvelle école.

Je m'appuierai sur deux ouvrages les plus récents de L. Febvre : *le Problème de l'incroyance au XVI^e siècle. La religion de Rabelais*³ ; *Autour de l'« Heptaméron ».* *Amour sacré, amour profane*⁴.

Tous deux traitent des structures mentales particulières aux hommes du XVI^e siècle. Mais aucun n'appréhende ce sujet directement : à peine si l'intention de l'auteur perce dans les titres ou les sous-titres. L. Febvre ne se propose pas d'épuiser son sujet : la société du XVI^e siècle, ou un découpage en surface de son sujet, une zone de cette société. En fait, il la traverse tout entière, mais en un point choisi par lui, comme on fait un sondage. Et l'endroit du sondage, L. Febvre le choisit là où sa recherche découvre un phénomène étrange et énigmatique à ses yeux. Il ne raconte pas une histoire, il pose un problème. C'est, en général, à propos d'un homme (Rabelais, Bonaventure, Des Périers,

Marguerite de Navarre) ou d'un trait de mœurs : les procès de sorcellerie. Il distingue dans la geste du passé ce qui lui paraît souligner une différence entre la sensibilité de l'homme d'autrefois et celle de l'homme d'aujourd'hui. En quoi consiste cette différence ? C'est poser le problème. A quoi correspond cette différence dans l'état des civilisations comparées ? C'est apporter une interprétation, et avancer une hypothèse. Dans quelle mesure cette hypothèse, fondée sur un cas singulier, est-elle applicable à l'ensemble de la société ? C'est tenter un essai de reconstruction historique, sans dérouler l'Histoire comme un film continu d'événements, mais en la rapportant au problème initial, à l'étonnement entre l'hier et l'aujourd'hui, qui était à l'origine de la recherche, et persiste à la soutenir et à l'orienter.

L'Histoire se présente alors comme la réponse à une surprise, et l'historien est d'abord celui qui est capable d'étonnement, qui prend conscience des anomalies telles qu'il les perçoit dans la succession des phénomènes.

Cette attitude devant l'Histoire implique une relation entre l'historien et le passé, et une conception de l'évolution très différente des principes reconnus dans l'école classique⁵.

Rabelais était-il le précurseur des libertins et des esprits forts, comme l'ont soutenu les historiens ? Mais, bien plus, pouvait-il être détaché de toute croyance dans l'univers mental et social à base religieuse où il était immergé ? Ainsi le cas Rabelais cesse-t-il d'être une curiosité d'histoire littéraire pour devenir un problème crucial, et de la solution qu'on lui donne dépend toute une conception de l'homme dans l'Histoire. Ou bien Rabelais pouvait être un athée, plus ou moins avoué, et l'Histoire apparaît comme un lent mûrissement où les données nouvelles sortent insensiblement des données antérieures. Ou bien Rabelais, dans le monde du xvi^e siècle, ne pouvait pas ne pas partager les sentiments de son temps, et il faisait corps avec son temps, un temps qui ne ressemblait à aucun autre temps. Et alors, l'Histoire n'est plus une évolution où les éléments de variabilité sont à peine perceptibles d'un moment à l'autre, mais elle devient le passage plutôt brusque d'une civilisation à une autre, d'une totalité à une autre.

Il ne s'agit pas de faire dire à Lucien Febvre ce qu'il n'a ni écrit ni pensé, de le solliciter dans le sens d'une discontinuité inhérente à l'Histoire. L'Histoire est bien continue dans sa durée mesurable. Mais la méthode problématique de L. Febvre l'amène à concevoir l'Histoire comme une succession de structures totales et closes, irréductibles les unes aux autres. On n'explique pas l'une par l'autre, en faisant appel à une dégradation de l'une à l'autre. Il existe entre deux civilisations successives des oppositions essentielles. De la première à la seconde, il s'est passé quelque chose qui n'est pas dans la première, quelque chose comme une mutation en biologie. La méthodologie de L. Febvre l'oriente donc, quoiqu'il ne se soit pas, à ma connaissance, encore expliqué sur ce point de manière explicite, vers une sociologie éloignée du vague transformisme sous-jacent aux historiens du xix^e siècle et du xx^e siècle. Une société lui apparaît comme une structure complète et homogène, qui expulse les éléments étrangers, ou les réduit au silence. Et, si elle se dégrade, elle ne se reconstitue pas insensiblement sous des formes dérivées, mais elle se défend et, même anéantie, elle persiste à se survivre avec ténacité, non pas dans la société qui prend sa place, mais à côté : ce qu'on appelle des archaïsmes.

Seulement, ces structures discontinues – dans une durée matériellement continue – ne peuvent se saisir à l'état isolé. A l'intérieur d'une époque limitée, où se cantonnaient scrupuleusement les anciens spécialistes, tous les phénomènes se ressemblent, confondus dans la même grisaille décolorée. C'est le privilège de l'homme vivant de saisir sans effort la particularité du monde qui l'entoure. Mais l'historien n'est pas un homme du passé. Son imagination ne lui rend pas la vie, et l'appel à l'anecdote pittoresque et suggestive ne supplée pas à l'éloignement. L'historien ne peut saisir directement la singularité du passé, comme le contemporain perçoit sans médiation la couleur propre à son temps.

L'originalité du passé n'apparaît à l'historien que par référence à un terme de comparaison qui lui soit connu naïvement, c'est-à-dire son présent, la seule durée qu'il puisse percevoir sans effort de conscience ou d'objectivation. Ainsi L. Febvre est-il amené à reconstituer le milieu propre au XVI^e siècle, en partant des différences qui opposent sa sensibilité à la nôtre. C'est le sujet de son livre sur Marguerite de Navarre. Serait-il aujourd'hui admissible qu'une femme sincère et estimée, soumise aux canons sociaux de son temps et de sa classe, écrivît en même temps et sans se déjuger, *l'Heptaméron* et *le Miroir de l'âme pécheresse* ? Concevrait-on aujourd'hui que, sans remords ni hypocrisie, un homme, un roi, fasse incognito ses dévotions au sortir du lit de sa maîtresse ? Montaigne lui-même commençait à trouver la couleuvre un peu grosse... Marguerite de Navarre ne serait pas possible aujourd'hui, ni même en descendant de proche en proche, cinquante ans après sa mort. Pourquoi ? Parce que, commente L. Febvre, il existait alors un rapport de morale à religion différent du nôtre, une religion et une morale autrement colorées que les nôtres. Cela peut être contesté : il n'importe. Seul le cheminement de l'historien nous intéresse ici. Il établit d'abord des différences, puis, avec ces différences, il reconstitue une structure qui, bientôt, n'est plus construite de négations, mais apparaît comme une totalité originale. A la limite, l'historien perçoit son passé avec une conscience très proche de celle du contemporain de ce passé.

Or, s'il est parvenu à ce dépassement de lui-même et de ses préjugés d'homme de son temps, ce n'est pas en se détachant de son temps, en l'oubliant ou en le refoulant. C'est, au contraire, en se référant d'abord à son présent. Dès lors, il paraît difficile de saisir la nature propre du passé, si on mutile en soi le sens de son temps. L'historien ne peut plus être l'homme de cabinet, le savant de caricature, retranché derrière ses fichiers et ses livres, fermé aux bruits du dehors. Celui-là a tué ses facultés d'étonnement et n'est plus sensible aux contrastes de l'Histoire. Qu'il connaisse les archives et les bibliothèques, voilà qui, cela va sans dire, est nécessaire. Mais ce n'est pas suffisant. Il lui faut encore saisir la vie de son époque pour, de là, remonter aux différences qui lui ouvrent la voie d'un monde inaccessible.

Le rajeunissement de l'Histoire contemporaine n'est pas limité à la manière de M. Bloch et de L. Febvre. En réalité, il se manifeste dans les milieux les plus variés.

L'Histoire ancienne n'y a pas échappé. Les découvertes les plus suggestives ne sont pas dues au seul perfectionnement de l'outillage archéologique ou philologique, mais à l'emploi de cet outillage, selon des méthodes comparatives dans le temps et dans l'espace. L'histoire de l'Antiquité ne s'arrête plus à la chronologie ou à la géographie classique. Elle confine à la préhistoire, et s'étend jusqu'à l'Inde ou l'Asie centrale : l'histoire grecque a été ainsi renouvelée, grâce à une méthode de comparaison, autant qu'aux découvertes documentaires. Les historiens s'attachent aux sujets où la comparaison est possible. Aussi se détachent-ils des périodes classiques, isolées dans une unité, d'ailleurs contestable, par l'ancienne historiographie, et préfèrent-ils les aires et les temps où plusieurs civilisations s'affrontent et se recouvrent, monde hellénistique, iranien, levantin, échanges de l'Orient et de l'Occident le long des routes de la soie, des pistes caravanières.

L'histoire moderne et surtout contemporaine est restée plus réfractaire au renouvellement des méthodes et des principes. D'abord parce que les faits politiques y ont conservé leur importance prédominante. Nos contemporains sentent moins le besoin d'expliciter par l'Histoire la conscience de leur temps : celle-ci leur est naïvement donnée. Il faut enfin reconnaître que la masse de la documentation a exigé une spécialisation, non plus seulement dans le temps, mais dans les matériaux de l'Histoire : à côté des historiens de l'Histoire politique, il y a les historiens de l'Histoire économique, comme s'il y avait une politique, une économie, à part, et non pas une totalité humaine, à la fois politique, économique, morale, religieuse, et qu'il est impossible de dissocier. Aussi les recherches de ces spécialistes, si nouvelles et si fécondes que soient leurs spécialités, comme l'histoire économique, aboutissent à des impasses. On les consulte avec fruit, mais leurs savantes études ne sont pas si loin des méthodes de l'École. Je pense, en

particulier, aux recherches sur l'histoire des prix, très importantes, sans aucun doute, mais dont l'importance n'a pas encore été assez dégagée, en considérant les incidences des prix sur la mentalité des hommes.

Néanmoins, si le renouvellement est moins général et moins vigoureux en histoire contemporaine qu'en histoire ancienne ou médiévale, il a inspiré des recherches très importantes. Dans ce cas, la comparaison a moins porté sur le temps que sur l'espace, grâce en particulier aux progrès parallèles de la sociologie et de la géographie : géographie électorale, géographie des pratiques religieuses, étude des niveaux de vie, des mentalités collectives, des phénomènes démographiques, des attitudes devant la vie, la mort...

Ce rapide tour d'horizon, si incomplet qu'il soit, suffit pour qu'on se rende compte du foisonnement d'idées neuves – sujets et méthodes – dans l'histoire contemporaine. Essayons maintenant de caractériser les quelques points communs à cet ensemble de recherches, et dans quelle mesure ils définissent une attitude devant l'Histoire.

Reprenons donc ce que nous avons dit ici et là, à propos de celui-ci ou de celui-là, en un petit catéchisme d'une histoire « existentielle », catéchisme à la fois trop rigoureux et trop incomplet, mais qui nous permettra d'y voir un peu clair dans cette matière en pleine transformation.

L'histoire classique de la fin du XIX^e siècle se définissait comme la science des faits et de leur succession logique et chronologique. L'histoire moderne s'affirme comme la science des structures, et on prendra le mot structure dans un sens très voisin de celui de la *Gestalt*. Cette structure n'est pas seulement un ensemble de faits reliés par leur ordre dans le temps et par leur enchaînement causal. Les faits sont seulement le matériel. La structure, ou, comme disent plutôt les historiens, le milieu, est une totalité organique qui groupe des faits, mais sous une forme et un éclairage – selon une esthétique – qui leur sont propres à un moment du temps et à un endroit de l'espace. Une même structure ne s'est jamais répétée et ne se répétera jamais. Sa reconstitution archéologique par l'historien rejoint la conscience naïve que le contemporain prend de la particularité du temps où il vit.

La recherche d'une structure dépend moins de la nature des faits que de leur organisation ensemble.

On a trop dit que le renouvellement de l'Histoire était dû au choix du sujet. L'Histoire à la manière désuète d'autrefois serait l'histoire-bataille ou l'histoire politique. L'Histoire selon les conceptions modernes serait l'histoire économique ou sociale. Cela n'est pas exact. L'Histoire d'aujourd'hui est totale, et elle n'élimine ni les faits politiques ni les faits militaires. Elle se méfie seulement de la notion de faits isolés, de faits d'herbier ou de laboratoire. Il se trouve que les événements militaires, diplomatiques, politiques, répondent mieux que les autres phénomènes sociaux à la définition positiviste du fait. Parce qu'ils sont eux-mêmes des produits moyens, des premières abstractions. Ils se situent à un degré de l'institution qui s'est éloigné de la représentation concrète de l'homme dans son temps. Aussi présentent-ils entre eux, d'une époque à l'autre, un air de famille qui a séduit les moralistes, les politiques et les érudits. Ils s'isolent plus facilement, se dégagent sans peine du flux mouvant des phénomènes. Ils adoptent sans résistance cette vie autonome du *fait* qui se date et s'insère dans la chaîne continue des effets et des causes. Ils sont à la limite du concret historique et du *fait* abstrait des histoires. C'est pourquoi les historiens classiques les ont adoptés d'enthousiasme et ont bientôt réduit à eux seuls le sujet de leurs recherches.

Cela ne veut pas dire qu'ils n'existent pas. Encore faudra-t-il les replacer dans la structure à laquelle ils appartiennent, c'est-à-dire les interroger non pas pour eux-mêmes, comme s'ils étaient indépendants et autonomes, mais par rapport à la structure dont ils sont un des éléments constitutifs. Et c'est le propre

d'un milieu humain que chacun de ces éléments ne soit pas simple, mais qu'il reproduise toute la complexité de son milieu. Les faits diplomatiques peuvent alors fournir la matière d'une contribution à cette histoire structurelle dont nous parlons, comme dans les études de J. Ancel sur la politique européenne, la notion de frontières, etc.

Néanmoins, l'historien témoignera plus de prédilection pour les phénomènes qui n'ont pas subi le processus de généralisation des phénomènes politiques. Il recherchera avec ferveur les données qui sont *avant* l'institution, et qui conservent intacte la fraîcheur des particularités : les choses dont on sait immédiatement qu'elles sont uniques, ne se sont jamais reproduites et ne se reproduiront jamais. C'est pourquoi l'historiographie récente s'intéresse spécialement aux phénomènes économiques et sociaux : ils sont les plus proches de la vie quotidienne de tous les hommes. Ils sont, pour ainsi dire, des faits existentiels. Mais, cette qualité existentielle, ils ne la possèdent pas en propre. S'ils sont isolés, ils deviennent comme les faits politiques, des faits abstraits, qui ont perdu leur sens et leur couleur. Ils n'existent que dans leur structure. Il est vrai qu'il est plus difficile de les séparer ; et pourtant l'économie politique ne s'en est pas privée, et ses schémas si rigoureux sont au moins aussi mécaniques que les successions causales des historiens objectifs.

Parmi les matériaux du passé, l'historiographie moderne accorde un crédit spécial à des témoignages dont la valeur qu'on leur attribue aujourd'hui échappait *ipso facto* au contemporain. Dans les récits du passé, l'historien s'intéresse à ce qui paraissait naturel au contemporain, ce que le contemporain n'eût pu relever sans puérilité. Et voici pourquoi : un monde – ou une structure – se particularise par des habitudes collectives dont la caractéristique est qu'elles sont spontanées. Ces habitudes disparaissent quand cesse leur spontanéité, et leur effacement signale la fin du monde qu'elles définissaient. A l'homme d'un autre monde, qu'est l'historien, les spontanéités du passé apparaissent au contraire comme des étrangetés. Il existe donc des données historiques qui sont à la fois spontanées au contemporain, et étrangères à l'historien. Leur spontanéité les met à l'abri du défaut inhérent à tant de documents où l'auteur pose pour la postérité, et sollicite les événements qu'il narre. Mais si c'est seulement ce qu'il dit à son insu qui intéresse l'historien !

Dès lors, à cet historien, il appartiendra d'expliquer en quoi ces habitudes naïves, et qu'il lui faut reconstruire, caractérisent les mœurs d'un temps où elles étaient naturelles et irréfléchies. Il doit *psychanalyser* les documents, comme Marc Bloch et Lucien Febvre ont psychanalysé les témoignages du Moyen Age et de la Renaissance, pour retrouver la mentalité particulière à ces époques, c'est-à-dire une mentalité inaperçue des contemporains, et étonnante à nos yeux.

En réalité, cette nécessité de la psychanalyse historique ne se limite pas à un certain genre de faits. Les faits politiques, diplomatiques, militaires, n'y échappent pas. Un fait cesse d'être un échantillon de laboratoire et se rattache à la structure totale, quand il apparaît comme une habitude spontanée, et qui a cessé d'être spontanée. Ainsi conçu, le fait possède une valeur incontestable, au moins comme outil de travail pour la reconstitution historique. Il peut se définir comme *l'élément d'une structure passée qui n'existe plus dans la structure de l'observateur, dans le présent de l'historien*.

De là, il résulte qu'il n'est d'Histoire que comparée. L'Histoire est la comparaison de deux structures, de deux structures transcendantes l'une à l'autre. On remonte du présent au passé. Mais on descend aussi du passé au présent.

Le contemporain a le sentiment naturel de son Histoire, mais comme il a conscience de lui-même : il ne se la représente pas clairement, il n'en éprouve pas même le besoin. C'est pourquoi l'Histoire scientifique est venue si tard ; c'est pourquoi elle a été si lente à définir ses méthodes et ses fins ; c'est pourquoi elle a d'abord été une histoire ancienne. On découvre plus naturellement l'autre, même si on se le représente gauchement, même si, par une réaction qui suit d'ailleurs la première surprise, on réduit

cette altérité à un prototype moyen, l'homme classique.

A l'origine de l'Histoire la plus primitive, la plus embarrassée de morale et de politique, on trouve un élément – parfois imperceptible et effacé – d'étonnement et de curiosité. Cet étonnement n'existe pas à l'intérieur de sa propre Histoire, où tout va de soi. Aussi l'histoire des contemporains a-t-elle été la plus tardive et la moins satisfaisante. Elle a commencé par l'histoire des faits. D'une part, les faits dûment sollicités fournissaient des arguments politiques et polémiques aux opinions et aux partis. Enfin, le fait, abstrait et objectif, est une construction logique qui ne dépend pas d'un sentiment vivant de l'Histoire. Les histoires de l'Antiquité, du Moyen Age, de la Renaissance, avaient déjà commencé leur réforme, et l'histoire contemporaine persistait dans les méthodes narratives et analytiques de l'époque positiviste.

Comme les autres histoires, l'histoire contemporaine ne peut être que comparée. L'historien du passé devant se rapporter à son présent. L'historien du présent doit, au contraire, abandonner son présent pour se rapporter à un passé de référence. L'historien du passé devait avoir de son présent une conscience naïve de contemporain. L'historien du présent doit prendre de son présent une connaissance archéologique d'historien. Sinon, la structure qu'il veut définir lui est trop naturelle pour qu'il puisse la percevoir clairement. L'historien du présent, et non celui du passé, doit sortir de son temps, non pas pour être l'homme d'aucun temps, mais pour être celui d'un autre temps.

L'Histoire naît des relations que l'historien perçoit entre deux structures différentes dans le temps ou dans l'espace.

Ainsi conçue, l'Histoire, pour vivre, exige donc qu'il existe des structures fondamentalement différentes, si différentes qu'on ne passe pas de l'une à l'autre par dégradations insensibles. Ce passage a pu être, il a presque toujours été, insensible aux contemporains des périodes de transition. Mais les contemporains ne vivaient pas cette transition comme un passage entre un avant et un après. C'était pour eux un présent qui englobait à la fois des survivances et des anticipations, sans que le partage se fît objectivement à l'intérieur de leur propre structure. L'Histoire postule la transcendance des civilisations successives, et la méthode moderne est fondée sur cette transcendance. On ne peut donc dire aujourd'hui de l'Histoire, comme on l'écrivait hier, qu'elle est une science de l'évolution. Les historiens persisteront à user de ce mot commode – et dangereux – d'évolution, pour traduire des idées de changement, de lente dérive, mais ils en évacueront peu à peu le sens biologique.

Ainsi, tout en conservant et en perfectionnant son outillage scientifique de recherche, l'Histoire se conçoit comme un dialogue où le présent n'est jamais absent. Elle abandonne cette indifférence que les maîtres d'autrefois s'efforçaient de lui imposer.

L'historien d'aujourd'hui reconnaît sans honte qu'il appartient au monde moderne et qu'il travaille à sa manière à répondre aux inquiétudes – qu'il partage – de ses contemporains. Son optique du passé demeure liée à son présent – un présent qui n'est pas seulement une référence de méthode. Désormais, l'Histoire cesse d'être une science sereine et indifférente. Elle s'ouvre au souci contemporain dont elle est une expression. Elle n'est plus seulement une technique de spécialiste, mais elle devient une manière d'être dans le temps de l'homme moderne.

Ce chapitre était écrit et composé avant la parution du livre *Combat pour l'Histoire* ; Lucien Febvre a réuni en un recueil particulièrement suggestif les articles de critique où ses idées sur l'Histoire sont le plus développées.

2.

Deux volumes, Albin Michel, coll. « L'évolution de l'Humanité », 1939 et 1940.

3.

Paris, Albin Michel, coll. « L'évolution de l'Humanité », 1942.

4.

Paris, Gallimard, 1944.

5.

Elle implique évidemment la conviction que l'Histoire n'existe pas comme une réalité à reconstituer par l'historien : c'est au contraire l'historien qui lui donne l'existence. Renvoyons à ce propos à Raymond Aron : *Introduction à la philosophie...*

L'histoire dans la civilisation moderne

Sorti du monde clos de mon enfance, j'étais sollicité par deux conceptions de l'histoire : l'une était politique et paraissait, en apparence, prolonger les nostalgies royalistes qui m'avaient charmé, la conception bainvillienne de l'histoire de France ; elle était fondée sur l'idée de répétition des faits historique, transformant en un système la conscience naïve du passé, telle qu'elle se perpétuait dans ma famille. L'autre manière d'aborder l'Histoire était celle de la Sorbonne, une manière objective, au moins aussi sèche et abstraite que sa rivale, mais détachée des soucis politiques, et se haussant pour prendre rang parmi les sciences exactes.

Au fond, pas un historien n'a pu éviter l'alternative des deux histoires, l'une scientifique, l'autre politique, conservatrice ou marxiste. Aucun historien n'a tout à fait arrêté son choix. Les savants les plus austères s'efforçaient seulement d'assurer dans leur vie l'étanchéité entre la science objective et l'interprétation politique du passé. Mais, quelque désintéressée que fût leur érudition, ils subissaient la manière de voir le temps pratiquée dans leurs milieux, selon leur appartenance politique. Car la philosophie politique de l'histoire séparait l'opinion comme un front de guerre, en deux camps. Dans chacun de ces camps, des tendances se heurtaient, mais on était entre gens qui parlaient la même langue. Et cette impression de parenté venait, par-delà les orthodoxies et les excommunications de chapelles, d'une attitude commune devant l'Histoire. Selon qu'on accentuait l'idée de répétition ou de devenir, on se classait à droite ou à gauche. Une manière assez vague de considérer le passé vous rangeait d'un côté ou de l'autre du front. Même les historiens professionnels, férus d'objectivité, ne pouvaient éviter de choisir, et, pour si peu qu'on choisisse, on est engagé.

J'ai donc, pour ma part, oscillé pendant quelque temps, de l'objectivité universitaire à l'interprétation cyclique chère alors aux intellectuels *d'Action française*. Je pratiquais déjà l'œuvre de Marc Bloch, de Lucien Febvre, mais je ne l'avais pas encore assez assimilée pour comprendre où elle débouchait.

A la vérité, cette époque de ma vie intellectuelle me laisse une impression plutôt désagréable de tiraillement. Il fallait à tout instant changer de registre, et comme de mentalité, selon que l'interlocuteur plaçait le débat sur le plan de l'histoire scientifique, ou de la philosophie politique de l'Histoire. Les essais de compénétration des deux systèmes étaient toujours malheureux. Une référence à la politique traditionnelle des frontières naturelles, si chère à Sorel et à Bainville, était le plus sûr moyen d'obtenir une note éliminatoire dans un examen universitaire. Les professeurs s'acharnaient là, moins sur une erreur historique réelle, que sur l'influence qu'ils flairaient d'un genre exécré. Dans l'autre sens, je me rappelle avoir présenté un programme de conférences pour un cercle d'études sociales, où les classes sociales étaient étudiées, j'y voyais un moyen de renouveler un peu les sujets *d'Action française*, en utilisant les méthodes des historiens sociaux, en faisant appel à des expériences vécues et concrètes. Mon idée n'a pas été retenue parce qu'elle ne se prêtait pas à des conclusions politiques assez pratiques, assez efficaces.

Il fallut, pour m'évader de cette alternative, le traumatisme de 1940 et les années d'épreuves qui suivirent.

Dans nos vies troublées, l'Histoire prit alors une résonance plus intime, plus liée à notre propre existence : quelque chose de beaucoup plus proche que les théories présentées jusque-là à notre curiosité. Ceci se passa de deux manières.

D'abord l'Histoire apparut sous une forme massive et étrange : un moment du temps, mûri par les

moments précédents du temps, mais cependant s'opposant à eux par ses particularités irréductibles. Ce temps surgissait comme un bloc. Son mouvement obéissait-il à des lois ? Sûrement pas aux lois que des historiens mécanistes avaient proposées. Mais cette notion même de lois importait peu : elle ne s'appliquait pas à cette nature de phénomènes. Nous savions bien que nous ne pourrions pas discipliner cette masse torrentielle d'événements par une technique d'ingénieurs. Elle nous fascinait parce que, si étrange et incompréhensible qu'elle parût, elle intéressait notre existence à tous ses niveaux, des plus superficiels aux plus profonds. Désormais, l'Histoire ne pouvait plus être un simple objet de connaissance désintéressée, ou de spéculation orientée. Elle était devant nous, tout simplement, et nous ne pouvions éviter cet affrontement. Elle devenait une manière pour le monde moderne d'être présent à chacun d'entre nous. Jusqu'à présent, les hommes, protégés par l'épaisseur de leur vie privée, ne sentaient pas le monde de leur temps avec un sentiment aussi concret. Mais, désormais, chacun est placé en face d'un monde, et situé dans un temps. L'Histoire est la conscience qu'on prend de cette présence redoutable.

Le traumatisme de 1940 ne nous a pas seulement dévoilé la grande histoire, totale et massive. Une autre histoire nous est apparue, particulière à chaque groupe humain.

Ch. Morazé a observé que les vieux petits « pays » qui semblaient avoir disparu, intégrés dans de plus vastes unités régionales, avaient repris vie pendant la guerre de l'occupation allemande. Cette observation est très importante et va loin.

La raison n'en est pas seulement que la conjoncture de guerre ressuscitait en partie les conditions d'autrefois, du temps des petits pays. La vie repliée et inquiète de l'occupation ramenait les particularités propres aux plus petits groupes humains, les uns traditionnels, comme la famille et le pays, les autres nouveaux ou révolutionnaires, comme le kommando en Allemagne, ou la formation du maquis. Pour des causes complexes et multiples, les unes matérielles, comme les difficultés de communication, les autres morales, comme le besoin de rapprochement et de complicité dans un milieu suspect ou hostile, *l'existence sociale s'est établie à un degré plus bas d'intégration*. Tout un monde dont on n'avait guère conscience nous a été alors révélé : *un monde de relations concrètes et uniques d'homme à homme*. Ce monde dense, mais restreint, plonge dans le passé et engage notre présent. Il est la face familière d'une Histoire qui nous paraissait tout à l'heure étrange, sous son aspect massif. Il est notre *histoire particulière*, qui nous appartient en propre, est essentiellement différente de l'histoire particulière à un autre groupe. C'est pourquoi j'ai tenu à placer, en tête de cet essai, l'évocation des souvenirs qui m'ont paru, à partir de 1940, plus importants et plus valables que je ne l'avais cru auparavant. J'ai mieux compris, à la lumière de cette révélation des histoires particulières, le sens de la notion maurrassienne d'héritage, si liée aux mémoires anciennes, aux images pieusement recueillies de nos passés familiaux. Curieux comme cette idée si concrète d'héritage a pu longtemps s'accommoder d'une histoire, considérée comme une mécanique à répétition et une leçon de choses politiques.

L'histoire particulière est bien distincte de l'histoire totale et collective que nous avons « reconnue » plus haut. L'Histoire collective n'est ni la somme ni la moyenne des histoires particulières. L'une et l'autre ne sont pas deux moments d'une même évolution. Elles sont, au contraire, solidaires, et on prend en même temps conscience de l'une et de l'autre. Elles sont deux manières d'être dans l'Histoire.

Nous avons vu que la grande Histoire collective apparaît comme un moment du temps opposé aux autres moments qui l'ont précédé ou le suivront. La différence se fait dans le temps. Au contraire, la différence d'une histoire particulière à une autre histoire particulière intervient entre mon histoire et la tienne, et non pas entre celle d'hier et celle d'aujourd'hui.

Mon histoire s'oppose aux autres grâce à une singularité qui résiste au temps et à son pouvoir d'érosion et de réduction. Cette singularité introduit un élément d'inertie, de résistance au changement :

l'héritage maurassien. Ainsi l'entend le père de famille quand il répond à son fils : « Tu peux le faire, mais ce n'est pas l'habitude de la famille, on ne fait pas cela chez nous. » Dans ce sens, on peut parler de permanence.

Encore faut-il s'entendre. Cette permanence n'est pas immobilité. En fait, les traditions des groupes sociaux se modifient profondément dans le temps, mais ces variations n'affectent pas le sentiment qu'au sein des groupes on reste fidèle à son passé. L'histoire particulière existe dans la mesure où *elle est refus du changement à l'intérieur du changement universel*.

Ainsi l'Histoire, au cours des années troubles, dévoilait un double visage, sans pourtant que son unité fondamentale fût atteinte. Comme dans toutes les choses humaines, l'unité, quand elle est authentique, n'apparaît qu'après une première diversité, parfois une contradiction.

Quelle qu'elle soit, l'Histoire est toujours la conscience de ce qui est unique et particulier, et des différences entre plusieurs particularités.

Les différences peuvent se situer dans le temps : les moments successifs de l'Histoire qui s'opposent les uns aux autres. C'est ce que j'ai appelé l'Histoire totale et massive.

Les différences peuvent être hors du temps, dans la conscience qu'une collectivité prend d'elle-même, par rapport, non pas à une autre époque de son devenir, mais à la collectivité voisine, ce que j'ai appelé l'histoire particulière, l'histoire des héritages. Elle est encore dans l'enfance, mal dégagée d'une sociologie systématique et verbalisante. Ce serait, par exemple, l'histoire de la conscience de classe, l'histoire des représentations du nationalisme, l'histoire des opinions, etc., ce qui se passe quand, à l'intérieur d'un groupe restreint, se crée un mythe tutélaire où chacun s'abrite dans l'espoir indéradicable de résister au devenir.

Deux histoires : deux aspects d'un même problème qui nous hante chaque jour un peu plus, le problème des *particularités différentes*.

Il est très instructif, à ce propos, de suivre certaines variations du sens de la particularité dans la société, et dans l'Histoire. Elles expliquent, mieux qu'une analyse abstraite, ce que nous entendons.

Il y eut un temps, la plus longue durée de l'Histoire, où la particularité était dans les choses et dans les représentations naïves des choses. Les objets n'étaient pas alors définis par leurs fonctions. Une hache n'était pas simplement un instrument tranchant. En fait, la hache, ainsi techniquement définie, n'existait pas dans les consciences. Il y avait une certaine forme de hache, galbée, décorée d'une certaine manière, selon un certain type. A l'intérieur d'une même civilisation, on était attaché à cette forme au moins autant qu'à la fonction.

Une autre hache, qui eût permis de résoudre les mêmes difficultés techniques, n'était pas interchangeable avec la hache traditionnelle. Présentait-elle des supériorités techniques qu'elle ne s'imposait pas immédiatement. Le milieu lui résistait. Pour le pénétrer, il fallait que cette technique supérieure adoptât la forme de l'outil plus rudimentaire qu'elle devait remplacer. Un objet était à la fois une technique et une forme – la forme était dans l'objet. Une civilisation se définissait par son attachement à une forme qui imposait un style constant aux modifications des techniques – et, en conséquence, par sa répulsion aux formes différentes, caractéristiques d'autres civilisations.

Les hommes vivaient alors, chaque jour, dans un monde de différences. C'est pourquoi ils étaient sans histoire, sinon la mémorisation des annales, des épopées, à des fins souvent liturgiques et sacrées. Ils n'éprouvaient pas le besoin de prendre conscience des différences où ils étaient immergés. Et cette mentalité, d'origine préhistorique, persista aux époques historiques, mais dans le silence des textes ou, du

moins, des formes supérieures d'expression. En effet, les écrivains et les artistes de ces âges ont au contraire cherché à échapper à ces différences pour fixer un type général d'humanité qui les transcendât, ce que nous appelons le classicisme. Je ne crois pas que ce phénomène soit seulement occidental ; il y a un classicisme oriental. Dans un monde de différences, on tendait à affirmer une unité au-delà de ces différences. Jusqu'à la révolution mentale des XVIII^e-XIX^e siècles, l'art et la pensée, de tendance toujours plus ou moins classique, paraissent séparés de l'Histoire, étrangers au sentiment populaire des différences. Ce sentiment, à certaines périodes, parvenait à percer la généralité des classicismes. Vite, il était refoulé, comme une forme d'émotion barbare.

Le classicisme est le canon littéraire et artistique de sociétés vivant leur existence quotidienne dans un monde de différences.

Or, ce monde de différences a péri au XIX^e siècle, ou, du moins, il n'est plus un monde de formes singulières et amicales.

Désormais, il n'y a plus une hache d'une certaine forme, qui est réellement un autre objet que cette simili-hache, fabriquée dans un autre style. Il n'y a plus qu'une seule hache, définie par sa fonction d'outil tranchant. Il peut y avoir plusieurs types de hache, selon leur spécialisation technique. Mais les différences de forme sont devenues des variations décoratives secondaires. La hache est plus ou moins belle ; elle est toujours une hache. A ce moment de la civilisation, la forme, qui était autrefois *dans* l'objet, est à côté, à l'extérieur, une valeur superficielle qui ne modifie pas la nature de l'objet ; les objets se reconnaissent seulement selon leurs fins techniques. Nous sommes si habitués à cette manière de voir que nous concevons mal l'importance inouïe de cette révolution mentale. Le grand changement qui caractérise le monde moderne ne réside pas dans le développement des techniques, mais dans le rôle déterminant et absolu de la technique dans la désignation des objets. Au fond, il n'y a plus d'objets, mais des reproductions d'un prototype idéal défini par sa destination. Plus d'objets, mais des fonctions techniques. Plus de haches, mais un instrument tranchant. A la limite, un vocabulaire technologique, nouveau et abstrait, se substitue aux noms vivants des objets concrets.

Notre civilisation n'est plus fondée, comme les civilisations d'autrefois, sur des particularités constitutives. Elle n'est même pas comparable à ces anciennes civilisations, qui coexistaient avec des styles différents. Nous n'avons plus aujourd'hui *des* civilisations, mais nous tendons vers *un* type général et abstrait de civilisation, ce qu'on appelle communément *la* civilisation moderne, caractérisée à Tokyo, à San Francisco et à Paris, par l'uniformité des techniques. Il se peut, il arrive même toujours, que cette uniformité ne parvienne pas à s'imposer aux mœurs et à évacuer tous les éléments traditionnels de différence. L'histoire contemporaine est faite des réactions de ces inerties du passé contre la standardisation technocratique. Cela n'empêche pas cet idéal technocratique de se glisser à travers les représentations les plus courantes de la vie. Quelles que soient nos réactions personnelles, nos nostalgies d'un passé plus concret et plus singulier, nous ne pouvons nous défaire de l'habitude invétérée de considérer dans les objets la fonction avant la forme. Et c'est cette manière de voir les choses qui est importante.

Aux civilisations des différences s'oppose la civilisation de la technique, toujours semblable à elle-même.

Or, à mesure que la technique s'imposait dans les mœurs, les particularités, chassées de l'univers familier des objets, gagnaient le monde des idées et des images, de la pensée et de l'art, et remplaçaient peu à peu le type d'homme constant et universel du classicisme.

Tout se passe comme si l'effacement des particularités détruisait le classicisme dans les modes supérieurs. On avait besoin d'eux, sans qu'on s'en aperçût avec clarté, et voici qu'ils venaient à manquer. Les hommes oscillaient entre la double uniformité de la technique et du classicisme. Ils risquaient de

périr. Alors, les particularismes refoulés ont pris leur revanche dans le domaine jadis réservé aux généralités d'un classicisme unitaire. Ils ont envahi la littérature et le monde des idées.

Dans cette pénétration, l'Histoire a joué un rôle curieux.

Par un étonnant paradoxe, elle a d'abord été le refuge du classicisme, chassé de la littérature par le roman. Au XIX^e siècle, le roman assura le triomphe de types sociaux, différenciés selon le temps, le lieu, la condition. Au contraire, l'Histoire, du moins sous ses formes littéraires, académiques, conservatrices, maintint la fiction de l'homme classique. Elle posa, en principe, la permanence de la nature humaine, inaltérée par les modifications passagères du devenir. Cette idée d'une permanence de l'homme devint alors un lieu commun dans les manières de penser et de causer de la société bourgeoise. Encore aujourd'hui, dans un salon de conservateurs cultivés, tentez de suggérer, au cours de la conversation, que la connaissance du passé n'autorise guère à anticiper, que les temps se succèdent différents les uns des autres, échappant à une commune généralisation. On criera vite haro sur le baudet. Ce même auditoire conservateur discutera plus facilement, avec moins d'agacement, le point de vue marxiste. Il ne le partagera pas, mais il le comprendra. Sans doute parce qu'il appartient au fond à la même manière systématique. Au contraire, en face d'une interprétation différentielle de l'Histoire, la bourgeoisie se hérisse comme devant l'absurde.

La survivance du classicisme dans l'Histoire fait désormais partie de la conscience de classe bourgeoise. Elle fournit à la bourgeoisie une justification morale. Si le peuple est toujours pareil à lui-même, cela signifie qu'il est toujours mineur, exposé aux mêmes dangers, prêt à succomber aux mêmes tentations. Il a donc besoin d'être guidé par une classe éclairée. De plus, dans cette prédilection pour l'idée de l'homme classique, il y a autre chose qu'un argument, mais un attachement à une manière de voir le monde où la bourgeoisie est à son aise et qu'elle maintient dans le seul secteur encore préservé.

C'est néanmoins une position dépassée, liée à des opinions et à des mœurs « victoriennes ». Ce repli du classicisme était encore possible avant l'invasion de la technique dans la sensibilité. La bourgeoisie classique se servait de la technique, mais son univers mental, formé par les « humanités », conservait quelques-uns des modes antérieurs à l'âge technique. Au contraire, à partir de 1914, les différences de civilisation ont été plus rapidement réduites au type moyen qui caractérise le monde moderne. Et c'est dans cette civilisation, fondée sur l'uniformité des fonctions et des techniques, que l'Histoire a été conçue comme la science des différences. Pas seulement par quelques spécialistes. Une conscience de l'Histoire, sentie comme la différence des temps et des particularités, dépasse les groupes clairsemés des professionnels. Elle conflue avec les courants de pensée qui dominent aujourd'hui, et elle menace de pénétrer les derniers renforts des orthodoxies conservatrices ou marxistes.

A une civilisation qui élimine les différences, l'Histoire doit restituer le sens perdu des particularités.

Annexes

Annexe I : La « bibliothèque » du « Temps de l'Histoire ».

Sont ici mentionnés les auteurs et les titres auxquels Philippe Ariès fait référence dans *le Temps de l'Histoire*, à l'exception des documents et des livres qui sont l'objet même de ses analyses dans les deux chapitres centraux consacrés à l'histoire au Moyen Age et au XVII^e siècle. Notre intention n'est pas de proposer un index du livre en son entier, mais de reconstituer l'horizon de références anciennes ou de lectures récentes qui était celui de Philippe Ariès dans les années d'après-guerre. On trouvera donc ici la liste, non pas des textes sur lesquels a porté alors son travail d'historien, mais des ouvrages et des auteurs qui l'ont accompagné dans ce travail.

Action française, [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#).

Alain-Fournier, *Le Grand Meaulnes* (Paris, 1913), [1](#).

Alexandrov Victor, *Journey through Chaos*, Avant-propos par Upton Sinclair, New York, 1945 (*Chaos*, adaptation française de C.-J. Odié, Paris, Calmann-Lévy, 1947), [1](#).

Ancel Jacques, [1](#).

Annales d'histoire sociale, [1](#).

Anselme de Sainte-Marie père, *Histoire généalogique et chronologique de la Maison royale de France* (Paris, 1712), [1](#).

Aron Raymond, [1](#).

–, *Introduction à la philosophie de l'Histoire. Essai sur les limites de l'objectivité historique* (Paris, Gallimard, 1938), [1](#), [2](#).

Babeau Albert, [1](#).

Bailly Auguste, [1](#).

Bainville Jacques, [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#).

–, *Histoire de deux peuples. La France et l'Empire allemand* (Paris, Nouvelle Librairie nationale, 1915), [1](#), [2](#).

–, *Histoire de France* (Paris, Fayard, 1924), [1-2](#), [3](#).

–, *Napoléon* (Paris, Fayard, 1931), [1](#).

Barante, [1](#).

–, *Histoire des ducs de Bourgogne de la Maison de Valois, 1364-1477* (Paris, Ladvocat, 1824-1826, 13 t.), [1](#).

Barrès Maurice, *Le Roman de l'énergie nationale. Les Déracinés* (Paris, Fasquelle, 1897), [1](#).

Bergson Henri, [1](#).

Bertrand Louis, *Louis XIV* (Paris, Fayard, 1923), [1](#), [2](#).

Bloch Marc, [1](#), [2](#), [3](#), [4](#).

–, *Les Caractères originaux de l'histoire rurale française* (Oslo, 1931), [1](#), [2](#).

–, *La Société féodale. La formation des liens de vassalité et Les Classes et le Gouvernement des hommes* (Paris, Albin Michel, 1939 et 1940), [1](#), [2](#).

Boutmy Émile, [1](#).

Brasillach Robert, *Journal d'un homme occupé* (Paris, Les Sept Couleurs, 1955), [1](#).

Bréhier Émile, *Le Monde byzantin* (Paris, Albin Michel, 1947-1950, 3 tomes), [1](#).

Broglie Albert, duc de, [1](#), [2](#), [3](#).

Buck Pearl, *How it Happens : Talk about the German People, 1914-1933*, avec Erna von Pustau, New York, 1947 (*Un monde mal en point. Entretiens sur l'Allemagne avec Erna von Pustau*, Genève, 1948), [1](#).

Caillaux Joseph, *Mes Mémoires* (Paris, Plon, 1942-1947), [1](#).

Calmette Joseph, *La Société féodale* (Paris, Colin, 1923), [1](#).

–, *Charles V* (Paris, Fayard, 1945), [1](#).

Carlyle, [1](#).

Chateaubriand François René de, *Génie du christianisme* (Paris, an X-1802), [1](#).

Chevalier Jacques, [1](#).

Condorcet, *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain* (Paris, 1795), [1](#).

Cournot Antoine-Augustin, [1](#).

Daudet Léon, [1](#).

Dubos abbé, [1](#).

Dormer Hugh, *Hugh Dormer's Diaries* (Londres, 1947), [1](#).

Febvre Lucien, [1](#), [2](#), [3](#).

–, *Le Problème de l'incroyance au XVI^e siècle. La religion de Rabelais* (Paris, Albin Michel, 1942), [1](#).

–, *Autour de « l'Heptaméron ». Amour sacré, amour profane* (Paris, Gallimard, 1944), [1](#).

–, *Combats pour l'Histoire* (Paris, Colin, 1953), [1](#), [2](#).

Fustel de Coulanges, [1](#), [2](#), [3](#).

–, *La Cité antique* (Paris, 1864), [1](#), [2](#), [3](#).

Gaxotte Pierre, *La Révolution française* (Paris, Fayard, 1923), [1](#).

Gibbon Edward, *Histoire de la décadence et de la chute de l'Empire romain* (Paris, 1776), [1](#).

Grande Encyclopédie, [1](#).

Grandes Études historiques (Fayard), [1](#), [2](#).

Grousset René, [1](#).

–, *Histoire de la Chine* (Paris, Fayard, 1942), [1](#).

Guérin Daniel, *La Lutte des classes sous la Première République. Bourgeois et « bras nus » (1793-1797)* (Paris, Gallimard, 1946), [1](#).

Guizot François, [1](#), [2](#).

–, *Collection des mémoires relatifs à l'histoire de France depuis la fondation de la Monarchie française jusqu'au XIII^e siècle* (Paris, 1823-1835, 30 volumes), [1](#).

Halévy Daniel, [1](#).

Halphen Louis, *Introduction à l'Histoire* (Paris, PUF, 1946), [1](#), [2](#).

Hanotaux Gabriel, [1](#), [2](#).

–, *Richelieu* (Paris, Flammarion, 1943), [1](#).

Haussonville Gabriel Paul Othenin, comte d', [1](#), [2](#).

Hugo Victor, *La Légende des siècles* (1859-1883), [1](#).

Jaurès Jean, [1](#), [2](#), [3](#).

Jullian Camille, [1](#).

Extraits des historiens français du XIX^e siècle (Paris, Hachette, 1897), [1](#).

Koestler Arthur, [1](#).

Kravchenko Viktor, *J'ai choisi la liberté. La vie publique et privée d'un haut fonctionnaire soviétique* (Paris, Self, 1948), [1](#).

La Gorce Pierre de, [1](#), [2](#), [3](#).

La Fayette M^{me} de, *La Princesse de Clèves* (Paris, 1678), [1](#).

La Force duc de, [1](#).

Lavis Ernest, *Histoire de France depuis les origines jusqu'à la Révolution* (Paris, Hachette, 1903-1911, 9 t.), [1](#).

[Lefebvre Georges], [1](#).

Lenôtre Théodore Gosselin dit, [1](#).

Lot Ferdinand, *La Gaule. Les fondements ethniques, sociaux et politiques de la nation française* (Paris, Fayard, 1947), [1](#).

Madelin Louis, [1](#).

Malraux André, [1](#).

Marx Karl, [1](#), [2](#).

Mathiez Albert, [1](#).

Maurras Charles, [1](#), [2](#).

Michelet Jules, [1](#), [2](#), [3](#), [4](#).

Mickiewicz Adam, [1](#).

Montesquieu, [1](#), [2](#).

Monumenta Germaniae Historica, [1](#).

Morazé Charles, [1](#).

Paléologue Georges, *La Russie des tsars pendant la Grande Guerre* (Paris, Plon, 1921-1922), [1](#).

Plutarque, [1](#), [2](#).

Poincaré Raymond, *Au service de la France. Neuf années de souvenirs* (Paris, Plon-Nourrit, 1926-1933), [1](#).

Porée père, S.J., [1](#).

Quinet Edgar, [1](#).

Raynal abbé, [1](#).

Renan Ernest, [1](#), [2](#).

Revue historique, [1](#).

Revue de synthèse historique, [1](#).

Reynaud Paul, *Mes prisons. Souvenirs* (Paris, Les Œuvres libres, 1947), [1](#).

Roupnel Gaston, *Histoire de la campagne française* (Paris, Grasset, 1932), [1](#).

Rousseau Jean-Jacques, [1](#).

Rousset David, *L'Univers concentrationnaire* (Paris, Les Éditions du Pavois, 1946), [1](#).

–, *Les Jours de notre mort* (Paris, Les Éditions du Pavois, 1947), [1](#).

Salomon Ernst von, *Les Réprouvés* (Paris, Pion, 1931), [1](#).

Séguir Louis-Philippe, [1](#), [2](#).

Sillon (le), [1](#).

Sorel Albert, [1](#), [2](#), [3](#), [4](#).

Taine Hippolyte, [1](#).

Témoignage chrétien, [1](#).

Thierry Augustin, [1](#).

–, *Récits des temps mérovingiens* (Paris, 1840), [1](#).

Thiers Adolphe, [1](#).

Tite-Live, [1](#), [2](#).

Tocqueville Alexis de, [1](#).

Valéry Paul, [1](#), [2](#).

Valtin Jan (Pseudonyme pour Krebs Richard), *Out of the Night*, New York, 1940 (*Sans patrie ni frontière*, Paris, Wapler, 1948), [1](#).

Vico, [1](#).

Voltaire, [1](#), *Essai sur les mœurs et l'esprit des nations et sur les principaux faits de l'histoire depuis Charlemagne jusqu'à Louis XIII* (Genève, 1756), 204.

Annexe II : Recensions et mentions du « Temps de l'Histoire », 1954-1955.

La France catholique, 7 mai 1954, J.F. [Jean de Fabrègues] : « Jeanne d'Arc telle que nous la rend l'histoire vraie ».

Dimanche-Matin, 9 mai 1954, René Chabert.

Elle, 10 mai 1954, F.V.

Réforme, 29 mai 1954, M. Schmidt

Journal de l'amateur d'art, mai 1954, P.C. [Pierre du Colombier].

Nouvelles littéraires, 3 juin 1954, Robert Kemp.

Bulletin de Paris, 18 juin 1954, Michel Montel : « Notre temps peut-il se contenter d'une histoire "existentielle" ? ».

La Voix de Lorraine, 4 juillet 1954.

La Flandre libérale, 18 juillet 1954, M.F.

L'Indépendant, juillet 1954, Romain Saivat.

La France catholique, 6 août 1954, J. de Fabrègues : « L'histoire est-elle "à droite ou à gauche" ? ».

La Métropole, 14 et 15 août 1954, Hubert Colleye.

Bibliothèque mondiale, 1^{er} septembre 1954.

Oran républicain, 18 septembre 1954, P. Gi.

Aspects de la France, 25 février 1955, Pierre Debray : « Retour à l'Histoire ».

Bulletin de l'université de Toulouse, février 1955, Frédéric Mauro.

La Table ronde, février 1955, Raoul Girardet : « Le temps de l'Histoire ».

Le Droit (Ottawa), 20 avril 1955, Pierre Courtines : « L'histoire vivante ».

Action populaire, sept.-octobre 1955, H. Bruet.

Il faut ajouter à cette liste l'article de Daniel Halévy, « Les vicissitudes de l'Histoire », dont nous n'avons pu identifier le lieu de publication.

Annexe III : Entretien entre Philippe Ariès et Michel Vivier, *Aspects de la France*, 23 avril 1954.

Philippe Ariès vient de publier aux Éditions du Rocher un ouvrage intitulé *le Temps de l'Histoire*, dont l'intérêt nous paraît capital. Formé à l'école de Bainville, puis s'étant orienté vers ce qu'il nomme « l'Histoire existentielle », c'est son expérience d'historien et ses conceptions sur le genre historique que Philippe Ariès expose dans les divers essais qui composent son livre. Avec une gentillesse très amicale, Philippe Ariès a bien voulu répondre aux questions que nous lui avons posées pour les lecteurs d'*Aspects* :

P.A. : Je suis absolument persuadé, nous dit-il, que l'Histoire n'est pas orientée dans un sens ou dans un autre. Rien n'est plus faux que l'idée d'un progrès continu, d'une évolution perpétuelle. L'histoire avec une flèche, cela n'existe pas. Cette évidence est pour moi si forte que je n'y ai peut-être pas suffisamment insisté dans mon livre. Mais plus on étudie les conditions concrètes de l'existence à travers les siècles, mieux on voit ce qu'il y a d'artificiel dans l'explication marxiste que beaucoup de chrétiens adoptent aujourd'hui. L'histoire attentive à toutes les formes du vécu incline au contraire à une conception traditionaliste.

M.V. : Toutefois, cette histoire qui incline au traditionalisme est différente de l'histoire bainvillienne ? Vous avez noté dans votre livre que le sens maurassien de la tradition vivante peut inspirer d'autres formes d'histoire que les vastes synthèses explicatives dont Bainville a donné le modèle – synthèses que l'on peut dire « mécanistes » ou mieux encore « cartésiennes ». Voudriez-vous préciser ce point de vue ?

P.A. : Bainville, répond Philippe Ariès, avait un très grand talent. Son *Histoire de la III^e République*, par exemple, est d'une pureté de ligne admirable. Et puis quelle lucidité dans l'analyse des événements ! Voyez les ouvrages lumineux qu'on a pu faire après sa mort en mettant bout à bout ses articles de journaux. J'ajoute qu'il était un trop grand maître pour ne pas être sensible au particulier comme au général, aux différences comme aux ressemblances. Mais je crois qu'un certain péril pourrait venir des continuateurs de Bainville qui appliqueraient sans souplesse sa méthode d'interprétation et qui feraient de l'histoire une mécanique à répétition, propre à nous donner toujours et partout des leçons toutes faites. Pour eux, la France cesserait vite d'être une réalité vivante, elle deviendrait une abstraction uniquement soumise à des lois mathématiques.

M.V. : Alors que, selon vous, le véritable historien – qui serait en même temps le véritable maurassien – devrait s'attacher à faire l'histoire du pays réel, avec ses communautés, ses familles...

P.A. : Exactement. L'histoire est pour moi le sentiment d'une tradition qui vit. Michelet, malgré ses erreurs, et Fustel, si perspicace, l'avaient fort bien senti. Aujourd'hui, cette histoire est plus nécessaire encore. Un Marc Bloch a montré l'exemple et Gaxotte, dans son *Histoire des Français*, l'a salué comme un initiateur. Mais, même dans le public, ce sentiment de l'histoire est bien plus vif que jadis. Beaucoup de traditions ayant disparu (surtout depuis la cassure de 1880 dont parlait Péguy), cette histoire permet de prendre une pleine conscience de ce qui, jadis, fut vécu spontanément et somme toute inconsciemment. Avoir le sentiment de l'histoire, c'est sentir et comprendre que le présent ne peut être coupé ni de l'avenir, certes, ni du passé.

M.V. : Vous pensez donc qu'il y aurait là un champ magnifique à explorer pour les jeunes historiens qui ont le souci de leur nation. Votre livre me paraît d'ailleurs de nature à susciter ces vocations-là.

P.A. : J'en serais très heureux, car cette histoire existentielle montrerait comment vivent les traditions au sein des communautés. Certaines se continuent sous des formes inédites, et s'il en est qui meurent, il en

est aussi qui naissent. Un exemple frappant, c'est le sens familial. Dans un monde mécanisé, le foyer est probablement le seul qui échappe à la technique. Ce sens familial, tel que l'entendent les modernes, on le voit naître au XVIII^e siècle, mais il s'affirme et se développe de façon paradoxale depuis 1940 dans la plupart des pays d'Occident, Espagne et Italie exceptées. On pouvait supposer que cet après-guerre, comme l'autre, amènerait une épidémie de divorces, une diminution de la natalité, une dislocation de la famille. Or, dans ces pays naguère malthusiens, c'est le contraire qui s'est produit. Il n'y a pas eu répétition mécanique ni évolution linéaire, mais un fait nouveau créant une tradition nouvelle : cette augmentation des naissances et ce resserrement du lien familial, on le constate en Angleterre comme en France, et les fêtes du Couronnement ont manifesté une nuance particulière de loyalisme, celui qui s'adresse moins à une personne royale isolée qu'à l'ensemble d'une famille, à l'ensemble d'un foyer. Loyalisme que bien des Français, chose amusante, ont ressenti presque à l'égal des Anglais eux-mêmes. Jacques Perret s'en est diverti.

M.V. : Ce n'est sans doute pas quitter le domaine de l'histoire que de vous interroger sur vos projets ?

P.A. : Ce n'est même pas quitter le domaine de la famille. J'étudie actuellement le sentiment de l'enfance à travers les siècles. Au XVIII^e siècle, l'enfance inspire déjà aux adultes les sentiments modernes que nous connaissons. C'est donc entre le Moyen Age. et le XVIII^e siècle que j'étudie l'évolution de ces sentiments. L'iconographie fournit des sources intéressantes. En outre, tout ce qui touche la vie scolaire est pratiquement inconnu. C'est d'autant plus curieux que l'histoire est enseignée par des professeurs : le passé de leur propre corporation ne semble pas les intéresser. Or il y a là une mine...

Nous bavardons encore longuement avec Philippe Ariès, qui veut bien nous dire le vif intérêt qu'il porte à la page littéraire de ce journal. Il souhaite en terminant que, parmi nos jeunes lecteurs, nombreuses soient les vocations d'historiens et que par eux soit mieux comprise et mieux aimée la tradition française.

Annexe IV : Lettre de Victor L. Tapié à Philippe Ariès, 17 avril 1954.

C'est une bien agréable lecture et une fructueuse occasion de méditer que vous venez d'offrir, Monsieur, à mes vacances de Pâques. Permettez-moi donc de vous en remercier. Je n'accepte pas sans sourire votre trop aimable dédicace. Non, vous ne pouvez penser que je sois un grand historien, ni que vous hésitez à me soumettre ces pages si variées, attachantes et profondes ! Je me suis plusieurs fois demandé, au cours de ma lecture : « Dans quelle catégorie me rangerait-il ? » Très probablement dans l'histoire scientifique, celle aussi « d'un monde qui est à côté du monde vivant, un monde de faits complets et logiques, mais sans ce halo qui donne aux choses et aux êtres leur densité vraie ». Vous avez raison, d'autre part, de rendre à ce que vous nommez l'histoire existentielle, celle de Marc Bloch et de Lucien Febvre, l'hommage qu'elle mérite. Que nous soyons du groupe ou hors du groupe (et pour des raisons qui ne sont pas toutes de doctrine), nous avons envers elle des dettes incontestables.

J'ai trouvé charmant votre premier chapitre : « Un enfant découvre l'Histoire. » Il faut à la fois beaucoup de gentillesse et d'indépendance pour cette jolie confession et vous l'avez présentée avec beaucoup de vérité et un tact parfait. Peut-être l'expérience que vous avez évoquée pourrait-elle être élargie. Cette nostalgie de la vieille France n'était pas l'apanage des seuls milieux d'Action française et, pour d'autres groupes sociaux, il ne serait pas exact de dire que « le passé ne dépassait 1789 que par ses prolongements dans les vies des Prétendants ». Il y avait, au début de ce siècle, une nostalgie de la vieille France qui comprenait aussi le second Empire, ses années de prospérité économique, ses garanties à l'ordre social, sa protection donnée à l'Église, tout ce qui s'était abîmé dans la catastrophe encore très vivement ressentie de 1870 et dont la survivance, avec cette couleur d'image d'Épinal dont vous parlez si bien, était symbolisée par l'interminable existence de l'impératrice Eugénie. Tout cela plus provincial que parisien peut-être. J'ai beaucoup apprécié le « tiraillement » que vous analysez entre l'attrait du passé et les exigences scientifiques rencontrées à la faculté. J'ai infiniment goûté votre étude de l'engagement de l'homme moderne dans l'histoire, du poids des événements cosmiques, à l'échelle du monde, sur les destinées particulières. Votre esprit pénétrant vous permet de parler de l'histoire marxiste avec une mesure et une compréhension qu'il faut louer. Je crois bien entendre votre explication de l'histoire conservatrice et votre témoignage sur l'influence de Jacques Bainville : je n'estime pas que celle-ci ait été bienfaisante, mais c'est un autre problème. Je crains qu'elle n'ait été responsable d'un certain raidissement des esprits, d'un dessèchement des cœurs, dans les milieux bourgeois, devant les questions urgentes du monde moderne. Que la bourgeoisie qui se disait « bien-pensante » ait si mal pensé, je veux dire fait si mauvais usage du raisonnement, de l'expérience, se soit refusée à la sagesse, cela me paraît l'origine de beaucoup de nos maux (encore que je ne croie pas le phénomène aussi exclusivement français qu'on ne l'a dit).

Je ne voudrais pas faire cette lettre trop longue : elle serait indiscreète. Un dernier point me retiendra, si vous le permettez. Au fond, le problème essentiel est la place de l'Histoire dans le monde moderne. J'admets tout ce que vous dites, j'y souscris : histoire des structures différentes, dialogue où le présent n'est jamais absent, histoire totale et collective qui n'est pas la somme, ni la moyenne des histoires particulières. J'ajouterai même certains propos sages du vieil historien G. Lefebvre : enseignement de l'histoire et recherche. L'erreur de l'enseignement universitaire (et qui *persiste*) a été de se complaire dans une érudition stérile, de tenir son orgueil d'une littérature hermétique, de faire de l'histoire morte et non pas vivante, de proscrire le talent. Mais je redoute beaucoup l'essai, les généralisations hâtives, les constructions éblouissantes qu'à l'analyse contredit justement une étude érudite. On dit toujours « cela va de soi, l'érudition est indispensable à la base » mais cela est dit quelquefois par des gens qui

n'enseignent pas ou n'ont pas à enseigner des étudiants. Il n'est pas facile, je vous assure, de les dégager des préoccupations utilitaires du certificat de licence et de leur donner des exigences scientifiques et l'habitude du raisonnement. Ils singeraient très vite la pédanterie et la plaqueraient sur leurs ignorances. Ne croyez pas que je manque de compréhension pour mes étudiants : je les aime beaucoup, au contraire, et ils me donnent des preuves de confiance que je tiens pour plus précieuses que le succès d'un livre. L'idéal serait de faire une histoire vivante, attachante pour le lecteur, mais qui donnerait en même temps toutes les sécurités d'authenticité. Il me semble que certains ouvrages récents (je pense à l'Orient et à la Grèce de mon ami Aymard) sont déjà des réussites dans ce sens. Et que pour y parvenir, un livre comme le vôtre, soit à la fois un encouragement et un secours, voilà ce dont il faut vous féliciter, ce que j'aurais voulu vous dire beaucoup mieux que je ne l'ai fait. Mais veuillez être assuré, je vous prie, Monsieur, de ma gratitude pour votre aimable attention et de mes sentiments les plus sympathiques.